

**COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE
CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

**RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE
DES STATISTICIENS EUROPÉENS
POUR LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION
ET DES HABITATIONS DE L'AN 2000**

conjointement établies par la
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
et
l'Office statistique des Communautés européennes

Version préliminaire – 4 octobre 2005



**NATIONS UNIES
GENEVE, 2006**

NOTE À L'INTENTION DES LECTEURS

Le texte qui suit est une version préliminaire des recommandations, établie en vue d'un débat à la réunion CEE/Eurostat sur les recensements de la population et des habitations qui aura lieu à Genève du 12 au 16 décembre 2005. Il est également affiché sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/stats/documents/2005.12.censu.htm>

Cette version préliminaire regroupe les contributions de 11 équipes spéciales qui se sont consacrées à différentes parties des recommandations et a nécessité un grand travail de mise en concordance. On s'est efforcé de déceler et corriger autant que possible les anomalies, lacunes et répétitions, et de vérifier l'exactitude des numéros des paragraphes et des renvois. Toutefois, certaines erreurs ou anomalies pourraient encore subsister dans le texte. Elles seront supprimées au cours de la mise en forme finale des recommandations qui aura lieu après la réunion de décembre 2005.

La principale définition des caractéristiques à observer (caractéristiques essentielles, subsidiaires et dérivées) figure dans un encadré. Il convient toutefois de noter que, selon la façon dont cette définition a été rédigée, le texte figurant dans l'encadré ne correspond pas toujours exactement à la définition.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PARTIE A: MÉTHODES ET TECHNIQUES DE RECENSEMENT

1. Méthodes
2. Nouvelles technologies de recensement

PARTIE B: CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION

3. Caractéristiques géographiques
4. Caractéristiques démographiques
5. Caractéristiques économiques
6. Caractéristiques de l'instruction
7. Migrations internationales et internes
8. Caractéristiques ethniques et culturelles
9. Handicaps
10. Caractéristiques des ménages et des familles
11. Agriculture

PARTIE C: CARACTÉRISTIQUES DES HABITATIONS

12. Locaux d'habitation, logements et modes de logement

PARTIE D: APPENDICES

- i. Liste des caractéristiques essentielles et des caractéristiques subsidiaires
- ii. Méthodes de recensement possibles
- iii. Les principes fondamentaux de la statistique officielle
- iv. Assurance de la qualité: cadre de référence et mise en œuvre
- v. Méthodes d'évaluation des recensements
- vi. Évaluation des recensements établis à partir de registres
- vii. Portée et conception des programmes de consultation
- viii. Campagne de publicité et d'information
- ix. Classification de la population par groupe socioéconomique
- x. Principaux concepts, termes et définitions de la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé

INTRODUCTION

But des États membres de la Conférence des statisticiens européens

1. Les principaux objectifs des *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des habitations de 2010* sont les suivants: i) orienter les États membres de la Conférence des statisticiens européens et les aider à organiser et réaliser leur recensement de la population et des habitations, ii) faciliter et améliorer la comparabilité régionale des données en sélectionnant un ensemble de caractéristiques de base¹ et en harmonisant les définitions et classifications.
2. Les *Recommandations* ont pour but de décrire les différentes caractéristiques à observer qui correspondent à la région; elles en présentent les définitions et les normes, et en outre en analysent la portée et l'intérêt relativement à d'autres caractéristiques et à d'autres activités de collecte de données en dehors du cadre du recensement. Les caractéristiques sont présentées par thème (démographie, migrations, caractéristiques ethnoculturelles, etc.) afin de faciliter la description du contenu d'un recensement dans une plus vaste perspective. Une nouvelle rubrique relative aux méthodes et techniques a été ajoutée, non pas pour recommander une méthode ou une technique particulière mais plutôt pour présenter les différentes formules avec leurs avantages et leurs inconvénients et pour orienter les pays afin qu'ils fassent le meilleur choix en fonction de leur situation nationale.
3. La CEE a élaboré les *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens* en étroite collaboration avec Eurostat.

Relation avec le Programme mondial de recensements de 2010 de l'ONU

4. L'élaboration des *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens* est allée de pair avec la révision des «Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat» (désignés également sous le nom de «Recommandations relatives au recensement mondial»), avec un soin tout particulier apporté à leur coordination. Les pays sont encouragés à utiliser les deux séries de recommandations en parallèle. Les *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens* correspondent à la réalité des pays de la Conférence et peuvent faire le lien entre les travaux réalisés au niveau mondial et les besoins plus spécifiques de la région où les pays sont moins diversifiés que sur l'ensemble de la planète. De façon générale, les deux séries de recommandations sont compatibles l'une avec l'autre, mais les recommandations mondiales ont une plus large portée (dans leur couverture des questions et des pays), tandis que les *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens* utilisent des définitions (par exemple de la résidence habituelle) et des classifications plus précises.

¹ Le terme «caractéristiques» désigne le sujet pour lequel on veut obtenir des renseignements pour chaque personne, ménage, unité d'habitation ou bâtiment contenant des unités d'habitation.

PARTIE A: MÉTHODES ET TECHNIQUES DE RECENSEMENT

CHAPITRE PREMIER MÉTHODES

Introduction

1. Le présent chapitre donne un large aperçu des méthodes suggérées pour les recensements de la population et des habitations de 2010 dans la région de la CEE. Il expose les buts et objectifs d'un recensement ainsi que les questions de méthodologie associées aux différentes phases du recensement. On trouvera des renseignements plus détaillés dans les Principes concernant les recensements de la population et de l'habitat (deuxième révision)². Un nouveau chapitre a été ajouté dans la présente publication; il s'agit du chapitre 2: Nouvelles techniques de recensement. Le présent chapitre a été conçu dans le souci de présenter un certain nombre de techniques qui n'ont pas été couramment utilisées dans les recensements de la population mais qui sont maintenant sérieusement envisagées par plusieurs pays membres de la CEE.

Buts et objectifs d'un recensement

Rôle dans les systèmes nationaux de statistique

2. Les objectifs d'un recensement sont propres à chacun des pays et diffèrent selon la situation locale. Le rôle qui lui est dévolu dépend de la demande de statistique qui existe dans un pays donné ainsi que du contenu et de la structure du système statistique existant.

3. Le recensement de la population est l'une des pièces maîtresses de la collecte des données sur le nombre et les caractéristiques des habitants d'un pays. Il sert à intervalles réguliers de référence pour le dénombrement de la population aux niveaux national et local. Dans le cas de petites zones géographiques ou de sous-groupes de population, il représente parfois la seule source d'information sur certaines caractéristiques sociales, démographiques et économiques. Dans de nombreux pays, il constitue également une source inestimable pour la constitution d'un cadre solide en vue de l'établissement de bases de sondage.

4. Dans les pays qui produisent des statistiques démographiques en se basant uniquement sur les registres, le recensement offre l'occasion d'avoir une vue d'ensemble du pays, qui associe les caractéristiques sociales, démographiques et économiques.

1. En juillet 2005, le Conseil économique et social de l'ONU a adopté une résolution³ dans laquelle il invite instamment «les États Membres à effectuer un recensement de la population et de l'habitat et à en diffuser les résultats, qui doivent constituer une source clef d'information aux fins de la planification et du développement aux niveaux local, national, régional et international, et à communiquer ces résultats aux acteurs nationaux ainsi

² Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat, Nations Unies, New York, 2006.

³ Voir www.un.org/esa/coordination/ecosoc/.

qu'à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres organisations intergouvernementales afin de contribuer à l'exécution d'études sur la population, l'environnement et des questions et programmes de développement socioéconomique».

Fonctions autres que statistiques d'un recensement (implications et risques)

5. Certains pays utilisent les opérations de recensement pour réunir non seulement des informations statistiques aux fins du recensement, mais aussi d'autres types de données ayant un caractère essentiellement administratif. Ils le font surtout dans le but de créer ou de mettre à jour des registres de la population. Une telle démarche a l'avantage d'être rentable. Elle doit toutefois être planifiée avec soin car elle présente un risque élevé de violation de l'un des Principes fondamentaux de la statistique officielle, à savoir que «les données individuelles collectées [pour l'établissement des statistiques] par les organismes qui en ont la responsabilité... ne doivent être utilisées qu'à des fins statistiques»⁴. De plus, l'utilisation des opérations de recensement à des fins administratives risque d'avoir une incidence négative sur la confiance de la population dans la neutralité du recensement et en dernier ressort d'amoindrir la qualité des résultats.

Définitions, particularités et phases d'un recensement

Aperçu général

6. De tout temps, la définition d'un recensement en a repris les particularités essentielles: dénombrement individuel, universalité, simultanéité et périodicité. Au cours de ces dernières années, différentes méthodes sont apparues dans la région de la CEE où la notion de recensement a pris une plus grande amplitude. Certains pays ont remplacé le dénombrement sur le terrain de chaque individu, pratiqué jusqu'alors, par des données extraites de registres administratifs. Plus récemment, la priorité donnée au dénombrement général des individus et de leurs caractéristiques a cédé le pas à la nécessité de disposer de données plus fréquentes et pertinentes pour l'ensemble de la population et les plus petites entités territoriales. Il est dorénavant possible de trouver une définition commune d'un recensement de la population et des habitations dans la région de la CEE fondée sur la production et non plus sur les méthodes utilisées.

Définition

7. Le recensement de la population est par définition l'opération qui permet de connaître à intervalles réguliers, aux fins de la statistique officielle (ou statistique de référence), le nombre d'habitants vivant sur le territoire d'un pays et de ses unités géographiques les plus petites, et qui fournit en même temps des renseignements sur un ensemble déterminé de caractéristiques sociales et démographiques de toute la population. Cette opération consiste à rassembler (par dénombrement ou au moyen de registres) et regrouper des renseignements sur chaque individu, ainsi qu'à évaluer et diffuser des données démographiques, économiques et sociales, et à les analyser. Pour pouvoir planifier et mettre en œuvre des politiques de développement économique et

⁴ Voir appendice III.

social, des activités administratives ou des recherches scientifiques, il faut disposer de données fiables et détaillées sur l'effectif, la répartition et la composition de la population. Le recensement de la population est l'une des principales sources pour l'établissement de ces statistiques de référence, et il vise non seulement la population sédentaire mais aussi les personnes sans logis et les groupes nomades. Les données provenant de recensements de la population peuvent être présentées et analysées sous forme de statistiques pour un large éventail d'unités géographiques allant d'un pays entier à de petites localités ou quartiers urbains.

8. Le recensement des habitations est par définition l'opération qui permet de connaître à intervalles réguliers le nombre officiel (ou de référence) de tous les locaux d'habitation et de leurs occupants sur le territoire d'un pays et de ses unités géographiques les plus petites, et qui fournit en même temps des renseignements sur un ensemble déterminé de caractéristiques de ces locaux. Cette opération consiste à rassembler (par dénombrement ou au moyen de registres) et regrouper des renseignements sur chacun des locaux d'habitation, ainsi qu'à évaluer, analyser et diffuser les données relatives à ces locaux et à leurs occupants. Le recensement doit fournir des renseignements sur le parc immobilier ainsi que sur les caractéristiques de construction et les aménagements qui influent sur le respect de la vie privée, la santé et l'établissement de conditions favorisant une vie familiale normale. Il faut rassembler des données démographiques, sociales et économiques sur les occupants afin de pouvoir décrire les conditions de logement. Les données obtenues au moyen du recensement de la population, y compris celles qui concernent les sans-logis, servent souvent à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement des habitations.

9. Le recensement de la population et des habitations est l'ensemble des opérations qui fournissent en même temps des renseignements sur la population et des renseignements sur les locaux d'habitation dont il a été question plus haut. Ces opérations ont l'avantage de fournir des renseignements sur deux univers (la population et les locaux d'habitation) avec le même dénombrement. Comparativement au recensement de la population, le recensement de la population et des habitations permet également d'obtenir des renseignements sur les conditions de vie de la population. Les données de recensement se rapportant à la totalité de la population et du parc immobilier sont indispensables pour l'établissement de statistiques de la population, des familles, des ménages et de la situation du logement qui soient uniformes pour de petites zones et pour des sous-groupes de population. Les caractéristiques de la population sont des caractéristiques géographiques, démographiques, sociales et économiques, ainsi que des caractéristiques des ménages et des familles. Dans de nombreux pays, le recensement revêt une importance primordiale pour obtenir des renseignements de cette nature, car c'est la seule source disponible, faute d'autres solutions viables.

Particularités du recensement de la population et des habitations

10. Les particularités qui distinguent un recensement de la population et des habitations des autres méthodes de collecte de données dans la région de la CEE sont les suivantes:

1) Dénombrement individuel

Le recensement fournit des renseignements sur chacun des individus et

locaux d'habitation dénombrés, de sorte que leurs caractéristiques sont enregistrées séparément, ce qui permet une classification croisée des diverses caractéristiques et l'obtention de données correspondant à plusieurs caractéristiques.

- 2) Période de référence bien définie/Simultanéité/Période de référence unique
Les renseignements sur les individus et les locaux d'habitation obtenus à l'issue d'un recensement doivent se rapporter à une période de référence unique et bien définie. Dans le meilleur des cas, les données sur tous les individus et locaux d'habitation seront réunies simultanément. Toutefois, si tel n'est pas le cas, il faudra procéder à des ajustements afin que les données définitives correspondent à la même période de référence.
- 3) Résultats exhaustifs/Exhaustivité/Universalité/Données de référence/Couverture complète
Le recensement de la population et des habitations doit fournir des données sur le nombre total d'individus, de ménages et d'unités d'habitation sur le territoire d'un pays déterminé avec précision. Le dénombrement de la population doit porter sur chaque individu résidant sur le territoire déterminé d'un pays.
- 4) Données relatives à de petites zones
Le recensement doit fournir des données sur le nombre et les caractéristiques des habitants et des habitations dans les zones géographiques les plus petites, tout en préservant le caractère confidentiel des données.
- 5) Périodicité déterminée
Les recensements doivent être effectués à intervalles réguliers afin que l'on dispose de renseignements comparables et régulièrement espacés. Il est recommandé de réunir des données de recensement au moins tous les 10 ans.
- 6) Contrôle de qualité indépendant
Les données de recensement relatives au dénombrement des unités de base doivent être validées au moyen d'un contrôle de qualité indépendant de la couverture.

Objectifs stratégiques et critères de sélection des caractéristiques du recensement

11. Étant donné les dépenses indispensables et la participation massive de la population, le contenu du recensement et les méthodes utilisées doivent faire l'objet d'un examen approfondi pour s'assurer que tous les aspects des opérations de collecte et la diffusion des résultats sont acceptables pour les utilisateurs et conformes aux normes les plus strictes en matière de confidentialité, de respect de la vie privée et de déontologie. Le contenu d'un recensement doit être déterminé d'après: i) la demande de données aux niveaux national et local; ii) les données déjà réunies au moyen d'autres collectes; iii) les contraintes inhérentes à un recensement, puisqu'une collecte de données au cours de laquelle il n'est possible de poser qu'un nombre limité de questions sur des caractéristiques isolées et des caractéristiques potentiellement

embarrassantes ou plus complexes qui nécessitent de plus vastes modules et une formation spécialisée des agents de recensement ne peut avoir qu'une couverture limitée.

12. Chaque caractéristique à étudier dans un recensement doit satisfaire à un certain nombre de critères essentiels pour répondre aux besoins des utilisateurs:

- i) La caractéristique correspond à un besoin important et clairement défini des utilisateurs;
- ii) Il faut réunir des données correspondant à la caractéristique pour de petits groupes de population et/ou de petites zones géographiques;
- iii) Le recensement est le seul moyen de réunir des données correspondant à la caractéristique;
- iv) La caractéristique revêt une importance majeure sur le plan national;
- v) Les données correspondant à la caractéristique seront normalement combinées avec d'autres caractéristiques du recensement pour des analyses à plusieurs variables; et
- vi) Le contenu du questionnaire ne diffère pas considérablement de ce qu'il était pour les recensements précédents et, le cas échéant, la nouvelle caractéristique peut encore permettre des comparaisons avec les recensements précédents.

13. Il faut mettre en regard les données recherchées par les utilisateurs et un certain nombre d'autres facteurs lorsque l'on détermine les caractéristiques à inclure dans le recensement. Une caractéristique ne doit PAS figurer dans un recensement si:

- i) Elle donne lieu à des questions délicates ou potentiellement indiscrètes, ou exige de longues explications ou instructions pour que la réponse soit exacte;
- ii) Elle impose aux recensés un travail excessif ou concerne des renseignements qui ne sont pas faciles à obtenir ou que les personnes interrogées ne se rappelleront vraisemblablement pas avec exactitude;
- iii) Elle nécessite des questions sur des opinions ou des comportements; ou
- iv) Elle risque de présenter de gros problèmes de codage ou un traitement de grande ampleur ou encore d'augmenter le coût global du recensement.

14. De surcroît, le recensement doit être considéré comme une opération menée à des fins purement statistiques et ne doit donc pas être utilisé pour réunir des données de nature à favoriser délibérément des groupes politiques ou sectaires ou à soutenir des causes particulières.

15. Pour utiliser au mieux le peu d'espace disponible sur le questionnaire, la conception et la longueur d'une question seront également un élément important pour décider s'il est possible ou non de réunir certaines données.

16. L'insertion de nouvelles caractéristiques doit toujours être soumise à des tests afin de s'assurer que les renseignements recherchés seront effectivement recueillis et que les résultats obtenus seront fiables. De façon générale, un recensement de la population et des habitations doit être considéré comme faisant partie d'un programme intégré de collecte et de groupement des données appelé à servir de source globale d'information statistique destinée à la planification du développement économique et social, à l'administration, à l'évaluation des conditions régnant dans les établissements humains, à la recherche ou à des fins commerciales et autres. Un recensement de la population ou des habitations a plus de valeur si ses résultats peuvent être utilisés en parallèle avec ceux d'autres enquêtes.

17. Une liste des caractéristiques proposées figure à l'appendice I. Cette liste, qui établit une distinction entre les caractéristiques essentielles et les caractéristiques subsidiaires, est conforme aux recommandations contenues dans les chapitres qui suivent de la présente publication. Les caractéristiques essentielles sont celles qui sont considérées comme présentant le plus d'intérêt et d'importance pour les membres de la Conférence des statisticiens européens, et il est recommandé que ces pays les fassent figurer dans leurs recensements de la population et des habitations de 2010. Les caractéristiques subsidiaires sont celles que les pays pourraient sélectionner en fonction de leurs priorités nationales. Les critères de sélection de ces caractéristiques sont présentés dans le paragraphe 12. Certaines caractéristiques sont qualifiées de «dérivées». Les caractéristiques dérivées sont celles pour lesquelles les renseignements découlent des réponses concernant d'autres caractéristiques; elles n'ont donc pas à être rassemblées séparément. Les caractéristiques dérivées sont généralement présentées après les caractéristiques dont elles sont dérivées et apparaissent en caractères italiques.

Phases d'exécution des recensements

18. Les recensements par dénombrement sur place ne se conforment pas à un modèle uniforme, mais ils ont en commun un certain nombre d'éléments majeurs dont il convient de tenir compte. En général, les opérations de recensement comportent sept phases qui ne sont pas absolument distinctes chronologiquement et qui ne s'excluent pas entièrement l'une l'autre: mobilisation des parties prenantes, travaux préparatoires (y compris les essais et les travaux en sous-traitance), dénombrement, dépouillement des données, diffusion des résultats, évaluation des résultats, et analyse des résultats. Il importe que des stratégies appropriées d'assurance de la qualité (voir la partie relative à l'assurance de la qualité) soient appliquées au cours de toutes ces phases, afin de donner l'assurance que tous les aspects de la qualité des données (pertinence, coût, actualité, exactitude, accessibilité, interprétabilité, cohérence) soient pris en considération et que chaque choix au cours de toutes les phases d'exécution du recensement soit la meilleure solution au vu de l'objectif poursuivi.

Relation entre les recensements et les enquêtes par sondage

19. Les recensements de la population existaient déjà il y a 6 000 ans au moins, comme le donnent à penser les tablettes en argile trouvées dans l'ancienne Babylone, on l'on peut faire remonter les recensements modernes au milieu du XVII^e siècle. Les sondages, par contre, sont beaucoup plus récents et existent depuis trois quarts de siècle à peine.

Formulaires longs

20. Les recensements étaient au départ de simples dénombrements d'individus. Au fil des ans, ils ont pris de l'ampleur et leur champ d'application s'est étendu à mesure que sont venues s'ajouter aux demandes concernant les caractéristiques démographiques de base des demandes de renseignements sur d'autres domaines de la vie économique et sociale. De ce fait, à mesure que de nouveaux enjeux apparaissent, des pressions s'exercent pour ajouter des questions aux formulaires de recensement. Si les questions supplémentaires sont trop nombreuses, les formulaires risquent de devenir gigantesques, ce qui peut faire naître des inquiétudes quant à la qualité de tous les renseignements réunis.

21. De fait, «les avantages offerts par la synchronisation des [demandes de renseignements concernant plusieurs caractéristiques] peuvent être en partie annulés par le travail supplémentaire que représente, pour l'enquêteur comme pour l'enquêté, le volume accru de renseignements qu'il faut réunir en une seule fois»⁵. C'est pourquoi «la collecte des données pourrait se faire à la fois sur un questionnaire court (avec une sélection de questions) et sur un questionnaire long (plus exhaustif). Le questionnaire long est utilisé pour un échantillon [de logements,] de ménages ou de personnes»⁶.

22. En assouplissant la restriction imposée sur le nombre de formulaires de recensement, qui passe de un à deux, il est devenu possible de réunir plus d'informations tout en veillant à ce que la planification, la formation et les opérations sur le terrain demeurent relativement simples, et en maîtrisant les coûts. Cela dit, considérant que la demande de renseignements ne cesse de croître, cette stratégie pourrait conduire à de nouveaux compromis étant donné que le nombre de questions figurant sur le formulaire long ne fait qu'augmenter, pour les raisons déjà exposées. Si la «simultanéité» devient un principe fondamental, les pays envisageront peut-être de réunir les données en utilisant à la fois un formulaire court et deux formulaires longs ou plus (qui comprendront davantage de questions concernant une ou plusieurs caractéristiques spécifiques), chaque formulaire long correspondant à un échantillon distinct de ménages ou de personnes.

Le recensement considéré comme une référence et un cadre

23. Un recensement de la population ou des habitations a plus de valeur si ses résultats peuvent être combinés à ceux d'autres enquêtes. Ces derniers pourraient être utilisés, à l'instar des données de recensement, comme données de base ou de référence pour les statistiques courantes, ou fournir les renseignements nécessaires pour effectuer d'autres recherches statistiques. Ils peuvent, par exemple, fournir un cadre statistique pour d'autres recensements ou enquêtes par sondage. Le recensement de la population joue également un rôle important pour l'établissement des prévisions en matière de population qui sont nécessaires pour le calcul des taux démographiques

⁵ Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat, Première révision.

⁶ Recommandations pour les recensements de la population et des habitations de l'an 2000 dans la région de la CEE.

à partir des données des registres d'état civil. En outre, ce type de recensement constitue une source importante de données pour l'établissement d'indicateurs sociaux par des organismes publics, surtout lorsque l'évolution de la caractéristique considérée est généralement lente.

24. Par conséquent, on tirera le meilleur parti possible d'un programme continu et coordonné de collecte et de groupement de données, si l'on tient compte, lors de la préparation d'un recensement, des rapports qui existent entre le recensement de population, le recensement des habitations et d'autres enquêtes statistiques, et si l'on prend les dispositions nécessaires pour faciliter l'utilisation conjuguée du recensement et de ses résultats à l'occasion de telles enquêtes.

25. Pour établir un plan de sondage aléatoire, il faut une base de sondage complète, exacte et à jour. Une base de sondage est constituée, pour l'essentiel, des matériaux parmi lesquels on choisit un échantillon. Ce peut être une liste de petites zones. Ce peut être aussi une liste de constructions, de ménages ou d'individus. Le recensement peut servir à constituer l'un ou l'autre type de base, ou les deux. C'est d'ailleurs à cette fin que la plupart des pays l'utilisent. La base de recensement sert presque toujours de point de départ aux enquêtes par sondage sur des ménages. Il convient toutefois de noter qu'un recensement ancien - ne serait-ce que vieux d'un ou deux ans dans les pays qui évoluent ou se développent rapidement - peut être désuet comme base de sondage. Dans ce cas, il est indispensable de mettre la base de recensement à jour en allant travailler sur le terrain ou en consultant les fichiers administratifs avant de s'en servir comme base d'enquête.

26. L'effectif de la population et le nombre des ménages des districts de recensement sont particulièrement utiles pour mesurer la taille des unités, lors du tirage des unités du premier ou du second degré, ou pour divers procédés de stratification. Chaque fois que le recensement rassemble également des renseignements socioéconomiques, ceux-ci peuvent être utilisés en complément de ces procédés de stratification.

Enquêtes intercensitaires

27. Que les renseignements sur un grand nombre de caractéristiques soient réunis simultanément ou non, on a été amené, devant la rapidité avec laquelle évoluent l'effectif et d'autres caractéristiques de la population, ainsi que la demande de détails supplémentaires sur les caractéristiques sociales et économiques et les caractéristiques des habitations qui ne peuvent faire l'objet d'un recensement complet, à organiser des programmes continus d'enquêtes intercensitaires par sondage auprès des ménages pour réunir des données courantes détaillées sur de nombreuses caractéristiques.

28. Les recensements de la population et des habitations peuvent fournir la base de plans de sondage scientifique pour ces enquêtes; en même temps, ils fournissent des données de référence pour évaluer dans quelle mesure les résultats d'ensemble des enquêtes sont raisonnables et une base permettant de mesurer l'évolution des caractéristiques considérées dans les deux approches. Afin de permettre la comparaison des résultats des recensements et des enquêtes, il convient que les définitions et classifications employées soient aussi semblables que possible, compte tenu des objectifs de chaque approche.

Autres contributions des recensements aux programmes d'enquêtes intercensitaires

29. La théorie et les méthodes de l'échantillonnage se sont d'abord concentrées sur les moyens d'améliorer l'efficacité des plans et des techniques d'estimation qui leur sont associées de l'effectif total ou de l'effectif moyen de la population. C'est pourquoi on présume généralement que les recensements qui portent sur l'ensemble de la population et des habitations fournissent des renseignements statistiques sur une base uniforme pour de petites zones et des sous-groupes de population, mais qu'il faudrait peut-être envisager d'utiliser des échantillons de grande taille pour obtenir des résultats similaires pour des caractéristiques figurant dans des formulaires longs. Or on assiste depuis peu à l'apparition rapide de méthodes d'analyse des données d'enquête qui tiennent compte de la complexité du plan de sondage (qu'il s'agisse d'erreurs d'échantillonnage ou d'appréciation). De ce fait, même si les enquêtes par sondage ne peuvent, à elles seules, fournir des données pour de petites zones et des sous-groupes de population, elles peuvent être utilisées en association avec un recensement pour des caractéristiques bien précises. Par exemple, des agrégats de variables répertoriés pour chaque individu d'une population, qui servent souvent pour la stratification des zones de dénombrement, peuvent à leur tour servir d'étalon ou de variables indépendantes lorsque des modèles sont ajustés et utilisés aux fins de l'estimation d'agrégats de variables répertoriés pour des échantillons uniquement, dans le cas de petites zones ne faisant pas partie de l'échantillon. Ceux qui utilisent les renseignements doivent cependant en être avertis chaque fois que les résultats ainsi obtenus sont publiés. Des techniques analogues ont été utilisées dans certaines opérations de recensement pour vérifier la cohérence interne des renseignements et dans certaines approches pour calculer des valeurs fictives lorsque les renseignements faisaient défaut ou n'étaient pas homogènes.

Relation entre les recensements de la population et des habitations et les recensements de l'agriculture

29.a Le recensement de la population et celui des habitations ont entre eux des liens étroits, mais leur relation avec le recensement de l'agriculture est moins bien définie. Toutefois, du fait de l'intégration de plus en plus forte des programmes de collecte de données, les liens entre les recensements de la population et des habitations et les recensements de l'agriculture sont beaucoup plus étroits aujourd'hui que par le passé, et les pays cherchent de plus en plus de nouveaux moyens de renforcer ces liens.

29.b L'un des obstacles à l'établissement de liens entre les deux recensements tient au fait qu'ils utilisent des unités de dénombrement différentes. Dans les recensements de l'agriculture, l'unité de dénombrement est l'exploitation, c'est-à-dire l'unité technico-économique de production agricole, alors que dans les recensements de la population cette unité est le ménage et les personnes qui le composent. Cela dit, dans beaucoup de pays en développement, la plupart des activités de production agricole relèvent du secteur des ménages et les liens entre les ménages et les exploitations agricoles sont très étroits, une exploitation correspondant souvent à un ménage.

29.c Le recensement de l'agriculture rassemble, pour chaque ménage d'exploitant agricole, diverses données sur le ménage et les personnes qui le composent. Il est recommandé, dans le programme de recensement mondial de l'agriculture de 2010⁷,

⁷ FAO Statistical Development Series n° 11 (Rome, 2005).

de rassembler des données sur la taille du ménage et un nombre limité de données sur les caractéristiques démographiques et l'activité économique des membres du ménage de l'exploitant, ainsi qu'un nombre limité de renseignements sur les salariés travaillant sur l'exploitation. Pour obtenir un tableau complet, les utilisateurs de données sur le secteur agricole auront besoin de données provenant à la fois des recensements de l'agriculture et des recensements de la population. Ils constateront parfois que le recensement de l'agriculture fournira des données plus complètes sur l'activité agricole que ne le fera le recensement de la population, car celui-ci ne prend normalement en compte que l'activité économique principale de chaque individu pendant une brève période de référence, et de ce fait peut ne pas répertorier les individus qui exercent une activité agricole saisonnière ou à temps partiel. Par contre, le recensement de la population fournit des données sur l'emploi et la population agricoles, ce que ne fait pas le recensement de l'agriculture qui ne répertorie que les ménages associés à des exploitants agricoles.

29.d Lors de la planification du recensement de la population et des habitations, il faut étudier toutes les possibilités d'établir des liens entre ce recensement et le recensement de l'agriculture. Cette recherche peut prendre plusieurs formes. Les définitions utilisées pour les recensements de la population et des habitations doivent être compatibles avec celles utilisées pour le recensement de l'agriculture afin que l'on puisse établir des comparaisons valables entre les deux séries de données. Le recensement de la population et des habitations peut être utile également pour préparer le recensement de l'agriculture, par exemple pour délimiter les districts de recensement, établir la base de recensement ou, le cas échéant, le plan de sondage.

29.e Au moment de la planification du programme de recensement national, il faudrait envisager la possibilité de réunir, dans le cadre du recensement de la population et des habitations, des données agricoles supplémentaires qui faciliteraient l'établissement de la base des exploitations agricoles dans le secteur des ménages, en prévision d'un futur recensement de l'agriculture. Cela pourrait se faire au moment de l'établissement des cartes ou des listes préalables au recensement, ou encore en ajoutant une question supplémentaire au questionnaire du recensement. Dans ce dernier cas, on pourrait ajouter dans la rubrique des ménages une question supplémentaire aux fins de demander si l'un des membres du ménage exerce pour son compte des activités de production agricole. On pourrait également réunir des données supplémentaires au niveau de chaque individu afin d'identifier ceux qui exercent des activités agricoles pendant une plus longue période, par exemple un an. Ces adjonctions figurent dans ces principes et recommandations en tant que caractéristiques subsidiaires. Dans tous les cas, le recensement de l'agriculture doit être synchronisé avec celui de la population et des habitations et réalisé dès que possible après la fin de ce dernier, lorsque la base est encore d'actualité.

29.f Il faut également étudier la possibilité d'établir des liens entre les données provenant du recensement de la population d'une part, et de celui de l'agriculture d'autre part. Ces liens pourraient conférer aux ensembles de données des deux recensements une beaucoup plus grande utilité aux fins de l'analyse et réduire les coûts de collecte des données. Un grand nombre de renseignements concernant les caractéristiques démographiques et la situation au regard de l'activité sont fournis à la fois par le recensement de la population et par celui de l'agriculture. S'il était possible

d'établir un lien entre les données des deux recensements, il ne serait plus nécessaire de réunir ces données une deuxième fois au cours du recensement de l'agriculture.

29.g Certains pays combinent le recensement de la population et celui de l'agriculture en une seule opération. Normalement, chaque recensement conserve son identité distincte et son propre questionnaire, mais les opérations sont synchronisées afin que les deux collectes de données puissent être effectuées en même temps par les mêmes agents recenseurs. Il arrive que les deux recensements ne fassent plus qu'un. Cela peut présenter un certain nombre d'avantages, mais il faut en considérer avec circonspection l'incidence sur les opérations et la qualité des données.

Méthodologies dans la région de la CEE

30. Il existe quatre méthodes principales pour réaliser un recensement, en fonction du mode de collecte de données:

- i) La méthode traditionnelle reposant sur des questionnaires;
- ii) La méthode consistant à utiliser des registres et d'autres sources administratives;
- iii) Une combinaison du recours aux registres et autres sources administratives et avec des enquêtes (dénombrements complets ou enquêtes par sondage);
- iv) Le dénombrement traditionnel avec mises à jour annuelles des caractéristiques.

31. L'utilisation de registres et d'autres sources administratives peut se substituer à la méthode traditionnelle de recensement, dans la mesure où ces documents contiennent les caractéristiques, définitions et classifications pertinentes et portent sur l'ensemble de la population. Les enquêtes par sondage seules ne peuvent fournir des données équivalentes, mais il est possible d'y recourir en les combinant avec un recensement ou pour compléter des informations provenant d'un recensement qui portent sur certaines caractéristiques.

32. D'autres méthodes peuvent remplacer les recensements de la population et des habitations traditionnels et reposant sur les registres; elles n'ont pas nécessairement toutes les caractéristiques essentielles d'un recensement, mais visent à fournir un ensemble complet d'informations statistiques similaire à celui que permettent d'obtenir les méthodes traditionnelles et reposant sur les registres.

33. Quelle que soit la méthode retenue pour collecter ou fournir des données, elle doit tenir compte de toute une série d'aspects tels que a) les besoins des utilisateurs, b) la qualité des données, c) la complétude du dénombrement, d) la protection et la sécurité des données, e) la comparabilité des résultats entre pays et dans le temps, f) la charge pour les répondants, g) l'actualité des produits et h) les incidences financières et politiques.

34. Les résultats obtenus au moyen du questionnaire de la CEE sur les recensements de la population et des habitations, envoyés aux pays membres de la CEE au printemps 2004, mettent en évidence une tendance à abandonner la méthode

traditionnelle de recensement qui a été adoptée par la grande majorité des pays pour le recensement de 2000 (et est expliquée de façon détaillée dans les *Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat* de l'Organisation des Nations Unies) au profit d'une utilisation croissante de registres administratifs, employés exclusivement ou complétés par des informations provenant de questionnaires ou d'enquêtes. Bien que, dans leur majorité, les pays aient l'intention de réaliser un recensement de la population de type traditionnel en 2010, 10 pays de moins ont signalé qu'ils agiraient de la sorte. Il n'en reste pas moins qu'une grande majorité des pays prévoient d'utiliser les méthodes traditionnelles pour réaliser leurs recensements.

35. La majorité des pays qui abandonnent la méthode traditionnelle ont l'intention d'utiliser les registres administratifs, complétés par des informations provenant d'enquêtes ou de questionnaires.

36. Même parmi les pays qui prévoient de continuer à utiliser une méthode fondamentalement traditionnelle, plusieurs procéderont à des changements méthodologiques importants, qui consisteront à employer aussi des sources de données administratives pour obtenir des informations qui complètent un dénombrement traditionnel.

37. La plupart des pays continueront à recueillir des informations sur les ménages et sur les individus au cours de la même opération.

38. En 2010, des recenseurs et des autoquestionnaires seront utilisés approximativement dans la même mesure qu'en 2000. On continuera d'accorder à la collecte par recenseur une plus grande importance qu'au questionnaire à renvoyer par la poste. Cependant, un certain nombre de pays ont indiqué qu'ils envisageaient d'utiliser Internet comme mode possible de collecte d'informations parmi d'autres lors du prochain recensement.

39. L'appendice B examine la méthode de recensement traditionnelle, ainsi que plusieurs méthodes non traditionnelles, dont l'utilisation des registres, le recours aux registres complété par une enquête par sondage, le cumul des recensements et le dénombrement traditionnel comportant des mises à jour régulières des caractéristiques. Ces différentes méthodes y sont décrites et les conditions à remplir, les avantages et inconvénients, les incidences pour les différentes phases de réalisation du recensement, et les conséquences concernant le contenu sont indiqués de façon détaillée.

Confidentialité et sécurité

Principes de confidentialité

40. Le recensement recueille des informations auprès de chaque personne et de chaque ménage du pays. Les informations sur les particuliers en tant que telles ne présentent pas d'intérêt. Il s'agit plutôt d'obtenir des statistiques sur la collectivité dans son ensemble et sur des groupes au sein de celle-ci. En conséquence, la population a le droit de s'attendre à ce que les informations personnelles révélées à titre confidentiel soient protégées et il faut lui assurer qu'il en est bien ainsi. Le principe de confidentialité s'applique à l'ensemble du recensement; la protection

garantie va des renseignements figurant sur les questionnaires, dont la sécurité est assurée sur le terrain et au cours de leur exploitation, jusqu'aux informations produites et rendues publiques.

41. Il faut certifier à la population que toutes les informations données seront traitées de manière strictement confidentielle par l'organisme de recensement et par toute personne employée par lui ou lui fournissant des services aux fins du recensement. Dans de nombreux pays, il existe une législation qui protège ces informations, qu'elle ait trait spécifiquement au recensement ou porte plus généralement sur la protection des données et la liberté d'information.

42. Les principes complémentaires suivants doivent régir le traitement des informations données lors d'un recensement:

- i) Seules les personnes qui relèvent de l'organisme de recensement ou agissent en son nom peuvent avoir accès aux informations personnelles provenant du recensement;
- ii) Les questionnaires remplis doivent être recueillis ou renvoyés de telle façon que les informations ne soient pas révélées à d'autres particuliers. En outre, les membres d'un ménage doivent pouvoir, s'ils le souhaitent, donner des informations personnelles sur un questionnaire distinct de telle façon qu'elles ne soient pas révélées aux autres membres de leur ménage ou établissement, ou au recenseur;
- iii) Tous les fonctionnaires de l'organisme de recensement et les agents extérieurs qui lui fournissent des services liés au recensement doivent recevoir des instructions strictes concernant la confidentialité et être tenus de signer un engagement juridiquement contraignant à ce sujet. Ils doivent être passibles de poursuites pour toute violation de la loi;
- iv) La sécurité physique des documents du recensement contenant des informations personnelles détenus par l'organisme de recensement, le personnel de terrain ou des agents autorisés doit être assurée de façon rigoureuse et, si cela est jugé nécessaire, être vérifiée de façon indépendante;
- v) Les systèmes informatiques traitant les données du recensement doivent faire l'objet de mesures de protection strictes pour empêcher l'accès non autorisé aux informations;
- vi) Lors de la publication de statistiques du recensement, il convient de prendre toutes les mesures possibles pour empêcher la divulgation par inadvertance d'informations sur des particuliers ou ménages identifiables. Des précautions particulières peuvent être de rigueur en ce qui concerne les résultats statistiques relatifs à des circonscriptions de taille réduite. Les mesures à prendre pour éviter les divulgations inappropriées peuvent comprendre tout ou partie des actions suivantes:

- a) La permutation de certains relevés entre ménages ayant des caractéristiques démographiques similaires dans la même zone géographique de niveau supérieur;
- b) La limitation du nombre de catégories en lesquelles une variable peut être classée, par exemple par le recours à des groupes d'âge plutôt que d'âges précis;
- c) Lorsque le nombre de personnes ou de ménages d'une zone se situe au-dessous d'un seuil déterminé, la non-divulgaration des résultats statistiques - sauf peut-être aux fins d'un dénombrement élémentaire - ou leur inclusion dans ceux d'une zone voisine suffisamment peuplée;
- d) La modification aléatoire ou l'arrondissement des données avant la publication des statistiques; et/ou
- e) Dans le cas des microdonnées ou des échantillons des résultats du recensement mis à la disposition de chercheurs, l'élimination, dans les bases de données, de toutes les informations relatives au nom, à l'adresse et à des caractéristiques particulières qui pourraient permettre d'identifier les répondants.

Accès public à des relevés confidentiels du recensement

43. De temps à autre, des généalogistes, des historiens et des particuliers demandent aux offices nationaux de statistique d'autoriser l'accès public à des relevés de recensement ou de réduire la durée de confidentialité de ceux-ci, pour pouvoir procéder à des recherches concernant l'histoire de familles.

44. La période de confidentialité des relevés de recensement est fixée par la loi dans de nombreux pays, mais elle peut varier d'un pays à l'autre. D'autres pays appliquent des dispositions plus générales relatives à la protection des données ou des dispositions législatives concernant la liberté d'information pour ne pas divulguer des relevés confidentiels avant l'écoulement d'une période telle qu'il en résulte un risque réduit de divulgation d'informations concernant des personnes vivantes. Cependant, certains pays choisissent de détruire les formulaires du recensement une fois que l'exploitation des données est achevée.

45. Les pouvoirs publics peuvent considérer que les relevés de recensement anciens ont une valeur sociologique et commerciale, mais ils doivent aussi être conscients du fait que les offices nationaux de statistique risqueraient d'avoir du mal à recueillir des informations auprès de la population si les assurances concernant la confidentialité des informations recueillies n'étaient pas suivies d'effet. La confiance de la population dans la sécurité et la confidentialité des informations données dans le cadre d'un recensement doit par conséquent être considérée comme primordiale.

Métadonnées

46. Un système de métadonnées fournit des informations supplémentaires sur les caractéristiques des données recueillies et publiées. Chaque office national de

statistique utilise son propre système de métadonnées, qui repose sur des normes internationales mais est adapté aux particularités du pays. Comme un recensement de la population et ses résultats sont liés à d'autres domaines des activités statistiques, il faut que le système de métadonnées relatif à un recensement de la population utilise, dans un pays déterminé, les mêmes éléments que l'ensemble du système de métadonnées de l'office national de statistique. Cependant, il est également nécessaire que le système de métadonnées d'un recensement de la population contienne certains éléments utilisés uniquement pour ce recensement. Il convient aussi que le système de métadonnées d'un recensement de la population assure la comparabilité internationale la plus large possible des données.

47. Le recensement de la population qui aura lieu vers 2010 devra assurer la comparabilité avec les données des précédents recensements, tout en incluant de nouveaux éléments correspondant à l'évolution qui aura lieu depuis le recensement précédent. Par conséquent, le système de métadonnées du recensement de la population qui sera réalisé vers 2010 devra utiliser le même système de métadonnées que celui du précédent recensement de la population (voir le document intitulé *Recommandations pour les recensements de la population et des habitations de l'an 2000 dans la région de la CEE*), avec la mise à jour nécessaire eu égard à l'évolution de la situation depuis le précédent recensement de la population. Les particularités des systèmes de métadonnées des différents offices nationaux de statistique résultent également de la mesure dans laquelle ils utilisent des sources de données administratives et leurs systèmes de métadonnées.

48. Un système de métadonnées contient notamment des définitions de termes, des classifications et des nomenclatures. Les classifications et les nomenclatures sont utilisées en vue d'une classification unifiée des données. En ce qui concerne les indicateurs pour lesquels des classifications normalisées internationales ont été établies, ces dernières sont utilisées. Pour ce qui est des indicateurs qui ne peuvent faire l'objet d'une classification reposant sur des normes internationales, il faut créer de nouvelles nomenclatures.

Intégrité

Généralités

49. Dans le contexte du recensement de la population, on peut définir l'intégrité comme le respect strict de tous les *Principes fondamentaux de la statistique officielle* de l'ONU aux différents stades des opérations de recensement par l'ensemble des organismes et des personnes qui y participent. L'intégrité est assurée lorsqu'un grand nombre d'utilisateurs (y compris les médias et la population), les répondants, et les personnes et entités chargées de décider du cadre juridique et du financement du recensement estiment que l'organisme principalement responsable du recensement est guidé exclusivement par le souci de donner une représentation exacte de certaines caractéristiques essentielles de la société aux fins exposées dans le chapitre A, dans des limites d'une enveloppe de ressources qui doit être utilisée de la façon la plus efficace possible et compte dûment tenu de la charge qui pèse sur les répondants. Le principal organisme qui participe au recensement est, dans la plupart des cas, l'office national de statistique. La tâche de ce dernier est de fixer des normes d'intégrité et de veiller à ce qu'elles soient respectées par son personnel permanent, ses agents temporaires recrutés aux fins du recensement, et le personnel de tout autre

organisme (public ou privé) auquel certains éléments des opérations peuvent être confiés ou sous-traités. Un examen approfondi des *Principes fondamentaux de la statistique officielle* se trouve dans l'annexe iii.

Assurance de la qualité

Programme d'assurance et d'amélioration de la qualité

50. Le produit de tout recensement de la population et des habitations est constitué par des informations, et la confiance dans la qualité de celles-ci est essentielle. La gestion de la qualité doit par conséquent jouer un rôle crucial dans la gestion globale du recensement d'un pays. En conséquence, un programme d'assurance de la qualité doit faire partie du programme d'ensemble du recensement, et ce depuis le début de celui-ci. Il porte sur toutes les activités, au cours de la planification, de la conception, d'opérations telles que la collecte et le traitement de données, des évaluations et de la diffusion des résultats. Un but important de tout programme d'assurance de la qualité est d'intégrer dès le début celle-ci au recensement grâce à l'utilisation judicieuse des connaissances et des compétences de fonctionnaires de divers niveaux. Un tel programme doit également permettre de détecter les erreurs, de façon à ce que des mesures correctives puissent être prises au cours du recensement. Ce programme doit également être considéré comme un programme d'amélioration de la qualité. En l'absence d'un tel programme, les données du recensement obtenues à la fin du processus peuvent contenir des erreurs, ce qui réduit considérablement leur utilité. Si les données sont de mauvaise qualité, les décisions qu'elles incitent à prendre peuvent constituer des erreurs coûteuses. En définitive, la crédibilité de l'ensemble du recensement peut être mise en cause.

51. Le système d'assurance et d'amélioration de la qualité doit être conçu dans le cadre de l'ensemble du programme de recensement et être intégré dans les autres plans et procédures de celui-ci. Ce système doit être mis en œuvre à toutes les phases du recensement: planification, préparation du dénombrement, dénombrement, circulation des documents, codification, saisie des données, édition, présentation en tableaux et diffusion des données. La mise en place d'un système d'assurance et d'amélioration de la qualité dès le stade de la planification est cruciale pour le succès de l'ensemble des opérations de recensement.

Nécessité d'un programme d'assurance et d'amélioration de la qualité

52. En raison de l'ampleur et de la complexité des opérations de recensement, il est probable que des erreurs se produisent au cours de l'une ou l'autre de ses phases. Qu'elles soient commises au niveau de la planification, de la conception ou des opérations, ces erreurs peuvent entraîner de graves déficiences touchant la couverture ou le contenu, des dépassements de coûts ou des retards importants dans la réalisation du recensement. Si elles ne sont pas anticipées et maîtrisées au cours de la conception et de la mise en œuvre, elles peuvent engendrer des erreurs non dues à l'échantillonnage telles que les résultats perdent toute utilité. Pour limiter et prévenir les erreurs aux différents stades d'un recensement, il faut consacrer une partie du budget à des programmes d'assurance et de contrôle de la qualité.

53. Chaque organisme national de recensement doit mettre en place un système d'assurance et d'amélioration de la qualité qui fasse partie intégrante du programme

de recensement. L'objectif principal d'un tel programme doit être de faire en sorte que la qualité soit bien prise en compte à toutes les étapes du recensement. Les différentes dimensions de la qualité, qui sont décrites brièvement ci-après, se chevauchent et sont interdépendantes, et chacune doit être prise en charge de façon appropriée pour que les informations obtenues soient utilisables. Au cours de chaque phase de l'exécution d'un recensement, il peut être nécessaire de privilégier des éléments différents de la qualité.

54. L'obtention d'un niveau acceptable de qualité est le résultat de la prise en compte, de la gestion et de l'équilibrage des différentes dimensions de la qualité, compte dûment tenu des objectifs du programme, des principales utilisations des informations, des coûts et d'autres facteurs qui peuvent influencer sur la qualité des informations. Les mesures prises à l'égard d'une dimension particulière de la qualité peuvent avoir des incidences sur les autres dimensions. Les décisions et les actions qui visent à obtenir un équilibre approprié entre les différentes dimensions de la qualité reposent sur des connaissances, l'expérience, des examens, des informations en retour, des consultations et la faculté de jugement.

55. Les évaluations et les mesures de la qualité de recensements antérieurs peuvent présenter beaucoup d'intérêt lorsqu'il s'agit de définir des priorités et les grandes orientations lors de la conception des plans et des procédures. Il peut être souhaitable de déterminer le niveau de qualité qui a été obtenu lors des précédents recensements et établir en conséquence des normes applicables lors du prochain recensement.

56. Le système de contrôle et d'amélioration de la qualité doit être considéré comme un élément important de l'ensemble du programme de recensement. En conséquence, il doit être pleinement intégré dans les autres plans et procédures du recensement. Il n'existe pas de système standard unique de contrôle et d'amélioration de la qualité qui puisse être appliqué à tous les recensements ni même aux différentes phases d'un recensement. Les personnes qui conçoivent et administrent le recensement ne doivent pas perdre de vue que, quelle que soit l'intensité de l'effort déployé, une couverture complète et une exactitude parfaite des données du recensement ne peuvent être obtenues. Cependant, l'action menée pour détecter les erreurs et ensuite y remédier doit avoir une ampleur suffisante pour qu'il soit possible de produire des données d'une qualité raisonnable dans les limites du budget alloué et du temps imparti.

Définition de la qualité des informations

57. Il est généralement reconnu que la qualité compte six dimensions:

1. La *pertinence* des informations statistiques correspond à la mesure dans laquelle celles-ci répondent aux besoins des utilisateurs. Un programme de recensement doit établir un équilibre entre les besoins contradictoires des utilisateurs actuels et potentiels, de façon à répondre aussi bien que possible aux besoins les plus importants, compte tenu des ressources disponibles. Cette dimension de la qualité revêt une importance particulière pour la conception du contenu du recensement et la diffusion de ce dernier.

2. L'*exactitude* des informations statistiques est la mesure dans laquelle les informations décrivent correctement les phénomènes qu'elles sont censées mesurer. Elle est habituellement caractérisée en fonction des erreurs des estimations statistiques et classée en deux catégories: le biais et l'écart. Dans le contexte d'un recensement, l'écart n'existe que lorsqu'un questionnaire plus long et plus détaillé est utilisé pour un échantillon de personnes ou de ménages ou que seul un échantillon d'enregistrements est traité. L'*exactitude* peut également être décrite sous l'angle des grandes sources d'erreur (par exemple, couverture, échantillonnage, non-réponse, réponse, saisie de données, codification).
 3. L'*actualité* se rapporte au temps qui s'écoule entre le point de référence des informations (généralement le jour du recensement) et la date à laquelle celles-ci deviennent disponibles. Dans le cas d'un recensement, le calendrier de diffusion comporte souvent plusieurs dates de publication. En général, il faut faire un arbitrage entre l'*actualité* et l'*exactitude*. De même, l'*exactitude* peut avoir des effets sur la *pertinence*.
 4. L'*accessibilité* des informations statistiques désigne la facilité avec laquelle elles peuvent être obtenues. Cela comprend la facilité avec laquelle l'existence des informations peut être déterminée et l'adéquation de la présentation ou du support des informations. Bien que les recensements visent avant tout à répondre aux besoins de l'administration centrale, les données obtenues sont très utiles à de nombreux utilisateurs secondaires, dont les administrations locales, des organismes privés et la population dans son ensemble. Pour que les informations obtenues soient aussi utiles que possible, elles doivent être accessibles à tous les utilisateurs potentiels. En conséquence, les recensements englobent souvent des produits gratuits, des produits payants ordinaires et des produits fournis spécialement à un utilisateur contre paiement. La stratégie adoptée et le coût des services influent aussi sur l'*accessibilité*.
 5. L'*interprétabilité* des informations statistiques est liée à la disponibilité des informations supplémentaires et des métadonnées nécessaires pour les interpréter et les utiliser. Ces informations portent habituellement sur les concepts fondamentaux, les variables et les classifications utilisées, les méthodes de collecte et de traitement des données, et l'*exactitude* des informations.
 6. La *cohérence* désigne la mesure dans laquelle les informations du recensement peuvent être rapprochées fructueusement d'autres informations statistiques dans un cadre d'analyse large et dans le temps. L'utilisation de concepts et de classifications normalisés - éventuellement internationaux - favorise la cohérence. Il est possible d'évaluer la *cohérence* au moyen d'un programme de certification et de validation des informations du recensement par comparaison avec les informations correspondantes provenant d'enquêtes et de sources administratives.
58. La gestion et la mise en œuvre de l'assurance de la qualité sont décrites de façon détaillée dans l'appendice iv.

Évaluation du contenu et de la couverture du recensement

Objet de l'évaluation du recensement

59. Il est généralement admis, comme c'était déjà le cas dans le passé, qu'un recensement de la population n'est pas parfait et que des erreurs peuvent se produire à tous les stades. La plupart des erreurs relevées dans les résultats du recensement sont classées en deux catégories générales: erreurs de couverture et erreurs de contenu. Les erreurs de couverture résultent d'omissions ou de doubles emplois concernant des personnes ou des habitations lors du dénombrement. Les erreurs de contenu sont causées par des déclarations inexactes ou des enregistrements incorrects concernant des caractéristiques de personnes, ménages ou habitations dénombrés.

60. De nombreux pays sont conscients de la nécessité d'évaluer la qualité globale des résultats de leur recensement et utilisent diverses méthodes pour évaluer la couverture de ce dernier, ainsi que certains types d'erreur de contenu. Cependant, un programme d'évaluation complet doit également comprendre des évaluations du succès des opérations de recensement, au cours de chacune de ses phases. Les pays doivent donc veiller à ce que leur évaluation globale du recensement porte sur le processus de recensement (dans ce cas, il sera question ci-après d'«évaluations opérationnelles») et sur les résultats (dans ce cas, il sera question plus loin d'«évaluations générales»). Ensemble, les évaluations opérationnelles et les évaluations générales indiquent le degré de réussite d'un recensement. Le troisième élément d'un programme de recherche global est constitué par des expériences, qui indiquent les moyens de faire mieux.

- i) Les évaluations opérationnelles présentent les volumes, les taux et les coûts finals des différentes opérations, en utilisant des données provenant des fichiers et des activités de production; des fichiers des activités d'assurance de la qualité; et des informations recueillies lors de comptes rendus rétrospectifs, ainsi que d'enseignements retirés. Les évaluations opérationnelles peuvent comprendre un examen des données, mais n'expliquent pas les erreurs. Les volumes, taux et coûts finals peuvent être ventilés en données démographiques, géographiques et situées au niveau de l'habitation ou de la personne, aux stades intermédiaires des opérations;
- ii) Les évaluations générales consistent en une analyse, une interprétation et une synthèse de l'efficacité des différents éléments du recensement et de leurs effets sur la qualité et la couverture des données, à partir de données provenant des opérations et des systèmes, et de collectes de données auxiliaires; et
- iii) Les expériences sont des études quantitatives ou qualitatives qui doivent avoir lieu au cours d'un recensement pour produire des résultats significatifs, en vue de guider la planification des recensements futurs. Le recensement offre les meilleures conditions possibles pour retirer des enseignements sur la valeur de méthodes ou de technologies nouvelles ou différentes; les expériences comprennent généralement des enquêtes nationales auprès de panels multiples.

61. En plus des évaluations opérationnelles, des évaluations générales et des expériences menées pendant le recensement, il est possible de procéder à des essais de recensement, qui sont utiles pour la planification et la conception du recensement lui-même. Ces essais peuvent être menés sur un échantillon national (ce qui est utile pour déterminer le contenu, les réponses obtenues par courrier postal ou par Internet, et d'autres caractéristiques de questionnaires utilisés au cours du recensement) ou sur un site (ce qui est utile pour tester les procédures opérationnelles). Les essais préalables au recensement peuvent aussi consister en essais cognitifs du questionnaire, en recherches et essais concernant l'établissement automatisé de listes d'adresses, l'adressage des questionnaires et leur expédition par la poste, la collecte de données, la saisie de données et le traitement des données, et en études novatrices concernant l'utilisation de documents administratifs, de modélisations améliorées des coûts, et de meilleures méthodes de mesure de la couverture.

62. Avant de procéder au recensement lui-même, une répétition générale permet de tester l'ensemble des opérations, des procédures et des questions, de la même façon qu'une répétition théâtrale donne la possibilité de remédier à d'éventuels problèmes avant la première.

63. Il faut généralement concevoir l'évaluation générale portant sur les résultats du recensement de façon à pouvoir atteindre l'un ou plusieurs des objectifs principaux suivants: offrir aux utilisateurs des mesures de la qualité des données du recensement pour les aider à interpréter les résultats, déterminer dans la mesure du possible les types et sources d'erreur pour faciliter la planification des recensements futurs, et obtenir une base pour l'établissement d'une estimation aussi exacte que possible des agrégats du recensement, tels que l'ensemble de la population, et fournir des résultats de recensement ajustés compte tenu d'erreurs identifiées. Dans la mesure du possible, les évaluations de la complétude et de l'exactitude des données doivent être rendues publiques en même temps que les résultats initiaux du recensement. Des résultats supplémentaires peuvent être diffusés ultérieurement. Il existe un certain nombre de méthodes pour réaliser des évaluations générales de recensements et, dans la pratique, de nombreux pays utilisent une combinaison de ces méthodes pour atteindre pleinement ces objectifs. Ces méthodes sont décrites dans l'appendice v. Les techniques d'évaluation générale des recensements reposant sur des registres sont décrites dans l'appendice vi.

Externalisation et qualité des données du recensement

64. Lors de l'externalisation d'éléments des opérations du recensement, l'organisme de recensement doit malgré tout assumer la responsabilité de la qualité des données et gérer cette dernière. Ces aspects ne doivent jamais être externalisés. Les systèmes automatisés de saisie, de réparation et de codification des données accroissent considérablement les risques de nuire à la qualité des données et en créent de nouveaux par rapport aux méthodes traditionnelles de traitement des recensements. Si les problèmes de qualité de données ne sont pas suivis et gérés de façon appropriée, ils peuvent n'être détectés que tardivement, à un moment où des considérations de coût et de calendrier limitent les options de correction. Il faut tenir compte de cette réalité pour déterminer la façon de procéder à l'externalisation.

65. Lorsque l'organisme de recensement définit les modalités d'externalisation, il doit veiller à continuer de pouvoir comprendre et manipuler les éléments qui contribuent à la qualité des données finales. À cette fin, son personnel doit comprendre le mode de fonctionnement de systèmes tels que les moteurs de reconnaissance et les algorithmes de codification, et être en mesure de modifier les tolérances et les paramètres de ces systèmes de façon peu coûteuse et en temps voulu au cours du traitement. Une modification de ces paramètres permet à l'organisme de recensement de déterminer et de gérer l'équilibre entre la qualité des données, les coûts et l'actualité au cours du traitement.

66. Certaines méthodes de mesure de la qualité des données obtenues après leur saisie, telles que la détermination des taux de substitution ou la mesure du nombre d'erreurs d'introduction de données, ne conviennent pas, car elles se bornent à mesurer l'ampleur totale des erreurs, mais non leur importance. En fait, ces méthodes pourraient engendrer des dépenses supplémentaires considérables pour la correction d'erreurs anodines, qui n'entraîne pas une amélioration appréciable de la qualité. C'est pourquoi il faut mesurer la qualité des données au niveau des caractéristiques et non au niveau individuel. Cela doit se faire de deux façons: il faut, d'une part, traiter indépendamment un échantillon d'enregistrements à l'aide de méthodes manuelles et comparer les résultats pour chacun des enregistrements avec ceux obtenus à l'aide des systèmes automatisés et, d'autre part, comparer les données globales pour une zone avec les résultats attendus sur la base d'autres informations concernant cette zone (provenant par exemple du recensement précédent ou d'autres sources de données).

67. Il faut réaliser cette opération continuellement au cours du traitement, en vue de détecter précocement les problèmes de qualité et de déceler les systèmes ou opérations qui y ont contribué. La quantité d'erreurs qui est acceptable et le degré d'intervention et de modification des systèmes ou des opérations dépendent de l'évaluation par l'organisme de recensement de l'adéquation globale des résultats et des effets d'ensemble sur les coûts et le respect du calendrier. Cela varie d'une caractéristique à l'autre. Par exemple, il est normal d'accorder plus d'importance à la qualité de variables démographiques essentielles qu'à d'autres données recueillies au moyen du formulaire de recensement.

68. Dans le cadre de l'externalisation, il peut être prévu que le prestataire fournisse le système nécessaire conformément à un ensemble de spécifications données par le client, étant entendu que ce dernier s'intéresse uniquement aux produits et non au mode de fonctionnement du système. Cela suppose que l'organisme de recensement comprenne parfaitement et puisse prévoir tous les problèmes de qualité des données qui peuvent surgir au cours du recensement et les a incorporés dans ces spécifications. Le client n'est pas censé comprendre la façon dont le système fonctionne ou contribue aux produits finals. Toute modification du système exige généralement des procédures lourdes pour déterminer les responsabilités contractuelles et engendre des coûts financiers importants. Cette façon de faire transfère la responsabilité pour la qualité des données du recensement au prestataire extérieur, alors que les risques pèsent sur l'organisme de recensement. Elle supprime toute souplesse et restreint considérablement l'aptitude de l'organisme de recensement à faire face aux problèmes de qualité qui apparaissent au cours du traitement.

Consultation

69. Lors de la réalisation d'une opération aussi importante et complexe qu'un recensement de la population et des habitations, les responsables de ce dernier doivent s'assurer, par des consultations et une participation de la population, qu'il est possible d'atteindre les grands buts stratégiques. Les pays souhaiteront sans doute examiner la façon de mener les consultations pour que:

- i) Le contenu des questions réponde aux besoins d'information démontrés des utilisateurs;
- ii) Il soit possible de concevoir des questions utiles et des moyens de collecte de données qui soient suffisamment exacts pour répondre aux besoins des utilisateurs;
- iii) Les produits et services obtenus répondent aux besoins des utilisateurs compte tenu de normes de qualité et d'un calendrier convenus; et
- iv) Tous les aspects de la collecte des données du recensement et de la diffusion des résultats soient acceptables pour la population.

70. En conséquence, un programme complet de communication aux fins d'un recensement doit viser trois types distincts de destinataires:

- i) Les utilisateurs des données du recensement (aussi bien les utilisateurs expérimentés et spécialisés que les généralistes qui n'utilisent qu'occasionnellement les données);
- ii) Les personnes et organismes qui participent au dénombrement; et
- iii) Le grand public.

71. Bien que la participation soit généralement obligatoire, le recensement est une activité nationale dont le succès dépend presque entièrement de la coopération et de l'assistance de la population et de nombreux organismes publics et locaux. En conséquence, il est essentiel d'élaborer une stratégie de communication coordonnée avec d'autres préparatifs du recensement proprement dit. Une bonne communication est utile non seulement parce qu'elle permet aux responsables du recensement d'obtenir régulièrement et en temps voulu des informations sur les besoins des utilisateurs, mais aussi parce qu'elle est un moyen d'évaluer les réactions de la population vis-à-vis des plans et des activités du recensement dans diverses zones du pays. Des informations détaillées sur la portée et la conception des programmes de consultation se trouvent dans l'annexe 6.

Diffusion

72. Un recensement n'est pas terminé tant que les informations recueillies ne sont pas mises à la disposition des utilisateurs sous une forme qui réponde à leurs besoins et selon un calendrier approprié. En conséquence, dans l'optique de la diffusion des résultats du recensement, il faut accorder beaucoup d'importance à la réactivité vis-à-vis des utilisateurs et à un niveau élevé de qualité dans la production de statistiques.

73. Il existe plusieurs façons de mettre les résultats d'un recensement à la disposition des utilisateurs:

- i) Sous la forme de rapports imprimés contenant des tableaux standard et convenus d'avance, habituellement disponibles aux niveaux national, régional ou local dans des administrations ou des librairies;
- ii) Sous la forme de rapports non publiés (souvent appelés «résumés»), qui contiennent des tableaux standard mais relatifs à des zones plus petites ou à des sous-groupes de la population qui ne sont pas abordés dans les rapports publiés; ces résumés sont souvent demandés par des utilisateurs, qui doivent contribuer à une partie du coût marginal de leur production;
- iii) Sous la forme de produits commandés établis à partir d'une base de données, comprenant des tableaux à double entrée sur mesure et portant sur des variables qui ne se trouvent pas dans les rapports standard ni dans les résumés; et
- iv) Sous la forme de microdonnées, habituellement disponibles de façon restreinte et fournies dans des conditions strictement contrôlées.

74. Une série de produits et de supports doivent être disponibles pour répondre aux besoins en évolution des utilisateurs. Il est probablement nécessaire de fournir:

- i) Des résumés nationaux, régionaux et locaux;
- ii) Des rapports sur les principales constatations relatives à certaines caractéristiques, des résultats plus détaillés et des analyses présentées soit sous une forme standard pour des zones allant jusqu'au niveau géographique local, ou des statistiques plus détaillées sur des caractéristiques particulières;
- iii) Des profils locaux;
- iv) Des analyses spatiales et graphiques; et
- v) Des métadonnées supplémentaires portant sur les définitions, les classifications et des évaluations de la couverture et de la qualité.

75. Les principaux résultats nationaux et locaux doivent être diffusés, selon un calendrier annoncé par avance, aussi rapidement et sur une période aussi brève que possible, une fois que le traitement est achevé et que la population totale du pays a été déterminée.

76. En raison de coûts de production de plus en plus élevés, il se peut que les publications imprimées soient moins utilisées pour la diffusion des principaux résultats du recensement, mais le papier reste un support qui ne se détériore pas facilement et n'exige pas de l'utilisateur qu'il possède un matériel, des logiciels ou des compétences techniques déterminés. La publication simultanée des produits peut cependant n'être possible que si on les distribue sur des supports électroniques de grande capacité. Cela dit, lorsque les données sont fournies sous une forme électronique, il convient de veiller à donner aux utilisateurs des moyens faciles

d'extraction des données. Les options de présentation des résultats et des métadonnées pertinentes doivent être accessibles dans des formats standard, ainsi que sous la forme de fichiers courants de base de données et de tableur, en vue d'une extraction et d'une manipulation aisées.

77. Eu égard à l'importance croissante de l'utilisation d'Internet, il faut mettre en place chaque fois que possible un système permettant de commander, de spécifier et de recevoir en ligne des tableaux du recensement et des échantillons des résultats de recensement destinés à des chercheurs, en prenant des mesures appropriées pour protéger la confidentialité statistique des données et la sécurité de la transmission.

78. Bien que la fourniture de produits flexibles et de diverses options de diffusion résulte avant tout d'une demande des utilisateurs, il faut veiller très soigneusement à éviter de divulguer par inadvertance des informations sur des particuliers identifiables lors de la diffusion des résultats statistiques du recensement. Pour protéger la confidentialité, il faut prendre diverses mesures (voir plus haut, par. 41 à 43).

79. Lorsqu'il est nécessaire de prélever des redevances, il faut fixer leur montant de telle façon que l'accès aux résultats soit financièrement abordable pour tous les types d'utilisateur, et il peut être nécessaire de mettre en place un service d'impression à la demande pour fournir les données qui se trouvent dans des suppléments électroniques aux utilisateurs qui préfèrent le support papier.

80. Il faut concevoir des produits qui permettent de fournir des informations statistiques et géographiques en même temps que des systèmes d'information géographiques, pour répondre à une demande importante, et le faire avec autant de souplesse que possible, compte tenu des impératifs de confidentialité. Les bases de données qui permettent d'établir des graphiques et des cartes sont particulièrement utiles. Idéalement, les utilisateurs devraient être capables de créer facilement eux-mêmes des graphiques ou des cartes, et de les imprimer ou d'utiliser les images à d'autres fins. Plusieurs organismes de recensement ont créé ce type de produit, parfois en coopération avec une entreprise commerciale.

Publicité et campagne d'information

81. Ces dernières années, comme il est complexe de recueillir des informations auprès de la population, l'information de celle-ci sur un recensement prochain et des explications concernant ses buts et ses tâches ont permis d'améliorer la qualité du recensement et de faciliter la collecte d'informations fiables.

82. La tâche principale consiste à expliquer l'importance d'un recensement prochain de la population et des habitations en vue de décrire la société, de définir les perspectives de développement du pays et d'actualiser les informations sociales et démographiques, régionales et nationales. Le recensement a une importante signification culturelle et historique, non seulement pour le pays, mais également au niveau mondial.

83. Le principal but concret consiste à susciter une attitude positive de la société à l'égard du recensement, en demandant aux citoyens d'y participer et de donner des informations fiables sur eux-mêmes.

84. Il faut communiquer des messages importants sur le moment et les modalités du recensement, sur ce qui est attendu de la population et sur la façon dont celle-ci peut trouver des informations complémentaires sur le recensement. Une compréhension de ces aspects du recensement par la population contribue au bon déroulement de la collecte de données. L'exécution d'une campagne de publicité et d'information - avant, pendant et après la collecte de données - est décrite de façon détaillée dans l'annexe viii.

CHAPITRE 2 NOUVELLES TECHNOLOGIES DE RECENSEMENT

Introduction

85. Depuis de nombreuses années, les technologies sont utilisées dans toutes les phases des recensements de la population. Le présent chapitre porte sur les nouvelles technologies qui pourraient être utilisées pour les activités de collecte, de traitement et de diffusion. Ces technologies n'ont guère été utilisées dans le passé à des fins de recensement et sont présentées ici pour permettre aux pays de procéder à un examen des différentes options. Il est certain que des technologies nouvelles ou encore à découvrir auront des incidences sur les recensements futurs.

86. Il ne sera pas question des technologies bien connues, telles que la saisie par clavier, car elles sont déjà bien comprises et décrites ailleurs de façon appropriée. Les pays intéressés par les technologies traditionnelles peuvent consulter les Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat (Organisation des Nations Unies, New York, 1998) et le Manuel d'organisation des recensements de la population et de l'habitation (Organisation des Nations Unies, New York, 2001). Il se peut que ces méthodes et technologies bien établies restent l'option la plus viable pour de nombreux pays. L'adoption de technologies ou de méthodes nouvelles ne doit être envisagée que lorsqu'elles sont bien comprises et maîtrisées. Il faut toujours être bien conscient des risques et des avantages.

87. Lorsqu'il est envisagé de recourir à une technologie qui n'a pas encore été utilisée pour un recensement, il faut d'abord procéder à une évaluation soigneuse, en tenant compte du contexte national et de facteurs tels que la taille du pays, le coût de ces technologies par rapport aux solutions traditionnelles, le travail nécessaire pour mettre au point et expérimenter ces technologies, et les incidences potentielles de leur utilisation sur l'organisation globale du recensement. Il convient d'examiner soigneusement les effets potentiels sur la qualité des résultats du recensement, ainsi que les incidences sur la population.

88. Ce chapitre ne porte pas non plus sur les systèmes auxiliaires nécessaires pour réaliser un recensement. Les opérations de recensement comportent une série de procédures administratives requises pour tout projet de grande ampleur. Par exemple, la planification d'une opération aussi complexe qu'un recensement peut être facilitée par l'utilisation d'un logiciel approprié de planification de projet. De nombreux pays doivent recourir à des systèmes et à des procédures pour recruter et rémunérer un grand nombre de recenseurs employés à titre temporaire. Il incombe aussi aux gestionnaires du recensement d'examiner la façon dont les technologies peuvent contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficience de ces opérations. Cela peut contribuer à limiter le coût du recensement et à en améliorer la qualité en permettant d'affecter des ressources aux tâches essentielles de dénombrement, de traitement et de diffusion, plutôt qu'à des opérations administratives telles que le paiement de personnel.

Facteurs de l'innovation technologique

89. Les technologies peuvent réduire considérablement le coût et améliorer la qualité des recensements. Les responsables de ceux-ci doivent examiner la façon dont les possibilités nouvelles offertes par l'innovation technologique peuvent contribuer à

améliorer la pertinence, la qualité et l'actualité du recensement. Par exemple, grâce aux réductions des coûts de traitement, il peut être possible d'élargir le contenu du recensement ou d'accroître le taux d'échantillonnage pour les questions faisant l'objet d'un sondage, afin d'améliorer la qualité des données relatives aux petits groupes de la population et aux petites zones géographiques. Il faut mettre en balance tout accroissement du contenu avec les effets sur les répondants.

90. La volonté de mener des politiques et de procéder à une planification reposant sur des données factuelles engendre une demande de données de recensement provenant d'utilisateurs extérieurs aux utilisateurs administratifs traditionnels. En conséquence, les systèmes de production de résultats doivent être en mesure de répondre aux besoins d'utilisateurs divers, qui peuvent ne posséder qu'une connaissance limitée des données de recensement et ne pas se satisfaire des simples tableaux traditionnellement disponibles.

91. Dans certains pays, la législation prévoit que les citoyens peuvent accomplir certaines formalités administratives par la voie électronique. En tout état de cause, compte tenu de l'utilisation croissante d'Internet, de nombreuses personnes estiment qu'il s'agit là de la façon normale de procéder. Dans le contexte d'un recensement, il est probable qu'au moins aux stades initiaux, l'utilisation d'Internet augmentera le coût global du recensement.

Évaluation des systèmes

92. Les organismes de recensement doivent procéder à une évaluation pour déterminer les systèmes et opérations qui sont adaptés à leur situation. Les aspects à prendre en compte sont les coûts des opérations manuelles par comparaison avec ceux de systèmes informatiques et de l'infrastructure qui leur est liée; les capacités et infrastructures technologiques de l'organisme de recensement et du pays dans son ensemble; et l'aptitude de l'organisme de recensement à gérer les opérations de conception de systèmes complexes.

Externalisation

93. La complexité d'une grande partie des nouveaux logiciels et de l'infrastructure nécessaires pour utiliser un grand nombre des nouvelles technologies dépasse les capacités techniques actuelles de la plupart des organismes de recensement. Il est probable que des éléments importants de toute solution doivent être externalisés. Comme lors de l'adoption de n'importe quelle nouvelle technologie, l'externalisation ne doit être envisagée que si l'organisme de recensement dispose des compétences nécessaires pour gérer le processus.

94. La décision d'externaliser dépend des besoins de l'organisme de recensement (en matière de confidentialité et de sécurité), de la disponibilité des compétences en interne et de l'aptitude de l'organisme de recensement à gérer la conception de systèmes complexes. Il est possible d'externaliser l'ensemble du système de traitement du recensement ou seulement certains éléments, ou encore de combiner l'externalisation avec le recours à des prestataires extérieurs pour certains projets et avec des activités internes.

95. L'externalisation intégrale peut être plus simple à gérer qu'une démarche mixte. Cependant, il faut bien comprendre les besoins avant le début du projet, pour pouvoir les communiquer sans ambiguïté au prestataire. Plus précisément, il faut comprendre les objectifs du projet, les résultats à obtenir et les normes auxquelles ces derniers doivent satisfaire (qualité, actualité, coût). Les spécifications doivent prévoir la possibilité d'un changement des besoins au cours de l'exécution d'un projet. Il convient de déterminer la façon dont ces changements sont convenus et approuvés par l'organisme de recensement et le prestataire externe.

96. Il faut se mettre d'accord avec le prestataire externe au sujet d'un calendrier, qui comporte des dates auxquelles certains produits doivent être livrés et faire l'objet d'un paiement. Il faut assurer un suivi régulier au niveau opérationnel. Il est également nécessaire de mettre en place des procédures qui permettent aux responsables de surveiller les progrès accomplis et de faire face à des problèmes importants qui ne peuvent être résolus au niveau opérationnel.

97. Selon la démarche mixte, l'ensemble du système peut comprendre des éléments externalisés, des éléments conçus par des prestataires externes qui collaborent avec des fonctionnaires de l'organisme de recensement, et des éléments conçus en interne. Cette démarche peut présenter de nombreux avantages, tels que la possibilité d'adapter souplesment le système à mesure que l'on tire les enseignements de sa conception, des essais du système et les opérations de traitement des données du recensement. Cela peut améliorer la qualité des données et engendrer des économies de coûts de traitement, dans la mesure où les éléments du système sont optimisés. Cependant, la gestion devient plus complexe. L'organisme de recensement doit être capable de gérer des projets complexes, bien comprendre les opérations en cause et gérer soigneusement l'intégration des opérations technologiques et manuelles. Pour que cette méthode de conception du système soit couronnée de succès, un travail d'équipe est indispensable, c'est-à-dire que les prestataires externes doivent collaborer étroitement avec le personnel de l'organisme de recensement.

98. Un examen détaillé de l'externalisation, et de l'évaluation et de l'acquisition de logiciels et de matériel, se trouve dans le Manuel d'organisation des recensements de la population et de l'habitation (Organisation des Nations Unies, New York, 2001).

Collecte des données du recensement

99. Trois technologies de collecte sont examinées ci-après: formulaires Internet, entretiens téléphoniques et appareils portatifs. Il sera également question des possibilités d'amélioration des opérations de collecte grâce aux nouvelles technologies.

Formulaires Internet

100. La collecte de données par Internet est une forme d'autodénombrement, par opposition à des entretiens. Elle peut être incorporée dans l'une quelconque des méthodes traditionnelles de remise et de collecte des formulaires de recensement (par exemple, listage et remise des questionnaires, envoi postal des questionnaires et renvoi postal des questionnaires). Il est essentiel de bien gérer les opérations de contrôle de la collecte, c'est-à-dire de faire en sorte que chaque ménage ou individu ne soit dénombré qu'une seule fois. Pour cela, il faut pouvoir attribuer à chaque

ménage et à chaque particulier un code unique lié à une localisation géographique. Un problème supplémentaire se pose dans les pays où les formulaires sont repris par les recenseurs (et non renvoyés par la poste), dans la mesure où il faut que les recenseurs soient avertis en temps utile pour qu'ils puissent mettre à jour leur registre de contrôle de la collecte et ne rendent donc pas visite aux ménages qui ont déjà renvoyé les formulaires.

101. Il faut déterminer l'ampleur potentielle d'utilisation d'une option Internet en évaluant la proportion de la population qui a accès à Internet depuis son domicile, la proportion qui utilise des services à large bande et l'utilisation générale d'Internet à d'autres fins (par exemple, opérations bancaires, remplissage de formulaires fiscaux et achats en ligne). Il est probable que l'utilisation d'Internet augmente le coût du recensement, du moins initialement. Comme on ne sait pas d'avance qui utilisera Internet, il est nécessaire de livrer un questionnaire sur papier à chaque ménage, y compris ceux qui utiliseront ultérieurement Internet. En outre, il faut concevoir des systèmes et des procédures qui permettent le renvoi des formulaires de recensement par Internet, ce qui engendre des coûts supplémentaires. En revanche, on peut s'attendre à des économies au stade de la saisie des données. Cependant, la numérisation et la reconnaissance intelligente de caractères permettent déjà de réduire les coûts. En conséquence, il est probable que les économies réalisées en matière de saisie de données soient beaucoup moindres que les coûts de conception et de mise en œuvre de l'option Internet.

102. La sécurité constitue une considération importante. La sécurisation standard (SSL128) permet un cryptage dans les deux sens (c'est-à-dire au départ et à destination de l'ordinateur de l'utilisateur) et est jugée par presque tous les pays suffisante pour la protection des informations relatives au recensement. Lors de la conception de l'infrastructure, il convient d'accorder une attention toute particulière à la sécurité. Il faut mettre en place une infrastructure physiquement distincte pour recueillir les informations relatives au recensement. Les formulaires individuels remplis doivent être protégés par des pare-feu et placés dans une infrastructure complètement séparée de l'infrastructure de collecte.

103. Un formulaire en ligne téléchargeable exige une infrastructure beaucoup moins lourde qu'un formulaire à remplir en ligne, mais le répondant doit posséder une meilleure connaissance de l'informatique que si le formulaire est disponible en ligne. Un tel formulaire n'est pas nécessairement adapté aux milliers de configurations d'ordinateur possibles et l'organisme de recensement devrait normalement être en mesure de faire face à chaque problème. Il est beaucoup plus probable que les répondants préfèrent remplir le formulaire en ligne. C'est pourquoi, il est prévu que la plupart des pays adopteront le système de remplissage en ligne des formulaires de recensement.

104. Un formulaire électronique permet une édition interactive qui améliore la qualité des réponses, ce qui n'est pas possible avec un formulaire sur papier. Les personnes qui remplissent des formulaires électroniques s'attendent à être guidées; ils souhaitent au minimum que le formulaire suive un ordre logique et qu'on ne leur pose pas de questions sans rapport avec leur situation. Il faut examiner soigneusement la mesure dans laquelle le formulaire incorpore d'autres fonctions d'édition ou de codage en ligne. Des études sommaires montrent que les formulaires renvoyés par Internet sont mieux remplis que les formulaires sur papier. Il faut accomplir des

travaux complémentaires dans ce domaine pour déterminer si cela résulte des caractéristiques des personnes qui utilisent Internet ou de la technologie elle-même.

105. La possibilité d'utiliser Internet peut contribuer à améliorer la qualité du recensement en permettant à des groupes difficiles à dénombrer de répondre plus facilement. La plupart des pays signalent des difficultés de dénombrement de jeunes adultes et de personnes qui vivent dans des logements sécurisés, auxquels il est difficile d'avoir accès. Par ailleurs, certains handicapés peuvent plus facilement remplir un formulaire Internet qu'un formulaire sur papier. En outre, il y a plus de chances que ces groupes utilisent Internet et, si l'option Internet est disponible, il faut les encourager à participer au recensement de cette façon.

106. La mise en place d'une infrastructure suffisante représente l'une des grandes difficultés de l'option Internet. Le recensement se déroule pendant une période relativement courte et vise l'ensemble de la population d'un pays; de plus, il y a peu de chances que l'organisme de recensement dispose de l'infrastructure nécessaire pour faire face à la demande de pointe liée à un recensement. Il est donc probable que cet élément au moins de la solution Internet doit être externalisé. Il peut être nécessaire de modifier les procédures de collecte pour réduire la demande. Par exemple, il est possible de restreindre l'utilisation du formulaire Internet en demandant aux personnes qui ne font pas partie des populations cibles ou ne résident pas dans des zones déterminées de contacter l'organisme de recensement avant d'utiliser le formulaire Internet. L'organisme de recensement doit déterminer la façon dont il souhaite promouvoir l'utilisation d'Internet. La promotion de cette option doit être déterminée par la capacité du service à faire face à la charge attendue et faire l'objet d'une coordination avec les procédures de collecte. La stratégie de relations publiques doit mettre l'accent sur la sécurité des informations communiquées via Internet. Au cas où l'option Internet est destinée à l'ensemble de la population, il est nécessaire, pour des considérations de relations publiques, de répondre à l'attente de la population concernant la possibilité d'accéder au site pendant les périodes de pointe. Des messages simples conseillant d'utiliser l'option Internet pendant les heures creuses doivent être préparés et utilisés si nécessaire sur le site Internet de l'organisme de recensement et par le service de renseignements téléphoniques de l'organisme, les stations de radio et la presse écrite.

Entretiens téléphoniques automatisés

107. Les entretiens téléphoniques automatisés peuvent représenter une solution peu coûteuse dans certaines situations, en particulier dans les pays qui ont un formulaire succinct dont l'objet est uniquement de collecter des données essentielles d'ordre familial et démographique.

108. Comme dans le cas de l'option Internet, il faut attribuer à chaque ménage un code unique pour assurer un contrôle approprié de la collecte.

109. Il est possible d'utiliser un logiciel de reconnaissance vocale pour guider le répondant du début à la fin du formulaire de recensement; pour la réponse, la reconnaissance vocale ou les touches du téléphone peuvent être employées. Il faut prévoir une confirmation du fait que d'importantes variables de recensement, telles que la date de naissance ou l'âge, ont été correctement enregistrées.

110. La convivialité de tels systèmes diminue beaucoup à mesure que le nombre et la complexité des questions augmentent ou que le nombre de personnes composant le ménage est élevé.

Appareils portatifs

111. En raison du perfectionnement croissant et de la baisse du coût des appareils portatifs, ceux-ci peuvent représenter une solution économique pour certains aspects de la collecte de données de recensement. Ces appareils peuvent remplacer les cartes en papier des recenseurs, les registres d'adresses et les listes pour la collecte de données sur le terrain. Ils peuvent être utilisés dans le cadre des différentes méthodes de collecte, depuis le système de distribution et de ramassage jusqu'à la collecte du formulaire de recensement.

112. Les appareils portatifs ont l'avantage de permettre la gestion de l'information en temps réel et dans les deux sens. Les gestionnaires du recensement peuvent être informés du progrès des opérations de collecte au fur et à mesure que les recenseurs livrent les formulaires de recensement et collectent ceux qui sont remplis. De même, les gestionnaires du recensement peuvent transmettre aux recenseurs, via l'appareil portatif, des versions actualisées des formulaires reçus et des informations sur les ménages qui doivent être relancés. Les gestionnaires du recensement peuvent repérer en temps réel les zones où le dénombrement est en retard ou ne répond pas aux normes de qualité, et prendre les mesures qui s'imposent.

113. En ce qui concerne l'utilisation de ces appareils, il faut tenir compte de plusieurs aspects techniques. La capacité de stockage est liée au coût de l'appareil mais ne limite pas en soi leur utilisation. Un grand nombre de ces appareils peuvent aujourd'hui stocker jusqu'à 20 giga-octets de données. En revanche, la durée de vie des batteries pose encore un problème important. Comme ces appareils sont utilisés de façon intensive pendant le dénombrement, la batterie peut s'épuiser en moins d'un jour et il faut alors disposer d'une batterie de remplacement. Le téléchargement des données ne devrait pas poser de problème, en particulier s'il est effectué pendant la nuit.

114. La formation et l'assistance technique destinées au personnel chargé du dénombrement revêtent une grande importance. Les personnes qui sont recrutées pour des tâches de dénombrement ne sont pas nécessairement compétentes sur le plan technique. Ces facteurs deviennent de plus en plus complexes et difficiles à gérer à mesure que le nombre de recenseurs et les distances physiques augmentent. Dans les grands pays, les recenseurs reçoivent une formation, et une assistance technique leur est fournie à distance par Internet ou téléphoniquement.

Gestion des opérations sur le terrain

115. Au niveau de base, les opérations de collecte multimodales exigent la fourniture en temps utile d'informations aux recenseurs, pour qu'ils ne rendent pas visite à des ménages qui ont déjà présenté un formulaire de recensement. Il s'agit à la fois d'une question d'efficacité et d'une question de relations publiques. En outre, les nouvelles technologies permettent d'améliorer la gestion des opérations sur le terrain et donc la qualité du recensement lui-même.

116. Si la transmission en temps utile d'informations aux recenseurs représente l'aspect essentiel, le même système peut en fait assurer la circulation des informations dans les deux sens et en temps réel entre les gestionnaires du recensement et les recenseurs. Le suivi régulier du travail des recenseurs permet d'intervenir à temps lorsque des problèmes se posent pendant la collecte.

117. Il est peu probable que l'organisme de recensement dispose des connaissances et des capacités nécessaires pour concevoir et gérer ces systèmes en interne, de sorte qu'il doit recourir à des entreprises externes pour des éléments essentiels de la solution. Un système intégré de communication sur le terrain peut utiliser une infrastructure déjà existante dans la plupart des pays développés. On présente ci-après une brève description d'une solution possible qui utilise une combinaison de systèmes conçus par un organisme de recensement et des mécanismes, des centres d'appels et la technologie de la téléphonie cellulaire. On part du principe que l'organisme de recensement dispose d'un registre central qui répertorie tous les recenseurs, leur zone de travail et de leur numéro de téléphone cellulaire:

- i) L'organisme de recensement doit créer un registre électronique central des formulaires reçus par la poste ou par Internet. Ce registre contient un numéro d'identification unique attribué à chaque formulaire et permettant de déterminer l'identité du recenseur responsable de la zone de dénombrement en cause et, en définitive, une adresse physique (pour les collectes reposant sur le système du listage et de la remise du formulaire, l'adresse peut n'être connue à ce stade que par le recenseur);
- ii) La plupart des organismes de recensement mettent en place un système de demande d'informations par téléphone pour répondre aux questions de la population au cours de la période de collecte d'informations. Les centres d'appels utilisent des technologies qui peuvent aisément être adaptées aux fins d'un recensement. Le système du centre d'appels enregistre le numéro d'identification de l'appelant ou le déduit de l'adresse communiquée par ce dernier. Le centre d'appels enregistre également ce que doit faire le recenseur (par exemple, il faut aller chercher le formulaire de recensement, une aide est nécessaire pour remplir le formulaire, un formulaire n'a pas été reçu, etc.);
- iii) Les informations provenant du registre électronique et du centre d'appels sont envoyées aux recenseurs par SMS. Celui-ci ne doit contenir que le numéro d'identification et un code qui indique ce que doit faire le recenseur;
- iv) La solution est économique, parce qu'elle utilise une infrastructure commerciale aisément disponible (centres d'appels) dans un secteur très compétitif (et, pour l'essentiel, ce poste de dépenses n'est pas nouveau) et que la plupart des recenseurs possèdent leur propre téléphone mobile. Le coût d'un SMS est peu élevé. L'organisme de recensement doit mettre en place le registre électronique et gérer l'intégration des différents systèmes;
- v) Il faut prendre d'autres dispositions pour les quelques recenseurs qui ne possèdent pas de téléphone mobile. L'utilisation d'une messagerie vocale liée à une ligne téléphonique fixe est possible, mais il est généralement

jugé plus difficile de recevoir et d'enregistrer des informations numériques transmises par message vocal que par SMS.

Traitement

118. Au cours de la décennie écoulée, d'importantes améliorations se sont produites dans les domaines de la reconnaissance intelligente de caractères, la réparation de données, le traitement de l'image et les technologies de codification automatique, ce qui a réduit le coût du traitement pour les organismes de recensement et amélioré la qualité des données. Il est probable que cette évolution se poursuive.

Méthodes de saisie de données

119. Plusieurs technologies de saisie de données sont utilisées traditionnellement, en particulier la saisie par clavier et la lecture optique de marques.

120. La saisie sur clavier exige un logiciel simple et du matériel informatique courant. Cependant, il nécessite un personnel beaucoup plus nombreux que les autres méthodes automatisées de saisie de données et prend généralement plus de temps. L'efficacité de cette méthode sur le plan des coûts dépend du rapport entre les dépenses de personnel et le coût de conception du matériel et du système nécessaires pour l'utilisation d'autres méthodes.

121. La lecture optique de marques peut être une solution économique lorsque le formulaire de recensement ne contient que des cases à cocher. D'autres moyens de saisie de données ou de codification assistée par ordinateur sont nécessaires pour la saisie de réponses écrites. Cependant, la lecture optique de marques a été supplantée dans une large mesure par les technologies de reconnaissance intelligente de caractères.

122. Pour la plupart des pays, l'option la plus économique consiste probablement à combiner le traitement numérique de l'image, la reconnaissance intelligente de caractères, la réparation de données et la codification automatique. Ce processus est brièvement décrit ci-après:

- i) Les formulaires de recensement sont traités par des numériseurs, en vue de l'obtention d'une image. Le logiciel de reconnaissance est utilisé pour identifier les réponses données à l'aide de cases à cocher et traduire les réponses manuscrites en texte. On définit des niveaux de confiance pour déterminer les réponses dont la qualité est acceptable et celles qui nécessitent une réparation ou une validation;
- ii) La réparation automatique vise à réduire la nécessité d'une intervention humaine et comprend généralement l'utilisation de tableaux de recherche dans un dictionnaire et d'édition contextuelle. Les dictionnaires varient en fonction des questions. Ainsi, le dictionnaire concernant la question relative au pays de naissance ne contient que des noms de pays;
- iii) Il est possible de procéder à une réparation manuelle des images non reconnues. Cette méthode n'est économique que pour les questions à

l'égard desquelles il est très probable que les données réparées peuvent ensuite être codées automatiquement;

- iv) La codification automatique utilise des algorithmes informatisés pour établir une concordance entre les réponses saisies et des index. Les réponses pour lesquelles il n'est pas possible d'établir de concordance font l'objet d'un processus de codification assistée par ordinateur. Pour limiter encore les coûts et améliorer la qualité, les réponses qui ne sont pas codées doivent être analysées en vue de l'identification de réponses courantes. Ces réponses peuvent soit être ajoutées aux index de codification et soumises à nouveau via une codification automatique, soit faire l'objet d'un autre type de codification en grande quantité.

123. La combinaison de la reconnaissance intelligente de caractères, de la codification automatique et de la technologie de traitement de l'image décrite ci-dessus est probablement la solution la plus économique pour la plupart des pays. La codification automatique et l'utilisation de ce système permettent de réduire le personnel nécessaire. L'utilisation d'images réduit considérablement la nécessité de manipuler des formulaires en papier, et l'expérience a montré que l'examen d'images aux fins de la codification des réponses qui ne peuvent être saisies de façon automatique est beaucoup plus efficace que l'examen de formulaires en papier.

124. Il importe de noter que cette méthode permet d'améliorer la qualité des données. Il est possible de garantir que des réponses identiques seront chaque fois traitées de la même façon. Cependant, il faut surveiller soigneusement la qualité de la saisie et du codage automatisés au cours du traitement, pour s'assurer que le système fonctionne de la façon prévue. Il faut suivre de près les taux de substitution de caractère et, pour les questions ou éléments de questions essentiels (tels que l'année de naissance par comparaison avec le jour de la naissance), il peut être nécessaire de fixer des règles de confiance plus strictes qui exigent une vérification et une assurance de la qualité plus poussées que pour d'autres champs ou valeurs. Les valeurs numériques, en particulier, peuvent nécessiter un examen plus approfondi, étant donné qu'on ne dispose pas nécessairement d'informations contextuelles susceptibles d'être utilisées pour vérifier automatiquement leur validité.

125. Il faut mettre en place un système permanent d'assurance qualité des produits finals du système, par exemple en recodant manuellement, à partir des images, un échantillon des réponses et en les comparant avec les réponses saisies et codées automatiquement. Cela permet de bien équilibrer l'équation qualité/coût, notamment en réduisant la quantité de réparations manuelles, de sorte que l'on ne gaspille pas des ressources pour obtenir une amélioration négligeable de la qualité.

126. Pour cette raison, il est essentiel que, même si ces systèmes sont externalisés, les gestionnaires du recensement comprennent bien l'équation qualité/coût qui est implicite dans les niveaux de confiance mis en œuvre dans les logiciels de reconnaissance intelligente de caractères et de réparation des données, leurs effets sur le taux de substitution et la qualité finale des données du recensement. Les contrats doivent permettre de modifier aisément ces paramètres pour répondre aux normes de qualité et d'exécution de l'organisme de recensement. Cette question est abordée de façon plus détaillée aux paragraphes 93 à 98.

127. Les organismes de recensement doivent se soucier de la façon dont les données sont stockées pendant le traitement. Traditionnellement, le traitement des données de recensement s'effectue à l'aide d'un fichier plat, qui est progressivement mis à jour, tandis que la version précédente de ce fichier est conservée à des fins de sauvegarde et de récupération. Cela va généralement de pair avec un traitement par lot, au cours duquel un certain nombre de formulaires (habituellement pour une zone de dénombrement) sont traités ensemble. Les formulaires font donc l'objet ensemble d'une saisie de données, d'une édition et d'une codification. Il est ainsi possible de très bien maîtriser la charge de travail. Les bases de données permettent de stocker et de traiter les informations individuellement au niveau du terrain. Cela assure une plus grande souplesse car, une fois que les données du recensement sont saisies électroniquement, il est facile de les organiser pour maximiser l'efficacité et la qualité du traitement, étant donné que des réponses similaires peuvent facilement être groupées et codées ensemble. Cependant, le stockage des données du recensement dans une base de données exige des systèmes plus complexes pour la gestion et la livraison du travail. Il faut également songer à mettre en place des mécanismes de sauvegarde et de récupération.

128. Ces systèmes exigent généralement des activités beaucoup plus importantes de développement et d'essai des systèmes que le système traditionnel de traitement du recensement. Il faut tenir compte d'un certain nombre de facteurs lors de la conception des systèmes et les y incorporer, tels que l'organisation du travail au cours des autres opérations à caractère administratif.

129. Il est essentiel de disposer d'une capacité de réseau suffisante, en raison du grand nombre et de la taille des fichiers d'images, étant donné que l'élimination des données superflues, lorsque la seule information nécessaire est une image, peut réduire considérablement la taille des fichiers.

Produits

130. Traditionnellement, les produits du recensement sont des tableaux, généralement destinés à des personnes qui connaissent bien la nature des données de recensement, la façon dont celles-ci sont structurées et présentées, et les métadonnées. Les utilisateurs moins avertis utilisent généralement des produits statiques, tels que des publications, qui contiennent généralement un ensemble limité de données.

131. La diffusion par Internet permet: la conception de produits appropriés répondant aux besoins de différents types d'utilisateurs, des moins avertis aux plus avisés; la diffusion économique d'une gamme plus large de données relatives au recensement; et l'amélioration des possibilités d'utiliser les données du recensement.

132. La fonctionnalité et le contenu des données peuvent viser à répondre aux besoins d'utilisateurs de différents niveaux de compétence. Cette fonctionnalité doit progresser sans solution de continuité, de la simplicité à la complexité et les destinataires sont guidés par la nature de la question qu'ils posent ou de l'analyse qu'ils souhaitent entreprendre pour les différents produits.

133. L'objet principal du recensement, dans le cadre d'un système statistique développé, est de compléter les informations obtenues à l'aide d'autres méthodes de collecte de données, telles que les enquêtes axées sur des statistiques portant sur un

domaine réduit, c'est-à-dire des informations sur de petites zones ou des groupes de population restreints (tant sociaux qu'économiques). La diffusion par Internet peut être utilisée pour ces deux types de données. En ce qui concerne les petites zones, il est possible de recourir aux systèmes d'information géographiques pour définir les zones pertinentes lors de la recherche de données et pour cartographier les résultats de la recherche. Il existe divers progiciels qui permettent d'extraire les informations sur les populations étudiées à partir de grandes matrices prédéfinies.

134. Le système de diffusion par Internet doit donner aux utilisateurs la possibilité de choisir le support des produits, qui peut être un document papier ou un fichier de données susceptible d'être exporté dans divers progiciels courants d'analyse statistique, de présentation en tableaux ou de cartographie.

135. Certains pays souhaiteront peut-être envisager de permettre aux utilisateurs de soumettre directement des tableaux en ligne en vue de leur traitement en fonction du fichier d'enregistrements unitaires du recensement. Dans ce cas, la protection de la confidentialité des données du recensement est une considération essentielle. Outre l'application de méthodes de protection de la confidentialité (telles que l'arrondissement aléatoire), il peut être nécessaire de limiter la taille des tableaux qui peuvent être soumis à cette fin.

PARTIE B: CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION

CHAPITRE 3 CARACTÉRISTIQUES GÉOGRAPHIQUES

Introduction

136. Les recommandations et conventions énoncées dans le présent chapitre visent à associer chaque personne avec un, et un seulement, lieu de résidence. Cela est important dans un contexte international afin d'éviter que des personnes soient recensées comme résidents habituels dans plusieurs pays ou ne le soient pas du tout. Le même principe s'applique dans un contexte national. Si les recommandations relatives aux recensements précédents ont pu autoriser une certaine latitude pour l'interprétation de quelques conventions relatives au lieu de résidence habituelle, les recommandations actuelles ont un caractère plus normatif.

Lieu de résidence habituelle (caractéristique essentielle)

137. Le lieu de résidence habituelle est le lieu géographique où la personne recensée habite normalement. Ce peut être, mais pas nécessairement:

- 1) Le lieu où elle se trouve au moment du recensement;
- 2) Le lieu de sa résidence légale;
- 3) Le lieu où elle est inscrite sur les listes électorales ou à d'autres fins administratives.

Seules les personnes:

- 1) qui ont vécu à leur lieu de résidence habituelle pendant une période continue d'au moins douze mois⁸ avant le jour du recensement; ou
- 2) qui sont arrivées à leur lieu de résidence habituelle au cours des douze mois précédant le jour du recensement avec l'intention d'y rester pendant au moins un an⁹

doivent être considérées comme des résidents habituels de la subdivision géographique ou administrative considérée. Les enfants nés dans les douze mois précédant le jour du recensement doivent être inclus dans la population résidant habituellement dans la subdivision géographique ou administrative où ils vivent.

138. Le pays de résidence habituelle d'une personne est celui dans lequel se trouve son lieu de résidence habituelle. Cela ne posera aucun problème pour la plus grande partie de la population. Dans le cas des personnes qui se déplacent fréquemment d'un

⁸ Concrètement, l'expression «période continue d'au moins douze mois» signifie que la personne a été présente pendant douze des quinze derniers mois.

⁹ L'interprétation est la même que celle donnée plus haut pour la «période continue d'au moins douze mois».

pays à l'autre, cette notion peut être difficile à saisir. La définition et les recommandations applicables aux migrants internationaux figurent dans le chapitre 7.

139. S'agissant des migrants de courte durée¹⁰, le pays de départ demeure le pays de résidence habituelle du migrant international pendant son séjour à l'étranger. Pour les migrants de longue durée¹¹, le pays de désignation devient le pays de résidence habituelle du migrant.

140. La règle générale applicable pour déterminer le lieu de résidence habituelle est que ce lieu est celui où la personne passe le plus souvent la nuit. Dans la majorité des cas, l'application de cette règle ne posera pas de grandes difficultés. Par contre, des problèmes peuvent surgir dans un certain nombre de cas particuliers. Le traitement classique recommandé est alors le suivant:

- i) Les personnes qui travaillent loin de leur domicile pendant la semaine et qui y reviennent en fin de semaine doivent considérer le logement familial comme étant leur lieu de résidence habituelle, que leur lieu de travail se trouve ailleurs dans le pays ou à l'étranger;
- ii) Les élèves des établissements d'enseignement primaire et secondaire qui vivent hors de leur domicile pendant la période scolaire doivent considérer le logement familial comme étant leur lieu de résidence habituelle, qu'ils poursuivent leur scolarité ailleurs dans le pays ou à l'étranger;
- iii) Les étudiants du troisième degré qui vivent hors de leur domicile lorsqu'ils étudient dans un établissement d'enseignement supérieur ou à l'université doivent considérer leur logement pendant l'année universitaire comme étant le lieu de leur résidence habituelle, qu'il s'agisse d'une institution (par exemple un internat) ou d'une résidence privée, et qu'ils poursuivent leur formation ailleurs dans le pays ou à l'étranger;
- iv) L'institution doit être considérée comme le lieu de résidence habituelle de tous ceux qui, au moment du recensement, y ont vécu ou vont probablement y vivre pendant douze mois ou plus. Il s'agit par exemple de malades dans des hôpitaux ou des hospices, de personnes âgées vivant dans des maisons de retraite ou de convalescence, de détenus et de jeunes internés dans un centre de détention;
- v) Lorsqu'une personne vit régulièrement dans plusieurs résidences au cours de l'année, celle dans laquelle elle passe la majorité de l'année doit être

¹⁰ Les migrants de courte durée sont ceux qui se rendent dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle pour une période d'au moins trois mois mais de moins d'un an. Font exception les cas où le voyage est effectué à des fins de loisirs, de vacances, de visites à des amis ou à de la famille, d'affaires, de traitement médical ou de pèlerinage religieux. Voir les Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales, Nations Unies, New York, 1998.

¹¹ Les migrants de longue durée comprennent soit les migrants internationaux qui ont vécu dans le pays de destination pendant une période continue d'au moins douze mois avant le jour du recensement, soit les migrants internationaux qui sont arrivés dans le pays de destination au cours des douze mois précédant le jour du recensement avec l'intention d'y rester pendant au moins un an.

considérée comme son lieu de résidence habituelle, qu'elle se trouve ailleurs dans le pays ou à l'étranger;

- vi) La règle générale concernant le lieu où la personne passe le plus souvent la nuit s'applique aux personnes accomplissant leur service militaire obligatoire ainsi qu'aux membres des forces armées qui vivent dans des casernes ou des camps militaires;
- vii) Le lieu de recensement est considéré comme le lieu de résidence habituelle pour les sans-logis ou les sans-abri, les nomades, les vagabonds et les personnes pour qui la notion de résidence habituelle est étrangère.

141. Il faut établir des critères objectifs pour chacun de ces cas. Ces critères doivent être exposés clairement dans les instructions sur le recensement et indiqués dans les divers rapports sur le recensement.

142. La caractéristique relative au lieu de résidence habituelle doit permettre d'obtenir les renseignements voulus pour la détermination de la totalité de la population résidant habituellement dans un pays et pour le classement de la population par subdivision territoriale et selon la position dans le ménage.

143. Il faut recueillir autant que possible pour chaque ménage et pour chaque personne vivant dans un ménage, ainsi que pour chaque personne vivant dans un ménage institutionnel, des renseignements distincts sur:

- i) Les personnes vivant normalement à leur lieu de résidence habituelle et présentes au moment du recensement;
- ii) Les personnes vivant normalement à leur lieu de résidence habituelle, mais temporairement absentes au moment du recensement;
- iii) Les personnes temporairement présentes au moment du recensement ailleurs qu'à leur lieu de résidence habituelle (avec indication de l'adresse de leur lieu de résidence habituelle).

Personnes temporairement présentes

144. Les personnes recensées mais qui ne répondent pas au critère de la résidence habituelle dans le lieu où elles ont été recensées, c'est-à-dire qui ne vivent pas ou n'escomptent pas vivre dans le lieu où elles ont été recensées pendant une période d'au moins douze mois, sont considérées comme des personnes temporairement présentes.

145. Un sous-groupe spécial de personnes temporairement présentes est celui des migrants internationaux de courte durée (voir les Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales). Pour recenser ces migrants, il faut

recueillir, pour chaque personne d'un ménage et pour chaque personne d'un ménage institutionnel qui vit temporairement dans le pays¹², les renseignements suivants:

- i) Le pays de résidence habituelle. Ce renseignement permet d'identifier les personnes qui résident habituellement hors du pays;
- ii) Le motif de la migration. Ce renseignement permet d'exclure les personnes qui ont effectué un voyage à l'étranger à des fins de loisirs, de vacances, de visites à des amis ou à de la famille, d'affaires, de traitement médical ou de pèlerinage religieux;
- iii) La durée du séjour. Ce renseignement est nécessaire pour ne prendre en compte que les personnes demeurant dans le pays pendant au moins trois mois mais moins d'une année.

Personnes temporairement absentes

146. Eu égard à la définition du lieu de résidence habituelle, les personnes vivant normalement au lieu de recensement mais absentes, ou présumées absentes, au moment du recensement pendant moins d'un an doivent être considérées comme des *personnes temporairement absentes* et donc incluses dans la population totale.

147. Par contre, les personnes vivant ou présumées vivre hors du lieu du recensement pendant une année ou plus ne doivent pas être considérées comme des personnes temporairement absentes et doivent donc être exclues de la population totale, indépendamment des visites que ces personnes peuvent effectuer régulièrement à leur famille.

148. Le groupe des *personnes absentes vivant à l'étranger* (parents des membres d'un ménage qui vivent ou sont présumés vivre dans un autre pays pendant une année ou plus) peut être particulièrement important dans les pays de forte émigration. Si le recensement doit servir à réunir des données relatives aux personnes absentes vivant à l'étranger, il faut établir une distinction entre les renseignements les concernant (dénombrement et caractéristiques) et les renseignements relatifs à la population résidente totale.

149. Les renseignements sur le lieu de résidence habituelle doivent être suffisamment détaillés pour que l'on puisse établir des tableaux pour les plus petites subdivisions géographiques ou administratives nécessaires afin de répondre aux besoins de renseignements des utilisateurs concernant cette caractéristique.

¹² Personnes dont la durée du séjour dans le pays est (ou devrait être) inférieure à un an et qui, conformément aux règles applicables pour déterminer la résidence habituelle, ne remplissent pas les conditions requises pour être considérées comme des résidents habituels.

Population totale (caractéristique essentielle dérivée)

150. La population totale vivant habituellement dans chaque division territoriale comprend normalement les résidents habituels présents ou temporairement absents. Toutefois, il n'est pas toujours possible de réunir les renseignements concernant les personnes absentes de leur lieu de résidence habituelle, en particulier si tous les membres d'un ménage sont temporairement absents au moment du recensement. Il faut donc prévoir des dispositions pour recueillir des renseignements sur ces personnes là où elles se trouvent au moment du recensement et, si nécessaire, les «transférer» à leur lieu ou division territoriale de résidence habituelle.

151. La composition de la population totale de résidents habituels (et de tout autre effectif total de population déterminé d'après d'autres concepts) doit être expliquée en détail dans le rapport sur le recensement. En règle générale, la population totale de résidents habituels doit englober toutes les personnes qui ont leur résidence habituelle dans la division territoriale considérée (voir les paragraphes 137 à 139), quel que soit leur statut juridique.

152. La population totale de résidents habituels doit normalement englober les groupes de personnes suivants:

- i) Nomades;
- ii) Vagabonds;
- iii) Personnes vivant dans des régions reculées;
- iv) Membres des forces armées et navales nationales et agents diplomatiques et leurs familles, hors du pays (il convient de noter que cette disposition prévaut sur celles des paragraphes 4 et 5 ci-dessus);
- v) Marins de commerce et pêcheurs résidant dans le pays mais se trouvant en mer au moment du recensement (y compris ceux qui n'ont d'autre domicile que leur navire);
- vi) Civils nationaux travaillant temporairement dans un autre pays à condition qu'ils ne soient pas des immigrants de longue durée dans le pays de destination;
- vii) Civils nationaux passant chaque jour une frontière pour aller travailler dans un autre pays;
- viii) Civils résidents (autres que ceux des catégories 4 à 7) temporairement hors du pays à condition qu'ils ne soient pas des immigrants de longue durée dans le pays de destination.

153. Les personnes qui peuvent être des migrants illégaux, irréguliers ou sans papiers doivent être incluses dans la population résidente selon les mêmes règles de résidence habituelle que celles appliquées aux autres personnes. Dans ce contexte, il importe de ne pas confondre la population de résidents habituels (parfois dénommée

population de droit) avec la population légale (par opposition à illégale). Pour la plupart des utilisateurs de données de recensement, en particulier les responsables de la planification et de la prestation des soins de santé, des services d'éducation et d'autres services publics, il importe de connaître l'effectif de la population totale qui pourrait potentiellement utiliser ces services indépendamment du statut d'immigré. Il est admis qu'il s'agit là d'une question délicate et qu'il peut être difficile voire impossible d'englober les personnes en situation irrégulière dans le recensement. Toutefois, il faut s'efforcer au moment de la conception du recensement de faire en sorte que toutes les personnes immigrées puissent être prises en compte qu'elles soient ou non en situation régulière.

154. Les demandeurs d'asile et les personnes qui ont demandé ou se sont vu accorder le statut de réfugié ou un type analogue de protection internationale doivent être inclus dans la population résidente si la durée de leur séjour dans le pays est, ou présumée être, de douze mois au moins, comme pour le reste de la population. Cela vaut également pour les personnes qui se voient accorder une protection temporaire en cas de déplacement massif mais qui ne peuvent encore bénéficier d'un statut officiel de protection pour des considérations pratiques.

155. Normalement, les groupes ci-après ne doivent pas être considérés comme faisant partie de la population totale de résidents habituels, mais les pays peuvent désirer rassembler des données les concernant afin d'établir d'autres dénombrements démographiques:

- i) Membres des forces armées et navales étrangères, et agents diplomatiques et leurs familles, temporairement en poste dans le pays;
- ii) Civils étrangers travaillant temporairement dans le pays;
- iii) Civils étrangers passant chaque jour une frontière pour venir travailler dans le pays;
- iv) Civils étrangers autres que ceux des catégories 10 et 11 présents temporairement dans le pays, par exemple les touristes.

156. Il faudrait indiquer si possible l'importance des groupes dans les paragraphes 152 et 155.

157. Chaque pays doit chiffrer la population totale de résidents habituels, et de façon générale établir des tableaux détaillés sur cette base. Lorsque les pays ont corrigé le chiffre de la population totale qui avait été sous-évaluée ou surévaluée (généralement après une enquête postcensitaire ou par comparaison avec d'autres sources), le chiffre obtenu par dénombrement et la nouvelle estimation après correction doivent être indiqués et explicités. Les tableaux détaillés seront normalement établis sur la base uniquement de la population effectivement dénombrée.

158. Quelques pays souhaiteront peut-être calculer, pour des utilisations nationales, un ou plusieurs autres chiffres de la population, par exemple la population totale présente dans la zone, la population totale de résidents légaux ou la population travaillant dans le pays. La population présente dans la zone peut être classée selon la

subdivision géographique ou administrative dans laquelle elle a été recensée (voir la caractéristique subsidiaire intitulée «lieu de présence au moment du recensement»).

Localité (caractéristique essentielle dérivée)

159. Dans les recensements, on entend par «localité» une agglomération de population distincte, c'est-à-dire un groupe de population vivant dans des constructions voisines les unes des autres.

160. Ces constructions:

- i) Ou bien forment une zone bâtie compacte, dotée d'une voirie nettement identifiable;
- ii) Ou bien, quoique n'appartenant pas à une zone bâtie de ce type, constituent un ensemble que désigne exclusivement un nom de lieu localement agréé;
- iii) Ou bien, quoique ne répondant à aucune des deux conditions précitées, constituent un ensemble où aucune construction n'est distante de plus de 200 mètres de la construction la plus proche.

161. Au sens de cette définition, certaines utilisations du sol ne doivent pas être considérées comme rompant la continuité d'une zone bâtie (et, par conséquent, ne doivent pas être prises en considération pour appliquer le critère des 200 mètres susmentionné). Il s'agit des constructions et installations industrielles et commerciales, des parcs publics, terrains de jeux et jardins, des terrains de football et autres terrains de sport, des cours d'eau traversés par des ponts, des voies de chemin de fer, canaux, parcs de stationnement et autres infrastructures de transport, des cimetières, etc.

162. Cette définition vise à donner aux pays des directives générales pour identifier les localités et en déterminer les limites; il peut être nécessaire de l'adapter aux conditions et aux habitudes nationales. La population vivant hors des agglomérations définies ci-dessus peut être qualifiée de «vivant dans des constructions dispersées». Les rapports sur le recensement doivent indiquer la définition détaillée du terme «localité» adoptée pour le recensement.

163. On ne doit pas confondre la localité, telle que définie ci-dessus, avec la plus petite division administrative du pays. Elles peuvent coïncider dans certains cas, mais, dans d'autres cas, même la division administrative la plus petite peut comprendre deux ou plusieurs localités. Certaines grandes villes, en revanche, peuvent comprendre deux ou plusieurs divisions administratives, lesquelles doivent être considérées comme des parties d'une même localité et non comme des localités distinctes.

164. Il est recommandé aux pays d'établir leurs statistiques de recensement pour les localités selon leurs possibilités et leurs besoins nationaux. Pour cela, ils doivent se conformer dans toute la mesure possible à la notion de l'«agglomération de population» définie ci-dessus. Les pays qui n'établiront de tableaux que pour les divisions administratives doivent, tout au moins, s'efforcer de réunir des données sur

la population totale de chaque partie d'une division administrative qui contient une agglomération, ou partie d'agglomération, de population comptant au moins 2 000 habitants, afin de pouvoir disposer des données nécessaires pour établir une distinction plus nette entre les régions et les populations urbaines, d'une part, les régions et les populations rurales d'autre part (voir le paragraphe 31 ci-après).

165. Il est recommandé de classer la population selon la taille de la localité, conformément aux catégories ci-après:

- | | |
|------|---|
| 1.0 | 1 million d'habitants ou plus |
| 2.0 | 500 000 à 999 999 habitants |
| 3.0 | 200 000 à 499 999 habitants |
| 4.0 | 100 000 à 199 999 habitants |
| 5.0 | 50 000 à 99 999 habitants |
| 6.0 | 20 000 à 49 999 habitants |
| 7.0 | 10 000 à 19 999 habitants |
| 8.0 | 5 000 à 9 999 habitants |
| 9.0 | 2 000 à 4 999 habitants |
| 10.0 | 1 000 à 1 999 habitants |
| 11.0 | 500 à 999 habitants |
| 12.0 | 200 à 499 habitants |
| 13.0 | Population vivant dans des localités de moins de 200 habitants ou dans des bâtiments dispersés: |
| 13.1 | Population vivant dans des localités de 50 à 199 habitants |
| 13.2 | Population vivant dans des localités de moins de 50 habitants ou dans des bâtiments dispersés |
| 14.0 | Population sans domicile fixe. |

166. Cette classification pourrait également s'appliquer à d'autres domaines pertinents tels que la population active, les ménages, les familles et les logements.

Zones urbaines et rurales (caractéristique subsidiaire dérivée)

167. Pour les utilisations nationales et pour la comparabilité internationale, l'unité de classification la plus utile pour distinguer zones urbaines et zones rurales est la localité, telle qu'elle est définie aux paragraphes 159 et 160 ci-dessus. Il est toutefois laissé aux pays le soin de choisir pour unité de classification la localité ou la plus petite division administrative.

168. Les pays qui utilisent la plus petite division administrative comme unité devront s'efforcer d'obtenir des résultats aussi proches que possible de ceux qu'obtiennent les pays qui optent pour la localité. Le choix de la méthode à suivre à cette fin dépend surtout de la nature des plus petites divisions administratives des pays concernés. Dans certains pays, les plus petites divisions administratives sont relativement peu étendues, le nombre moyen d'habitants y est faible et on n'y trouve généralement pas plus d'une agglomération de population (ou d'une partie d'agglomération plus vaste). Si certains de ces pays ne peuvent utiliser la localité comme unité, ils sont encouragés à appliquer la notion d'agglomération multicommunale (c'est-à-dire à considérer comme unité distincte les groupes de deux ou plus de deux divisions administratives contiguës faisant partie de la même

agglomération de population). Il est également suggéré que les petites divisions administratives qui se situent à la périphérie de cette agglomération soient comprises dans l'agglomération, si la majeure partie de la population qui y réside vit dans des zones appartenant à la zone bâtie contiguë de l'agglomération, et que les petites divisions administratives renfermant une ou plusieurs localités isolées soient classées selon le nombre d'habitants de la plus grande agglomération de population à l'intérieur de l'unité.

169. La situation diffère dans le cas des pays où les divisions administratives les plus petites sont relativement étendues et relativement peuplées, et contiennent souvent deux ou plus de deux agglomérations de population de dimensions variables. Si certains de ces pays ne peuvent utiliser la localité comme unité, ils devront s'efforcer d'utiliser à cet effet des unités plus petites que les petites divisions administratives, par exemple les paroisses, les districts de recensement, les parcelles résultant d'un quadrillage, etc. Ils devront s'efforcer d'utiliser ces unités plus petites comme éléments de base, et de les grouper pour les faire correspondre le plus possible avec les limites de localités de la manière indiquée ci-dessus dans le cas des agglomérations multicommunales. Si certains pays ne peuvent adopter cette méthode, ils devront chercher à en élaborer d'autres pour la classification des petites divisions administratives entières, de manière à obtenir des résultats qui soient aussi comparables que possible avec ceux obtenus en prenant la localité comme unité.

170. Il est suggéré de regrouper les localités ou unités analogues en cinq catégories, à savoir:

- 1) Moins de 2 000 habitants;
- 2) 2 000 à 9 999 habitants;
- 3) 10 000 à 99 999 habitants;
- 4) 100 000 à 999 999 habitants;
- 5) 1 million d'habitants ou plus.

171. Les pays sont également encouragés à prévoir des types de localité ou de zone analogue en se fondant sur des critères supplémentaires, qui puissent servir à distinguer différents types de zones à l'intérieur des catégories de la classification suggérée. Par exemple, certains pays peuvent vouloir subdiviser la catégorie 1 (et, dans certains cas, la catégorie 2 également) pour faire la distinction entre les localités agricoles et les autres types de petites localités. D'autres pays voudront peut-être subdiviser une ou plusieurs des catégories intermédiaires pour distinguer les centres de commerce, les centres industriels, les centres de services, etc. D'autres encore voudront peut-être subdiviser les grandes agglomérations urbaines des catégories 4 et 5 pour distinguer les divers types de zones centrales et suburbaines. En élargissant ainsi ou d'une autre manière la classification, on en fera un instrument plus utile pour l'analyse.

172. Pour permettre la comparaison internationale des données, il est suggéré que les pays définissent les zones urbaines comme étant des localités de 2 000 habitants ou plus, et les zones rurales comme des localités qui en comptent moins de 2 000 ou des régions à faible densité de population. Certains pays pourront aussi envisager de définir les zones urbaines en appliquant d'autres critères (par exemple, découpage administratif, zones bâties, zones desservies par des commerces, infrastructures scolaires, équipements de loisirs, emplois, etc., ou encore zones définies selon des

critères fonctionnels). La solution retenue sera clairement indiquée dans le rapport de recensement.

Migrations pendulaires

173. Les caractéristiques qui suivent se rapportent à des questions associées aux migrations pendulaires entre le domicile et le lieu de travail, l'école, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'université. Il est important de calculer les flux pendulaires avec exactitude pour tout un ensemble de raisons, y compris la planification des transports, l'aménagement immobilier et le développement économique.

Emplacement du lieu de travail (caractéristique essentielle)

174. L'emplacement du lieu de travail est l'endroit précis (par exemple, nom de la rue et de la localité) où une personne «pourvue d'un emploi» d'après la notion de «population active du moment» exerce son activité professionnelle, et où une personne «pourvue d'un emploi» d'après la notion de «population habituellement active» exerce son activité professionnelle ou l'a exercée pour la dernière fois. Les renseignements sur l'emplacement du lieu de travail ne doivent être réunis que pour les personnes pourvues d'un emploi avec un lieu de travail fixe en dehors du domicile (voir la caractéristique «types de lieu de travail» aux paragraphes 255 et 256).

175. La collecte de renseignements sur le lieu de travail permet surtout de le relier au lieu de résidence habituelle afin de mieux connaître les flux pendulaires, et ces renseignements viennent s'ajouter à ceux réunis en fonction du mode de transport jusqu'au lieu de travail, de la distance parcourue et de la durée du trajet. Le lieu de travail doit être codé en fonction de la plus petite division administrative possible afin de calculer avec exactitude les flux pendulaires entre le lieu de la résidence habituelle et le lieu de travail. Les personnes qui n'ont pas un lieu de travail fixe mais qui se présentent à une adresse fixe au début de leur période de travail (conducteurs d'autobus, personnel navigant des compagnies aériennes, vendeurs à l'étal sur la voie publique et sur les marchés qui ne démontent pas leur étal à la fin de la journée de travail, par exemple) doivent indiquer cette adresse. Peuvent également être classées dans cette catégorie les personnes qui se rendent régulièrement dans un pays voisin pour y travailler. Afin de mettre au point une procédure de codage appropriée pour les lieux de travail situés à l'étranger où les recensés se rendent régulièrement, il est recommandé d'utiliser les fichiers de références géographiques des pays voisins.

Lieu de l'école, de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'université (caractéristique subsidiaire)

176. En incorporant cette caractéristique dans leur recensement, les pays peuvent élargir le champ de leurs données sur les flux pendulaires et prendre en compte les élèves et les étudiants en plus de la population active selon le lieu de travail. Afin que les données soient comparables avec celles relatives au lieu de travail, l'emplacement de l'école, de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'université doit être codé en fonction de la plus petite division administrative.

Mode de transport jusqu'au lieu de travail (caractéristique subsidiaire)

177. Le mode de transport jusqu'au lieu de travail est lié au trajet effectué quotidiennement. Pour les personnes qui effectuent plusieurs trajets ou qui utilisent plusieurs modes de transport, il faut indiquer le mode de transport utilisé sur la plus grande partie du trajet.

178. La classification ci-après est recommandée:

- 1.0 Chemins de fer
 - 1.1 Réseau ferré national/international
 - 1.2 Métro
 - 1.3 Tramway/métro léger
- 2.0 Autobus, minibus ou autocar
- 3.0 Voiture ou camionnette
 - 3.1 Conducteur
 - 3.2 Passager
- 4.0 Autres
 - 4.1 Motocyclette
 - 4.2 Bicyclette
 - 4.3 Marche à pied
 - 4.4 Autres (bateau, ferry, avion, etc.).

179. Cette classification est fondamentale au niveau à un chiffre, mais facultative au niveau à deux chiffres.

Mode de transport jusqu'à l'école, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'université (caractéristique subsidiaire)

180. À l'instar du mode de transport jusqu'au lieu de travail, ce mode de transport est lié au trajet effectué quotidiennement. Pour les personnes qui effectuent plusieurs trajets ou qui utilisent plusieurs modes de transport, il faut indiquer le mode de transport utilisé sur la plus grande partie du trajet. La classification indiquée dans le paragraphe 178 ci-dessus s'applique également dans ce cas.

Distance parcourue jusqu'au lieu de travail et durée du trajet (caractéristique subsidiaire)

181. Les pays voudront peut-être recueillir des renseignements sur la distance parcourue jusqu'au lieu de travail et sur la durée du trajet afin de déterminer jusqu'à quel point les personnes vivent relativement loin de leur lieu de travail et l'incidence des embouteillages sur la durée du trajet.

Distance parcourue jusqu'à l'école, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'université et durée du trajet (caractéristique subsidiaire)

182. En se renseignant sur cette caractéristique, les pays seront en mesure de

déterminer jusqu'à quel point les étudiants doivent parfois parcourir des distances relativement longues jusqu'à leur école, établissement d'enseignement supérieur ou université, et l'augmentation qui s'ensuit de la durée de leurs déplacements.

CHAPITRE 4 CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Introduction

183. Les caractéristiques démographiques que sont le sexe, l'âge et la situation matrimoniale sont des variables essentielles souvent utilisées pour classer d'autres renseignements fournis par le recensement afin de mieux comprendre diverses questions. On considère qu'il est important de connaître le sexe et l'âge de chaque personne recensée. Il est donc recommandé, si ces renseignements sont incomplets, de les déduire aux fins du recensement.

Sexe (caractéristique essentielle)

184. Le sexe de chaque personne doit être indiqué dans le recensement. Le sexe est, avec l'âge, la caractéristique qui fait plus que tout autre l'objet d'une classification croisée avec d'autres caractéristiques de la population. C'est pourquoi il est absolument indispensable que les renseignements sur le sexe soient aussi complets et exacts que possible. Si ces renseignements font défaut, il faut les déduire en se référant à d'autres rubriques se rapportant à la personne ou au ménage.

185. Un grand nombre de pays de la région ont constaté qu'il était nécessaire d'établir davantage de statistiques analysées par sexe. Il importe donc que les pays veillent à ce que les diverses définitions et classifications des données relatives au niveau d'instruction, au statut au regard de l'activité économique, à la profession et à la position au sein de la famille ou du ménage, notamment, soient utilisées comme il se doit lors du recensement. Des données parallèles concernant à la fois les hommes et les femmes doivent être rassemblées pour toutes les caractéristiques appropriées.

Âge (caractéristique essentielle)

186. Pour obtenir des renseignements sur l'âge, il est recommandé de noter la date de naissance. Cette méthode permet un classement des données de deux façons: selon l'année de naissance et selon le nombre d'années révolues. Étant donné que l'âge est l'une des variables les plus importantes dans un recensement et qu'il est utilisé pour de nombreuses mises en tableaux et analyses, il est absolument indispensable que les renseignements sur l'âge soient aussi complets et exacts que possible. Si ces renseignements font défaut, il faut les déduire en se référant à d'autres rubriques se rapportant à la personne ou au ménage.

187. Pour de nombreux pays de la région, les enfants, les jeunes et les personnes âgées sont des groupes de population spéciaux pour lesquels il faut recueillir divers types de données à l'occasion d'un recensement. Les types de données sur les enfants et les jeunes qui sont de nature à intéresser les pays portent sur des caractéristiques telles que le type de famille (famille biparentale ou monoparentale), le revenu familial, l'activité professionnelle des parents, la scolarisation et/ou le niveau d'instruction atteint par les parents. Dans le cas des personnes âgées, les données sur l'âge, le sexe, la situation matrimoniale, la situation au regard de l'activité économique, la position dans la famille ou dans le ménage et le type d'habitation illustrent certaines caractéristiques qui sont de nature à intéresser les pays. Il est recommandé que les pays veillent à ce que les définitions et classifications qu'il est prévu d'utiliser dans le recensement pour ces caractéristiques et d'autres sujets

d'intérêt conviennent à la diffusion des données à recueillir sur les enfants, les jeunes et les personnes âgées.

Situation matrimoniale légale (caractéristique essentielle)

188. On entend par situation matrimoniale la situation conjugale (légale) de chaque individu au regard des lois (ou coutumes) concernant le mariage qui sont en vigueur dans le pays (situation de droit).

189. Les renseignements sur la situation matrimoniale légale doivent être recueillis au moins pour les personnes âgées de 15 ans ou plus. Cela dit, comme l'âge minimum légal (ou l'âge traditionnel) du mariage diffère selon les pays, et que la population peut comprendre des personnes jeunes qui se sont mariées dans d'autres pays où l'âge minimum légal du mariage est plus bas, il est recommandé de recueillir les données pour la totalité de la population.

190. La classification ci-après de la population selon la situation matrimoniale est recommandée:

- i) Célibataires (c'est-à-dire non encore marié(e)s)
- ii) Marié(e)s
- iii) Veufs (veuves) non remarié(e)s
- iv) Divorcé(e)s non remarié(e)s.

191. Il y a lieu de noter que, au sens de la classification recommandée, toutes les personnes vivant en union consensuelle doivent être classées comme étant célibataires, mariées, veuves ou divorcées, en conformité avec leur statut au regard du droit.

192. Dans certains pays, les personnes pacsées peuvent être incluses dans la catégorie «marié(e)s».

193. Une catégorie distincte pour les personnes «séparées légalement» pourrait être envisagée dans les pays dont la législation prévoit ce statut, différent de celui de «marié» ou de «divorcé».

194. Dans les pays où les personnes dont le seul ou le dernier mariage a été annulé forment un groupe relativement important, une catégorie distincte pourrait être envisagée pour ce groupe, le cas échéant. Dans le cas contraire, les individus doivent être classés selon leur situation matrimoniale avant l'annulation de leur mariage.

Situation matrimoniale de fait (caractéristique subsidiaire)

195. Les pays qui ont enregistré une augmentation du nombre de personnes vivant en union consensuelle souhaiteront peut-être réunir des renseignements non seulement sur la situation de droit mais aussi sur la situation de fait. Dans certains pays, il est déjà possible de prévoir une catégorie correspondant au PACS, dont le statut équivaut parfois à celui d'un mariage légal. Le statut matrimonial de fait s'entend ici de la situation de l'individu par référence à son mode de vie effectif à l'intérieur du ménage. Il est recommandé de recueillir des renseignements sur cette caractéristique pour les personnes appartenant aux mêmes tranches d'âge que les personnes

interrogées sur leur statut au regard du droit.

196. Une classification pourrait être la suivante:

- i) Célibataires (c'est-à-dire non encore marié(e)s)
- ii) Marié(e)s
- iii) Vivant en union consensuelle
- iv) Veufs (veuves) non remarié(e)s
- v) Divorcé(e)s non remarié(e)s.

197. Il y a lieu de noter qu'il est possible également de réunir des renseignements sur la situation matrimoniale de fait à partir des caractéristiques du ménage et de la famille de la personne, des caractéristiques du noyau familial et des caractéristiques des ménages privés et/ou par confrontation de ces caractéristiques, en se basant sur la relation à la question adressée à la personne de référence ou sur la matrice complète des relations à l'intérieur du ménage dans les pays où cette matrice est utilisée. Dans le cas contraire, il est possible de prévoir une question distincte.

198. Le rapport sur le recensement doit expliquer clairement les définitions de chaque catégorie de situation matrimoniale considérée dans les tableaux, compte tenu des méthodes de dénombrement et de dépouillement. Les explications données doivent également préciser comment ont été traités les groupes tels que les personnes séparées légalement et les personnes dont le mariage a été annulé.

Nombre total d'enfants nés vivants (caractéristique subsidiaire)

199. Des renseignements sur le nombre total d'enfants nés vivants peuvent être réunis dans le cadre d'un recensement par les pays qui projettent d'utiliser ces renseignements pour établir des estimations de la fécondité à partir de techniques indirectes. Si cette caractéristique est retenue pour le recensement, il est recommandé de recueillir ces renseignements pour toutes les femmes.

200. Les données réunies sur le nombre total d'enfants nés vivants doivent, en principe, se rapporter à tous les enfants nés vivants des femmes des groupes étudiés jusqu'à la date du recensement (c'est-à-dire à l'exclusion des morts fœtales). Le nombre enregistré doit comprendre tous les enfants nés vivants, du mariage actuel ou d'un (de) mariage(s) antérieur(s), d'une union consensuelle ou d'autres formes d'union, ou encore d'une mère célibataire, que ces enfants soient vivants ou décédés au moment du recensement, et quel que soit le lieu où ils vivent. Il est admis qu'il ne sera pas toujours possible de spécifier, dans les instructions sur le dénombrement, que tous les enfants doivent être pris en compte, y compris ceux qui ne sont pas nés d'un mariage ou d'une union consensuelle.

**Date i) du premier mariage légal et ii) du mariage actuel de la femme
(caractéristique subsidiaire)**

201. Les renseignements sur la date/durée du mariage sont utiles pour établir les statistiques de la fécondité et viennent s'ajouter aux informations déduites des données relatives au nombre d'enfants nés vivants. Dans le cas des femmes mariées plusieurs fois, il est recommandé d'obtenir des renseignements sur la date du premier

mariage et sur celle du mariage actuel.

Date du début i) de la première union consensuelle et ii) de l'union consensuelle actuelle (caractéristique subsidiaire)

202. Les renseignements sur la date/durée de l'union consensuelle sont, de même que les renseignements sur la date/durée du mariage, utiles pour établir les statistiques de la fécondité et viennent s'ajouter aux informations déduites des données relatives au nombre d'enfants nés vivants. Dans le cas des femmes qui ont contracté plusieurs unions consensuelles, il est recommandé d'obtenir des renseignements sur la date de la première union et sur celle de l'union actuelle. Les renseignements sur la date/durée de la ou des unions consensuelles peuvent être associés à ceux relatifs à la date du (des) mariage(s) légal (légaux).

CHAPITRE 5 CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES

Introduction

203. Des statistiques relatives aux caractéristiques économiques des personnes établies à partir des recensements de la population sont nécessaires pour bien des raisons. Il faut disposer de renseignements détaillés sur le nombre et les caractéristiques des personnes pourvues d'un emploi, des chômeurs et de la population inactive pour la même période de référence que celle pour laquelle d'autres données démographiques et sociales sont relevées, de manière à dresser un tableau complet de la situation socioéconomique. Ces statistiques pourraient être obtenues à partir d'autres sources, comme les enquêtes sur la population active effectuées auprès des ménages, mais ces autres sources donnent rarement des renseignements suffisamment détaillés pour les petites zones ou pour les groupes de branches d'activité économique et de professions eux-mêmes classés de manière très détaillée. Les enquêtes par sondage sont limitées par la précision de l'échantillon et les sources administratives peuvent ne pas utiliser le même codage des professions et des branches d'activité. D'autres caractéristiques concernant les personnes, les ménages et les logements qui sont au nombre de celles sur lesquelles porte le recensement (éducation, niveau de revenu, type de logement, etc.) sont étroitement liées à l'activité économique des membres du ménage. Il est donc souhaitable de recueillir, lors du recensement, des renseignements sur les caractéristiques économiques des membres du ménage, afin de pouvoir examiner les relations croisées existant entre ces éléments de données.

204. Les recensements de la population fournissent des informations de référence auxquelles rattacher les statistiques provenant d'autres sources. Ils fournissent aussi les bases d'échantillonnage nécessaires à la plupart des enquêtes effectuées auprès des ménages. Il peut être difficile de concilier des renseignements provenant de sources différentes, en raison de différences telles que champ d'application et couverture, concepts et définitions, classifications, unités statistiques, périodes de référence, précision, erreurs de mesurage. Il est donc souhaitable que dans la présentation des résultats d'un recensement, toutes différences soient mises en évidence et expliquées dans des notes de bas de page ainsi que dans l'analyse textuelle.

Activité économique des personnes

205. La population «active» se compose de toutes les personnes qui, pourvues ou non d'un emploi, fournissent la main-d'œuvre disponible pour la production de biens et de services¹³.

206. Les activités économiques, c'est-à-dire, dans le présent contexte, la production, comprennent: i) la production de tous les biens et services individuels ou collectifs qui sont fournis ou destinés à être fournis à des unités autres que le producteur lui-même, y compris la production de biens et services entrant dans le processus de production de ces biens ou services (production intermédiaire); ii) la production pour compte propre de tous les biens qui sont conservés par le producteur

¹³ *Système de comptabilité nationale*, ST/ESA/STAT/SER/F/2/Rev.4, publication des Nations Unies, numéro de vente F.94.XVII.4. Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, 1993.

pour son propre usage final (consommation finale ou formation brute de capital fixe); et iii) la production pour compte propre de services domestiques et personnels par l'emploi d'un personnel domestique rétribué.

207. En principe, la production de tous les biens relève du champ de la production prévue dans le Système de comptabilité nationale, que les biens soient destinés à d'autres unités ou à l'usage final du producteur. En pratique, toutefois, la production d'un bien à usage final personnel au sein du ménage ne devrait être consignée que si la quantité du bien produit par le ménage pour son propre usage final est jugée importante par rapport à l'offre totale de ce bien dans le pays. Les personnes qui travaillent à la production de biens à usage final personnel au sein du même ménage ne devraient être considérées comme étant actives que si cette production représente une contribution importante à la consommation totale du ménage. À titre d'exemple de types courants de production ménagère, on peut citer la production et le stockage de produits agricoles; la production de produits laitiers tels que le beurre ou le fromage; (la préparation des repas destinés à être consommés immédiatement est exclue); le tissage; la couture; et la construction de logements ainsi que les grands travaux de réparation (par exemple le replâtrage des murs ou la réparation des toits) ou l'agrandissement des habitations. Pour plus de détails, se reporter au Système de comptabilité nationale, 1993¹⁴.

208. Les services domestiques ou personnels qui sont fournis par des membres non rétribués du ménage aux fins de consommation finale par le foyer lui-même sont exclus du champ de la production et, par conséquent, ne sont pas considérés comme des activités économiques, c'est-à-dire une production dans le contexte du recensement (exemples: a) le nettoyage, la décoration et l'entretien du logement occupé par le ménage, y compris les petites réparations du type qui est généralement effectué par les locataires et les propriétaires; b) l'utilisation, le nettoyage, l'entretien et la réparation d'articles ménagers, durables ou non, y compris les véhicules utilisés à des fins ménagères; c) la préparation et le service des repas; d) les services aux enfants: soins, formation et éducation; e) les soins dispensés aux personnes malades, infirmes ou âgées; et f) le transport des membres du ménage ou de leurs biens). Les personnes qui se livrent à de telles activités peuvent être classées dans la catégorie des prestataires de services non rémunérés (voir le paragraphe 214 ci-après).

209. Les renseignements sur le statut au regard de l'activité seront recueillis pour toutes les personnes ayant atteint ou dépassé un âge minimal, qui diffère selon les pays. L'âge de fin de scolarité obligatoire ne sera pas pris automatiquement comme âge minimal pour la collecte de renseignements sur le statut au regard de l'activité. Les pays où normalement de nombreux enfants participent aux travaux agricoles ou à d'autres types d'activité économique (par exemple l'extraction minière, le tissage ou le petit commerce) devront fixer un âge minimal plus bas que les pays où il est rare que de jeunes enfants travaillent. Dans les tableaux relatifs aux caractéristiques économiques, on devra établir une distinction au moins entre les personnes âgées de moins de 15 ans et celles ayant 15 ans révolus; les pays où l'âge de fin de scolarité obligatoire dépasse 15 ans et où il y a des enfants actifs au-dessous de cet âge devront s'efforcer de réunir des données sur les caractéristiques économiques de ces enfants

¹⁴ *Système de comptabilité nationale*, ST/ESA/STAT/SER/F/2/Rev.4, publication des Nations Unies, numéro de vente F.94.XVII.4. Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, 1993.

afin d'assurer la comparabilité internationale en ce qui concerne au moins les personnes de 15 ans et plus. La détermination de la population active selon le critère de l'âge limite maximum n'est pas recommandée, dans la mesure où un nombre considérable de personnes âgées ayant dépassé l'âge de la retraite peuvent être employées dans des activités économiques.

210. La population «active» peut être déterminée de diverses manières: a) la population «active du moment» (ou «main-d'œuvre»), mesurée par rapport à une courte période de référence, telle qu'une semaine ou un jour, et b) la population «habituellement active», mesurée en fonction d'une longue période de référence, telle que l'année.

211. Le fait de recueillir un ensemble complet de données sur l'activité du moment comme sur l'activité habituelle présente des avantages dans plusieurs domaines d'application importants, mais il n'est pas toujours facile d'effectuer une telle compilation dans un recensement en raison du coût de l'opération, du manque de place sur les questionnaires et du travail considérable de codage et de dépouillement. Il est recommandé aux pays de recueillir des renseignements tout d'abord sur l'activité du moment et, si possible, de compléter cette information par des données sur l'activité habituelle. Les pays qui appliquent la notion d'«activité habituelle» devront s'efforcer d'obtenir aussi des données portant au moins sur le volume de la «main-d'œuvre» pendant une période de référence d'une semaine.

212. La population «inactive» comprend toutes les personnes, indépendamment de leur âge, y compris celles ayant un âge inférieur à l'âge spécifié pour la mesure de la population active, qui n'étaient pas «actives», comme défini aux paragraphes 208 et 209 ci-dessus.

213. Certaines personnes «inactives» peuvent être classées dans plus d'une catégorie de population inactive. Il est recommandé, dans ce cas, de donner la priorité aux catégories énumérées au paragraphe 265 ci-après.

Prestataires de services non rémunérés (caractéristique subsidiaire)

214. Les pays voudront peut-être classer séparément les personnes qui fournissent gratuitement des services sociaux et des services personnels aux membres de leur propre ménage, à d'autres ménages ou à des organisations bénévoles sans but lucratif, pendant une brève période de référence ou pendant une période plus longue. Cette catégorie de personnes peut être subdivisée soit en fonction du type de service assuré, soit selon le type de bénéficiaire. (Il convient de noter que la prestation de services non rémunérés à d'autres ménages ou à des organisations bénévoles sans but lucratif sort du cadre de la production, tel qu'il est défini dans la comptabilité nationale, et n'est donc pas considérée comme une activité économique, nonobstant la règle générale énoncée au paragraphe 206.)

Situation au regard de l'activité du moment (caractéristique essentielle)

215. La «situation au regard de l'activité du moment» est le rapport qui existe entre une personne et l'activité économique pendant une courte période de référence d'une semaine ou d'un jour. La notion d'«activité du moment» est jugée la plus indiquée

pour les pays dans lesquels l'activité économique de la population est peu influencée par les facteurs saisonniers ou par d'autres facteurs entraînant des variations au cours de l'année et il est recommandé que les pays de la région de la CEE utilisent cette notion (c'est-à-dire la notion de «main-d'œuvre») pour recueillir des données sur la situation au regard de l'activité dans le cadre du recensement. Il faudrait de préférence retenir une période de référence d'une semaine; il pourra s'agir soit d'une semaine civile donnée récente, soit de la dernière semaine civile complète, soit encore des sept jours précédant le recensement.

La «population active du moment» (c'est-à-dire la main-d'œuvre)

216. La «population active du moment» (la «main-d'œuvre») comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions requises pour être rangées parmi les personnes pourvues d'un emploi ou parmi les chômeurs, comme défini aux paragraphes 217 à 228.

Personnes pourvues d'un emploi

217. Les personnes «pouvues d'un emploi» comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui, durant la courte période de référence retenue (une semaine de préférence): i) ont effectué un travail pour en tirer une rémunération ou un bénéfice en espèces ou en nature, ou ii) étaient temporairement absentes d'un emploi, dans lequel elles avaient déjà travaillé et avec lequel elles avaient un lien formel, ou d'une activité indépendante, comme une exploitation agricole, une entreprise industrielle ou commerciale ou une entreprise de services.

218. Les rapports et tableaux de recensement devraient indiquer clairement le temps de travail minimal retenu pour déterminer si une personne est ou non «au travail». D'après les recommandations internationales en vigueur, la notion de «travail effectué» devrait s'entendre d'un travail d'une durée d'une heure au moins effectué pendant la période de référence. Ce critère d'une heure de travail est l'un des aspects essentiels du cadre fixé pour la population active dans les définitions internationales de l'emploi et du chômage; c'est aussi un préalable à la cohérence entre les statistiques de l'emploi et les données de la comptabilité nationale relatives à la production. Les pays qui s'interrogent sur l'utilité de ce critère pour les autres utilisateurs des résultats des recensements devraient recueillir également des données sur le «temps de travail», conformément aux recommandations formulées plus loin aux paragraphes 230 à 233 ci-après.

219. Les personnes pourvues d'un emploi salarié temporairement absentes de leur travail pour raison de maladie ou d'accident, de congé ou de vacances, de conflit du travail ou de grève, de congé d'éducation ou de formation, de congé de maternité ou de congé parental, de ralentissement de l'activité économique ou de désorganisation ou de suspension temporaire du travail due à des causes diverses - mauvaises conditions météorologiques, défaillances mécaniques ou pannes d'électricité, pénurie de matières premières ou de combustibles, etc. - ou pour toute autre raison autorisée ou non devraient être considérées comme pourvue d'un emploi salarié pour autant qu'elles aient un lien formel avec leur emploi. Ce lien formel avec l'emploi devrait être déterminé en fonction d'un ou de plusieurs des critères suivants: perception ininterrompue du salaire ou du traitement; assurance de reprendre le travail à la fin de

la situation d'exception ou accord sur la date de reprise ou encore durée de l'absence qui, éventuellement, peut correspondre au laps de temps pendant lequel les travailleurs peuvent percevoir des indemnités sans être tenus d'accepter un autre emploi¹⁵.

220. Les personnes pourvues d'un emploi indépendant (à l'exception des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale) devraient être considérées comme «ayant une entreprise mais n'étant pas au travail» si leur absence du travail est temporaire et si pendant ce temps leur entreprise continue d'exister.

221. Les *Directives concernant les absences prolongées au travail: leur traitement dans les statistiques de l'emploi et du chômage*, approuvées par la seizième Conférence internationale des statisticiens du travail (octobre 1998)¹⁶ proposent des normes concernant la manière de traiter les groupes de personnes ci-après en situation d'absence prolongée au travail:

i) «Les femmes en congé de maternité, qui ont l'assurance de retourner au travail à la fin de ce congé, devraient être classifiées comme pourvues d'un emploi si, pendant la période de référence, leur employeur leur verse l'intégralité ou une partie significative de leur salaire ou traitement, ou qui perçoivent un paiement équivalent provenant d'autres sources du fait de leur condition de salariées. Les femmes en congé de maternité, qui ont l'assurance de retourner au travail à la fin de ce congé, devraient également être considérées comme pourvues d'un emploi pendant la période obligatoire de congé prescrite par la législation nationale pour donner aux mères un repos suffisant avant et après une naissance, ou pour une période à préciser compte tenu des circonstances nationales. Dans les pays où elles ne sont pas classifiées comme pourvues d'un emploi dans les conditions prévues au paragraphe 1 i), les femmes en congé de maternité devraient être classifiées comme chômeurs ou inactifs, selon leur disponibilité du moment pour travailler et leur recherche active de travail durant une période récente.»;

ii) Salariés en congé non payé à l'initiative d'un employeur: les personnes dont la date de retour au travail est agréée devraient être considérées comme pourvues d'un emploi si la durée du congé s'inscrit dans les limites d'une période spécifiée à déterminer selon les circonstances nationales;

iii) Les salariés en congé prolongé tel que le congé parental, qui ont l'assurance de retourner au travail auprès du même employeur au terme de leur congé, devraient être classifiés comme pourvus d'un emploi si l'employeur continue à verser intégralement ou en grande partie le salaire ou le traitement de la personne en congé, ou si la durée du congé n'excède pas les limites d'une période spécifiée, à déterminer selon les circonstances nationales;

¹⁵ À propos des absences de longue durée, voir les «Recommandations de la réunion coorganisée par le BIT et l'Office tchèque de statistique sur le traitement statistique des personnes en congé de longue durée en liaison avec les définitions internationales de l'emploi et du chômage (Prague, 15-17 novembre 1995)». *Bulletin des statistiques du travail*, 1996-1, p. XXV et XXVI.

¹⁶ Pour plus de détail, voir le Rapport général à l'adresse suivante:
<http://ilo.org/public/english/bureau/stat/download/16thicls/report4.pdf>.

iv) Les salariés saisonniers qui ne se livrent à aucun type de travail pendant la morte-saison devraient être classifiés comme pourvus d'un emploi s'ils ont l'assurance de retourner au travail auprès du même employeur au début de la prochaine saison, et si l'employeur continue à verser l'intégralité ou une partie importante de leur salaire ou traitement pendant la morte-saison;

v) Les autres personnes en congé prolongé, y compris celles i) dont la date de retour au travail est agréée, mais dont la durée du congé déjà écoulé excède les limites de la période spécifiée, ii) qui n'ont pas de date de retour au travail agréée mais qui devraient retourner au travail dans un avenir proche, et iii) qui n'ont ni une date de retour au travail agréée ni l'espoir d'être rappelées à leur travail dans un avenir proche ne devraient pas être considérées comme pourvues d'un emploi. De même, les employeurs saisonniers, les personnes travaillant pour leur propre compte, les membres de coopératives de producteurs et les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale qui ne se livrent à aucun type de travail pendant la morte-saison lorsque l'entreprise cesse d'exister ne devraient pas être considérés comme pourvus d'un emploi (il n'y a pas d'incompatibilité entre cette affirmation et celle qui est énoncée ci-dessus concernant les personnes travaillant pour leur propre compte «qui ont une entreprise et ne se livrent à aucun travail». Pendant la morte-saison, de nombreuses entreprises (boutiques de marchands de glaces ou de marchands de fruits, restaurants de plage, etc.) ne sont pas en activité (cessent d'exister) et par conséquent ceux qui les exploitent ne devraient pas être classifiés comme pourvus d'un emploi alors qu'ils ne se livrent à aucun travail pendant la morte-saison. Si l'on peut supposer que l'entreprise continue d'exister pendant la morte-saison (dans le cas d'une exploitation agricole, par exemple), un travailleur pour compte propre saisonnier qui ne se livre à aucun travail peut être classifié comme pourvu d'un emploi à condition que la durée de l'absence au travail s'inscrive dans des limites acceptables.).

222. La notion d'espoir de retourner au travail «dans un avenir proche» doit être précisée eu égard aux circonstances et à la situation économique de chaque pays.

223. Traitement de groupes particuliers de personnes pourvues d'un emploi. Il est recommandé de traiter comme suit certains groupes de personnes:

i) Les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale devraient être considérés comme étant au travail selon les mêmes critères que les autres personnes pourvues d'un «emploi indépendant», c'est-à-dire indépendamment du nombre d'heures de travail effectué pendant la période de référence. Les pays qui, pour des raisons particulières, préféreraient appliquer un critère de durée minimale de travail pour inclure les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale parmi les «personnes pourvues d'un emploi» devraient distinguer et classer séparément les personnes de cette catégorie qui ont travaillé moins que le temps prescrit, afin d'être en mesure de fournir des données comparables au niveau international. Les travailleurs familiaux contribuant à l'entreprise familiale qui n'étaient pas au travail pendant la période de référence ne devraient pas être considérés comme étant pourvus d'un emploi;

ii) Les personnes se livrant à des activités économiques consistant à produire pour compte propre des biens en vue de leur autoconsommation finale au sein de leur ménage devraient être considérées comme des travailleurs «indépendants» (et classées comme «travailleurs pour compte propre») si cette

production apporte une contribution importante à la consommation totale du ménage (voir plus haut le paragraphe 207);

iii) Les apprentis et les stagiaires qui ont perçu une rétribution en espèces ou en nature devraient être considérés comme des personnes pourvues d'un emploi salarié et classés comme étant «au travail» ou n'étant «pas au travail» selon les mêmes critères que les autres catégories de personnes pourvues d'un emploi salarié;

iv) Les personnes participant à des programmes de formation professionnelle devraient être considérées comme étant «pouvues d'un emploi» si la formation a lieu dans le cadre d'une entreprise et est liée aux activités de production de cette dernière, ou si l'on peut considérer que les participants conservent un lien formel avec l'emploi dans une entreprise où ils étaient précédemment employés, même si la formation a lieu à l'extérieur de l'entreprise ou n'a aucun rapport avec ses «activités de production». (Les autres personnes participant à des programmes de formation professionnelle peuvent être classées soit comme chômeurs, soit comme inactifs, selon leur disponibilité du moment pour travailler et leur recherche active de travail durant une période récente.);

v) Les étudiants, les personnes s'occupant du foyer et les autres personnes qui, pendant la période de référence, se livraient principalement à des activités non économiques et qui, en même temps, étaient pourvus d'un «emploi salarié» ou «indépendant» comme défini plus haut devraient être considérés comme ayant un emploi selon les mêmes critères que les autres catégories de personnes ayant un emploi et classés séparément lorsque c'est possible;

vi) Tous les membres des forces armées devraient être inclus parmi les personnes pourvues d'un emploi salarié. Les «forces armées» devraient comprendre aussi bien les membres permanents que les membres temporaires comme il est spécifié dans la dernière version révisée de la *Classification internationale type des professions* (CITP)¹⁷;

vii) Les travailleurs d'un «réseau de troc» (c'est-à-dire les personnes qui travaillent pour des amis, des voisins, etc., dans le cadre d'un échange mutuel de prestations en nature (mais non d'argent) devraient être considérés comme étant pourvus d'un emploi parce que la rémunération qu'ils reçoivent en échange de leur activité économique est la prestation en main-d'œuvre fournie par quelqu'un d'autre (échange de travail);

¹⁷ «Les forces armées se composent des personnes qui, volontairement ou par obligation, servent normalement dans les différentes armes ainsi que dans les services auxiliaires, et qui ne jouissent pas de la liberté d'accepter un emploi civil. En font partie, les membres permanents de l'armée de terre, de la marine, de l'aviation ou d'autres armes ou services, ainsi que les personnes recrutées par conscription, pour une période réglementaire, afin d'acquérir une formation militaire ou d'accomplir un autre service. En sont exclues les personnes ayant un emploi civil dans les établissements publics s'occupant de questions de défense; la police (sauf la police militaire); les douaniers, les gardes frontière et les membres d'autres services civils armés; les personnes temporairement rappelées pour accomplir une brève période réglementaire d'instruction ou d'exercice militaire; les réservistes qui ne sont pas en service actif.» Voir la *Classification internationale type des professions* (CITP-88). Bureau international du Travail, Genève, 1990, p. 297.

viii) Les personnes qui font du travail d'intérêt collectif (construction d'abribus, administration de village, etc.) contre une rémunération en espèces ou en nature devraient être considérées comme étant pourvues d'un emploi. Toutefois, le travail bénévole (sans rémunération en espèces ou en nature) n'est pas considéré comme étant un emploi. (Voir aussi «Statut des bénévoles» ci-dessous.) De même, des membres de la famille qui ne sont pas des membres du ménage ou des amis qui fournissent un apport de travail sans rémunération en espèces ou en nature (c'est-à-dire qui aident bénévolement sans rien attendre en échange) dans une entreprise exploitée par un autre ménage ne sont pas considérés comme étant pourvus d'un emploi. (Voir aussi le point concernant un assouplissement de cette règle pour les membres de la famille qui résident dans un autre ménage.)

224. Il faudrait préciser dans les rapports de recensement comment ces groupes et les autres groupes pertinents (par exemple, les retraités) sont traités. Il conviendrait aussi de voir s'il est souhaitable de présenter séparément dans les tableaux certains de ces groupes (par exemple, les étudiants qui travaillent).

225. Les personnes qui se livrent à des tâches communautaires non rémunérées et rendent bénévolement des services (même si elles contribuent à la production de biens ou de services marchands relevant du Système de comptabilité nationale) et les autres personnes qui se livrent à des activités débordant les limites des activités économiques (voir aussi le paragraphe 214 ci-dessus) ne devraient pas être considérées comme étant pourvues d'un emploi. Elles devraient être classées soit comme chômeurs, soit comme inactifs, selon leur disponibilité du moment pour travailler et leur recherche active de travail durant une période récente. Si elles sont classées parmi les inactifs, on peut, si on le juge utile, prévoir des sous-catégories pour les répertorier.

226. Chômeurs. Les «chômeurs» comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui, pendant la période de référence, étaient:

i) «Sans travail», c'est-à-dire qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi indépendant, comme défini plus haut aux paragraphes 217 à 223;

ii) «Disponibles pour travailler» dans un emploi salarié ou indépendant pendant la période de référence¹⁸; et

iii) «À la recherche d'un travail», c'est-à-dire qui avaient pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente donnée pour chercher un emploi salarié ou indépendant. (Ces dispositions spécifiques peuvent inclure l'inscription auprès d'un bureau de placement public ou privé (pour être informé des offres d'emploi), le dépôt de candidatures auprès d'employeurs, la présentation à l'embauche sur les chantiers, les exploitations agricoles, à la porte des usines, sur les marchés ou autres lieux où sont recrutés les travailleurs; l'insertion d'annonces ou la réponse à des annonces dans les journaux; les recherches par le biais de relations personnelles; la recherche de terrains, d'immeubles, de machines ou de matériel pour créer une entreprise personnelle, les démarches pour mobiliser des ressources financières; les demandes de permis ou de licence, etc.).

¹⁸ Dans les pays de l'UE, la disponibilité du moment pour travailler est interprétée comme étant la disponibilité pendant la semaine de référence ou les deux semaines subséquentes.

227. Traitement de groupes particuliers: certains groupes de personnes appellent un traitement particulier pour pouvoir être inclus comme il convient parmi les «chômeurs». Il est recommandé de traiter ces groupes comme suit:

i) Les personnes sans travail et disponibles pour travailler pendant la période de référence, qui ont pris des dispositions pour prendre un emploi salarié ou pour entreprendre une activité indépendante à une date postérieure à la période de référence, devraient être considérées comme «chômeurs», qu'elles aient ou non cherché du travail au cours de la période récente;

ii) Les personnes temporairement absentes de leur travail sans lien formel avec leur emploi, qui étaient disponibles pour travailler et à la recherche d'un travail pendant la période de référence, devraient être considérées comme «chômeurs» conformément à la définition classique du «chômage». Les pays peuvent cependant, en fonction de la situation et de la politique nationales, préférer assouplir le critère de la recherche d'un travail dans le cas des personnes temporairement mises à pied. Dans de tels cas, les personnes temporairement mises à pied qui n'étaient pas à la recherche d'un travail, mais qui sont néanmoins classées comme «chômeurs», devraient faire l'objet d'une sous-catégorie distincte;

iii) Les personnes se livrant principalement à des activités non économiques pendant la période de référence (par exemple les étudiants, les personnes s'occupant du foyer), qui satisfont aux critères de chômage exposés au paragraphe 226 ci-dessus, devraient être considérées comme des «chômeurs» au même titre que les autres catégories de «chômeurs» et classés séparément lorsque c'est possible.

228. La manière dont ces groupes et tout autre groupe particulier ont été traités devrait être indiquée dans les rapports de recensement.

La population inactive du moment (personnes ne faisant pas partie de la main-d'œuvre)

229. La «population inactive du moment», autrement dit les «personnes qui ne font pas partie de la main-d'œuvre», comprend toutes les personnes qui n'étaient ni «pourvues d'un emploi», ni au «chômage» durant la courte période de référence retenue pour mesurer l'«activité du moment». Il est recommandé de classer cette population dans les quatre groupes suivants:

i) «Étudiants»: personnes qui ne sont pas «actives au moment considéré» et qui, pendant la majeure partie de la période de référence, ont fréquenté un établissement d'enseignement ordinaire, public ou privé, pour y recevoir une instruction complète à quelque niveau d'enseignement que ce soit (voir également la caractéristique subsidiaire «fréquentation scolaire», par. 321 à 325);

ii) «Retraités et rentiers»: personnes qui ne sont pas «actives au moment considéré» et qui perçoivent des revenus de la propriété ou d'investissements (intérêts, loyers ou redevances) ou des pensions versées au titre d'activités antérieures;

iii) «Personnes s’occupant du foyer»: personnes qui ne sont pas «actives au moment considéré» et qui, pendant la majeure partie de la période de référence, ont accompli des tâches ménagères non rémunérées à leur domicile, par exemple les femmes au foyer ou des personnes apparentées prenant soin du ménage et des enfants (en revanche les services domestiques et personnels fournis par les employés de maison rémunérés sont considérés comme des activités économiques au sens du paragraphe 206 ci-dessus);

iv) «Autres personnes inactives»: personnes qui ne sont pas «actives au moment considéré» et qui reçoivent une aide de l’État ou de source privée et toute autre personne n’entrant dans aucune des catégories susmentionnées (par exemple les enfants non scolarisés).

Temps de travail habituel (caractéristique essentielle)

230. Le «temps de travail habituel» devrait correspondre à la période travaillée pendant une semaine ou une journée normale et être mesuré en heures si la période de référence est courte. C’est le temps total habituel consacré à la production de biens et de services, dans les limites des heures de travail normales et des heures de travail supplémentaires, pendant la période de référence retenue pour mesurer l’«activité économique» lors du recensement. Il faudrait inclure dans le «temps de travail habituel» les activités qui, si elles ne débouchent pas directement sur la production de biens ou de services, sont néanmoins définies comme faisant partie intégrante des tâches et fonctions liées à l’emploi; c’est le cas, notamment, des activités consistant à préparer, réparer ou entretenir le lieu de travail ou les outils de travail. Dans la pratique, le temps de travail habituel comprendra également les moments d’inactivité survenant pendant le déroulement de ces activités, comme les moments d’attente et les autres courtes pauses. Les pauses déjeuner plus longues et les périodes durant lesquelles les personnes ne travaillent habituellement pas pour cause d’absence normale, pour maladie ou de réductions régulières des heures de travail dues à des facteurs économiques ou techniques (c’est-à-dire en chômage partiel), etc., devraient être exclues. En revanche, s’il ne s’agit pas d’un phénomène courant ou régulier, le temps pendant lequel les personnes ne travaillent pas ne devrait pas être exclu.

231. Il est recommandé de veiller à ce que le questionnaire soit conçu de façon que, pour les personnes qui ont eu plus d’un emploi pendant la période de référence, soient consignés à la fois le «temps de travail habituel total» (prenant en compte la somme des heures travaillées dans les différents emplois) et le «temps de travail habituel» dans l’emploi principal.

232. Inclure le «temps de travail habituel» parmi les caractéristiques étudiées est particulièrement utile pour appliquer les normes concernant la population active. Les pays qui s’interrogent sur l’utilité que peut présenter pour certains utilisateurs le critère d’une heure de travail retenu dans la définition de l’«emploi» pour mesurer l’«activité du moment» pourront, si le «temps de travail habituel» a été mesuré, prendre comme critère une durée de travail plus longue pour définir l’«emploi» lorsqu’ils mettront en tableau les résultats du recensement à l’intention de ces utilisateurs.

233. Pour limiter le plus possible le risque d’erreurs dans les réponses, il importe de veiller à ce que les questions et les instructions concernant la mesure du temps de

travail habituel soient rédigées de telle façon que dans les réponses, toutes les absences, qu'elles soient rémunérées ou pas, soient exclues du temps de travail et que toutes les heures de travail supplémentaires habituelles, rémunérées ou pas, y soient incluses.

Profession (caractéristique essentielle)

234. La «profession» s'entend du type de travail effectué dans un emploi. Le «type de travail» est défini par les principales tâches remplies et fonctions exercées.

235. Pour permettre les comparaisons internationales, il est recommandé aux pays de faire en sorte que les tableaux puissent être établis conformément à la dernière version révisée de la *Classification internationale type des professions* (CITP). Lorsque les présentes recommandations ont été approuvées, une mise à jour de la CITP était en cours et devait être examinée à la dix-huitième Conférence internationale des statisticiens du travail, en 2008. La dernière version révisée disponible à l'époque (2005) était donc celle qui avait été élaborée par la quatorzième Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) en 1987 et adoptée par le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en 1988¹⁹. Les pays appartenant à l'espace économique européen devront se reporter à la CITP-88 (COM)²⁰.

236. Les pays devraient coder les informations recueillies sur les professions au niveau le plus détaillé possible, compte tenu des réponses. Certains pays jugent utile de demander à chaque personne active d'indiquer le titre de sa profession et de fournir une description succincte des tâches qu'elle remplit et des fonctions qu'elle exerce dans le cadre de son emploi.

237. Les pays qui codent les «professions» d'après une classification nationale type peuvent établir une corrélation avec la CITP au moyen soit d'un double codage, soit d'un système de correspondances permettant de passer des groupes détaillés de la classification nationale à la CITP.

238. La collecte de données relatives aux seconds emplois (le cas échéant) était précédemment une caractéristique subsidiaire, mais elle est désormais considérée comme nécessaire. Les pays qui collectent de telles données concernant les seconds (ou autres) emplois pourraient y inclure une gamme plus large de caractéristiques, notamment: situation dans la profession, profession, branche d'activité économique, type de secteur et type de lieu de travail.

Branche d'activité économique (caractéristique essentielle)

239. La «branche d'activité économique» correspond au type de production ou d'activité de l'établissement ou unité analogue dans lequel la personne active (qu'elle

¹⁹ Bureau international du Travail: *Classification internationale type des professions* (CITP-88), BIT, Genève, 1990.

²⁰ CITP-88, *Définitions et structures*, Eurostat, février 1993; l'ouvrage énumère les groupes professionnels définis aux fins des statistiques des professions dans l'ensemble de l'Union européenne. Le texte se contente d'expliquer les différences entre la CITP-88 (COM) et la CITP-88.

soit pourvue d'un emploi ou au chômage) avait son emploi ou ses emplois. Il est recommandé de relever le nom (et l'adresse si elle est donnée) de l'entreprise ou de l'établissement de manière à pouvoir vérifier les renseignements communiqués concernant la variable «branche d'activité économique» (et en faciliter le codage).

240. Pour permettre les comparaisons internationales, il est recommandé que les pays présentent les caractéristiques concernant la branche d'activité économique des personnes actives conformément à la dernière version révisée de la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique* (CITI) disponible au moment du recensement. Lorsque les présentes recommandations ont été approuvées, la troisième version révisée de la CITI, qui avait été adoptée par la *Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies* à sa vingt-cinquième session en 1989, était la dernière version disponible²¹ mais était en cours de révision. Les pays appartenant à l'espace économique européen devront se reporter à la NACE Rev.1²².

241. Les pays devraient coder les informations recueillies sur la branche d'activité économique au niveau le plus détaillé possible compte tenu des réponses.

242. Les pays qui codent les «branches d'activité économique» d'après une classification nationale type peuvent établir une corrélation avec la CITI au moyen soit d'un double codage, soit d'un «système de correspondances» permettant de passer des groupes détaillés de la classification nationale à la CITI.

Situation dans la profession (caractéristique essentielle)

243. La «situation dans la profession» s'entend du type de contrat de travail, explicite ou implicite, que la personne a passé avec d'autres personnes ou organisations dans le cadre de son emploi. Les principaux critères utilisés pour définir les groupes de la classification sont la nature du risque économique encouru, dont la force du lien qui unit la personne à l'emploi est une composante, et le type d'autorité que la personne exerce ou exercera sur l'établissement et sur d'autres travailleurs dans son emploi. Il faudra veiller à ce que l'emploi ou les emplois retenus pour classer une personne «active» d'après sa «situation dans la profession» correspondent bien à celui ou à ceux considérés pour classer la personne d'après la «profession», la «branche d'activité économique» et le «secteur».

244. Pour classer la population active d'après la situation dans la profession, il est recommandé de procéder comme suit²³:

²¹ *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique*, Études statistiques, Série M, n° 4, Rev.3, Nations Unies, New York, 1990.

²² NACE Rev.1, *Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes*, Eurostat, Luxembourg, 1996.

²³ Pour plus de détails, voir la «résolution concernant la classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP)» dans BIT (1993): Quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail. Rapport de la Conférence. ICLS/15/D.6 (Rev.1). Bureau international du Travail, Genève, 1993.

i) Les «salariés» parmi lesquels il peut être possible de distinguer les «salariés titulaires d'un contrat de travail stable» (y compris les «salariés réguliers»);

ii) Les «employeurs»;

iii) Les «personnes travaillant pour leur propre compte»;

iv) Les «travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale»;

v) Les «membres de coopératives de production»;

vi) Les «personnes inclassables d'après la situation dans la profession».

245. Il est également recommandé de distinguer les «propriétaires-gérants d'entreprises constituées en sociétés» qui, normalement, seront classés parmi les «salariés» mais que l'on jugera peut-être préférable, pour certaines descriptions ou analyses, de regrouper avec les «employeurs».

246. Dans les normes internationales du BIT, l'expression «travailleur indépendant» renvoie à toutes les catégories 2 à 5 du paragraphe 244. Un «emploi à titre indépendant» est un emploi dont la rémunération est directement dépendante des bénéfices (réalisés ou potentiels) provenant des biens ou services produits (lorsque la consommation propre est considérée comme faisant partie des bénéfices). Eurostat utilise l'expression «personnes pourvues d'un emploi indépendant» uniquement pour désigner les travailleurs pour compte propre (catégorie 3 au paragraphe 244). Eurostat ne prévoit pas de catégorie distincte pour les membres de coopératives de producteurs, mais les inclut dans la catégorie des «personnes pourvues d'un emploi indépendant». Dans les présentes recommandations, on a suivi la terminologie du BIT.

247. Un «salarié» est une personne qui occupe un «emploi salarié», c'est-à-dire un emploi dans lequel le contrat de travail explicite ou implicite assure à son titulaire une rémunération de base qui est indépendante des recettes de l'unité pour laquelle il travaille (cette unité peut être une société, une institution sans but lucratif, une administration publique ou un ménage). Les personnes qui occupent un «emploi salarié» perçoivent généralement leur rémunération sous forme de traitement ou de salaire mais celle-ci peut prendre aussi d'autres formes - commission sur les ventes, salaire aux pièces, primes ou paiement en nature (nourriture, logement, formation, etc.). Les outils, les équipements lourds, les systèmes d'information et/ou les locaux utilisés par le salarié peuvent appartenir en tout ou partie à d'autres et le salarié peut travailler sous la supervision directe du propriétaire ou des propriétaires ou de personnes employées par le propriétaire ou les propriétaires ou selon les directives strictes qu'ils auront fixées. Les «salariés titulaires de contrats de travail stables» sont les «salariés» qui ont été et sont titulaires d'un contrat ou de contrats successifs de caractère continu avec le même employeur. Les «salariés réguliers» sont les «salariés titulaires de contrats de travail stables» pour lesquels l'employeur est tenu d'acquitter les impôts et les cotisations de sécurité sociale appropriés et/ou dans le cas desquels la relation contractuelle est régie par la législation nationale du travail. Les «propriétaires-gérants d'entreprises constituées en sociétés» sont des travailleurs qui occupent un emploi dans une entreprise constituée en société dans laquelle: a) seuls, ou avec d'autres membres de leur famille ou un ou plusieurs associés, ils détiennent une participation majoritaire, et b) ils sont habilités à passer des contrats avec d'autres

organisations et à embaucher et licencier des «salariés» en son nom, à la seule condition de se conformer à la législation nationale pertinente et aux règles édictées par le conseil d'administration de l'entreprise.

248. Un «employeur» est une personne qui, travaillant pour son propre compte ou avec un ou plusieurs associés, occupe un «emploi indépendant» et qui, à ce titre, a embauché sur une période continue (englobant la période de référence) une ou plusieurs personnes pour travailler avec elle en tant que «salariés». L'employeur prend les décisions concernant l'exploitation de l'entreprise ou délègue cette compétence tout en restant responsable de la bonne santé de l'entreprise. Dans ce contexte, l'«entreprise» s'entend aussi des entreprises unipersonnelles. Certains pays voudront peut-être distinguer entre les «employeurs» selon le nombre de personnes qu'ils emploient, voir les paragraphes 289 et 290 relatifs à la caractéristique subsidiaire; nombre de personnes travaillant dans l'unité locale de l'établissement.

249. Une «personne travaillant pour son propre compte» est une personne qui, travaillant pour son propre compte ou avec un ou plusieurs associés, occupe un «emploi indépendant» et n'a pas embauché de «salarié» de façon continue. (Il convient de noter cependant que, pendant la période de référence, une «personne travaillant pour son propre compte» a pu embaucher un ou plusieurs «salariés» pour une période de courte durée et de façon discontinue sans être classée dans la catégorie «employeur».) Les membres de familles faisant partie d'une coopérative de production, dont la seule activité est la culture de parcelles de terrain annexes ou l'élevage de bétail qui sont leur propriété privée, devraient être classés dans cette catégorie. Il est recommandé que les pays dans lesquels les personnes se livrant exclusivement à la production pour compte propre de biens destinés à l'autoconsommation finale de leur ménage sont nombreuses dissocient ces personnes de l'ensemble des personnes travaillant pour leur propre compte.

250. Un «travailleur familial collaborant à l'entreprise familiale» est une personne qui occupe un «emploi indépendant» dans un établissement orienté vers le marché, exploité par une personne apparentée vivant dans le même ménage, et qui ne peut pas être considérée comme un associé (c'est-à-dire comme un employeur ou comme une personne travaillant pour son propre compte) car son degré d'engagement dans l'entreprise, que celui-ci soit mesuré en temps de travail ou au moyen d'autres critères à arrêter en fonction de la situation nationale, n'est pas comparable à celui de la personne qui dirige l'établissement. Lorsqu'il est courant que des jeunes, en particulier, accomplissent un travail non rémunéré dans une entreprise économique exploitée par une personne apparentée ne vivant pas dans le même ménage, ce critère pourra être assoupli.

251. Un «membre d'une coopérative de production» est une personne qui occupe un «emploi indépendant» dans un établissement organisé en coopérative, dans lequel chaque membre participe sur un pied d'égalité avec les autres membres à la prise de décisions concernant l'organisation de la production, des ventes et/ou d'autres activités, les investissements et la répartition des bénéfices entre les membres. Il convient de noter que les «salariés» des coopératives de production ne doivent pas être classés dans ce groupe.

252. Les «personnes inclassables d'après la situation dans la profession» comprennent les personnes «actives» pour lesquelles on ne dispose pas d'informations suffisantes et/ou qui ne peuvent être incluses dans aucune des catégories précédentes.

253. Dans la plupart des questionnaires de recensement, pour recueillir les informations relatives à la «situation dans la profession», on proposera aux personnes recensées de choisir entre plusieurs catégories préalablement codées qui ne pourront être expliquées que sommairement. Autrement dit, il peut arriver que certaines des situations qui se situent à la limite entre deux catégories ou plus soient classées selon l'interprétation subjective de la personne recensée plutôt qu'en fonction des distinctions initialement prévues. C'est là un élément qu'il ne faudra pas perdre de vue au moment de la présentation des statistiques tirées des données censitaires. Les pays qui ont recours directement aux registres administratifs pour classer les personnes d'après la «situation dans la profession» risquent de découvrir que les «travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale» ne peuvent pas être rangés dans une catégorie distincte. Ceux qui auraient été classés dans ce groupe si les informations correspondantes avaient été recueillies au moyen d'un questionnaire peuvent soit être exclus de la «population active» soit être classés dans l'un des autres groupes.

Lieu de travail

254. Le lieu de travail est l'endroit où une personne «pourvue d'un emploi» d'après la notion de «population active du moment» exerce son activité professionnelle et où une personne «pourvue d'un emploi» d'après la notion de «population habituellement active» exerce son activité professionnelle ou l'a exercée pour la dernière fois. Il est utile de distinguer le type du lieu de travail de son emplacement géographique. Les informations sur le type du lieu de travail, faisant la distinction entre les personnes qui travaillent à domicile, celles qui travaillent dans un endroit fixe en dehors de leur domicile et celles qui sont sans lieu de travail fixe, sont pertinentes pour analyser les caractéristiques de l'emploi, en particulier l'emploi dans le secteur informel. Les informations relatives à l'emplacement géographique du lieu de travail servent principalement à l'étude des questions concernant les déplacements domicile-travail (voir la caractéristique intitulée «emplacement du lieu de travail» aux paragraphes 174 et 175).

Type de lieu de travail (caractéristique essentielle)

255. Le «type de lieu de travail» désigne l'endroit où le travail est exercé et établit une distinction entre le domicile et les autres lieux de travail qu'ils soient fixes ou non.

256. Pour le type du lieu de travail, il est recommandé de prévoir les catégories de réponse ci-après que l'on pourra, éventuellement, adapter en fonction des besoins du pays:

- i) Avec un lieu de travail fixe en dehors du domicile: Devraient également être classées dans cette catégorie les personnes qui n'ont pas un lieu de travail fixe mais qui se présentent à une adresse fixe au début de leur

période de travail (conducteurs d'autobus, personnel navigant des compagnies aériennes, vendeurs à l'étal sur la voie publique et sur les marchés qui ne démontent pas leur étal à la fin de la journée de travail). Peuvent également être classées dans cette catégorie les personnes qui se rendent régulièrement dans un pays voisin pour y travailler;

- ii) Travail à domicile: Cette catégorie comprendra les agriculteurs qui travaillent et vivent sur leur exploitation, les ouvriers façonniers, les travailleurs indépendants tenant un commerce ou un atelier à leur propre domicile, etc. Les personnes travaillant et vivant dans des camps de travail entreront également dans cette catégorie à moins qu'elles ne fassent l'objet d'une catégorie distincte;
- iii) Sans lieu de travail fixe: Cette catégorie comprend les personnes que leur travail appelle à se déplacer et qui ne se présentent pas tous les jours à une adresse fixe, par exemple les voyageurs de commerce et les conducteurs de camion sur longue distance. Elle comprend aussi les vendeurs ambulants, les vendeurs à l'étal sur la voie publique et sur les marchés qui démontent leur étal à la fin de la journée de travail, les ouvriers du bâtiment travaillant sur divers chantiers pendant la période de référence, les chauffeurs de taxi indépendants et les conducteurs de véhicules à bras, etc.

257. Dans le cas des personnes qui ont un lieu de travail fixe en dehors de leur domicile (catégorie 256.1), on peut recueillir et exploiter des informations sur l'emplacement géographique du lieu de travail, par exemple pour étudier les questions de déplacement

domicile-travail (voir la caractéristique «emplacement du lieu de travail» aux paragraphes 174 et 175). Les informations relatives au lieu de travail peuvent servir à établir des profils de répartition géographique des actifs occupés (par opposition aux profils démographiques dressés d'après le lieu de résidence). Il est recommandé de rapprocher ce type d'information de l'indication du nom (et, éventuellement, de l'adresse) de l'entreprise ou de l'établissement recueillie pour la variable «branche d'activité économique».

Situation au regard de l'activité habituelle (caractéristique subsidiaire)

258. La «situation au regard de l'activité habituelle» est le rapport qui existe entre une personne et l'activité économique pendant une longue période de référence, par exemple une année.

259. Dans les pays où l'activité économique des personnes varie beaucoup au cours de l'année et où les personnes risquent d'exercer plusieurs activités durant l'année ou d'être en chômage saisonnier, la notion d'«activité du moment» peut ne pas être jugée appropriée. Dans ces pays, l'activité économique des personnes devrait être mesurée sur une période plus longue, c'est-à-dire selon la notion d'«activité habituelle» et non pas uniquement selon celle d'«activité du moment». Si la notion d'«activité habituelle» était adoptée, il faudrait retenir comme période de référence une période de 12 mois donnée. En utilisant une longue période de référence comme les 12 mois écoulés, on obtiendra des informations sur l'ensemble de l'année et on sera ainsi à

même de collecter les données nécessaires, non seulement sur l'activité principale, mais aussi, éventuellement sur l'activité secondaire. Il est également possible d'obtenir des informations utiles sur l'intensité de l'activité pendant l'année et de rapporter celles-ci au revenu du ménage pour la même période (si ce type de données est recueilli). Le principal inconvénient de la méthode fondée sur la notion d'activité habituelle tient au risque d'erreurs de rétrospection. L'autre inconvénient tient au fait qu'il est difficile de déterminer avec précision la *profession* et la *branche d'activité* principales sur une période aussi longue que l'année, à moins de prévoir une question ou une série de questions appropriées pour distinguer l'emploi principal, qui peut être défini en fonction du temps de travail ou du revenu perçu. Il est aussi souvent difficile de déterminer la situation au regard de l'«activité habituelle» des personnes qui, bien que n'étant pas habituellement actives, ont travaillé ou ont été disponibles pour travailler à un moment ou à un autre au cours de l'année.

La population habituellement active

260. La «population habituellement active» comprend toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié dont la situation au regard de l'activité principale, déterminée en nombre de semaines ou de jours sur une longue période spécifiée (les 12 mois écoulés, par exemple), était celle de «personne pourvue d'un emploi» ou celle de «chômeur», selon les définitions données plus haut aux paragraphes 217 à 227, à partir de la notion d'activité du moment mesurée sur une courte période de référence.

261. Pour pouvoir appliquer ces définitions de l'emploi et du chômage avec la notion d'activité habituelle sur une longue période de référence, il est nécessaire de déterminer la «situation au regard de l'activité principale» de toutes les personnes ayant dépassé un âge minimum spécifié. La situation au regard de l'activité principale peut, à cette fin, être conçue comme une synthèse des diverses situations dans lesquelles chaque personne a pu se trouver au cours des 52 semaines ou des 365 jours de la période de 12 mois donnée. Comme il est indiqué dans le paragraphe suivant, la situation au regard de l'activité principale peut différer selon que l'on adopte comme unité de mesure les semaines ou les jours.

262. Dans les pays où l'emploi a, le plus souvent, un caractère régulier et continu, si bien qu'une semaine d'emploi signifie généralement une semaine d'emploi à temps complet ou, en tout cas, un emploi pendant la majeure partie de la durée de travail, il est suggéré de déterminer la situation au regard de l'activité principale, en fonction du nombre de semaines d'emploi ou de chômage. La situation au regard de l'activité principale pourrait aussi être déterminée en fonction du nombre de jours d'emploi ou de chômage, formule qui conviendrait mieux aux pays où l'emploi a un caractère essentiellement irrégulier et où une semaine d'emploi ne signifie pas généralement une semaine d'emploi à temps complet ni même un emploi pendant la majeure partie de la durée du travail.

263. Pour déterminer la situation de chaque personne au regard de l'activité principale, c'est-à-dire pour savoir si celle-ci a été ou n'a pas été habituellement active, on a le choix entre deux méthodes: on peut considérer que cette situation est celle qui a prévalu pendant la majeure partie des 52 semaines (ou des 365 jours) de l'année de référence donnée; on peut aussi fixer un nombre minimum de semaines (ou de jours) et classer dans la «population habituellement active» quiconque compte au moins autant de semaines (ou de jours) d'emploi ou de chômage.

264. Dans les cas où la notion de «population habituellement active» est jugée utile et applicable, la «population habituellement active» peut être subdivisée en «personnes pourvues d'un emploi» et en «chômeurs» suivant la situation qui a prévalu pendant la majeure partie de la période considérée; autrement dit, les personnes «habituellement actives» devraient être classées parmi les «personnes pourvues d'un emploi» si le nombre de semaines (ou de jours) d'emploi est supérieur ou égal au nombre de semaines (ou de jours) de chômage et parmi les «chômeurs», si le nombre de semaines (ou de jours) d'emploi est inférieur au nombre de semaines (ou de jours) de chômage. Étant donné que la distinction entre «personnes pourvues d'un emploi» et «chômeurs» est faite parmi les «personnes habituellement actives», la classification en fonction de la situation au regard de l'activité habituelle qui en résulte, peut différer d'une classification effectuée en fonction directement de la situation au regard de l'activité principale pendant l'année de référence (c'est-à-dire lorsque la distinction entre les «personnes pourvues d'un emploi», les «chômeurs» et les «personnes inactives» est directe). Il est donc recommandé d'établir le questionnaire de façon à permettre de distinguer entre les personnes «habituellement actives» et les personnes «habituellement inactives» et parmi les premières, entre les personnes «pouvues habituellement d'un emploi» et celles «habituellement au chômage».

La population habituellement inactive

265. La «population habituellement inactive» comprend toutes les personnes dont la situation au regard de l'activité principale pendant la longue période de référence utilisée pour mesurer l'activité habituelle n'était ni celle de personne pourvue d'un emploi, ni celle de chômeur. Il est recommandé de classer cette population dans les quatre groupes suivants:

- i) «Étudiants»: personnes qui ne sont pas «habituellement actives» et qui pendant la majeure partie de la période de référence ont fréquenté un établissement d'enseignement ordinaire, public ou privé, pour y recevoir une instruction complète à quelque niveau d'enseignement que ce soit;
- ii) «Retraités et rentiers»: personnes qui ne sont pas «habituellement actives» et qui perçoivent des revenus de la propriété ou d'investissements (intérêts, loyers ou redevances) ou des pensions versées au titre d'activités antérieures;
- iii) «Personnes s'occupant du foyer»: personnes qui ne sont pas «habituellement actives» et qui, pendant la majeure partie de la période de référence, ont accompli des tâches ménagères non rémunérées à leur domicile, par exemple les femmes au foyer ou des personnes apparentées prenant soin du ménage et des enfants (en revanche les services domestiques et personnels fournis par les employés de maison rémunérés sont considérés comme des activités économiques au sens du paragraphe 206);
- iv) «Autres personnes inactives»: personnes qui ne sont pas «habituellement actives» et qui reçoivent une aide de l'État ou de source privée et toute autre personne n'entrant dans aucune des catégories susmentionnées (par exemple les enfants non scolarisés).

266. On peut, si on le juge utile, prévoir des sous-catégories pour distinguer i) les personnes occupées à des activités communautaires et bénévoles non rémunérées et ii) les autres personnes dont les activités sortent du domaine économique.

Différence entre la situation au regard de l'activité principale et la situation au regard de l'activité habituelle

267. Il découle de ce qui précède que l'activité habituelle durant la période de référence longue n'est pas la même notion que l'activité principale durant cette période. Une personne qui passe 20 semaines en étant inactive, 18 semaines au chômage et 14 semaines en activité au cours d'une année considérée sera classée comme active, quant à sa situation au regard de l'activité habituelle, pour laquelle la période d'emploi et la période de chômage sont additionnées. Cette personne sera ensuite classée comme habituellement au chômage, parce que le nombre de semaines pendant lesquelles elle sera restée au chômage dépasse le nombre de semaines d'activité. Au regard de son activité principale, la même personne sera toutefois classée comme inactive, parce que la période d'inactivité est celle qui aura été la plus longue durant l'année écoulée.

Classification recommandée selon la situation au regard de l'activité (du moment ou habituelle)

268. Il est recommandé d'adopter la classification suivante pour présenter la population totale d'après la situation au regard de l'activité (du moment ou habituelle):

1. Personnes actives
 - 1.1 Personnes pourvues d'un emploi
 - 1.2 Chômeurs
2. Personnes inactives
 - 2.1 Étudiants
 - 2.2 Personnes qui perçoivent une pension ou un revenu en capital
 - 2.3 Personnes s'occupant du foyer
 - 2.4 Autres personnes inactives

Sous-emploi lié à la durée du travail (caractéristique subsidiaire)

269. Le sous-emploi lié à la durée du travail existe quand la durée du travail d'une personne employée est insuffisante par rapport à une autre situation d'emploi possible que cette personne est disposée à occuper et pour laquelle elle est disponible²⁴.

270. Pour mesurer le sous-emploi lié à la durée du travail, il est nécessaire de recueillir des données sur le temps de travail *réellement* effectué dans tous les emplois par opposition au temps de travail *habituellement* effectué (indiqué plus haut au paragraphe 230) dans tous les emplois. Les *heures réellement effectuées* comprennent toutes les heures de travail effectives que celles-ci aient été rémunérées aux taux normaux, ou aux taux des heures supplémentaires ou travaillées sans rémunération

²⁴ *Résolution concernant la mesure du sous-emploi et des situations d'emploi inadéquat*, adoptée par la seizième Conférence internationale des statisticiens du travail (octobre 1998).

(heures supplémentaires non rémunérées). Il comprend les pauses-thé/café, le temps de préparation du lieu de travail, le temps consacré aux travaux de réparation et d'entretien, le temps passé sur le lieu de travail en temps mort, en raison, par exemple, du manque occasionnel de travail, d'arrêt de machines ou d'accidents, ou le temps passé sur le lieu de travail pendant lequel aucun travail n'a été fait, mais pour lequel un paiement a été effectué sur la base d'un contrat d'emploi garanti. Les heures réellement effectuées devraient exclure: les heures rémunérées mais non effectuées (telles que les congés annuels payés, les jours fériés payés, les congés de maladie payés), les pauses pour les repas et les heures consacrées au trajet entre le domicile et le lieu de travail et vice-versa²⁵. La définition des heures de travail pourra éventuellement être revue dans le cadre de la résolution sur le temps de travail, qui sera examinée par la dix-huitième Conférence internationale des statisticiens du travail, en 2008.

271. Les personnes en sous-emploi lié à la durée du travail comprennent toutes les personnes pourvues d'un emploi - telles qu'elles sont définies dans les directives internationales en vigueur concernant les statistiques de l'emploi - qui répondent aux trois critères suivants pendant la période de référence utilisée pour définir l'emploi:

- i) «*disposées à faire davantage d'heures*», c'est-à-dire souhaitant prendre un autre (ou plusieurs autres) emploi(s) en plus de leur(s) emploi(s) actuel(s) afin d'effectuer davantage d'heures de travail; de remplacer tel ou tel de leurs emplois actuels par un autre (ou plusieurs autres) emploi(s) assorti(s) d'une durée de travail supérieure; d'effectuer davantage d'heures de travail dans tel ou tel de leurs emplois actuels; ou une combinaison de ces différents éléments. Dans la perspective de montrer comment la «disposition à effectuer plus d'heures de travail» est significative en termes d'action selon les circonstances nationales, il doit y avoir distinction entre ceux qui ont activement cherché à travailler plus et les autres. La recherche active d'heures de travail complémentaires doit être définie selon les critères employés dans la définition de recherche d'un emploi tels qu'utilisés dans la définition de la population active, tout en tenant compte également des activités nécessaires en vue d'augmenter le nombre d'heures de travail dans l'emploi occupé;
- ii) «disponibles pour faire davantage d'heures», c'est-à-dire prêtes, pendant une période ultérieure spécifiée, à faire davantage d'heures, si la possibilité leur en était offerte. La période ultérieure à spécifier lorsque l'on détermine la disponibilité des travailleurs pour faire davantage d'heures devrait être choisie en fonction des circonstances nationales et inclure la période dont ont généralement besoin les travailleurs pour quitter un emploi et en commencer un autre;
- iii) «ayant travaillé moins qu'un seuil *relatif à la durée du travail*», c'est-à-dire les personnes dont «les heures de travail réellement effectuées» dans tous les emplois confondus pendant la période de référence, telles que définies dans les directives internationales en vigueur

²⁵ Résolution concernant les statistiques des heures de travail, adoptée par la dixième Conférence internationale des statisticiens du travail, octobre 1962.

concernant les statistiques du temps de travail, étaient inférieures à un seuil à choisir selon les circonstances nationales. Ce seuil pourrait être défini, par exemple, par rapport à la distinction entre emploi à plein temps et emploi à temps partiel, aux valeurs médianes, moyennes, ou aux normes relatives aux heures de travail telles que spécifiées par la législation pertinente, les conventions collectives, les accords d'aménagement du temps de travail, ou les habitudes de travail selon les pays.

272. Parmi les personnes en état de sous-emploi lié à la durée du travail, les pays souhaiteront peut-être distinguer les deux groupes suivants:

- i) Les personnes qui ont habituellement un horaire à temps partiel et qui désirent accroître leur durée de travail;
- ii) Les personnes qui, pendant la période de référence, ont effectué un nombre d'heures inférieur à leur durée normale de travail et souhaitent effectuer des heures supplémentaires.

Durée du chômage (caractéristique subsidiaire)

273. La «durée du chômage» s'entend du laps de temps qui s'est écoulé depuis qu'un «chômeur», tel que défini plus haut au paragraphe 226, se trouve au chômage après avoir été précédemment soit «pourvu d'un emploi», soit «inactif».

274. Pour évaluer la «durée du chômage» il faudrait demander soit à quelle date la recherche d'un emploi a débuté soit depuis combien de temps dure cette recherche - en proposant différents intervalles de temps préalablement codés. Il convient de noter que si l'on opte pour la mesure de l'activité du moment, le recensement ne pourra renseigner que sur la durée de périodes de chômage incomplètes, c'est-à-dire qu'il permettra uniquement de savoir depuis combien de temps la personne recensée se trouvait au chômage au moment du recensement. Il appartient aux pays de décider, en fonction des priorités et de la situation nationales, si la durée du chômage doit être exprimée en nombre de jours ou de semaines ou dans d'autres unités de temps, mais pour faciliter les comparaisons internationales, il leur est suggéré de faire en sorte de pouvoir, à partir de la mesure choisie, produire des chiffres correspondant à une durée de «six mois ou plus» ou d'«un an ou plus».

Sélection de l'«emploi» à classer en fonction des variables descriptives

275. Les variables descriptives «profession», «branche d'activité économique», «situation dans la profession» et «secteur» ne s'appliquent qu'à l'activité du moment ou à l'activité habituelle, mais pas aux deux, selon la conception retenue pour mesurer l'activité économique. Les personnes ne peuvent être classées en fonction de ces variables que par le biais du lien qu'elles ont avec l'emploi. Autrement dit, elles doivent avoir été classées dans la catégorie des «personnes pourvues d'un emploi» ou des «chômeurs» grâce aux questions sur l'«activité économique». Que la notion retenue soit celle d'«activité du moment» («main-d'œuvre») ou d'«activité habituelle», une personne «active» a pu avoir plus d'un emploi pendant la période de référence. Pour les personnes «pouvues d'un emploi», il est donc recommandé de déterminer premièrement l'emploi «principal» occupé pendant la période de référence

ainsi qu'éventuellement le deuxième emploi le plus important. L'«emploi principal» devrait être celui que la personne a occupé le plus longtemps pendant la période de référence²⁶, et le deuxième emploi celui des autres emplois occupés pendant cette période qu'elle a conservé le plus longtemps. Dans le cas des personnes qui ont plusieurs emplois, si c'est la notion d'«activité du moment» qui est retenue pour définir l'«emploi», il est recommandé de ne pas considérer comme l'emploi «principal» un emploi dont la personne est temporairement absente pendant la période de référence, quand bien même cet emploi aurait été effectivement l'emploi «principal» si cette personne avait été effectivement au travail pendant la période de référence, et ce afin de simplifier le questionnaire de recensement.

276. Il faudrait coder les informations concernant le «chômeur» selon la «profession», la «branche d'activité économique», la «situation dans la profession», et le «secteur» sur la base du dernier emploi que la personne considérée a occupé. La collecte de données sur les caractéristiques du dernier emploi (le cas échéant) du chômeur est particulièrement importante pour que les utilisateurs puissent disposer d'informations sur les caractéristiques du chômeur afin de répertorier les domaines spécifiques de l'économie et les professions auxquels appartiennent les chômeurs, ainsi que leurs compétences particulières. La collecte de ces données pourrait être également utile aux pays appliquant la Convention n° 160 du BIT, aux termes de laquelle ils doivent élaborer des statistiques sur la structure et la distribution de la population économiquement active (c'est-à-dire des personnes pourvues d'un emploi et des chômeurs), qui soient représentatives du pays pris dans son ensemble.

277. Toutefois, ce genre de données ne présente qu'un intérêt limité dans le cas des chômeurs qui changent d'emploi fréquemment ou de ceux qui ont travaillé pour la dernière fois il y a longtemps. S'agissant de la première catégorie, il peut s'avérer préférable de demander des données sur les caractéristiques du type d'emploi que la personne considérée a le plus fréquemment occupé et du second de fixer une limite de temps et de se borner à recueillir des données sur les caractéristiques du dernier emploi occupé depuis cette date.

278. Il importe de construire le questionnaire de recensement ou d'organiser les données censitaires extraites des registres de façon que les variables «profession», «branche d'activité», «situation dans la profession» et «secteur» soient mesurées pour le même emploi. Ce devrait être là un souci majeur également pour les pays qui ont recours aux registres administratifs pour obtenir les valeurs correctes de ces variables.

279. Certains pays voudront peut-être décrire plus en détail le type d'activité secondaire exercé par les recensés qui ont occupé plusieurs emplois pendant la période de référence, surtout s'ils souhaitent pouvoir rendre compte de l'importance de la structure de l'emploi dans le secteur informel. Dans ce cas, il faudra que le questionnaire permette de distinguer un deuxième et peut-être même un troisième emploi pour lesquels on pourra recueillir et coder des informations concernant «la profession», «la branche d'activité économique», «la situation dans la profession», «le secteur» et, si possible, «le temps de travail».

²⁶ En principe, on peut aussi sélectionner comme emploi «principal» l'emploi qui a produit, ou qui est censé produire le revenu le plus élevé en espèces ou en nature. Toutefois, cette option risque d'être plus difficile à mettre en œuvre (ou à expliquer) sur un questionnaire de recensement.

Type de secteur (unité institutionnelle) (caractéristique subsidiaire)

280. Le «type de secteur (unité institutionnelle)» s'entend de l'organisation juridique ainsi que des principales fonctions, du comportement et des objectifs de l'établissement auquel l'emploi est lié.

281. D'après les définitions données dans le *Système de comptabilité nationale*(SCN), il faudrait faire une distinction entre les secteurs institutionnels suivants:

- i) Le «secteur des sociétés» composé des sociétés non financières et financières (entreprises constituées en sociétés, entreprises privées et publiques, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, coopératives inscrites au registre du commerce, sociétés de personnes à responsabilité limitée, etc.) et de quasi-sociétés;
- ii) Le «secteur des administrations publiques» composé des administrations centrales, d'État et locales ainsi que des caisses de sécurité sociale créées ou contrôlées par ces administrations;
- iii) Les «institutions sans but lucratif au service des ménages» (par exemple, les églises, les associations professionnelles, les clubs sportifs et culturels, les institutions caritatives, les organismes d'assistance) lesquelles fournissent des biens ou services aux ménages gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs;
- iv) Le «secteur des ménages» (y compris les entreprises non constituées en société appartenant à des ménages).

282. Les pays qui rassemblent des informations sur cette caractéristique voudront peut-être consulter, pour plus de détails, le document intitulé «Collection of Economic Characteristics in Population Censuses Technical Report^{1/}» (Rapport technique de l'ONU sur la collecte, dans le cadre des recensements de la population, de données concernant les caractéristiques économiques).

283. Les activités du secteur informel pouvant contribuer grandement à la création d'emplois et de revenus, certains pays de la région de la CEE voudront peut-être étudier la possibilité de recueillir des informations sur le nombre et les caractéristiques des personnes employées dans ce secteur²⁷. Vu la complexité de la tâche, le mieux, pour collecter des données sur le secteur informel, serait d'effectuer des enquêtes. Toutefois, les pays qui auraient l'intention de recueillir ce type d'information à l'occasion de leur recensement de la population sont invités à consulter le rapport technique de l'ONU sur la collecte, dans le cadre des

²⁷ La «résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel», adoptée par la quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail en 1993 et publiée dans le Bulletin des statistiques du travail 1993-2 du BIT. La résolution porte sur diverses questions relatives à la portée et à la définition du secteur informel ainsi qu'à la conception, au contenu et au déroulement des enquêtes relatives à ce secteur. L'intérêt de la résolution va au-delà des statistiques sur l'emploi, et les définitions qu'elle comprend ont été incluses dans le SCN de 1993.

recensements de la population, de données sur les caractéristiques économiques, rapport dans lequel ils trouveront des conseils supplémentaires utiles.

Secteur informel (caractéristique subsidiaire)

284. La dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail (novembre 2003)²⁸ a élaboré des *Directives* concernant *une définition statistique de l'emploi informel*. Aux termes de ces directives, l'emploi «informel» comprend le nombre total d'emplois informels tels que définis ci-après, qu'ils soient exercés dans les entreprises du secteur formel, des entreprises du secteur informel ou des ménages, au cours d'une période de référence donnée.

285. L'emploi informel inclut les emplois exercés par les catégories de travailleurs suivantes:

- i) Les travailleurs à leur propre compte occupés dans leur propre entreprise du secteur informel;
- ii) Les employeurs occupés dans leur propre entreprise du secteur informel;
- iii) Les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale, qu'ils travaillent dans des entreprises du secteur formel ou informel;
- iv) Les membres de coopératives informelles de producteurs;
- v) Les salariés qui exercent un emploi informel²⁹ (lorsque leur relation d'emploi n'est pas soumise, de par la loi ou dans la pratique, à la législation nationale du travail, à l'impôt sur le revenu, à la protection sociale ou au droit à certains avantages liés à l'emploi, par exemple préavis en cas de licenciement, indemnité de départ, congés annuels ou de maladie rémunérés, etc.) dans les entreprises du secteur formel ou informel, ou par des ménages comme travailleurs domestiques rémunérés;
- vi) Les travailleurs à leur propre compte engagés dans la production de biens exclusivement pour l'usage final propre de leur ménage, s'ils sont considérés comme occupés.

286. Les coopératives de production sont considérées comme informelles si, d'une part, elles ne sont pas formellement constituées en entités légales et, d'autre part, elles répondent aux autres critères des entreprises du secteur informel tels que spécifiés dans la Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel adoptées par la quinzième CIST.

²⁸ Voir le chapitre 3 du rapport final à l'adresse suivante:

<http://www.ilo.org/public/english/bureau/stat/download/17thicls/final.pdf>

²⁹ Les critères opérationnels de définition des emplois informels des salariés doivent être déterminés en fonction des circonstances nationales et de la disponibilité des données.

287. L'emploi informel en dehors du secteur informel comprend les types d'emploi suivants:

- i) Les salariés occupant des emplois informels (tels que définis ci-dessus) dans des entreprises du secteur informel ou en qualité de travailleurs domestiques rémunérés employés par des ménages;
- ii) Les travailleurs familiaux collaborant à une entreprise familiale du secteur formel;
- iii) Les travailleurs à leur propre compte engagés dans la production de biens exclusivement pour l'usage final propre de leur ménage, s'ils sont considérés comme occupés.

288. Les pays qui excluent les activités agricoles du champ de leurs statistiques sur le secteur informel devraient développer des définitions adéquates des emplois informels dans l'agriculture, en particulier en ce qui concerne les emplois occupés par des travailleurs à leur propre compte, des employeurs et des membres de coopératives de producteurs.

Nombre de personnes travaillant dans l'unité locale de l'établissement
(caractéristique subsidiaire)

289. Il s'agit là «du nombre de personnes habituellement employées dans l'établissement» ou unité similaire dans lequel les personnes pourvues d'un emploi avaient leur(s) emploi(s). Ces renseignements sont nécessaires pour coder correctement certaines catégories de la CITP-88(COM), qui est la version de la CITP-88 établie par la Communauté européenne.

290. Il est suggéré de retenir la classification suivante:

- 1) 1 à 10 personnes
- 2) 11 à 19 personnes
- 3) 20 à 49 personnes
- 4) 50 personnes ou plus.

Principal moyen d'existence (caractéristique subsidiaire)

291. Le «principal moyen d'existence» s'entend de la source d'où chaque personne a tiré la plus grande partie des ressources qui lui ont été nécessaires pour financer sa consommation au cours d'une période de référence donnée. Il est recommandé d'opter de préférence pour une longue période de référence, comme les 12 mois précédents ou l'année civile afin de tenir compte des sources de revenu qui peuvent être périodiques ou saisonnières (revenu d'activités saisonnières, versement de prestations de retraite trimestrielles, paiement annuel de bourses ou de dividendes, revenu d'activités secondaires intermittentes, etc.). Il faudrait prendre en compte les revenus en nature ainsi que les revenus en espèces.

292. Les informations concernant «le principal moyen d'existence» qui devraient être recueillies auprès de toutes les personnes, qu'elles soient actives ou pas, pourront ne pas coïncider avec la situation au regard de l'activité principale ou la principale

activité économique de la personne. Le «principal moyen d'existence» est un concept utile pour compléter la mesure de la population économiquement active et de la situation au regard de l'emploi. Cependant, il n'est pas adapté pour mesurer la situation au regard de l'activité économique et ne devrait pas être employé pour classer la population selon la situation au regard de l'activité. Le «principal moyen d'existence» peut être très utile aux fins d'une classification croisée des différentes situations au regard de l'activité. Par exemple, la catégorie des personnes «économiquement actives» dont le «principal moyen d'existence» n'est pas l'«activité économique» est pertinente lorsque le concept de main-d'œuvre est utilisé pour la collecte de données sur le type d'activité car parmi les personnes «pourvues d'un emploi» et classées comme telles il peut y en avoir qui ne travaillent que pendant une petite partie de l'année et qui disposent d'autres sources de revenu (prestations de chômage par exemple ou sont à la charge d'autres personnes pour leur subsistance. Même si c'est la notion d'activité habituelle qui est retenue, cette catégorie pourra aussi être assez importante pour autant que l'inclusion des travailleurs à temps partiel dans la population active ne soit subordonnée à aucun critère de temps ou que, si un temps de travail minimal est exigé, celui-ci soit relativement court.

293. Lorsque les pays décident de prendre en compte cette caractéristique, il est recommandé que les informations soient obtenues par le biais de questions directes, si possible d'une liste de sources potentielles. La liste des sources potentielles de moyens d'existence devrait être suffisamment détaillée afin que certains moyens d'existence ne risquent pas d'être omis (par exemple prestations sociales, pensions, loyers).

294. Il est suggéré de prévoir expressément les principaux moyens d'existence suivants pour autant qu'ils soient pertinents:

1. Activité économique:
 - 1.1 Emploi salarié
 - 1.2 Travail indépendant
2. Propriété et autres investissements
3. Pensions de toutes sortes:
 - 3.1 Servies par l'État ou d'autres organismes publics
 - 3.2 Servies par des entreprises, institutions, organismes coopératifs
 ou autres
4. Autres transferts:
 - 4.1 Allocations de maladie et de maternité
 - 4.2 Prestations et allocations de chômage
 - 4.3 Bourses
 - 4.4 Prestations et aides autres que les pensions, les prestations de chômage, les allocations de maladie et de maternité, fournies par l'État ou d'autres organismes publics, des organismes coopératifs, des entreprises ou des institutions
5. Prêts obtenus ou retraits effectués sur les comptes d'épargne, réalisation de biens

6. Aide reçue en tant que personne à charge (principalement le soutien fourni par une ou plusieurs autres personnes)
7. Autres moyens d'existence

295. La catégorie 5 («prêts ou réduction de l'épargne, réalisation du capital») couvre la situation dans laquelle le principal moyen d'existence d'une personne est le produit de la vente d'actifs ou du prélèvement sur l'épargne ou de prêts.

296. La catégorie 6 comprend les personnes qui dépendent de l'aide d'une autre personne ou d'autres personnes pour leur principal moyen d'existence. Une personne à charge peut disposer d'un revenu provenant d'une activité économique ou d'autres sources, mais qui n'est pas suffisamment élevé pour constituer son principal moyen d'existence.

297. La population indépendante comprend toutes les personnes classées dans les catégories 1 à 5. Un soutien est une personne, comprise dans l'une de ces cinq catégories, dont une ou plusieurs personnes dépendent pour leur principal moyen d'existence.

Revenu (caractéristique subsidiaire)

298. Le «revenu» doit s'entendre: a) du revenu, que chaque membre du ménage a tiré de chacun de ses moyens d'existence (conformément à la classification proposée plus haut au paragraphe 294), au cours des 12 mois précédents ou de l'année écoulée, et b) du revenu annuel total en espèces et en nature, que le ménage a tiré de l'ensemble de ses moyens d'existence.

299. Les pays voudront peut-être recueillir des informations sur le montant des revenus perçus par les personnes et/ou les ménages. Si cette caractéristique est retenue dans le recensement, il est recommandé que les données correspondantes soient recueillies auprès de toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié, qu'elles fassent ou non partie de la population active. Il faudrait mesurer à la fois le revenu de la personne et le revenu du ménage dont elle est membre.

300. Selon le contexte national, les informations nécessaires pourront être recueillies soit au moyen d'un questionnaire soit directement à partir des registres administratifs. Les problèmes que pose la collecte de données sur le revenu au moyen d'un questionnaire tiennent, d'une part, au caractère délicat de ces questions dans nombre de sociétés et, d'autre part, au fait que beaucoup de personnes peuvent avoir du mal à rassembler les informations demandées ou à s'en souvenir.

Groupes socioéconomiques (caractéristique subsidiaire dérivée)

301. L'établissement d'une série de «groupes socioéconomiques» a pour objet de distinguer différents groupes de personnes, chacun de ces groupes devant, d'une part, être raisonnablement homogène, et, d'autre part, se distinguer assez nettement des autres groupes par sa situation et son comportement sur le plan social, économique, démographique et/ou culturel. Des «groupes socioéconomiques» peuvent être dérivés des catégories détaillées des classifications suivantes: branche d'activité économique

(type d'activité économique), situation dans la profession, profession et principal moyen d'existence.
--

302. Une classification de la population par groupe socioéconomique est présentée à l'appendice IX.

303. Les chômeurs qui ont déjà travaillé devraient être pris en considération dans la catégorie se rapportant à leur activité antérieure.

CHAPITRE 6 CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTRUCTION

Introduction

304. Par instruction, on entend toute communication délibérée, systématique et organisée à des fins d'apprentissage. Si, dans la plupart des cas, l'instruction se déroule dans des écoles ou universités (ou leurs équivalents), il se peut qu'elle ait lieu en dehors de tels établissements. Pour les comparaisons internationales, il est recommandé que les pays établissent leurs données conformément à la dernière révision disponible de la Classification internationale type de l'éducation (CITE)³⁰.

Niveau d'instruction (caractéristique essentielle)

305. Le niveau d'instruction désigne le niveau d'études le plus élevé achevé avec succès dans le système éducatif du pays où l'instruction a été reçue. Le mot «instruction» recouvre toute communication délibérée, systématique et organisée à des fins d'apprentissage. Toute instruction pertinente doit être prise en compte, même si elle a été reçue en dehors d'écoles et d'universités.

306. Des informations sur le niveau d'instruction doivent être recueillies pour toutes les personnes qui ont atteint l'âge minimum de début de la scolarité obligatoire.

307. Les données doivent être recueillies sur la base du niveau le plus élevé achevé avec succès.

308. Les pays devraient envisager de recourir à une autre question qui permette d'obtenir des données sur les niveaux d'études non achevés avec succès. À cette fin, il est possible de demander si un niveau plus élevé que celui atteint a été commencé et interrompu ou si des études sont en cours à un niveau supérieur. Il peut aussi être approprié, dans ce contexte, de poser une question sur la dernière année ou le nombre d'années d'études menées à bien.

309. Dans tous les cas, il convient de coder les données recueillies en fonction du niveau de la CITE, en distinguant les niveaux d'instruction suivants: enseignement primaire; premier cycle de l'enseignement secondaire; deuxième cycle de l'enseignement secondaire; enseignement postsecondaire qui n'est pas du supérieur; et enseignement supérieur. Lorsqu'une personne n'a pas bénéficié d'une instruction scolaire, il faut l'indiquer.

310. Il est nécessaire d'accorder une attention particulière à la détermination du niveau équivalent approprié dans le cas des personnes qui ont reçu une instruction dans un système différent ou étranger, et aux situations dans lesquelles le système éducatif a changé plus d'une fois. Les pays souhaiteront peut-être envisager de demander d'indiquer le pays étranger où l'instruction a été reçue.

311. Les écarts nécessaires par rapport aux définitions et classifications recommandées qui résultent de caractéristiques du système éducatif national doivent

³⁰ Regards sur l'éducation 2004, OCDE.

être expliqués dans les publications relatives au recensement. Si, à des fins nationales, il est nécessaire de publier les résultats en utilisant exclusivement les désignations utilisées pour les écoles d'un pays, il est recommandé de s'efforcer d'établir une correspondance entre les catégories distinguées à l'intention des utilisateurs nationaux et celles qui permettront d'utiliser les données à des fins de comparaisons internationales. Les pays qui codent le niveau d'instruction selon une classification normalisée nationale peuvent établir une correspondance avec la version la plus récente de la CITE, soit par un double codage, soit par l'indication d'équivalences entre les subdivisions de la classification nationale et la CITE.

312. Il importe d'être conscient que, dans certaines circonstances, un niveau d'instruction peut avoir été achevé même si le titre correspondant n'a pas été obtenu. Il est recommandé que les données sur le niveau d'instruction et les données sur les titres soient recueillies séparément ou d'une façon qui permette d'établir une distinction. Si les données ne sont pas recueillies séparément ou si la distinction n'est pas possible, cela doit être précisé dans les publications relatives au recensement.

Titres (caractéristique subsidiaire)

313. Les titres sont les grades, diplômes, certificats, etc., qui ont été décernés à une personne par des autorités éducatives, des jurys d'examen spéciaux ou des organismes professionnels dans son pays ou à l'étranger, après la réussite d'études à temps plein ou à temps partiel, ou d'études personnelles.

314. Il est suggéré de recueillir des informations sur les titres au moins pour toutes les personnes qui ont mené à bien des études au niveau postsecondaire. Ces informations doivent comprendre la dénomination du grade, diplôme ou certificat le plus élevé obtenu, avec indication du domaine d'étude si cela ne ressort pas clairement de la dénomination.

Domaine d'étude (caractéristique subsidiaire)

315. Le domaine d'étude, tel qu'il est défini dans la CITE, est la matière enseignée dans le cadre d'un programme éducatif.

316. Les informations sur la répartition des personnes instruites par domaine d'étude sont importantes pour l'examen de la concordance entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée possédant certaines spécialisations sur le marché du travail. Elles sont également essentielles pour la planification et la réglementation des capacités de production de différents niveaux, types et branches d'établissements d'enseignement et de programmes de formation. Outre le niveau d'instruction, le domaine d'étude d'une personne représente une deuxième dimension importante de son titre. Les grades, diplômes et formations complémentaires reçus, ainsi que l'expérience acquise en cours d'emploi, constituent des aspects supplémentaires d'un titre.

317. Les informations sur le domaine d'étude doivent être collectées principalement pour les personnes faisant partie de la population adulte qui ont achevé des études secondaires ou supérieures. En conséquence, la question doit être principalement posée aux personnes âgées de 15 ans et plus qui ont achevé des études secondaires ou

plus élevées, ou d'autres programmes d'étude et de formation organisés à des niveaux équivalents d'instruction.

318. Il peut être difficile d'établir le ou les domaines d'étude des personnes qui possèdent des spécialisations interdisciplinaires ou multidisciplinaires. Dans ces cas, les pays devraient retenir le principal domaine d'étude. Cependant, les pays souhaiteront peut-être identifier la spécialisation de différentes façons, en fonction de l'utilisation prévue de ces informations et des capacités de traitement de données.

319. La méthode la plus courante consiste à demander à l'intéressé d'indiquer un seul domaine principal d'étude, ce qui peut entraîner une perte d'informations sur les autres domaines. La deuxième solution consiste à accepter des réponses multiples, auquel cas il faut disposer des moyens de traitement de données nécessaires pour prendre en charge des réponses multiples et les présenter dans des tableaux. Si nécessaire, la collecte de données et les procédures de traitement peuvent être adaptées pour qu'il soit possible d'établir une distinction entre les domaines d'étude principal et secondaire. Une autre solution possible consiste à établir une catégorie distincte pour chaque domaine multidisciplinaire au sein de la classification.

320. Les pays peuvent suivre la nomenclature nationale ou, pour faciliter les comparaisons internationales, adopter les classifications et codes de domaines d'étude repris dans la version la plus récente de la CITE. Les pays qui codent le domaine d'étude selon une classification standard nationale peuvent établir la correspondance avec la version la plus récente de la CITE, soit par un double codage, soit par l'établissement d'équivalences entre les subdivisions de la classification nationale et la CITE. Des exemples détaillés et des conseils relatifs à la classification des programmes éducatifs dans le cadre de la CITE sont disponibles dans la publication d'Eurostat intitulée «Fields of Education and Training Manual»³¹.

Fréquentation scolaire (caractéristique subsidiaire)

321. La fréquentation scolaire est le fait de fréquenter un établissement d'enseignement accrédité ou de suivre un programme d'étude homologué, à caractère public ou privé, en vue d'un apprentissage organisé à un niveau d'enseignement quelconque. Dans le cadre de la CITE, le terme «éducation» s'entend de toutes les activités volontaires et systématiques répondant à des besoins d'apprentissage. L'acquisition de certaines compétences en dehors de la structure d'enseignement reconnue du pays (par exemple, dans le cadre de formations en cours d'emploi dans une usine) ne relève pas de la fréquentation scolaire aux fins du recensement. Les données sur la fréquentation scolaire doivent se rapporter au moment du recensement. Si ce dernier est réalisé pendant la période de vacances scolaires, c'est la fréquentation scolaire au cours de la période qui précède immédiatement ces vacances qui doit être prise en considération.

322. La notion de fréquentation scolaire est différente mais complémentaire de celle d'inscription, qui fait normalement l'objet de statistiques scolaires. La fréquentation suppose la présence quotidienne dans un établissement d'enseignement.

³¹ Voir http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/edtes/library?l=/public/measuring_lifelong/classifications/isced97_fields.

L'inscription est l'enregistrement officiel d'une personne au début d'une période d'études, par exemple celle d'un écolier au début de l'année scolaire. Une personne peut être inscrite mais ne pas fréquenter l'établissement, par exemple pour des raisons de santé. Une personne qui suit un programme de formation peut ne pas être inscrite officiellement dans une école ou un établissement d'enseignement.

323. La définition de la fréquentation (présence quotidienne dans un établissement d'enseignement) est particulièrement appropriée pour l'instruction primaire et secondaire. Il peut se faire qu'une personne est inscrite et participe activement à des études pour obtenir un titre mais ne fréquente pas régulièrement un établissement. En effet, il existe, par exemple, des programmes d'étude via Internet, des cours par correspondance et certains types de formation supérieure qui n'exigent qu'une fréquentation sporadique.

324. En fonction des priorités nationales, les données collectées peuvent ne porter que sur la fréquentation d'établissements primaires et secondaires. Dans une optique plus large, elles peuvent porter sur tous les modes de participation à tous les niveaux d'instruction, et il est possible de recueillir des informations sur la participation active à des études sanctionnées par la délivrance d'un titre. Dans tous les cas, il doit être possible d'établir une distinction entre chaque type de participation, et cela doit être indiqué clairement dans les publications relatives au recensement.

325. Des informations sur la fréquentation scolaire ont trait en particulier à la population d'âge scolaire officiel, qui va de 5 à 29 ans en général, mais varie d'un pays à l'autre en fonction de la structure nationale de l'enseignement. Dans les cas où la collecte de données peut être élargie à la fréquentation d'écoles maternelles ou à la participation à des programmes d'étude ou de formation systématiques organisés pour des adultes dans des entreprises de production de biens et de services, des organisations communautaires et d'autres établissements non éducatifs, la fourchette d'âges peut être adaptée de façon appropriée. Il est à noter que les personnes «non actives actuellement» qui sont classées parmi les étudiants (voir par. 265) ne constituent qu'un sous-ensemble du groupe des personnes qui fréquentent une école, étant donné que ceux qui fréquentent un tel établissement sont classés parmi les personnes employées ou parmi les chômeurs (voir par. 260 à 264).

Alphabétisation (caractéristique subsidiaire)

326. L'alphabétisation est l'aptitude à lire et à écrire. Si cette caractéristique est reprise dans le recensement, il faut que les informations recueillies permettent de distinguer les personnes capables de lire et d'écrire des illettrés. Une personne qui peut lire et écrire un texte court et simple sur la vie de tous les jours en le comprenant est alphabétisée. Une personne qui ne peut lire et écrire un texte simple sur la vie de tous les jours en le comprenant est illettrée. En conséquence, une personne qui ne sait que lire et écrire des chiffres et son nom doit être considérée comme illettrée, tout comme une personne qui sait lire mais non écrire et une personne qui ne sait lire et écrire qu'une expression qu'elle a mémorisée. L'alphabétisation est une aptitude pratique et, idéalement, doit être mesurée par rapport à une tâche donnée telle que la lecture d'un journal ou la rédaction d'une lettre. En conséquence, il peut être nécessaire que le recenseur soit spécialement formé, de sorte que l'alphabétisation peut ne pas se prêter à un recensement. Il est possible de mesurer séparément la lecture et l'écriture pour pouvoir poser des questions plus simples et accroître les

possibilités d'analyse.

327. La collecte et la mise en tableau de statistiques sur l'alphabétisation au cours d'un recensement de la population ne doivent pas reposer sur des déductions reposant sur des liens supposés entre l'alphabétisation, la fréquentation scolaire et le niveau d'instruction. Il peut arriver que des personnes quittent l'école en ne sachant que partiellement lire et écrire et elles peuvent perdre cette aptitude si elles ne sont pas amenées régulièrement à l'exercer.

328. La ou les langues dans lesquelles une personne peut lire et écrire ne constituent pas un critère permettant de déterminer l'alphabétisation et ne doivent pas faire l'objet d'un item du questionnaire. Dans les pays plurilingues, cependant, les informations sur l'aptitude à lire et à écrire dans une langue donnée peuvent être essentielles pour la détermination de la politique en matière d'enseignement et peuvent donc faire utilement l'objet de questions supplémentaires.

329. Les pays peuvent envisager le recours à des questions permettant d'évaluer l'alphabétisation sur la base de conseils d'experts régionaux et de l'UNESCO. Sinon, une simple question sur l'aptitude à lire et à écrire peut suffire.

330. Il est suggéré que les données sur l'alphabétisation soient recueillies pour toutes les personnes âgées d'au moins 10 ans. Pour permettre des comparaisons internationales concernant les données sur l'alphabétisation, cependant, les tableaux relatifs à celles-ci qui n'indiquent pas un âge précis doivent au moins établir une distinction entre les personnes âgées de moins de 15 ans et de 15 ans et plus.

Notions d'informatique (caractéristique subsidiaire)

<p>331. On entend par «notions d'informatique» l'aptitude à utiliser des applications informatiques de base pour s'acquitter de tâches courantes. Si cette caractéristique est retenue, il est recommandé de recueillir des informations sur l'aptitude à utiliser un logiciel de traitement de texte, un tableur, le courrier électronique et un navigateur Web.</p>

CHAPITRE 7 MIGRATIONS INTERNATIONALES ET INTERNES

Introduction

332. Aux fins du recensement, les migrations comportent deux aspects:

- 1) La mesure de l'effectif de migrants internationaux et d'autres groupes présentant un intérêt sur le plan des migrations internationales, et des informations sur le moment et les caractéristiques géographiques de leurs migrations internationales;
- 2) La mesure de l'effectif des migrants internes et des informations sur le moment et les caractéristiques géographiques de leurs migrations internes.

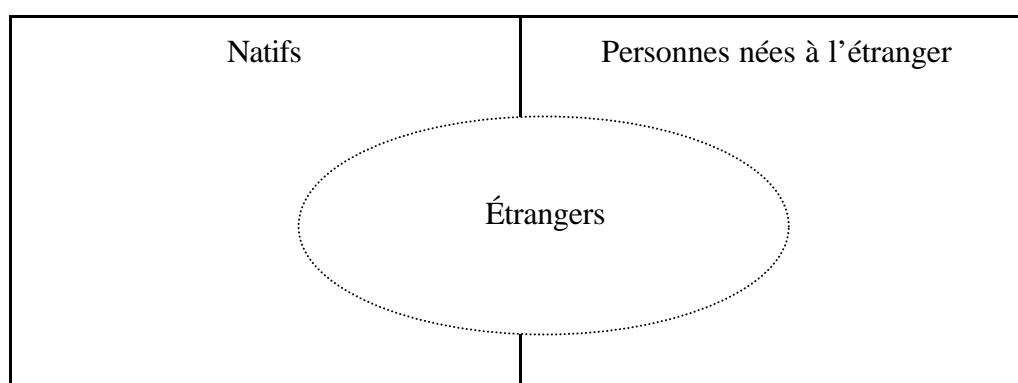
Groupes de la population présentant un intérêt sur le plan des migrations internationales

333. En matière de migrations internationales, les recensements de la population distinguent généralement deux groupes de la population: les personnes nées à l'étranger et les étrangers.

334. Personnes nées à l'étranger: Ce sont les personnes qui sont nées dans un autre pays. Ce groupe comprend l'ensemble des migrants internationaux qui ont migré au moins une fois au cours de leur vie et résident hors de leur pays de naissance lors du recensement. Les personnes nées dans le pays sont appelées «natifs».

335. Étrangers: Ce sont les personnes qui n'ont pas la nationalité du pays. Les étrangers peuvent être nés à l'étranger ou être des natifs. Les personnes qui ont la nationalité du pays sont appelées «nationaux».

Graphique 1: Natifs, personnes nées à l'étranger et étrangers



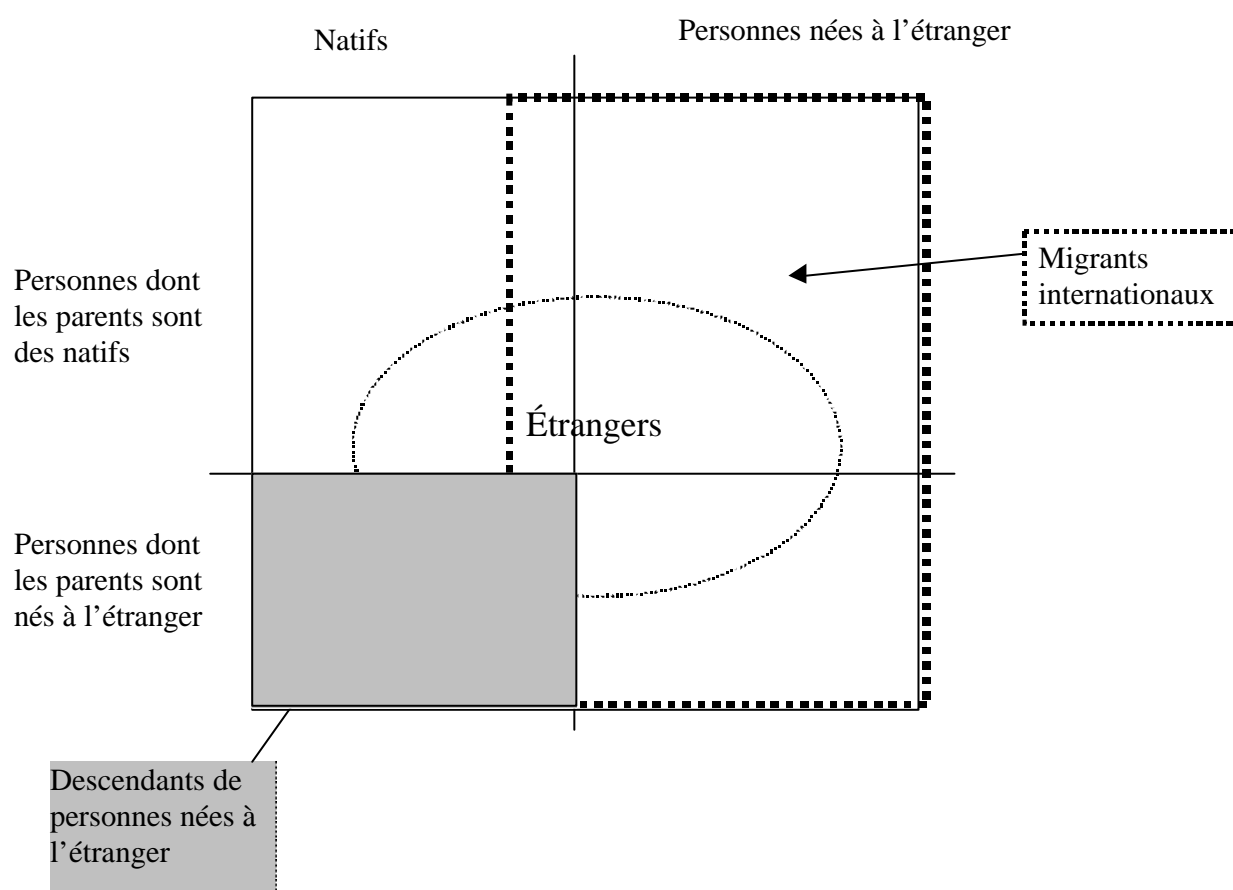
336. Les groupes de la population qui sont distingués en fonction de leur lieu de naissance et de leur nationalité sont représentés dans le graphique 1. Bien que les informations sur ces groupes soient très importantes, dans de nombreux pays elles ne suffisent pas pour suivre et analyser les effets des migrations internationales. En conséquence, il est suggéré de distinguer deux groupes de la population supplémentaires:

337. Descendants de personnes nées à l'étranger: Ce sont les personnes nées dans le pays dont les parents sont nés à l'étranger. Plusieurs générations de descendants

peuvent théoriquement être distinguées: les personnes dont les parents, grands-parents, etc., sont nés à l'étranger. Cependant, dans les recensements de la population, l'attention se porte en général uniquement sur les personnes dont les parents sont nés à l'étranger (on dit souvent qu'elles appartiennent à la «deuxième génération»).

338. Personnes ayant migré: Les Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales³² définissent un *migrant international* de la façon suivante: «toute personne qui change de pays de résidence habituelle». Selon cette définition, l'ensemble des *personnes ayant migré* dans un pays est constitué par les personnes qui ont changé de pays de résidence habituelle à un moment quelconque. Ce sont toutes les personnes nées à l'étranger et les natifs qui ont résidé à l'étranger à un moment quelconque³³.

Graphique 2: Natifs, personnes nées à l'étranger, étrangers, descendants de personnes nées à l'étranger et migrants internationaux



³² Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales - Première révision, Nations Unies, 1998, ST/ESA/STAT/SER.M/58/Rev.1, par. 32.

³³ On considère que toutes les personnes nées à l'étranger sont des migrants internationaux et qu'elles ont toutes résidé ou devaient normalement résider dans le pays de naissance pendant au moins un an.

339. Les groupes définis ci-dessus peuvent se recouvrir dans une mesure importante, comme l'indique le graphique 2. Cependant, chaque groupe est pertinent pour différents aspects du processus de migration et d'intégration, et représente une cible possible de programmes et de politiques. La taille de chaque groupe dépend manifestement du pays, de sa législation et de son histoire en matière de migrations.

340. Il est possible d'élaborer des classifications analytiques en combinant les quatre variables mentionnées plus haut. Les classifications reposant respectivement sur le lieu de naissance et la nationalité et sur le lieu de naissance, le lieu de naissance des parents et la nationalité revêtent une importance particulière, car elles permettent de distinguer différents groupes de la population présentant un intérêt sur le plan des migrations internationales. Une description exhaustive de ces classifications se trouve dans les paragraphes 365 à 372.

341. Pour toutes les caractéristiques liées aux frontières internationales (pays de naissance, pays de naissance des parents, pays de nationalité, pays de résidence précédent ou actuel), il faut tenir compte des frontières telles qu'elles sont tracées au moment du recensement. Ce principe peut avoir des incidences importantes dans les pays qui sont issus de la scission d'un ancien pays, étant donné que de nombreux déplacements qui se sont produits à l'intérieur des frontières de l'ancien pays peuvent maintenant être enregistrés comme des migrations internationales. Il importe donc d'accorder de l'attention à l'interprétation des données provenant de ces pays, en particulier en ce qui concerne le pays de naissance ou le pays de résidence antérieure. Chaque fois que cela est possible, il faut fournir des tableaux complémentaires sur les groupes de la population qui présentent un intérêt sur le plan des migrations internationales, en établissant une distinction entre les personnes qui ont migré avant la scission de l'ancien pays et ceux qui l'ont fait ultérieurement.

Migrants internes

342. D'une manière générale, les migrants internes sont les personnes qui résident habituellement en un lieu donné et résidaient précédemment ailleurs dans le pays. À leur égard, on s'intéresse généralement aux caractéristiques géographiques de récentes migrations internes, qui peuvent être appréhendées à l'aide de la caractéristique essentielle recommandée de lieu de résidence habituelle un an avant le recensement. Les migrants internes sont par conséquent définis comme les personnes qui résidaient ailleurs dans le pays un an avant le recensement. Pour fournir des informations pertinentes sur les migrants internes, une classification détaillée doit établir une distinction entre les migrations locales, intrarégionales et interrégionales.

343. Les immigrants internationaux, qui, indépendamment de leur pays de naissance ou de nationalité, ont, à un moment de leur vie, résidé habituellement dans un autre pays, peuvent également être considérés comme des migrants internes si, outre leur déplacement international, ils se sont également déplacés dans le pays et résidaient ailleurs dans le pays un an avant le recensement.

344. Les décisions d'utiliser d'autres items concernant les migrations internes - tels que le lieu de résidence habituelle cinq ans avant le recensement - ont des effets sur l'ampleur et les caractéristiques enregistrées des migrations internes. À des fins de comparabilité internationale, l'item essentiel recommandé est le lieu de résidence habituelle un an avant le recensement. D'autres items non essentiels suggérés

concernant les migrations internationales visent à compléter et non à remplacer cette caractéristique essentielle.

Pays ou lieu de naissance (caractéristique essentielle)

345. Le lieu de naissance est l'unité géographique dans laquelle la naissance s'est produite. Pour les personnes nées dans le pays, il faut retenir la plus petite subdivision administrative. Pour les personnes nées en dehors du pays, il suffit d'enregistrer le pays de naissance.

346. À des fins de comparabilité internationale et pour l'utilisation interne, les informations sur le pays de naissance doivent être recueillies compte tenu des frontières internationales qui existent lors du recensement. Il est recommandé que l'information sur cette caractéristique soit collectée et codée de la façon la plus détaillée possible. Pour les personnes nées à l'étranger, le pays de naissance doit être codé selon les codes alphabétiques à trois lettres présentés dans la classification publiée par la Division de statistique de l'ONU (Codes standard des pays et des zones à usage statistique, document publié sous la cote ST/ESA/STAT/SER.M/49/Rev.4).

Pays de nationalité (caractéristique essentielle)

347. La nationalité est le lien juridique particulier qui existe entre un individu et son État et est acquise par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, option, mariage ou d'autres moyens prévus par la législation nationale. La nationalité est utilisée pour identifier la population de résidents étrangers, c'est-à-dire les résidents qui n'ont pas la nationalité du pays.

348. Il faut recueillir des informations sur le pays de nationalité pour toutes les personnes et les coder de la façon la plus détaillée possible, sur la base des codes alphabétiques à trois lettres présentés dans la classification établie par la Division de statistique de l'ONU (Codes standard des pays et des zones à usage statistique, document publié sous la cote ST/ESA/STAT/SER.M/49/Rev.4). Cette classification des pays et des zones est utile pour l'élaboration d'une classification des nationalités, mais il faut tenir compte du fait que les territoires dépendants qui sont repris dans cette classification peuvent ne pas avoir leur propre nationalité.

349. Il faut veiller à obtenir des données distinctes concernant les apatrides, c'est-à-dire les personnes qui n'ont pas de nationalité reconnue d'un État.

350. Les pays dans lesquels une partie importante de la population a une nationalité double ou multiple peuvent souhaiter collecter des données sur toutes les nationalités des répondants.

Lieu de résidence habituelle un an avant le recensement (caractéristique essentielle)

351. On recueille des informations sur cette caractéristique principalement pour pouvoir étudier les migrations récentes. Si le lieu de résidence habituelle un an avant le recensement se situe dans le pays, il faut retenir la plus petite division administrative. Si le lieu de résidence habituelle un an avant le recensement se situe en dehors du pays, il faut enregistrer le pays de résidence.

Pays de résidence des parents (caractéristique non essentielle)

352. Les pays dans lesquels de nombreux immigrants résident peuvent souhaiter recueillir des informations sur le pays de naissance des parents (père et mère). Il faut demander ces informations à tous les résidents en suivant les mêmes règles que celles indiquées pour le pays de naissance. Il faut faire preuve d'une attention particulière lors de la collecte d'informations sur cette caractéristique dans les pays dont les frontières ont subi d'importants changements (voir par. 341).

Acquisition de la nationalité (caractéristique auxiliaire)

353. Les pays dans lesquels de nombreuses personnes naturalisées résident pourront souhaiter recueillir des informations sur la façon dont la nationalité du pays a été acquise, soit à la naissance, soit par naturalisation ou d'autres modes prévus par la législation nationale.

354. Certains pays pourront également souhaiter inclure, dans le cas des nationaux naturalisés, des questions sur l'année d'acquisition de la nationalité et le type de naturalisation (par mariage, par résidence, par statut légal, etc.).

Lieu de résidence habituelle cinq ans avant le recensement (caractéristique auxiliaire)

355. Outre la question sur le lieu de résidence habituelle un an avant le recensement, il est possible de demander le lieu de résidence habituelle cinq ans avant le recensement. Cela permet d'appréhender un plus grand nombre de déplacements, au prix d'une incertitude accrue concernant le moment exact de la migration. Si le lieu de résidence habituelle cinq ans avant le recensement se trouve dans le pays, il convient d'indiquer la plus petite division administrative. S'il se situe en dehors du pays, il faut enregistrer le pays de résidence.

Année d'arrivée dans le lieu actuel de résidence habituelle (caractéristique non essentielle)

356. L'année d'arrivée est l'année civile au cours de laquelle l'intéressé a établi sa résidence dans le lieu actuel de résidence habituelle. Pour ce dernier, il convient d'indiquer la plus petite division administrative. Cette caractéristique constitue une information sur la durée de résidence dans le lieu actuel. Elle est particulièrement utile en relation avec l'information sur le lieu précédent de résidence habituelle.

Lieu précédent de résidence habituelle (caractéristique non essentielle)

357. Pour les personnes qui ont quitté un autre lieu de résidence pour se rendre dans leur lieu actuel de résidence, il est possible d'enregistrer le lieu précédent de résidence habituelle. Si celui-ci se situe dans le pays, il convient d'indiquer la plus petite division administrative. S'il se situe en dehors du pays, il faut enregistrer le pays de résidence.

Résidence antérieure à l'étranger et année d'arrivée (caractéristique subsidiaire)

358. Cette caractéristique présente un intérêt dans le cas de toutes les personnes qui ont résidé dans le passé en dehors du pays actuel de résidence habituelle, quel que soit leur pays de naissance ou de nationalité et quelles que soient les autres modifications de la résidence habituelle qui ont pu se produire à l'intérieur du pays. Pour recueillir des informations sur cette caractéristique, il faut demander à l'intéressé s'il a jamais eu une résidence habituelle à l'étranger. Les informations sur cette caractéristique permettent de déterminer l'appartenance au groupe de personnes définies comme migrants internationaux selon les Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales³⁴ (voir par. 338).

359. Dans le cas des personnes qui ont déjà résidé à l'étranger, il faut enregistrer également l'année d'arrivée dans le pays actuel de résidence. L'année d'arrivée est l'année civile au cours de laquelle la personne considérée a établi le plus récemment sa résidence habituelle dans le pays. L'obtention d'informations sur cette caractéristique permet de mesurer la durée de résidence des migrants internationaux dans le pays. Il est préférable de mesurer la durée en utilisant la date d'arrivée plutôt que le nombre d'années qui se sont écoulées depuis l'arrivée dans le pays, étant donné que la date d'arrivée permet probablement d'obtenir des informations plus précises.

360. Des malentendus peuvent surgir lorsqu'une personne a établi plusieurs fois sa résidence dans le pays. Il convient d'indiquer aux recenseurs et aux répondants que cet item porte uniquement sur l'immigration la plus récente.

Pays précédent de résidence habituelle à l'étranger (caractéristique subsidiaire)

361. Pour les personnes qui ont déjà résidé à l'étranger, le pays de résidence précédent peut également être enregistré. À des fins de comparabilité internationale et en vue d'une utilisation interne, les informations sur le pays de résidence précédent doivent être recueillies compte tenu des frontières internationales telles qu'elles existent au moment du recensement. Il est recommandé de recueillir et de coder ces informations de la façon la plus détaillée possible, en utilisant les codes alphabétiques à trois lettres présentés dans la classification de la Division de statistique de l'ONU (Codes standard des pays et des zones à usage statistique, document publié sous la cote ST/ESA/STAT/SER.M/49/Rev.4).

Raison de la migration (caractéristique subsidiaire)

362. Certains pays souhaiteront peut-être collecter des informations sur les raisons de la migration internationale ou interne. Cette caractéristique concerne la raison principale qui a poussé le répondant à entreprendre la migration la plus récente. Il est recommandé de n'autoriser qu'une seule réponse, qui porte sur la raison principale de la migration. Il peut convenir de collecter ces informations en prévoyant une sous-question après l'item sur la résidence à l'étranger (raison de la migration internationale) ou une sous-question après l'item relatif au lieu précédent de résidence

³⁴ Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales - Première révision, Nations Unies, 1998, ST/ESA/STAT/SER.M/58/Rev.1.

habituelle (raison de la migration interne).

363. Pour faciliter les comparaisons internationales, il est suggéré de classer les réponses en utilisant les raisons de migration suivantes:

1. Emploi
2. Études
3. Famille
 - 3.1 Migrant à charge
 - 3.2 Regroupement familial
 - 3.3 Constitution de la famille
4. Migration forcée³⁵
 - 4.1 Statut de réfugié en vertu de la Convention de Genève de 1951
 - 4.2 Autres formes de protection internationale (protection temporaire, personnes ayant introduit une demande d'asile, etc.)
 - 4.3 Déplacement interne
5. Établissement libre³⁶.

364. Il faut enregistrer la raison de migration indiquée par l'intéressé. Il convient de lui expliquer que l'information recueillie n'affecte nullement son statut légal ou ses droits.

Personnes d'origine étrangère ou nationale (caractéristique auxiliaire dérivée)

365. Les personnes d'origine étrangère sont celles dont les parents sont nés en dehors du pays. Elles n'ont pas nécessairement connu personnellement une migration internationale.

366. Les personnes dont les parents sont nés dans le pays constituent le groupe des personnes d'origine nationale. Les personnes dont l'un des parents est né dans le pays et l'autre à l'étranger constituent le groupe des personnes d'origine mixte.

367. Les pays qui ne demandent pas d'indiquer le pays de naissance des parents hormis aux fins de l'acquisition de la nationalité peuvent se contenter d'informations

³⁵ Les items 4.1 et 4.2 portent sur la raison de la migration internationale, tandis que l'item 4.3 concerne la migration interne.

³⁶ Cette rubrique vise les personnes qui ont légalement le droit de se déplacer et l'ont fait pour des raisons autres que l'emploi, les études, la famille ou la migration forcée.

approximatives concernant l'origine étrangère ou nationale, en suivant les règles suivantes:

- 1) Les personnes qui ont la nationalité du pays depuis la naissance sont considérées comme d'origine nationale;
- 2) Les personnes qui ont obtenu la nationalité du pays par naturalisation ou d'autres moyens sont considérées comme d'origine étrangère;
- 3) Les personnes qui n'ont pas la nationalité du pays (c'est-à-dire tous les étrangers) sont considérées comme d'origine étrangère.

368. Lorsque l'on utilise la caractéristique concernant l'acquisition de la nationalité pour déterminer l'origine nationale ou étrangère, il faut tenir compte des aspects suivants:

- 1) Les personnes d'origine étrangère ne peuvent être identifiées comme telles si, au moment de leur naissance, leurs parents nés à l'étranger avaient déjà acquis la nationalité du pays;
- 2) Les personnes d'origine mixte ne peuvent être identifiées comme telles.

369. Il n'est pas possible de déterminer si une personne est d'origine nationale ou étrangère en posant une question sur l'acquisition de la nationalité dans les pays où l'octroi de la nationalité repose sur le pays de naissance (selon le droit du sol).

Groupe de la population présentant un intérêt sur le plan des migrations internationales (caractéristique subsidiaire dérivée)

370. Cette caractéristique permet de déterminer si un étranger est né étranger ou national du pays et si un national est né étranger ou national. Elle repose sur deux caractéristiques essentielles, le lieu de naissance et la nationalité.

371. Il est suggéré d'utiliser la classification suivante:

- 1) *Étrangers nés à l'étranger*: Personnes nées à l'étranger qui n'ont pas la nationalité du pays. Ce groupe inclut les immigrants nés à l'étranger qui n'ont pas acquis la nationalité du pays d'accueil.
- 2) *Étrangers nés dans le pays*: Personnes nées dans le pays qui n'en ont pas la nationalité. Ce groupe est formé en grande partie par les descendants de personnes nées à l'étranger qui n'ont pas obtenu la nationalité du pays d'accueil.
- 3) *Nationaux nés à l'étranger*: Personnes nées à l'étranger qui ont la nationalité du pays. Ce groupe est composé en grande partie de personnes d'origine nationale qui sont nées à l'étranger et de personnes d'origine étrangère qui ont obtenu la nationalité du pays d'accueil.
- 4) *Nationaux nés dans le pays*: Personnes nées dans le pays qui ont la nationalité de celui-ci. Ce groupe est composé en grande partie de

personnes nées dans le pays d'origine nationale. Il comprend également ceux des descendants de personnes nées à l'étranger qui ont obtenu la nationalité du pays.

372. À partir de deux caractéristiques essentielles (lieu de naissance et nationalité) et d'une caractéristique subsidiaire (lieu de naissance des parents), il est possible de distinguer les différents groupes de la population répertoriés dans le tableau 1.

Tableau 1. Classification de la population selon le pays de naissance des parents, le pays de naissance et la nationalité

Lieu de naissance des parents	Lieu de naissance	Nationalité	Description du groupe de la population		
Pays de recensement	Pays de recensement	National	1. <i>Nationaux nés dans le pays d'origine nationale</i> : Personnes qui ont la nationalité du pays et dont les parents y sont nés. Ce groupe constitue habituellement la grande majorité de la population.		
		Étranger	2. <i>Étrangers nés dans le pays d'origine nationale</i> : Citoyens étrangers qui sont nés dans le pays et dont les parents y sont également nés. En principe, il s'agit d'un petit groupe de la population. Il peut comprendre des personnes qui appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler la troisième génération, des personnes ayant la double nationalité qui n'indiquent que la nationalité étrangère et d'autres personnes se trouvant dans des situations particulières.		
	Pays étranger	National	3. <i>Nationaux nés à l'étranger d'origine nationale</i> : Nationaux qui sont nés à l'étranger mais dont les parents sont nés dans le pays. Ce groupe comprend généralement les enfants d'émigrants qui sont retournés dans le pays d'origine de leurs parents. Il peut être important, en particulier dans les pays qui, par le passé, ont connu une importante émigration. Les enfants adoptés nés à l'étranger font également partie de ce groupe.		
		Étranger	4. <i>Étrangers nés à l'étranger d'origine nationale</i> : Citoyens étrangers qui sont nés à l'étranger mais dont les parents sont nés dans le pays. Les enfants d'anciens émigrants peuvent également être inclus dans ce groupe, s'ils n'ont pas droit à la nationalité du pays. Ce groupe est en principe très réduit.		
Pays étranger	Pays de recensement	National	5. <i>Nationaux nés dans le pays d'origine étrangère</i> : Personnes nées dans le pays dont les parents sont nés à l'étranger. Ce groupe comprend les enfants d'immigrants internationaux qui ont obtenu la nationalité du pays d'accueil, soit à la naissance, soit par naturalisation.	Ces deux groupes constituent ensemble le groupe des <i>descendants de personnes nées à l'étranger</i> . Ce groupe est également appelé le groupe des <i>natifs d'origine étrangère</i> .	Ces groupes constituent ensemble le groupe des personnes d'origine étrangère.
		Étranger	6. <i>Étrangers nés dans le pays d'origine étrangère</i> : Citoyens étrangers nés dans le pays mais dont les parents sont nés à l'étranger. Ce groupe inclut des enfants d'immigrés qui n'ont pas obtenu la nationalité du pays d'accueil.		
	Pays étranger	National	7. <i>Nationaux nés à l'étranger d'origine étrangère</i> : Nationaux nés à l'étranger dont les parents sont également nés à l'étranger. Ce groupe inclut les immigrés nés à l'étranger qui ont été naturalisés.	Ces deux groupes constituent ensemble le groupe des <i>personnes nées à l'étranger</i>	

Lieu de naissance des parents	Lieu de naissance	Nationalité	Description du groupe de la population		
		Étranger	8. <i>Étrangers nés à l'étranger d'origine étrangère</i> : Ce groupe comprend les immigrés nés à l'étranger qui vivent dans le pays d'accueil et conservent leur nationalité d'origine. Dans de nombreux pays, il s'agit du groupe le plus important parmi les personnes d'origine étrangère.	<i>d'origine étrangère</i> . Ce groupe est souvent appelé «première génération».	

Réfugiés directs et indirects (caractéristique subsidiaire dérivée)

373. Les réfugiés directs et indirects sont les personnes qui ont été des «migrants forcés» et les membres immédiats de la famille des migrants forcés. Si la caractéristique relative à la raison de la migration est incluse, il est possible d'identifier les *réfugiés directs et indirects*. Au niveau international, l'identification d'un groupe de personnes qui ont connu, directement ou indirectement, une migration forcée peut être utile pour les analyses internationales et diachroniques.

374. Le dénombrement du groupe des réfugiés (personnes qui ont obtenu l'asile en vertu de la législation nationale ou de conventions internationales) qui vivent dans un pays est souvent difficile en raison de la mobilité de ces personnes et de procédures administratives telles que des changements du statut officiel du réfugié. Les pays peuvent utiliser différentes définitions du groupe des réfugiés, ce qui a des incidences juridiques et administratives particulières. La façon dont les individus perçoivent leur propre situation peut ne pas concorder avec leur statut juridique dans le pays.

375. Selon une définition étroite, ce groupe de la population comprend:

A. Des personnes qui ont déclaré que la principale raison de la migration était une «migration forcée».

376. Selon la définition large, ce groupe de la population inclut, outre le groupe de personnes visées au point A ci-dessus (groupe A) les personnes nées à l'étranger qui ont déclaré que leur principale raison de migration était la famille et sont membres de la même famille nucléaire qu'une personne appartenant au groupe A.

B. Les enfants nés dans le pays qui sont membres d'une famille nucléaire dont les deux parents font partie du groupe A ou dont un parent fait partie du groupe A et l'autre du groupe B.

377. Il est possible d'obtenir les autres informations pertinentes, telles que le pays de naissance, la nationalité ou la date d'arrivée en établissant un tableau à double entrée reprenant la *population constituée de réfugiés directs ou indirects* et les autres caractéristiques pertinentes.

Personnes déplacées dans leur propre pays (caractéristique subsidiaire dérivée)

378. Dans les pays où des migrations internes massives se sont produites à la suite d'événements dramatiques tels que des guerres, des troubles civils, ou des catastrophes naturelles ou écologiques, il importe de mesurer le nombre de personnes déplacées dans leur propre pays. Dans les pays qui ont connu de tels problèmes, il peut être important d'inclure une question concernant la raison de la migration interne. Les personnes déplacées dans leur propre pays sont celles qui ont déclaré que la principale raison de la migration interne était une migration forcée et les personnes à leur charge vivant dans le même ménage au moment du recensement, y compris les enfants nés après la migration forcée. La date d'arrivée et le lieu de résidence précédent sont des caractéristiques importantes des personnes déplacées dans leur propre pays et il est possible de les obtenir en établissant un tableau à double entrée reprenant d'autres caractéristiques.

CHAPITRE 8. CARACTÉRISTIQUES ETHNIQUES ET CULTURELLES

Introduction

379. Les données sur les caractéristiques ethniques et culturelles de la population présentent de plus en plus d'intérêt pour les pays de la région de la CEE dans le contexte des politiques concernant les migrations, l'intégration et les minorités.

380. Les pays dont la population est culturellement diversifiée souhaitent peut-être réunir des renseignements sur l'identité (ou la composition) ethnique de la population, la langue maternelle, la connaissance et la pratique des langues ainsi que les communautés et confessions religieuses.

381. Ils souhaitent peut-être aussi réunir des renseignements sur les caractéristiques ethniques et culturelles des parents et des grands-parents (les ascendants) afin de mieux comprendre les origines de la population et les processus d'intégration.

382. Les caractéristiques ethniques et culturelles ont généralement une dimension subjective, elles peuvent être politiquement délicates et les groupes sont souvent peu nombreux. Il est donc de la plus grande importance que les recensés s'expriment ouvertement et en toute liberté. Les membres de certains groupes minoritaires peuvent être particulièrement exposés à la discrimination en raison de leur appartenance à un groupe ethnique ou de leur religion. Il peut être nécessaire de concevoir avec un soin particulier les méthodes de recensement et la diffusion des résultats ayant trait à des groupes ethniques ou religieux afin de démontrer aux personnes recensées que des mesures appropriées ont été prises pour protéger les données et en contrôler la divulgation.

383. Les données des registres ne présentent en l'occurrence qu'un intérêt limité et peuvent au mieux rendre compte de certains aspects, par exemple l'appartenance officielle à une église ou une communauté religieuse, ou encore la langue officielle de communication entre les pouvoirs publics et les ménages dans un environnement multilingue.

384. Il est recommandé d'associer étroitement des représentants des groupes ethniques, linguistiques et religieux à l'élaboration des questionnaires de recensement, à la définition des méthodes de classement et à la réalisation de recensements au sein des minorités afin de garantir la transparence, la bonne compréhension des questions et la participation sans réserve de la population.

385. Les pays souhaitent peut-être mettre en place des mécanismes de contrôle spéciaux pour la collecte de données sur les caractéristiques ethniques et culturelles afin que les recensés puissent s'exprimer librement et que les données soient protégées.

Appartenance ethnique (caractéristique subsidiaire)

<p>386. L'appartenance ethnique s'appuie sur une conception commune de l'histoire et des origines territoriales (régionales, nationales) d'un groupe ethnique ou d'une communauté ainsi que sur des caractéristiques culturelles particulières: langue et/ou</p>
--

religion et/ou coutumes et modes de vie.

387. Les pays pluriethniques qui comptent des minorités établies de longue date et/ou des populations d'immigrants de fraîche date souhaiteront peut-être réunir des renseignements sur la composition ethnique de la population ou de certains sous-groupes de population. Ces données sont importantes pour comprendre la diversité culturelle de la population et la situation des groupes ethniques au sein de la société ainsi que pour définir des politiques de lutte contre les discriminations et en surveiller l'application.

388. L'affiliation à certains groupes ethniques est différente de l'affiliation à des groupes linguistiques et/ou religieux, même si les chevauchements sont fréquents. La collecte et l'analyse conjuguées de données sur plusieurs caractéristiques ethniques et culturelles sont particulièrement instructives pour comprendre la diversité culturelle.

389. Dans certains pays, l'appartenance ethnique est également liée à des caractéristiques physiques (de couleur en particulier, blanche ou noire par exemple). Les données relatives aux caractéristiques physiques servent à identifier les «minorités visibles».

390. Certains pays peuvent envisager de réunir des données sur l'ascendance et l'origine ethnique des parents et des grands-parents.

391. Il ne faut pas confondre les données sur l'appartenance ethnique avec les données sur la citoyenneté (ou la nationalité). L'utilisation du terme nationalité au lieu de l'expression appartenance ethnique est à éviter.

392. L'appartenance ethnique a nécessairement une dimension subjective et certains groupes ethniques sont très peu nombreux. C'est pourquoi les renseignements sur cette appartenance doivent toujours être tirés d'une autodéclaration faite en toute liberté, les questionnaires comprendre une question ouverte et les agents recenseurs s'abstenir de suggérer des réponses. Les enquêtés doivent avoir toute latitude pour indiquer plusieurs affiliations ethniques ou une combinaison d'affiliations ethniques s'ils le souhaitent.

393. Afin de garantir l'autodéclaration en toute liberté de l'appartenance ethnique, les enquêtés doivent avoir la possibilité d'indiquer «aucune» ou «pas de réponse» à la question concernant leur appartenance ethnique.

394. Les pays doivent définir les critères de base et les méthodes de classement de l'appartenance ethnique et indiquer aux utilisateurs de données les notions scientifiques et sociopolitiques sur lesquelles ils se sont appuyés.

395. Les classifications des groupes ethniques doivent être exhaustives et ventiler jusqu'au degré de détail le plus poussé les groupes ethniques, les groupes d'appartenance subjective, les groupes régionaux et locaux ainsi que les groupes qui ne sont pas habituellement considérés comme des groupes ethniques (groupes religieux, groupes fondés sur la nationalité au sens de la citoyenneté, etc., par exemple). Les classifications au niveau le plus élevé dépendent de la situation du pays

et des concepts qui y ont cours et aucune classification comparable sur le plan international n'est recommandée.

Langue (caractéristique subsidiaire)

396. Les pays multilingues et les pays qui comptent de fortes populations d'immigrants souhaitent peut-être recueillir des données sur les langues couramment écrites ou parlées comme moyen de communication.

397. Selon les renseignements nécessaires, il est possible de recueillir les données ci-après:

- 1.0 La langue maternelle, définie comme étant la première langue parlée au domicile dans la petite enfance;
- 2.0 La langue principale, définie comme étant la langue que la personne maîtrise le mieux;
- 3.0 La ou les langue(s) le plus couramment parlée(s) au domicile ou au travail;
- 4.0 La connaissance d'une (de plusieurs) langues(s), définie comme étant l'aptitude à parler ou à écrire dans une ou plusieurs langues désignée(s).

398. Les données correspondant aux rubriques 1.0 et 2.0 sont utiles pour comprendre les évolutions sur le plan de la langue et déterminer les régions et groupes linguistiques. Les questions se référeront généralement à une seule langue. Les données relatives aux rubriques 3.0 et 4.0 sont utiles pour comprendre les pratiques linguistiques et la connaissance des langues, y compris les langues officielles et celles apprises à l'école. Les questions se réfèrent à plusieurs langues et doivent permettre des réponses multiples.

399. Il est recommandé de poser plusieurs questions concernant la langue et d'associer au moins une question sur l'appartenance ethnique (1.0, 2.0, 3.0) avec la question sur la maîtrise des langues (4.0).

400. Beaucoup de groupes linguistiques comptent peu de membres. Il est donc recommandé d'inclure au moins une possibilité de réponse ouverte dans les questions du premier groupe (1.0, 2.0).

401. Les pays doivent expliquer les notions et définitions retenues et exposer les méthodes de classement des langues dans les documents et rapports sur le recensement.

402. Les classifications doivent être exhaustives et ventiler jusqu'au degré de détail le plus poussé les groupes de langues, les langues une par une, les dialectes régionaux ainsi que les langages *inventés* et le langage des signes.

Religion (caractéristique subsidiaire)

403. La religion est généralement considérée comme un ensemble de croyances et

de pratiques, habituellement liées à la reconnaissance d'un être, pouvoir ou principe divin ou supérieur, qui commande la vie des êtres humains à la fois dans la pratique et sur un plan moral.

404. Les pays qui sont traditionnellement pluriconfessionnels ou qui comptent de nombreuses populations d'immigrants de religions différentes souhaiteront peut-être réunir des données sur la religion.

405. Selon les situations et besoins d'informations particuliers, il est possible de rassembler les données ci-après sur la religion:

- i) Appartenance officielle à une Église ou à une communauté religieuse;
- ii) Identification à une certaine religion, communauté religieuse ou confession;
- iii) Conviction religieuse;
- iv) Religion dans laquelle une personne a été élevée;
- v) Pratique religieuse.

406. Pour toutes ces rubriques, les enquêtés doivent avoir la possibilité d'indiquer «aucune».

407. Les données doivent toujours être basées sur des autodéclarations faites en toute liberté et les questionnaires doivent comprendre des questions ouvertes pour que de petits groupes, des groupes dissidents et des groupes de confessions locales puissent être recensés comme tels.

408. Les pays doivent expliquer dans les instructions et les documents sur le recensement comment déterminer la religion d'enfants de couples mixtes. Les parents doivent avoir le droit de décider librement de la religion de leurs enfants de moins de 15 ans.

409. Les pays doivent expliquer dans les instructions sur le recensement et pendant la collecte des données les notions et définitions qui ont été retenues et exposer les méthodes de classement des groupes religieux.

410. Les classifications doivent être exhaustives. Elles doivent ventiler jusqu'au degré de détail le plus poussé les groupes de religions, religions et sous-ensembles de religions tels que dénominations religieuses, groupements administratifs et logistiques, groupes d'Églises, Églises et groupes dissidents ainsi que les systèmes de croyance qui ne sont pas généralement considérés comme des religions.

411. Pour améliorer la compatibilité et la comparabilité des données, il est recommandé de suivre, au niveau le plus élevé, la classification ci-après de la chrétienté et des religions existant dans le monde:

1.0 Chrétienté

- 1.1 Catholiques
- 1.2 Orthodoxes
- 1.3 Protestants (y compris Anglicans, Baptistes, Brethren, Calvinistes, Évangélistes, Témoins de Jehova, Luthériens, Méthodistes, Pentecôtistes, Piétistes, Presbytériens, Réformés et autres groupes protestants)
- 1.4 Anglicans
- 1.5 Chrétiens d'Orient
- 1.6 Autres chrétiens
- 2.0 Islam
 - 2.1 Alaouites (Nusayris)
 - 2.2 Ismaéliens (Septimaniens)
 - 2.3 Ithnaasharites (Duodécimains)
 - 2.4 Chiïtes
 - 2.5 Soufis
 - 2.6 Sunnites
 - 2.7 Zaydites
- 3.0 Judaïsme
- 4.0 Bouddhisme
- 5.0 Hindouisme
- 6.0 Sikhisme
- 7.0 Autres groupes religieux
- 8.0 Aucune religion

CHAPITRE 9. HANDICAPS

Introduction

412. Un recensement peut apporter de précieuses informations sur les handicaps dans un pays. Lorsqu'un pays n'effectue pas périodiquement des enquêtes spéciales de population sur les personnes handicapées ou n'a pas incorporé de modules sur le handicap dans des enquêtes permanentes, le recensement peut être l'unique source d'information sur la fréquence et la répartition des handicaps dans la population aux échelons national, régional et local. Les pays qui appliquent un système d'enregistrement fournissant régulièrement des données sur les personnes présentant les types de déficiences les plus graves peuvent utiliser le recensement pour compléter ces données avec des renseignements se rapportant à la notion plus vaste de handicap, d'après la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIH-2), décrite ci-après. Les données de recensement peuvent être utilisées pour planifier les programmes et les services (de prévention et de réadaptation), suivre les tendances des handicaps dans le pays, évaluer les programmes et services nationaux concernant l'égalisation des chances et établir des comparaisons internationales de la prévalence des handicaps dans les pays.

Le handicap: cadre de travail et terminologie

413. En 2001, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIH-2)³⁷ qui fait suite à la Classification internationale des handicaps: déficiences, incapacités et désavantages (CIH)³⁸. La CIH-2 propose un cadre conceptuel, des définitions de concept, une terminologie et des définitions de termes ou expressions, ainsi que des classifications de questions liées au handicap, y compris la participation et les facteurs environnementaux.

414. La CIH-2 distingue plusieurs dimensions pouvant servir à suivre l'évolution de la situation des personnes handicapées. Elle se divise en deux parties:

Fonctionnement et handicap, avec les composantes suivantes:

- 1) Fonctions organiques et structures anatomiques (déficiences);
- 2) Activités (limitations) et participation (restrictions).

Facteurs contextuels, avec les composantes suivantes:

- 1) Facteurs environnementaux;
- 2) Facteurs personnels.

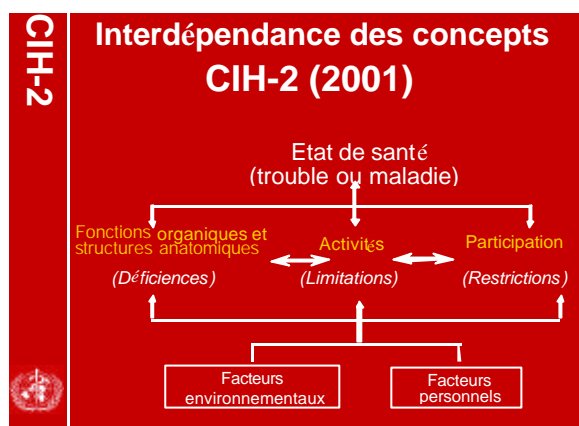
³⁷ Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIH-2), Genève, Organisation mondiale de la santé, 2001.

³⁸ Classification internationale des handicaps: déficiences, incapacités et désavantages (CIH), Genève, Organisation mondiale de la santé, 1980.

415. La CIH-2 propose des systèmes de classement pour tous ces éléments, sauf pour les facteurs personnels.

Interactions entre les composantes de la CIH-2

416. Les interactions entre les parties et composantes apparaissent dans le modèle qui suit.



417. La classification au premier niveau figure à l'appendice X.

Utilisation du recensement pour mesurer le handicap au niveau des agrégats

418. La formule du recensement offre peu d'espace et de temps pour des questions en rapport avec une caractéristique telle que le handicap. Comme la CIH-2 propose plusieurs dimensions auxquelles il est possible de faire appel pour établir un critère de mesure aux fins du recensement, il vaut mieux se concentrer sur un certain nombre de ces dimensions, et faire appel aux dimensions restantes pour l'exécution d'enquêtes plus détaillées sur les ménages. Le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités, groupe-ville dont la principale activité consiste à proposer des indicateurs internationaux des incapacités, met actuellement au point de petites séries de questions sur les incapacités qui pourraient être incluses dans les recensements et des ensembles développés qu'il sera recommandé d'inclure dans des enquêtes de population. Ces ensembles recommandés ont pour but d'améliorer les possibilités de comparaison des données relatives aux incapacités d'un pays à l'autre. Les informations les plus récentes sur la mise au point d'un outil permettant de recueillir des données sur les incapacités à l'occasion d'un recensement figurent sur le site Web du Groupe de Washington³⁹.

419. Le Groupe de Washington a fait des recommandations pour progresser en direction de cet objectif dans les recensements et les enquêtes sur les ménages. Un lien sera ensuite établi entre l'objectif choisi pour le recensement ou l'enquête et la dimension conceptuelle de la CIH-2 qui répond le mieux à cet objectif.

³⁹ www.cdc.gov/nchs/citygroup/htm

420. Le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées⁴⁰ donne de précieuses indications pour conceptualiser les utilisations des données sur les handicaps. Les trois objectifs principaux du Programme d'action mondial sont l'égalisation des chances, la réadaptation et la prévention.

421. Le Groupe de Washington a dégagé trois grandes catégories d'objectifs pour mesurer l'incapacité à l'occasion d'un recensement:

1) Fournir des services, y compris l'élaboration de programmes et politiques en vue de la prestation de services et l'évaluation de ces programmes et services. Les services à fournir à la population ont, notamment, mais pas exclusivement, pour objet de répondre aux besoins en matière de logement, de transport, d'aides techniques, de réadaptation professionnelle ou de relance de l'enseignement, ainsi que de soins de longue durée;

2) Suivre l'évolution du niveau de fonctionnement¹ au sein de la population, notamment en procédant à une estimation des taux et en analysant les tendances. Le niveau de fonctionnement au sein de la population est considéré comme l'un des principaux indicateurs sociaux et de santé et caractérise l'état de la population dans une société;

3) Évaluer l'égalisation des chances. Cette évaluation implique l'observation continue et l'appréciation des résultats des lois et politiques de lutte contre les discriminations ainsi que des programmes de prestation de services et de réadaptation conçus dans le but d'améliorer la participation à tous les aspects de l'existence des personnes présentant des déficiences³ ou de leur garantir des chances égales de participation. Le but ainsi poursuivi concorde avec celui du Programme d'action mondial, qui présente succinctement les principaux objectifs de la formulation des politiques et de la planification des programmes, au niveau international. L'objectif commun est de favoriser la participation des personnes handicapées à tous les aspects de l'existence en prévenant l'apparition et les conséquences des déficiences³, en favorisant des niveaux optimaux de fonctionnement¹, et en s'efforçant d'égaliser les chances de participation².

422. Le Groupe de Washington estime que l'évaluation de l'égalisation des chances est l'objectif le mieux servi par un recensement.

423. Dans l'esprit des travaux entrepris par le Groupe de Washington pour mesurer l'égalisation des chances au cours d'un recensement, il est recommandé de définir les personnes handicapées comme étant des personnes qui risquent plus que l'ensemble de la population de se heurter à des limites dans l'exécution de certaines tâches ou la participation à des activités correspondant à certaines fonctions. Ce groupe comprendrait les personnes qui rencontrent des difficultés pour exécuter des activités de base, même si ces difficultés se trouvent atténuées par l'utilisation d'auxiliaires, un cadre favorable ou des ressources en abondance. Ces personnes peuvent ne pas se heurter à des limites dans l'exécution de tâches ou d'activités de participation bien délimitées grâce aux installations ou adaptations nécessaires réalisées au niveau de la

⁴⁰ *Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées*, Nations Unies, New York, 1983.

personne ou de son environnement. On considérerait néanmoins que ces personnes risquent plus que l'ensemble de la population d'avoir des activités et/ou une participation restreintes parce que leur capacité à exécuter des activités de base est limitée et que les aménagements en place pourraient ne pas être toujours disponibles ou devenir insuffisants pour garantir le même niveau de fonctionnement.

424. Dans ce contexte, le handicap est défini en termes de limites dans l'exécution de gestes essentiels et non de performance ou de participation à des activités organisées (par exemple la fréquentation scolaire ou la participation à des activités professionnelles)⁴¹. Si l'on sépare les dimensions théoriques des limitations d'activités de base, qui sont dues à des déficiences, des activités plus complexes associées à la participation, il devient possible de déterminer les mécanismes intermédiaires qui facilitent ou gênent l'exécution de tâches ou d'une activité organisée. Au stade de l'analyse, on peut comparer les personnes qui ont été identifiées comme handicapées ou non handicapées sur la base de leur capacité à exécuter des activités de base en y associant leur participation ou absence de participation à des activités organisées (scolaires et professionnelles, par exemple). Cette comparaison peut permettre d'apprécier l'égalisation des chances⁴².

425. Dans le cadre du modèle de la CIH-2 et de ses quatre grandes dimensions (fonctions organiques et structures anatomiques, activités, participation et environnement), il faut utiliser un ensemble de questions axées sur l'activité pour appréhender les éléments de l'activité de base à prendre en compte pour bien mesurer le risque de restrictions de la participation.

426. Le Module européen sur l'état de santé mis au point par Eurostat utilise également une démarche axée sur l'activité. Ce module fait partie du Système statistique européen, et même s'il a été conçu pour de plus vastes collectes de données, par exemple les enquêtes de santé par interview, il peut être néanmoins utilisé pour déterminer les questions visant à mesurer les limitations d'activités (référence à l'ECHIS) qu'il conviendrait d'inclure dans un recensement. Ce module comprend également le Module de santé minimum européen (MEHM).

427. Étant donné la complexité de la question du handicap et du tact dont il faut faire preuve pour la traiter, il est recommandé d'indiquer quelques domaines d'activité et d'interroger les recensés sur leurs aptitudes dans ces domaines plutôt que sur leur handicap en général.

⁴¹ S'il faut, semble-t-il mesurer les activités et la participation pour apprécier l'égalisation des chances, une telle démarche ne contribue pas à mettre en évidence l'évolution du niveau de participation dans la population faisant suite à une évolution des chances. Elle fait seulement ressortir la situation de ceux qui, faute d'un environnement favorable ou d'aides techniques, ne peuvent participer comme ils le voudraient. Si l'on évalue l'égalisation des chances en tenant compte du lien entre un niveau d'activité de base et la participation qui s'ensuit, un certain nombre de problèmes de méthodologie seraient en partie résolus.

⁴² L'établissement d'une distinction entre les activités et la performance différencie les démarches qui ont pour but d'observer le fonctionnement dans la population de celles qui visent à évaluer l'égalisation des chances. Dans le deuxième cas, *le lien entre les éléments théoriques est établi pendant l'analyse*, tandis que dans le premier, *le lien est établi pendant la collecte de données*.

Domaines essentiels

428. Il a été suggéré de n'inclure dans un petit ensemble de questions qu'il est recommandé d'utiliser pour les recensements que les domaines qui répondent à un ensemble de critères de sélection: comparabilité entre plusieurs populations ou plusieurs cultures, possibilité d'indication par le sujet lui-même et économie de paramètres. L'ensemble des domaines doit correspondre à la définition du handicap considéré. Parmi d'autres critères suggérés figure l'importance du domaine au regard des problèmes de santé publique. Se fondant sur ces critères, le Groupe de Washington recommande quatre domaines de base, jugés essentiels: locomotion, acuité visuelle, acuité auditive et capacités intellectuelles. De plus, s'il y a suffisamment de place, deux autres domaines pourraient être inclus: soins corporels et communication. La locomotion, l'acuité visuelle et l'acuité auditive figurent également dans le Module européen sur l'état de santé.

429. La *locomotion* répond aux critères d'applicabilité transculturelle et d'économie de paramètres pour des données comparables étant donné que la faculté de se déplacer est un bon indicateur d'une fonction physique centrale et l'une des principales causes de limitation de la participation. C'est également une activité de base dont l'exécution peut être indiquée par le sujet lui-même.

430. L'*acuité visuelle* correspond également à un problème de santé publique, mais l'indication par le sujet lui-même de l'insuffisance de cette acuité est plus problématique, en particulier lorsque les personnes portent des lunettes pour corriger leur déficience visuelle. Des difficultés analogues sont associées aux questions relatives à l'*acuité auditive*. La façon la plus directe de traiter la question des aides techniques telles que les lunettes et appareils auditifs sans créer de gêne chez les personnes interrogées consiste à poser des questions sur la difficulté d'entendre ou de voir sans appareil ou assistance. Cela dit, des appareils tels que les lunettes permettent à de larges groupes de malvoyants de compenser presque complètement leur déficience visuelle et le nombre de malvoyants peut être très élevé. On fait souvent valoir que les questions sur l'acuité visuelle sans l'usage de lunettes augmentent beaucoup le nombre de personnes présentant un handicap et elles rendent ce groupe trop hétérogène en ce sens qu'il comprendrait des personnes très peu exposées et d'autres très exposées à des problèmes de participation. Une solution de remplacement consiste à poser des questions sur la difficulté de voir même *avec* des lunettes si celles-ci sont généralement portées et la difficulté d'entendre *avec* des appareils acoustiques si ces appareils sont utilisés.

431. Parmi les quatre domaines essentiels, ce sont les capacités intellectuelles qui sont les plus difficiles à exprimer concrètement. Elles englobent de nombreuses fonctions, par exemple la mémorisation, la concentration, la prise de décisions, la compréhension du langage parlé et écrit, la capacité à trouver son chemin ou à suivre une carte, l'exécution de calculs mathématiques, la lecture et la pensée. Il est difficile de prendre une décision au sujet d'une fonction analogue sur le plan transculturel concernant ne fût-ce qu'un aspect de ces capacités. Toutefois, la mémorisation et la concentration ou la prise de décisions seraient probablement le plus compatible d'une culture à l'autre. La lecture et l'exécution de calculs mathématiques, ou d'autres capacités acquises, dépendent largement des systèmes éducatifs qui s'inscrivent dans une culture.

Domaines additionnels

432. Selon l'espace disponible, d'autres domaines en rapport avec le fonctionnement physique pourraient être inclus dans une série de questions de recensement, notamment le fonctionnement de la partie supérieure du corps (bras, mains et doigts) et le fonctionnement mental/psychologique. La mise en évidence de problèmes liés au fonctionnement mental/psychologique dans la population est un élément très important pour mesurer le handicap au regard de l'objectif déclaré, mais des questions portant sur cet élément poseraient des difficultés en raison de la stigmatisation de ce type de problèmes au sein d'une culture. Cela pourrait compromettre tout l'ensemble de questions.

Outils de recensement

433. Il est recommandé de concevoir avec un soin particulier les questions de recensement destinées à mesurer le handicap. Le libellé et la construction des questions influent beaucoup sur la précision avec laquelle sont recensées les personnes handicapées. Chaque domaine doit faire l'objet d'une question distincte⁴³. Le langage utilisé doit être clair, sans ambiguïté et simple. Il convient d'éviter systématiquement les termes négatifs. Les questions relatives au handicap doivent être posées à chaque membre d'un ménage et des questions générales sur la présence de personnes handicapées dans le ménage sont à éviter. L'existence de catégories de réponses déterminées en fonction d'une échelle de gravité peut également améliorer la déclaration du handicap.

434. Le Module de santé européen (la référence) comprend une série de questions types pour divers domaines et peut servir de source pour élaborer des questions de recensement dans trois des quatre domaines essentiels (acuité visuelle, acuité auditive et locomotion). Le Groupe de Washington a également élaboré une série de questions à utiliser au cours des recensements nationaux pour réunir des renseignements sur les quatre domaines essentiels⁴⁴. Les questions ont été conçues dans le but de fournir des données comparables d'un pays à l'autre pour des populations dont les cultures peuvent être très différentes et les ressources économiques variables. Il s'agissait d'identifier les personnes présentant des types et niveaux analogues de limitation des activités fonctionnelles indépendamment de leur nationalité ou de leur culture. Il ne s'agissait pas avec ces questions d'identifier chaque personne présentant un handicap dans chaque communauté. Les questions élaborées par le Groupe de Washington ne répondront pas nécessairement à tous les besoins en matière de statistiques du handicap et ne reproduiront pas non plus une population évaluée en fonction d'un plus large éventail de domaines que ne le permettraient d'autres formes de collecte de données ou des données administratives.

⁴³ Lorsque plusieurs domaines sont combinés, par exemple si l'on pose une question sur l'acuité visuelle OU l'acuité auditive, les personnes interrogées sont souvent embarrassées et pensent qu'elles doivent éprouver des difficultés dans les deux domaines pour répondre par l'affirmative. De plus, il est utile de quantifier des limitations bien précises, à la fois pour la planification interne et pour les comparaisons entre pays.

⁴⁴ Pour plus d'informations, voir le site Web du Groupe de Washington à l'adresse suivante: www.cdc.gov/nchs/citygroup.htm

435. En principe, les renseignements fournis par les réponses aux questions élaborées par le Groupe de Washington:

- 1) Se rapportent à la majorité, mais non la totalité, des personnes dont la capacité à exécuter une activité de base est limitée, quel que soit le pays;
- 2) Se rapportent aux limitations de l'activité de base les plus courantes, quel que soit le pays;
- 3) Rendent compte des personnes présentant des problèmes analogues dans différents pays.

436. Les questions élaborées par le Groupe de Washington permettent de déterminer la population présentant des limitations fonctionnelles qui peuvent restreindre la participation indépendante dans la société. Grâce aux données recueillies, il devrait être possible de comparer les niveaux de participation dans les domaines de l'emploi, des études ou de la vie familiale de ceux qui présentent un handicap et de ceux qui n'en présentent pas, afin de déterminer si les personnes handicapées sont socialement intégrées. De plus, les données pourraient servir à observer les tendances de la prévalence chez les personnes présentant des limitations d'activités de base dans des domaines particuliers. Elles ne correspondraient pas à la population totale présentant des limitations et elles ne correspondraient pas non plus nécessairement à la «véritable» population de handicapés, dont la détermination nécessiterait une quantification des limitations dans tous les domaines.

Utilisation du recensement pour dépister les handicaps et suivi assuré au moyen d'autres enquêtes

437. Les pays qui projettent de réaliser des enquêtes spécialisées sur le handicap souhaiteront peut-être utiliser le recensement pour établir une base de sondage pour ces enquêtes et y introduire un instrument de sélection pour identifier les personnes qui seront interviewées par la suite. Les définitions et instruments utilisés à cet effet sont très différents de ceux utilisés pour évaluer l'égalité des chances. Le principal objectif d'une sélection est d'être la plus ouverte possible afin de constituer le groupe le plus nombreux qui pourrait être étudié par la suite. La question de la sélection doit être conçue de façon à réduire au minimum le nombre de faux négatifs⁴⁵, celui des faux positifs⁴⁶ étant moins préoccupant.

438. Dans le cadre de la CIH-2, la sélection aux fins du recensement peut comprendre les trois principales dimensions - fonctions organiques et structures anatomiques, activité et participation. Cela permettra de préserver un large champ d'étude pour l'enquête de suivi qui favorise une meilleure analyse des différents aspects du handicap.

⁴⁵ Personnes qui présentent des handicaps mais qui n'ont pas été identifiées comme telles pendant le recensement.

⁴⁶ Personnes identifiées comme handicapées pendant le recensement mais qui, en réalité, ne présentent pas de handicap (d'après l'évaluation réalisée sur la base de la sélection la plus ouverte utilisée dans l'enquête de suivi).

439. Les recommandations énoncées dans les paragraphes 433 à 436 doivent également être prises en considération lorsque l'on conçoit un module de sélection.

440. Avant d'utiliser le recensement pour établir une base de sondage en vue d'une enquête de suivi, il importe de tenir pleinement compte des aspects juridiques de l'utilisation de données de recensement à cet effet. Les recensés doivent être informés de la possibilité que les données soient utilisées pour des études de suivi et les autorités nationales chargées de protéger le droit à la vie privée de la population devront peut-être être consultées et donner leur accord.

CHAPITRE 10 CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES ET DES FAMILLES

Introduction

441. On peut étudier la composition des ménages et des familles de différents points de vues. S'agissant des caractéristiques ayant trait aux ménages, il importe de connaître les différents concepts en rapport avec les ménages et les familles. Ces questions sont examinées en détail dans le présent chapitre. Beaucoup de questions (par exemple, les problèmes de logement) s'appuient largement sur des données recueillies au niveau des ménages et des familles plutôt qu'au niveau individuel. Dans bon nombre de pays, la composition des familles et des ménages évolue et il est important d'analyser les changements structurels en cours.

Définitions

442. Il est recommandé aux pays d'utiliser le lieu de résidence habituelle pour déterminer la qualité de membre du ménage (voir les paragraphes 141 à 150 relatifs à la caractéristique essentielle «Lieu de résidence habituelle» où sont notamment examinées des questions telles que l'absence temporaire). Si l'on ne dispose que de renseignements de droit (provenant par exemple de registres) sur le lieu de résidence, c'est-à-dire si l'on ne dispose d'aucune information sur le lieu habituel de résidence, on pourra alors les utiliser (seuls ou en association avec d'autres renseignements provenant d'autres sources) pour autant qu'ils sont censés traduire de manière suffisamment précise la situation quant à la résidence habituelle.

La notion de ménage

443. Un ménage privé est:

- i) Un ménage isolé, c'est-à-dire une personne qui vit seule dans une unité d'habitation distincte ou qui occupe, en qualité de locataire, une ou plusieurs pièces d'une unité d'habitation, mais qui ne forme pas avec d'autres occupants de l'unité d'habitation un ménage multiple répondant à la définition ci-après; ou
- ii) Un ménage multiple, c'est-à-dire un groupe de deux personnes ou plus qui s'associent pour occuper une unité d'habitation, en totalité ou en partie, et pourvoir en commun à leurs besoins alimentaires et éventuellement aux autres besoins essentiels de l'existence. Les membres du groupe peuvent, dans une mesure variable, mettre leurs revenus en commun.

444. La notion de ménage privé, telle qu'elle est décrite dans le paragraphe 443, définit le ménage sous l'angle du foyer (le «ménage foyer»). Cette notion ne se fonde pas sur l'hypothèse que le nombre de ménages privés et celui des unités d'habitation sont égaux. Dans ce contexte, il est utile d'établir une distinction entre «pensionnaires» et «locataires». Les pensionnaires prennent leurs repas avec le ménage et, en général, sont admis à utiliser toutes les installations ménagères. Ce sont des membres du ménage au sens du paragraphe 443. Les locataires ont loué une partie de l'unité d'habitation pour leur usage exclusif. Ils appartiennent à un ménage différent.

445. Certains pays ne sont pas en mesure de réunir des données sur le foyer commun des membres du ménage, par exemple lorsqu'ils effectuent leur recensement sur la base de registres. Un grand nombre de ces pays utilisent une notion différente du ménage privé, à savoir le ménage sous l'angle du logement (le «ménage-logement»). Dans ce cas, tous ceux qui occupent une unité d'habitation sont membres d'un même ménage, de sorte qu'il y a un ménage par unité d'habitation occupée. Lorsqu'on utilise cette notion, le nombre d'unités d'habitation occupées et le nombre de ménages les occupant sont donc égaux, et les emplacements des unités d'habitation et des ménages sont identiques.

446. Le fait qu'un pays applique la notion de «ménage-foyer» ou de «ménage-logement» a généralement peu d'incidence sur le nombre total de ménages privés. Par contre, il peut y avoir de grandes différences dans le cas de certains types de ménage, par exemple les ménages isolés. Dans la perspective des possibilités de comparaison internationale, il est donc recommandé que les pays qui appliquent la notion de «ménage-foyer» établissent autant que possible une estimation du nombre de ménages privés selon la notion de «ménage-logement», et ventilent cette estimation selon la taille du ménage.

447. Les pays doivent indiquer dans leurs rapports sur le recensement s'ils ont assimilé la notion de foyer privé à celle de «ménage-foyer» ou à celle de «ménage-logement».

448. Un ménage institutionnel est composé de personnes dont les besoins en matière de logement et de subsistance sont assurés par une institution. On entend par institution une personne morale qui a pour objet de procurer à un groupe de personnes une habitation de longue durée et des services. Les locaux d'habitation en institution comportent des infrastructures communes (salles de bains, salons, salles à manger, dortoirs, etc.). La grande majorité des ménages institutionnels réside dans l'une ou l'autre des institutions suivantes: résidences pour étudiants, hôpitaux, maisons de convalescence, établissements pour handicapés, institutions psychiatriques, maisons de retraite, résidences médicalisées, résidences-services, hospices, casernes, établissements correctionnels et établissements pénitentiaires, institutions religieuses et foyers de travailleurs. Le lieu de résidence habituelle des membres d'un ménage institutionnel est l'adresse de l'institution. Les personnes qui sont normalement des membres de ménages privés mais qui vivent en institution sont considérées comme des membres de ménages institutionnels si leur absence effective ou présumée du ménage privé dure plus d'un an. Les personnes qui vivent pendant plus d'un an dans des hôtels, motels ou pensions de famille qui pourvoient à leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux sont classées comme membres de ménages privés.

449. Les pays doivent s'efforcer d'établir une distinction entre la population des institutions et les personnes faisant partie de ménages privés qui vivent dans des locaux d'habitation collectifs. Par exemple, les salariés d'une institution qui vivent seuls ou avec leur famille dans l'institution doivent être traités comme des membres de ménages privés.

450. Avant le dénombrement du recensement, les pays doivent envisager d'utiliser un instrument de validation des locaux d'habitation. Un bref questionnaire peut renseigner, entre autres choses, sur la nature et les fonctions des locaux d'habitation collectifs, la présence potentielle de ménages privés et la prestation ou non de services

à des personnes considérées comme sans-abri. De plus, l'un des principaux avantages liés à l'instrument de validation des locaux d'habitation tient au fait qu'il permet de rendre compte des ménages institutionnels polyvalents. Il est ainsi possible de classer différemment les parties d'un ménage institutionnel.

451. Il existe entre les pays des différences dans la façon de distinguer la population vivant dans des ménages privés de celle qui vit dans des ménages institutionnels ou autres. Les définitions utilisées doivent donc être clairement expliquées dans les publications relatives au recensement, et toute différence entre les pratiques nationales et les recommandations est à signaler.

Les sans-abri

452. À côté des ménages privés et des ménages institutionnels, il existe d'autres types de ménages, par exemple les sans-abri.

453. La définition des sans-abri peut varier d'un pays à l'autre car la notion de sans-abri se définit essentiellement en fonction de la culture et se fonde sur des critères tels que «logement adéquat», «norme minimale de logement communautaire» ou «sécurité d'occupation», qui peuvent être perçues de façon différente par différentes communautés.

454. Il est recommandé d'appliquer les deux catégories ou types de sans-abri suivantes:

- 1.0 Les sans-abri. Cette catégorie comprend les personnes vivant dans la rue qui ne disposent pas d'un abri entrant dans la catégorie des locaux d'habitation (voir par. 537 à 541).
- 2.0 Les sans domicile fixe. Cette catégorie peut comprendre les groupes suivants:
 - 2.1 Personnes sans lieu de résidence habituelle qui se déplacent fréquemment d'un type d'abri à un autre (y compris logements, lieux d'hébergement ou autres locaux d'habitation). Cette catégorie comprend les personnes vivant dans un logement privé mais indiquant «pas d'adresse habituelle» sur leur formulaire de recensement;
 - 2.2 Personnes résidant habituellement pour de longues durées dans des lieux d'hébergement (également dénommés «de passage») ou des institutions collectives analogues pour sans-abri.

455. Ces définitions sont étayées par une collecte de données et d'autres stratégies destinées à bien vérifier, par exemple, que les logements sont effectivement des lieux d'hébergement et non des logements privés (voir le chapitre sur les caractéristiques des unités d'habitation).

La notion de famille

456. Au sens étroit, on entend par noyau familial deux personnes ou davantage d'un ménage privé dont les liens sont ceux de mari et d'épouse, de concubins ou de parent

et d'enfant. La famille se compose donc d'un couple sans enfant ou avec un ou plusieurs enfants, ou d'un parent isolé avec un ou plusieurs enfants.

457. La notion de famille telle que définie plus haut limite les relations entre enfants et adultes aux relations en lien direct (au premier degré), c'est-à-dire entre parents et enfants. Certains pays comptent un nombre considérable de ménages avec saut de génération, c'est-à-dire des ménages comprenant un ou plusieurs grands-parents et un ou plusieurs petits-enfants, sans qu'aucun des parents de ces petits-enfants soit présent. Les pays peuvent donc inclure ces ménages avec saut de génération dans leur définition de la famille. Le rapport sur le recensement doit clairement indiquer si les ménages avec saut de génération sont ou non inclus dans la définition du noyau familial.

458. On entend par enfants les fils et filles par le sang, issus d'un mariage antérieur ou adoptifs (quels que soient leur âge ou leur situation matrimoniale) qui résident habituellement dans le ménage d'au moins l'un des parents. Les petits-fils et petites-filles qui résident habituellement dans le ménage d'au moins l'un des grands-parents sans qu'aucun des parents soit présent peuvent également être pris en compte. Les enfants recueillis ne sont pas inclus. Un (petit-)fils ou une (petite-)fille qui vit avec un conjoint, en union consensuelle, ou avec un ou plusieurs de ses propres enfants, n'est pas considéré comme un enfant. Un enfant qui se partage entre deux ménages (par exemple après le divorce des parents) n'est recensé que dans l'un de ces ménages, par exemple sur la base du lieu de résidence habituelle de droit ou du nombre de nuits passées dans l'un des deux ménages.

459. Le terme couple doit s'appliquer aux couples mariés, aux couples pacsés et aux couples qui vivent en union consensuelle. Deux personnes sont considérées comme partenaires dans une union consensuelle lorsque leur résidence habituelle est dans le même ménage, qu'elles ne sont pas mariées l'une à l'autre et qu'elles entretiennent entre elles une relation de couple marital.

460. Un ménage à trois générations comprend au moins deux noyaux familiaux distincts ou un noyau familial et un autre (d'autres) membre(s) formant au moins trois générations. Les deux plus jeunes générations constituent toujours un noyau familial. Par exemple, une femme qui vit dans un ménage avec un ou plusieurs enfants qui sont les siens et un ou deux de ses propres parents doit être considérée comme appartenant au même noyau familial que celui du ou des enfants, même si elle n'a jamais été mariée.

461. Une famille recomposée est une famille qui comprend un couple marié ou vivant en concubinage avec un ou plusieurs enfants dont un au moins est un enfant non commun, c'est-à-dire l'enfant d'un seul des membres du couple. Si l'enfant d'un des membres du couple est adopté par l'autre membre, la famille qui en résulte n'est plus une famille recomposée.

462. Quelques noyaux familiaux vivent dans des ménages institutionnels, par exemple les couples âgés vivant dans des maisons de retraite. Cependant ils sont très peu nombreux dans la plupart des pays de la région de la CEE et il est souvent difficile de les identifier. Le champ des données de base à réunir concernant les noyaux familiaux se trouve par conséquent limité aux noyaux familiaux vivant dans

des ménages privés. Si on y ajoute les noyaux familiaux vivant dans des institutions il faut, si possible, les faire apparaître séparément.

463. Les noyaux familiaux sont normalement identifiés au stade du dépouillement, d'après la situation matrimoniale, le sexe, l'âge et le lien avec le membre de référence du ménage. Toutefois, lorsqu'il s'agit de ménages comprenant plusieurs familles, ces données ne suffisent souvent pas pour constituer une base fiable de classement des personnes dans tel ou tel noyau familial. C'est aux pays qu'il incombe de décider s'il convient de séparer les noyaux familiaux vivant dans ces ménages en demandant à l'enquêté de donner dans l'ordre ou autrement la liste des membres de chaque noyau familial.

464. Certains pays voudront peut-être recueillir également des renseignements sur les «familles élargies». Aux fins du recensement, une famille élargie pourrait être définie comme étant un groupe de deux personnes ou plus qui vivent ensemble dans le même ménage et qui ne constituent pas un noyau familial mais qui ont entre elles un lien de parenté (jusqu'à un degré déterminé) par le sang, le mariage ou l'adoption. Les données sur les familles élargies peuvent offrir certains avantages pour l'étude des relations économiques entre les familles ou les personnes apparentées en tant qu'unités de consommation, mais présentent également certains inconvénients pour l'étude et la classification des familles d'un point de vue démographique. Les pays qui obtiennent des informations dérivées sur ce type d'unités familiales sont encouragés à utiliser les classifications proposées aux paragraphes 490 et 505 ci-après, qui concernent les caractéristiques subsidiaires «position dans la famille élargie» et «type de famille élargie».

Caractéristiques du ménage et de la famille de la personne

Liens entre les membres du ménage (caractéristique essentielle)

465. Des renseignements doivent être réunis sur les liens de toutes les personnes vivant dans des ménages privés avec les autres membres du ménage. Des données sur cette caractéristique sont nécessaires pour i) identifier les noyaux familiaux et les ménages privés de types divers; ii) déterminer la position des membres du ménage dans la famille et dans le ménage.

466. Pour les recensements précédents, il était recommandé, pour établir la structure des ménages, de choisir au sein du ménage la personne de référence sous l'autorité de laquelle sont placés tous les autres membres du ménage, ou à laquelle ceux-ci se déclarent rattachés. Lorsque la personne de référence d'un ménage est choisie avec soin, cette méthode procure des renseignements exacts pour la plupart des types de ménages et des types de familles. Par contre, dans certains cas, par exemple celui des ménages à plusieurs familles, elle ne procure pas toujours les renseignements nécessaires. Une méthode plus élaborée a donc été mise au point, à savoir la matrice des liens entre les membres du ménage. Cette matrice permet de réunir des renseignements sur tous les liens entre tous les membres d'un ménage.

467. Certains pays ont obtenu de bons résultats dans leurs recensements en utilisant la matrice des liens entre les membres du ménage. Pour d'autres, cette méthode présentait certaines difficultés, en raison de sa complexité. Il est donc recommandé que les pays envisagent d'utiliser cette matrice comme méthode éventuelle pour établir la structure des ménages. Il est également recommandé de procéder avant le

recensement à des essais de cette matrice pour vérifier si elle est réalisable. Il est recommandé dans l'affirmative d'utiliser cette méthode et dans la négative d'utiliser la personne de référence du ménage. Il convient de noter que la matrice des liens entre les membres du ménage peut, si besoin est, se limiter à certains membres du ménage, par exemple les adultes, ou bien les enfants.

468. La classification des types de relations par rapport à un (si l'on utilise la personne de référence) ou plusieurs (si l'on utilise la matrice des liens entre les membres du ménage) autre(s) membre(s) figure aux paragraphes 458 et 464, respectivement.

469. Si l'on utilise la matrice des liens entre les membres du ménage, la classification ci-après des personnes vivant dans un ménage privé en fonction de leurs liens avec d'autres membres du ménage est recommandée. La classification est fondamentale au niveau à un chiffre et facultative au niveau à deux chiffres.

- 1.0 Mari ou femme de l'autre personne
- 2.0 Partenaire de l'autre personne dans une union consensuelle (concubin)
 - 2.1 Concubin de sexe opposé
 - 2.2 Concubin de même sexe
- 3.0 Enfant de l'autre personne
- 4.0 Père ou mère de l'autre personne
- 5.0 Autre parent de l'autre personne
- 6.0 Personne non apparentée à l'autre personne
 - 6.1 Enfant recueilli;
 - 6.2 Pensionnaire
 - 6.3 Domestique
 - 6.4 Autre

470. La distinction facultative entre les catégories 2.1 «Concubin de sexe opposé» et 2.2 «Concubin de même sexe» doit être envisagée par les pays qui souhaiteraient recueillir des données sur les relations entre partenaires de même sexe. L'adjonction d'une catégorie spécifique pour les partenaires de même sexe, distincte de la catégorie relative aux partenaires de sexe opposé, permet de réunir des données sur les relations entre partenaires de même sexe sans avoir à poser une question pour faire la distinction entre partenaires de sexe opposé et partenaires de même sexe. Selon les données nécessaires et la législation nationale, il est possible de rassembler des renseignements sur les relations conjugales (pacsées) et/ou non conjugales (de fait) entre partenaires de même sexe. Il est suggéré de réaliser un programme d'essai détaillé (à la fois sur les plans cognitif et quantitatif) avant d'inclure dans le questionnaire du recensement une caractéristique concernant un sujet aussi délicat.

471. Il est recommandé aux pays qui qualifient la famille avec saut de génération de noyau familial d'utiliser deux catégories supplémentaires, une pour les grands-parents et une pour les petits-enfants.

472. Les pays souhaiteront peut-être subdiviser la catégorie 3.0 en fonction des différents groupes d'âge des enfants. Il est également suggéré que les salariés, autres que les domestiques, qui sont membres du ménage figurent dans la catégorie 6.4. Les pays qui utilisent la notion de ménage-logement devront peut-être aussi établir des rubriques distinctes pour les sous-locataires et les membres des ménages de sous-locataires.

473. Le choix, au sein d'un ménage, de la personne de référence sous l'autorité de laquelle sont placés tous les autres membres du ménage, ou à laquelle ceux-ci se déclarent rattachés, doit être fait avec soin. Dans le passé, la personne qui était considérée comme étant le «chef» du ménage faisait généralement office de personne de référence, mais cette notion n'est plus jugée satisfaisante dans de nombreux pays de la région. On a également proposé de choisir comme personne de référence la personne la plus âgée du ménage, ou celle dont la contribution au revenu est la plus importante. Cependant, le principal objectif recherché étant d'attribuer une position aux individus au sein de la famille et de classer les individus selon leur place dans la famille, ces deux possibilités comportent des faiblesses. Le choix de la personne la plus âgée n'est pas souhaitable car, dans les ménages à plusieurs générations, c'est le choix de la personne de référence parmi la génération intermédiaire qui permet de relever la plus grande variété de liens de parenté explicite. De même, il se pourrait que la personne au revenu le plus élevé soit faiblement apparentée au reste des membres du ménage. Il est à peu près certain toutefois que les critères de choix qui sont donnés ci-après sont les plus utiles pour faire apparaître la plus grande diversité de liens de parenté directe:

- i) soit le mari, soit la femme d'un couple marié (faisant partie, de préférence, de la génération intermédiaire dans le cas d'un ménage comportant plusieurs générations);
- ii) l'un ou l'autre des partenaires d'une union consensuelle lorsque le ménage ne comporte pas de couple marié;
- iii) le père ou la mère vivant avec ses fils ou filles, quel que soit leur âge;
- iv) dans les cas où aucune des conditions énumérées ci-dessus ne s'applique, tout membre adulte du ménage.

474. Ces critères sont donnés pour illustrer la manière dont on pourrait sélectionner un membre adulte du ménage en vue de faciliter la détermination des liens de parenté. Les indications apportées ici pourraient également s'appliquer lorsque les pays souhaitent utiliser la notion de chef de ménage.

475. Pour faciliter l'identification des noyaux familiaux et des ménages, il est recommandé de classer comme suit les personnes vivant dans un ménage privé selon le lien de parenté avec la personne de référence du ménage. La classification est fondamentale au niveau à un chiffre et facultative au niveau à deux chiffres.

1.0 Personne de référence

2.0 Mari ou femme

- 3.0 Partenaire de la personne de référence dans une union consensuelle (concubin)
 - 3.1 Concubin de sexe opposé
 - 3.2 Concubin de même sexe
- 4.0 Enfant de la personne de référence et/ou du mari/de la femme/du (de la) concubin(e)
 - 4.1 Enfant de la personne de référence uniquement
 - 4.2 Enfant du mari/de la femme/du (de la) concubin(e) de la personne de référence
 - 4.3 Enfant des deux
- 5.0 Mari/femme ou concubin de l'enfant de la personne de référence
- 6.0 Père ou mère de la personne de référence, du mari/de la femme, ou du (de la) concubin(e) de la personne de référence
- 7.0 Autre parent de la personne de référence, du mari/de la femme, ou du (de la) concubin(e) de la personne de référence
- 8.0 Personne non apparentée à la personne de référence du ménage
 - 8.1 Enfant recueilli
 - 8.2 Pensionnaire
 - 8.3 Domestique
 - 8.4 Autre

476. Il est recommandé aux pays qui qualifient la famille avec saut de génération de noyau familial d'utiliser deux catégories supplémentaires, une pour les grands-parents et une pour les petits-enfants.

477. La distinction facultative entre les catégories 3.1 «Concubin de sexe opposé» et 3.2 «Concubin de même sexe» doit être envisagée par les pays qui souhaiteraient recueillir des données sur les relations entre partenaires de même sexe. L'adjonction d'une catégorie spécifique pour les partenaires de même sexe, distincte de la catégorie relative aux partenaires de sexe opposé, permet de réunir des données sur les relations entre partenaires de même sexe sans avoir à poser une question pour faire la distinction entre partenaires de sexe opposé et partenaires de même sexe. Selon les données nécessaires et la législation nationale, il est possible de rassembler des renseignements sur les relations conjugales (pacsées) et/ou non conjugales (de fait) entre partenaires de même sexe. Il est suggéré de réaliser un programme d'essai détaillé (à la fois sur les plans cognitif et quantitatif) avant d'inclure dans le questionnaire du recensement une caractéristique concernant un sujet aussi délicat.

478. La distinction facultative entre les catégories 4.1, 4.2 et 4.3 permet d'identifier les familles recomposées dans les ménages privés à condition que la personne de référence soit le père ou la mère de la famille recomposée (voir par. 461).

479. Les pays souhaiteront peut-être subdiviser les catégories 4.0 à 4.3 en enfants et fils/fille selon les différents groupes d'âge. Il est également suggéré que les salariés, autres que les domestiques, qui sont membres du ménage figurent dans la catégorie 8.4. Les pays qui utilisent la notion de ménage-logement devront peut-être aussi

établir des rubriques distinctes pour les sous-locataires et les membres des ménages de sous-locataires.

Position dans le ménage (caractéristique essentielle dérivée)

480. Des renseignements doivent être dérivés sur la position de toutes les personnes dans le ménage et sur les personnes vivant dans des ménages privés, qu'elles vivent seules, dans un ménage composé d'un noyau familial ou avec d'autres personnes.

481. La classification suivante de la population selon la position des personnes dans le ménage est recommandée:

- 1.0 Personne vivant dans un ménage privé
 - 1.1 Personne vivant dans un ménage composé d'un noyau familial
 - 1.1.1 Mari
 - 1.1.2 Femme
 - 1.1.3 Homme dans une union consensuelle
 - 1.1.4 Femme dans une union consensuelle
 - 1.1.5 Père isolé
 - 1.1.6 Mère isolée
 - 1.1.7 Enfant âgé de moins de 25 ans
 - 1.1.8 Fils/fille âgé(e) de 25 ans ou plus
 - 1.1.9 Autres personnes non membres du noyau familial mais
 - vivant dans
 - un ménage composé d'un noyau familial
 - 1.2 Personne vivant dans un autre type de ménage privé
 - 1.2.1 Personne vivant seule
 - 1.2.2 Personne vivant avec d'autres personnes
 - 1.2.3 Personne vivant avec des parents
 - 1.2.4 Personne vivant avec des personnes qui ne lui sont pas
 - apparentées
- 2.0 Personne ne vivant pas dans un ménage privé
 - 2.1 Personne dans un ménage institutionnel
 - 2.2 Sans-abri
 - 2.3 Autre

482. Cette classification est fondamentale au niveau à trois chiffres.

483. Il est recommandé aux pays qui qualifient la famille avec saut de génération de noyau familial d'utiliser deux catégories supplémentaires, une pour les grands-parents et une pour les petits-enfants.

484. Il convient de noter que les renseignements sur la position dans le ménage peuvent être utilisés pour en déduire ce que l'on appelle couramment la situation matrimoniale de fait, s'agissant par exemple de savoir si une personne qui n'est pas légalement mariée vit avec un partenaire en union consensuelle ou si une personne qui est légalement mariée vit sans partenaire.

Position dans la famille (caractéristique essentielle dérivée)

485. Des renseignements doivent être dérivés sur la position de toutes les personnes dans la famille. La position dans la famille est mesurée en termes de membre d'un couple, de parent isolé ou d'enfant.

486. La classification suivante de la population vivant en famille est recommandée:

- 1.0 Membre d'un couple
 - 1.1 Mari dans un couple marié
 - 1.2 Femme dans un couple marié
 - 1.3 Homme dans une union consensuelle
 - 1.4 Femme dans une union consensuelle
- 2.0 Parent isolé
 - 2.1 Père isolé
 - 2.2 Mère isolée
- 3.0 Enfant
 - 3.1 Enfant âgé de moins de 25 ans
 - 3.1.1 Enfant des deux membres du couple
 - 3.1.2 Enfant de l'homme seulement
 - 3.1.3 Enfant de la femme seulement
 - 3.1.4 Enfant de père isolé
 - 3.1.5 Enfant de mère isolée
 - 3.2 Fils/fille âgé(e) de 25 ans ou plus
 - 3.2.1 Fils/fille des deux membres du couple
 - 3.2.2 Fils/fille de l'homme seulement
 - 3.2.3 Fils/fille de la femme seulement
 - 3.2.4 Fils/fille de père isolé
 - 3.2.5 Fils/fille de mère isolée

487. Cette classification est fondamentale au niveau à deux chiffres. On peut préciser l'âge de l'enfant le plus jeune, par exemple moins de 18 ans, 18 à 24 ans, 25 à 29 ans et 30 ans ou plus.

488. Il est recommandé aux pays qui qualifient la famille avec saut de génération de noyau familial d'utiliser trois catégories supplémentaires, à savoir: 3.3 petit-fils/petite-fille âgé(e) de moins de 25 ans, 3.4 petit-fils/petite-fille âgé(e) de 25 ans ou plus, et 4.0 grand-parent.

489. Il faut prêter une attention particulière au classement des enfants dans les familles recomposées. Ces enfants doivent être classés en fonction de leurs liens avec les deux parents. Si l'enfant a été adopté par le nouveau membre du couple, il/elle doit être classé(e) dans la catégorie 3.1.1 ou 3.2.1, et la famille ne doit pas être considérée comme une famille recomposée (sauf si tous les enfants n'ont pas été adoptés par le nouveau membre du couple), voir le paragraphe 461. Sinon, il/elle doit être classé(e) dans la catégorie 3.1.2, 3.1.3, 3.2.2 ou 3.2.3.

Position dans la famille élargie (caractéristique subsidiaire dérivée)

490. Les pays qui souhaiteraient dériver des données sur les familles élargies pourraient classer les membres de ménages privés selon leur position dans la famille élargie.

491. La classification suivante, sur la base des liens avec la personne de référence du ménage, pourrait être appliquée:

- 1.0 Personne de référence de la famille élargie
- 2.0 Mari/femme ou concubin de la personne de référence
- 3.0 Enfant de la personne de référence
- 4.0 Autre parent de la personne de référence
- 5.0 Membre non apparenté d'une famille élargie

492. Certains pays souhaiteront peut-être aussi subdiviser la catégorie 4.0 en rubriques précisant le type de lien qui rattache le sujet à la personne de référence.

Caractéristiques du noyau familial

Type de noyau familial (caractéristique essentielle dérivée)

493. La position au regard de la classification des familles est définie au paragraphe 485 et le type est indiqué dans la classification ci-dessous.

494. La classification suivante des noyaux familiaux selon le type est recommandée:

- (1.0) Famille mari-femme, famille non recomposée
 - (1.1) Sans enfant résidant avec elle
 - (1.2) Résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (1.3) Le fils (la fille) le (la) plus jeune qui réside avec elle est âgé(e) de 25 ans ou plus
- (2.0) Couple en concubinage, famille non recomposée
 - (2.1) Sans enfant résidant avec lui
 - (2.2) Résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (2.3) Le fils (la fille) le (la) plus jeune qui réside avec lui est âgé(e) de 25 ans ou plus
- (3.0) Père isolé
 - (3.1) Résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans

- (3.2) Le fils (la fille) le (la) plus jeune qui réside avec lui est âgé(e) de 25 ans ou plus
- (4.0) Mère isolée
 - (4.1) Résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (4.2) Le fils (la fille) le (la) plus jeune qui réside avec elle est âgé(e) de 25 ans ou plus
- (5.0) Famille recomposée
 - (5.1) Résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (5.2) Le fils (la fille) le (la) plus jeune qui réside avec elle est âgé(e) de 25 ans ou plus

495. Cette classification est fondamentale au niveau à deux chiffres.

496. Il est recommandé aux pays qui définissent une famille saute-génération comme noyau familial d'utiliser une catégorie supplémentaire, à savoir (6.0) Famille saute-génération.

497. Il est suggéré que les pays qui souhaitent développer la classification en la subdivisant selon l'âge de la femme (pour les couples) et/ou selon l'âge du père ou de la mère (pour les familles monoparentales) le fassent en fonction au moins des groupes d'âge suivants: moins de 35 ans, de 35 ans à 54 ans, à partir de 55 ans. Cette ventilation est proposée parce que les tranches d'âge en question sont déterminantes dans l'élaboration des théories sur le cycle de la vie familiale. Les pays sont invités à opérer une subdivision supplémentaire indiquant l'âge des enfants.

Classification des familles recomposées (caractéristique subsidiaire dérivée)

498. La famille recomposée est définie au paragraphe 441. La classification des familles recomposées exige beaucoup d'attention. Plusieurs approches ont été employées dans des recensements antérieurs; elles sont décrites ci-dessous.

i) Matrice des relations à l'intérieur du ménage

Une famille recomposée peut être répertoriée à condition que chaque enfant du ménage soit capable de préciser sa relation avec chaque adulte de manière à pouvoir être classé dans l'une des trois catégories distinctes ci-après:

- 1) Enfant à la fois de la personne adulte *et* de son conjoint/partenaire;
- 2) Enfant de la personne adulte seulement; et
- 3) Pas l'enfant de la personne adulte.

Dans la catégorie (1.0), on suppose que le conjoint/partenaire de la personne adulte est membre du même ménage privé.

ii) La matrice des relations à l'intérieur du ménage partiel

La matrice des relations à l'intérieur du ménage telle qu'elle est décrite au point i) ci-dessus recouvre les relations entre tous les membres du ménage. Pour répertorier une famille recomposée, il suffit d'utiliser une partie de cette matrice, à savoir celle qui demande à tous les enfants des renseignements sur leur relation avec tous les adultes du ménage, comme cela est prévu aux catégories (1.0) à (3.0) ci-dessus.

iii) Relation avec la personne de référence du ménage

Dans les cas où la personne de référence est le père ou la mère dans une famille recomposée, cette famille peut être répertoriée lorsque la relation avec la personne de référence inclut les trois catégories ci-après:

- 1) Enfant de la personne de référence et de son conjoint/partenaire;
- 2) Enfant de la personne de référence seulement; et
- 3) Enfant seulement du conjoint/partenaire de la personne de référence.

Toutefois, cette approche n'inclura pas les familles recomposées dans des ménages privés dans les cas où la personne de référence n'est pas le père ou la mère dans la famille recomposée.

iv) Dates de naissance

Dans les pays où le recensement est fondé sur des sources administratives, il est recommandé de répertorier les familles recomposées sur la base des dates de naissance des enfants. Plus particulièrement, un appariement entre les dates de naissance de tous les enfants biologiques nés de chaque membre adulte du ménage, d'une part, et les dates de naissance de tous les enfants présents dans le ménage, d'autre part, facilitera l'identification des familles reconstituées.

499. Il est recommandé aux pays où les recensements sont fondés sur des sources administratives d'utiliser la quatrième approche pour identifier les familles recomposées. Il est recommandé aux autres pays d'utiliser la première ou la deuxième approche, à condition que la méthode fondée sur la matrice des relations à l'intérieur du ménage soit applicable en pratique. Autrement, on peut employer la troisième approche, à condition de choisir soigneusement la personne de référence.

500. Les familles reconstituées peuvent avoir ou ne pas avoir un ou plusieurs enfants qui sont communs aux deux partenaires, outre un enfant au moins qui ne l'est pas. Par conséquent, la classification ci-après des familles recomposées est recommandée:

- (1.0) Famille recomposée, un enfant non commun
 - (1.1) Et pas d'enfants communs
 - (1.2) Et un enfant commun
 - (1.3) Et deux ou plus de deux enfants communs.
- (2.0) Famille reconstituée, deux enfants non communs

- (2.1) Et pas d'enfants communs
- (2.2) Et un enfant commun
- (2.3) Et deux ou plus de deux enfants communs.
- (3.0) Famille recomposée, trois enfants non communs
 - (3.1) Et pas d'enfants communs
 - (3.2) Et un enfant commun
 - (3.3) Et deux ou plus de deux enfants communs.
- (4.0) Famille recomposée, quatre enfants ou plus de quatre enfants non communs
 - (4.1) Et pas d'enfants communs
 - (4.2) Et un enfant commun
 - (4.3) Et deux ou plus de deux enfants communs.

501. Certains pays voudront peut-être relever des renseignements complémentaires sur la situation du couple du point de vue de la famille (partenaires mariés ou concubins), sur l'âge des enfants et/ou indiquant si les enfants sont seulement les enfants de la femme, seulement les enfants de l'homme, ou les enfants nés d'une union antérieure de l'homme et de la femme.

Partenariats entre personnes de même sexe (caractéristique subsidiaire dérivée)

502. Certains pays voudront peut-être recueillir et diffuser des données sur les partenariats entre personnes de même sexe. De telles données peuvent se révéler nécessaires du fait de la reconnaissance légale accordée de façon croissante à de telles unions. En pareil cas, on peut dériver des renseignements sur les partenariats entre personnes de même sexe en ajoutant une catégorie spécifique pour les partenaires de même sexe (distincte de la catégorie réservée aux partenaires de sexe opposé) à la question concernant la Relation avec la personne de référence (voir le paragraphe 473) ou la Matrice des relations à l'intérieur du ménage (voir le paragraphe 466).

503. On pourrait utiliser les catégories de réponse ci-après pour recueillir des renseignements sur les partenaires matrimoniaux et non matrimoniaux:

- (1.0) Mari ou femme
- (2.0) Partenaire en concubinage de sexe opposé
- (3.0) Partenaire en concubinage de même sexe.

504. Lorsque l'on recueille des données sur les partenariats entre personnes de même sexe, il convient, dans les tableaux de recensement, d'inclure les partenaires de même sexe dans les catégories de famille. Ils devront donc former des couples, des familles (avec ou sans enfant), et devront être dissociés des couples et des familles formés de personnes de sexe opposé. Il convient d'appliquer la même distinction lorsque l'on présente les données relatives à la situation des individus par rapport à la famille.

Type de famille élargie (caractéristique subsidiaire dérivée)

505. Les familles élargies sont définies au paragraphe 464. Certains pays voudront peut-être aussi dériver des données sur le type de famille élargie.

506. La classification suivante est suggérée:

- (1.0) Familles élargies à un couple
 - (1.1) Un couple avec d'autres parents seulement
 - (1.2) Un couple avec enfants et d'autres parents
- (2.0) Familles élargies à deux couples
 - (2.1) Deux couples seulement
 - (2.2) Deux couples avec enfants mais sans autre parent
 - (2.2.1) Deux couples, l'un et l'autre avec enfants
 - (2.2.2) Un couple avec enfants, l'autre sans enfant
 - (2.3) Deux couples avec d'autres parents seulement
 - (2.4) Deux couples avec enfants et d'autres parents
 - (2.4.1) L'un et l'autre couple avec enfants et d'autres parents
 - (2.4.2) Un couple avec enfants, l'autre sans enfant, et d'autres parents
- (3.0) Toutes les autres familles élargies.

Taille du noyau familial (caractéristique essentielle dérivée)

507. Les noyaux familiaux (définis au paragraphe 456) seront classés selon la taille d'après le nombre total des membres qui résident dans la famille.

508. Les noyaux familiaux seront aussi classés d'après le nombre total d'enfants qui résident dans la famille.

Caractéristiques des ménages privés

Type de ménage privé (caractéristique essentielle dérivée)

509. Les ménages privés sont définis au paragraphe 443. Des renseignements concernant les différents types de ménages privés seront recueillis.

510. La classification suivante des ménages privés selon le type est recommandée au niveau à trois chiffres:

- (1.0) Ménages non familiaux
 - (1.1) Ménages d'une personne
 - (1.2) Ménages multiples
- (2.0) Ménages unifamiliaux

- (2.1) Couples mari-femme sans enfant résidant avec eux
 - (2.1.1) Sans autre personne
 - (2.1.2) Avec d'autres personnes
- (2.2) Couples mari-femme résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (2.2.1) Sans autre personne
 - (2.2.2) Avec d'autres personnes
- (2.3) Couples mari-femme, leur fils (fille) le (la) plus jeune qui réside avec eux étant âgé(e) de 25 ans ou plus
 - (2.3.1) Sans autre personne
 - (2.3.2) Avec d'autres personnes
- (2.4) Couples en concubinage sans enfant résidant avec eux
 - (2.4.1) Sans autre personne
 - (2.4.2) Avec d'autres personnes
- (2.5) Couples en concubinage résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (2.5.1) Sans autre personne
 - (2.5.2) Avec d'autres personnes
- (2.6) Couples en concubinage, leur fils (fille) le (la) plus jeune qui réside avec eux étant âgé(e) de 25 ans ou plus
 - (2.6.1) Sans autre personne
 - (2.6.2) Avec d'autres personnes
- (2.7) Pères isolés résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (2.7.1) Sans autre personne
 - (2.7.2) Avec d'autres personnes
- (2.8) Pères isolés, leur fils (fille) le (la) plus jeune qui réside avec eux étant âgé(e) de 25 ans ou plus
 - (2.8.1) Sans autre personne
 - (2.8.2) Avec d'autres personnes
- (2.9) Mères isolées résidant avec au moins un enfant âgé de moins de 25 ans
 - (2.9.1) Sans autre personne
 - (2.9.2) Avec d'autres personnes
- (2.10) Mères isolées, leur fils (fille) le (la) plus jeune qui réside avec elles étant âgé(e) de 25 ans ou plus
 - (2.10.1) Sans autre personne
 - (2.10.2) Avec d'autres personnes
- (3.0) Ménages multifamiliaux

511. Il est recommandé aux pays qui définissent une famille saute-génération comme noyau familial d'ajouter une ou plusieurs catégories au point (2.0) pour ce type de famille.

512. Il est recommandé aux pays de classer les ménages d'une personne par sexe et par groupe d'âge de cinq ans. Cette classification est fondamentale. Une ventilation plus détaillée selon la situation matrimoniale est facultative.

Autres classifications des ménages

513. La classification fondée sur la famille qui est recommandée ci-dessus exige un dépouillement coûteux et long; dans certains pays, elle est par conséquent dérivée pour un échantillon des ménages, ce qui limite son utilisation. Lors de recensements antérieurs, certains pays ont utilisé une classification supplémentaire des ménages privés selon le type d'après la structure par âge et par sexe, ainsi que par la taille du ménage, qui pouvait être dérivée facilement et rapidement, de manière exhaustive, à l'un des premiers stades du dépouillement du recensement, et pouvait donc servir jusqu'au niveau de la petite circonscription. Il est apparu à ces pays que ces deux classifications étaient complémentaires, et que la classification des ménages privés selon le type d'après la structure par âge et la taille du ménage avait donné des résultats utiles et intéressants. Il est donc suggéré d'utiliser la classification suivante à titre facultatif, pour compléter la classification recommandée au paragraphe 510 ci-dessus:

- (1.0) Un adulte sans enfant, au-dessous de l'âge légal de la retraite
- (2.0) Un adulte sans enfant, au-dessus de l'âge légal de la retraite
- (3.0) Deux adultes sans enfant, au-dessous de l'âge légal de la retraite
- (4.0) Deux adultes sans enfant dont l'un ou les deux sont au-dessus de l'âge légal de la retraite
- (5.0) Un adulte avec un ou plusieurs enfants
 - (5.1) Femme avec un ou plusieurs enfants
 - (5.2) Homme avec un ou plusieurs enfants
- (6.0) Deux adultes avec un enfant
- (7.0) Deux adultes avec deux enfants
- (8.0) Deux adultes avec trois enfants
- (9.0) Deux adultes avec quatre enfants ou plus
- (10.0) Trois adultes ou plus avec un ou plusieurs enfants
- (11.0) Trois adultes ou plus sans enfant.

514. Les pays dans lesquels la loi autorise les individus à prendre leur retraite à un âge compris entre certaines limites (par exemple, entre 63 et 68 ans), peuvent utiliser

la limite supérieure de l'âge de la retraite (68 ans dans cet exemple) dans les catégories (1.0) à (4.0).

Composition des ménages privés par génération (caractéristique subsidiaire dérivée)

515. Outre des données sur le type de ménage privé, certains pays voudront peut-être obtenir des informations sur la composition des ménages privés par génération, en particulier lorsque la pratique de la vie commune dans ce type de ménage est jugée suffisamment répandue ou établie.

Taille du ménage privé (caractéristique essentielle dérivée)

516. Les ménages privés seront classés selon la taille d'après le nombre total de leurs membres qui y résident.

Modalités de jouissance du logement par les ménages (caractéristique essentielle)

517. Cette caractéristique concerne les modalités suivant lesquelles un ménage occupe la totalité ou une partie d'une unité d'habitation.

518. Les ménages privés doivent être classés selon les modalités de jouissance de la manière suivante:

- (1.0) Ménages dont l'un des membres est le propriétaire de l'unité d'habitation
- (2.0) Ménages dont l'un des membres est le locataire de la totalité ou d'une partie de l'unité d'habitation
 - (2.1) Ménages dont l'un des membres est le locataire principal de la totalité ou d'une partie de l'unité d'habitation
 - (2.2) Ménages dont l'un des membres est le sous-locataire du propriétaire occupant ou du locataire principal
- (3.0) Ménages occupant à un autre titre la totalité ou une partie de l'unité d'habitation.

519. Cette classification est fondamentale au niveau à un chiffre, mais facultative au niveau à deux chiffres.

520. En raison de la diversité des dispositions juridiques selon les pays, ceux-ci devraient donner, dans le rapport de recensement, une description complète de la couverture de chacune des catégories de la classification ci-dessus. La description doit indiquer, le cas échéant, le traitement des ménages qui a) vivent dans des unités d'habitation en tant que membres de divers types de coopératives de logement, b) vivent dans des unités d'habitation louées à un employeur aux termes du contrat d'emploi de l'un des membres du ménage, ou c) vivent dans des unités d'habitation fournies gratuitement par l'employeur de l'un des membres du ménage ou par quelque

autre personne ou organisme. Certains pays souhaiteront peut-être étendre la classification fondamentale pour distinguer ces groupes ou d'autres groupes de ménage qui présentent un intérêt pour les utilisations nationales. Les ménages qui ont emprunté sur hypothèque pour acquérir l'unité d'habitation dans laquelle ils vivent ou ont acheté leur unité d'habitation selon d'autres arrangements financiers avec paiements échelonnés doivent être classés sous la rubrique (1.0) de la classification.

Ménages vivant seuls dans un logement ou partageant un logement
(caractéristique subsidiaire)

521. Les pays qui ont recours à la notion de ménage-foyer voudront peut-être recueillir directement des renseignements sur cette caractéristique dans le questionnaire du recensement tandis que les autres préféreront les obtenir à partir de la caractéristique subsidiaire Occupation par un ou plusieurs ménages.

522. Il est suggéré d'adopter la classification suivante des ménages privés vivant dans des logements classiques, selon qu'il y a ou non partage du logement, dans les pays qui appliquent la notion de ménage-foyer:

(1.0) Ménages vivant seuls dans un logement

(2.0) Ménages partageant un logement avec un ou plusieurs autres ménages.

523. On peut subdiviser la catégorie (2.0) selon que le logement est partagé entre deux, trois, quatre ménages ou plus. On peut également établir, lorsque cela est possible, une distinction entre le partage volontaire et le partage non volontaire du logement. Cette classification ne concerne pas les pays qui appliquent aux ménages la notion de ménage-habitation, car dans ce cas, ils entreraient tous dans la catégorie (1.0).

524. Il existe un nombre croissant de logements pour personnes âgées, handicapés ou autres groupes de personnes particuliers représentant un moyen terme entre le ménage collectif et le ménage privé, en ce sens que les repas peuvent être pris soit en commun soit individuellement par chaque ménage qui dispose de ses propres installations pour la préparation des aliments. Il est suggéré que si la moitié au moins de la population vivant dans une habitation de ce genre possède ses propres installations pour la préparation des aliments, elle soit considérée comme étant formée de ménages privés et, si possible, classée séparément dans la présentation des résultats.

Loyer (caractéristique subsidiaire)

525. On entend par «loyer» la somme à verser (pour une période donnée) pour l'espace occupé par un ménage, y compris, dans certains cas, les impôts locaux et le loyer foncier. Ne sont pas compris dans le loyer les versements pour l'usage du mobilier et pour des services comme l'électricité, le gaz et l'eau, ou pour des services spéciaux (blanchissage, préparation des repas, etc.).

526. Le loyer théorique ne correspond pas toujours exactement au loyer réel. Ainsi, une indemnité de logement, déterminée à la suite d'une enquête sur les ressources financières du locataire et versée directement au propriétaire par les services d'aide au

logement, devrait être prise en compte dans le loyer; d'autre part, si le logement appartient à un organisme public qui, après enquête sur les ressources financières du locataire, le lui loue à prix réduit, il faudrait indiquer le loyer intégral. Il peut également être intéressant de savoir si le locataire est un parent ou un employé du propriétaire, s'il fournit des prestations à titre de paiement partiel de son loyer, etc., afin de pouvoir déterminer la valeur réelle du loyer versé.

527. Si cette caractéristique est retenue dans le recensement, sans doute sera-t-il préférable d'enregistrer l'ordre de grandeur du loyer plutôt que son montant exact.

Biens de consommation durables appartenant au ménage (caractéristique subsidiaire)

528. Afin d'obtenir quelques indicateurs qualitatifs du niveau de vie des ménages, on pourrait poser une question sur des biens durables appartenant au ménage. On pourrait par exemple s'intéresser aux appareils suivants: machines à laver, réfrigérateurs, congélateurs, fours, télévisions, télécopieurs et ordinateurs personnels. L'on pourrait par ailleurs s'intéresser à la possibilité d'accès des ménages aux biens de consommation durables plutôt qu'à leur possession.

Nombre de voitures par ménage (caractéristique subsidiaire)

529. Il est suggéré que cette caractéristique désigne le nombre de voitures et de camionnettes dont disposent les membres du ménage pour leur usage, y compris toute voiture ou camionnette fournie par un employeur si le ménage peut s'en servir pour son propre usage mais à l'exclusion des camionnettes réservées uniquement au transport de marchandises.

530. Le classement ci-après est proposé:

- (1.0) Aucune voiture
- (2.0) Une voiture
- (3.0) Deux voitures ou plus.

Existence d'emplacements de stationnement (caractéristique subsidiaire)

531. Il est suggéré que cette caractéristique désigne l'existence d'infrastructures de stationnement dont disposent les membres du ménage pour leur usage. Aux fins du recensement, ces infrastructures sont limitées à l'espace réservé à l'usage exclusif du ménage, soit qu'il appartienne à un ou plusieurs membres du ménage, soit qu'un accord écrit ou oral ait été conclu entre le propriétaire de cet espace et le ou les membres du ménage.

532. Il est suggéré d'utiliser la classification suivante:

- (1.0) Pas d'emplacement de stationnement disponible
- (2.0) Emplacement de stationnement pour une voiture disponible

- (3.0) Emplacement de stationnement pour deux ou plus de deux voitures disponible
- (4.0) Sans objet.

Téléphone et Internet (caractéristique subsidiaire)

533. Le téléphone et Internet donnent aux ménages la possibilité de communiquer avec le reste de la société par des moyens technologiques.

534. Il est suggéré d'utiliser la classification suivante:

- (1.0) Téléphone(s) fixe(s) dans l'unité d'habitation
- (2.0) Téléphone(s) cellulaire(s)
- (3.0) Téléphones (1.0) et (2.0) tous deux disponibles
- (4.0) Pas de téléphone dans l'unité d'habitation.

535. Il est aussi suggéré de noter si l'unité d'habitation est dotée ou non d'un branchement à l'Internet.

CHAPITRE 11 AGRICULTURE

Introduction

535.a Dans le présent chapitre, deux caractéristiques subsidiaires relatives à l'agriculture sont présentées. Ces deux caractéristiques pourraient être retenues par les pays qui souhaiteraient recueillir dans leur recensement de la population et des habitations des renseignements propres à faciliter l'élaboration d'une base des exploitations agricoles dans le secteur des ménages, en vue d'un futur recensement agricole (voir aussi les paragraphes 29.a à 29.g).

535.b Pour ce qui est de la première caractéristique, au niveau des ménages, on recueillera des renseignements indiquant si un membre du ménage se livre à des activités de production agricole pour compte propre. Dans le cas de la deuxième caractéristique, au niveau de l'individu, on recueillera des renseignements permettant de répertorier les personnes qui se livrent à des activités agricoles pendant une période plus longue, comme l'année.

Production agricole pour compte propre (caractéristique subsidiaire)

535.c Certains pays voudront peut-être utiliser les recensements de la population pour répertorier les ménages qui se livrent à des activités de production agricole pour compte propre afin de disposer de données supplémentaires pour l'analyse des données du recensement de la population concernant l'agriculture, qui pourront aussi servir de base à un recensement agricole ultérieur. Dans ce cas, on recueillera pour tous les ménages des renseignements indiquant si un membre du ménage se livre à une forme quelconque d'activité de production agricole pour compte propre.

535.d Si possible, on recueillera séparément des renseignements pour chaque type d'activité relevant des grandes rubriques - production végétale et production animale. Dans les pays où l'agriculture au niveau des ménages est particulièrement importante, on pourra recueillir aussi dans le recensement de la population des renseignements supplémentaires sur la dimension (superficie) de l'exploitation agricole et le nombre d'animaux sur pied par type.

535.e Lorsque la production de l'aquaculture est importante au niveau des ménages, on pourra aussi recueillir des renseignements indiquant si un membre du ménage se livre à une forme quelconque d'activité de production d'aquaculture pour compte propre.

535.f Les activités de production agricole relèvent des groupes 011, 012 et 013 de la CTCI (Rev.3.1), à savoir:

- | | |
|------------|--|
| Groupe 011 | Production végétale, production maraîchère, horticulture |
| Groupe 012 | Élevage |
| Groupe 013 | Production végétale et élevage (agriculture mixte). |

535.g Les activités d'aquaculture relèvent de la classe 0502 de la CTCI (Rev.3.1), à savoir:

Classe 0502 Aquaculture.

535.h Une personne travaillant pour son propre compte dans la production agricole (exploitant agricole) est une personne qui travaille pour son propre compte (travailleur indépendant) ou avec un ou plusieurs associés, et qui a la responsabilité d'ensemble de la gestion de l'unité de production agricole.

Caractéristiques de tous les emplois agricoles pendant l'année écoulée
(caractéristique subsidiaire)

535.i Le recensement de la population recueille normalement des données relatives à l'emploi concernant l'activité principale des personnes pendant une brève période de référence, et ces données peuvent ne pas englober toutes les personnes travaillant dans l'agriculture en raison du caractère saisonnier de nombreuses activités agricoles. Pour surmonter ce problème, il faudrait recueillir des renseignements pour toutes les personnes actives relatives à tous les emplois agricoles existant pendant l'année précédant le jour du recensement de la population. Les renseignements recueillis devront normalement être limités à la profession et à la position au regard de l'emploi, mais on peut relever aussi l'occupation principale ou secondaire et la période de travail.

535.j Des renseignements relatifs à la profession et à la position au regard de l'emploi pour tous les emplois agricoles peuvent constituer un autre moyen de répertorier les ménages qui se livrent à des activités de production agricole pour compte propre (code de référence de la caractéristique), qui pourront servir de base à un recensement agricole. Ces renseignements peuvent aussi fournir des données supplémentaires pour l'analyse des données du recensement de la population concernant l'agriculture.

535.k Les pays dans lesquels la production de l'aquaculture est importante pourront inclure une caractéristique supplémentaire concernant la profession et la position au regard de l'emploi de tous les emplois dans l'aquaculture existant pendant l'année précédant le jour du recensement de la population, cette caractéristique pourra être élargie de manière à indiquer la profession principale ou secondaire et la durée du temps de travail, selon les besoins.

535.l Un emploi agricole est défini comme étant un emploi dans l'activité agricole telle que définie par les groupes 011, 012 et 013 de la CTCI (Rev.3.1), à savoir:

Groupe 011 Production végétale, production maraîchère, horticulture

Groupe 012 Élevage

Groupe 013 Production végétale et élevage (agriculture mixte).

535.m Un emploi dans l'aquaculture est défini comme étant un emploi dans la branche d'activité de l'aquaculture telle que définie par la classe 0502: Aquaculture de la CTCI (Rev.3.1).

PARTIE C: CARACTÉRISTIQUES DES HABITATIONS

CHAPITRE 12 LOCAUX D'HABITATION, LOGEMENTS ET MODES DE LOGEMENT

Introduction

536. Le présent chapitre porte sur les caractéristiques des habitations et les liens entre la population et les locaux d'habitation. Les caractéristiques des habitations sont les particularités des unités d'habitation et des bâtiments au sujet desquelles des données sont recueillies lors du recensement des habitations. Il est à noter que certaines caractéristiques des habitations (par exemple, la caractéristique essentielle «modalités de jouissance» examinée aux paragraphes 517 à 520 ci-dessus et les caractéristiques subsidiaires «ménages vivant seuls dans un logement ou partageant un logement» et «loyer») ont été englobées dans les caractéristiques des ménages privés, étant donné que les principales unités de dénombrement pour ces caractéristiques sont généralement les ménages. Pour toutes les caractéristiques du logement présentées dans ce chapitre, la principale unité de dénombrement est constituée par les locaux d'habitation, auxquels s'ajoutent, dans certains pays, les bâtiments. La seule exception est constituée par la caractéristique «mode de logement», qui rend compte du lien entre la population et les locaux d'habitation, et peut être mise en relation avec, soit les individus, soit les ménages. Le tableau ci-après présente les relations entre les locaux d'habitation et les principaux éléments du parc de logements et des caractéristiques essentielles.

Liens entre les modes de logement, les éléments du parc de logements et les caractéristiques essentielles.

Ensemble des modes de logement potentiels dans un pays						
			Logements classiques ⁴⁷			
	Résidences principales ⁴⁸					
		Caractéristiques essentielles des unités de logements				
Sans-toit ⁴⁹	Locaux d'habitation collectifs	Autres unités d'habitation	<u>Résidences principales classiques</u>	Logements saisonniers et secondaires	Autres logements vacants	Logements non transformés pour une utilisation commerciale
			<u>À des fins de comparaison internationale</u>	Difficile de collecter des informations fiables sur les caractéristiques essentielles		
			Marché du logement			
			Unités d'habitation			
		Locaux d'habitation (données axées sur la structure)				
Modes de logement (données axées sur le ménage)						

Définitions

Locaux d'habitation

537. La notion de locaux d'habitation doit être précisée par les définitions des principales catégories dans lesquelles ces locaux se répartissent. C'est à partir de ces définitions plus précises que l'on pourra le mieux comprendre comment appliquer concrètement les règles qui déterminent ce qui constitue ou non des locaux

⁴⁷ Il a été noté que les Recommandations de l'ONU (Département des affaires économiques et sociales, 1998, Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat (Rev.1), Nations Unies, New York) subdivisent actuellement cette catégorie en «logements de base» et «logements de type classique». Cependant, les caractéristiques subsidiaires permettent d'établir cette distinction si nécessaire. En outre, il est plus utile de savoir quelle commodité manque que d'établir simplement le total des logements dans lesquels une ou plusieurs commodités sont absentes. Par ailleurs, il peut être difficile, lors d'un recensement, de recueillir toutes les informations requises pour répartir les logements saisonniers et secondaires en logements de base et logements de type classique.

⁴⁸ Lorsqu'il est question de locaux d'habitation qui ont des résidents habituels, l'expression «résidence principale» désigne l'unité de logement et les personnes qui vivent dans une résidence principale sont appelées «résidents habituels». Par conséquent, une résidence principale est une unité d'habitation et elle doit avoir au moins un résident habituel. Cette notion correspond à la notion antérieure de «résidence habituelle».

⁴⁹ Voir la définition de la notion de «sans abri primaire» au paragraphe 454.

d'habitation. On trouvera ci-après les définitions des locaux d'habitation, des principales catégories dans lesquelles ils se répartissent et des bâtiments.

538. Par «locaux d'habitation», on entend un ensemble distinct et indépendant de locaux qui sont conçus pour l'habitation humaine en un lieu fixe et ne sont pas entièrement utilisés à d'autres fins au moment du recensement et sont utilisés en fait comme résidence principale (adjectif synonyme d'«habituelle») d'au moins une personne au moment du recensement, qu'ils aient ou non été conçus à cette fin, qu'ils soient fixes ou mobiles, permanents ou temporaires.

539. Les caractéristiques essentielles des locaux d'habitation sont les suivantes: ils sont distincts et indépendants, et ont un résident habituel. Un espace clos est distinct s'il est entouré de murs, clôtures, etc. et couvert d'un toit, de sorte qu'une personne ou un groupe de personnes puissent y dormir, y préparer et prendre leurs repas, et s'y abriter des intempéries et de tout danger à l'écart d'autres personnes. Il est indépendant lorsqu'il dispose d'une entrée donnant directement sur la rue ou sur un escalier public ou commun, un couloir, une galerie ou un terrain public ou commun, c'est-à-dire lorsque les occupants peuvent y pénétrer ou en sortir sans traverser des locaux habités par d'autres personnes.

540. Des pièces contiguës disposant d'une entrée indépendante, ou des pièces d'habitation non contiguës qui ont visiblement été construites, reconstruites, transformées, etc. pour compléter l'unité de logement doivent être considérées comme faisant partie de celle-ci. Ainsi, des locaux d'habitation peuvent être constitués de pièces ou d'ensemble de pièces ayant des entrées indépendantes, ou de bâtiments distincts.

541. Les locaux d'habitation sont classifiés et définis comme suit:

i) Logements principaux classiques: une maison, un appartement, une pièce ou un groupe de pièces;

ii) Autres unités de logement: une hutte, une baraque, une cabane, une caravane, un bateau ou une grange, un moulin, une grotte ou tout autre abri utilisé pour l'habitation humaine au moment du recensement;

iii) Locaux d'habitation collectifs: un hôtel, une institution, un camp, etc.

Logements classiques

542. Parmi les principales catégories en lesquelles se répartissent les locaux d'habitation, la plus importante est celle de «logement classique (résidence principale)». Le logement constituant une résidence principale (appelé plus loin «logement principal classique») constitue la subdivision la plus importante de la catégorie des logements classiques. Dans les Recommandations pour les recensements publiés par la CEE en 2000, l'expression «logement classique habité» a été utilisée.

543. On entend généralement par logement classique une pièce ou un ensemble de pièces, y compris ses annexes (entrées, corridors, etc.), dans un bâtiment permanent ou dans une partie dudit bâtiment, distinct du point de vue architectural qui, étant donné la manière dont il a été construit, reconstruit ou transformé, est destiné à servir

d'habitation à un ménage privé pendant toute l'année et n'est pas entièrement utilisé à des fins non résidentielles au moment du recensement. Il doit avoir une entrée indépendante d'où l'on ait accès, soit directement, soit par un jardin ou un terrain, à la rue ou à un passage commun dans le bâtiment (escalier, couloir, galerie, etc.), mais ne doit pas nécessairement comporter une salle de bains ou un cabinet d'aisances réservé à l'usage exclusif de ses occupants. On entend par «bâtiment permanent» un bâtiment qui, du point de vue architectural, a été construit pour durer au moins 10 ans. Certains pays voudront peut-être rattacher la notion de permanence à la méthode de construction ou aux matériaux de construction qui sont utilisés. Les pièces d'habitation non contiguës qui sont manifestement destinées à faire partie du logement doivent être comptées, par exemple une ou plusieurs pièces au-dessus d'un garage indépendant.

544. Les résidences principales classiques, les logements secondaires et saisonniers, et les autres logements vacants sont des logements classiques. Tous les logements classiques sont comptés aux fins du recensement, qu'ils constituent ou non une résidence principale classique (c'est-à-dire ayant au moins un résident habituel), bien que certaines caractéristiques et, par conséquent, certaines parties du programme de mise en tableaux ne s'appliquent qu'aux logements classiques constituant des résidences principales.

545. En raison de leur importance, les logements classiques sont répartis en sous-catégories en fonction de l'occupation et du type de bâtiment. Cependant, les pays peuvent également subdiviser les résidences principales classiques en utilisant l'infrastructure de logement essentielle (présence d'une cuisine, adduction d'eau, cabinet d'aisances, installations de bains et de chauffage) pour indiquer la mesure dans laquelle le logement est «de base»; en effet, selon l'ONU, si l'un de ces éléments manque, il s'agit de résidences principales «de base»⁵⁰.

Autres unités d'habitation

546. Certaines unités d'habitation ne répondent pas entièrement à la définition du logement classique, soit parce qu'elles sont mobiles, semi-permanentes ou improvisées, soit parce qu'elles ne sont pas en fait conçues pour l'habitation humaine, mais constituent au moment du recensement la résidence principale d'une ou plusieurs personnes membres d'un ou plusieurs ménages privés. Toutes ces unités d'habitation sont classées dans la rubrique «Autres unités d'habitation». La principale différence de traitement, aux fins du recensement, par rapport aux logements classiques, est qu'elles ne sont comptées que si elles sont habitées, au sens indiqué plus haut. En outre, certaines caractéristiques du recensement ne s'appliquent pas à elles. Dans les Recommandations pour les recensements de la CEE de 2000, l'expression «logements non classiques» a été utilisée.

⁵⁰ Les Recommandations de l'ONU (Département des affaires économiques et sociales, 1998, Principes et Recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat (Rev.1), Nations Unies, New York) subdivisent actuellement cette catégorie en «logements de base» et «logements de type classique».

547. Les différents types de logement appartenant à la catégorie autres unités d'habitation sont définis ci-après:

1. Par unité d'habitation mobile, on entend toute installation à usage d'habitation humaine construite pour être déplacée (tente, par exemple) ou constituant un local mobile (bateau, yacht, péniche ou caravane, par exemple), et qui est occupée au moment du recensement, c'est-à-dire qui sert de résidence principale habituelle à une ou à plusieurs personnes. Les campements de gitans entrent dans cette catégorie. Les locaux réservés aux voyageurs dans les moyens de transport (paquebots, voitures de chemin de fer, aéronefs) ne doivent pas être considérés comme des locaux d'habitation, et les personnes qui voyagent au moment du recensement ne doivent pas être comptées comme occupants de ces véhicules, navires ou aéronefs.

2. Par unité d'habitation semi-permanente, on entend une construction indépendante, telle qu'une hutte ou une baraque construite en matériaux locaux grossiers (planches, briques séchées au soleil, paille ou autres matériaux d'origine végétale), qui est destinée à servir d'habitation à un ménage privé et qui sert de résidence principale à une personne au moins au moment du recensement. Elle ne doit normalement être utilisée que pendant un temps limité, bien que dans certains cas elle puisse durer plus longtemps.

3. Les autres unités d'habitation destinées au logement comprennent les abris ou constructions de fortune indépendants, tels que les cabanes et les cahutes, construits en matériaux de rebut, et qui constituent effectivement la résidence principale d'une personne au moins au moment du recensement.

4. Les autres unités d'habitation non destinées au logement comprennent les locaux situés dans des constructions permanentes ou semi-permanentes (écuries, granges, moulins, garages, entrepôts, bureaux, etc.) qui n'ont pas été construits, reconstruits, transformés ou aménagés à des fins résidentielles, mais servent néanmoins de résidence principale à un ou plusieurs ménages privés au moment du recensement. Dans cette catégorie entrent également les abris naturels, tels que les grottes, qui constituent la résidence principale d'un ou plusieurs ménages privés au moment du recensement.

548. Les locaux qui, à l'origine, n'étaient pas destinés ou construits à des fins résidentielles, mais qui ont été transformés pour être habités par un ménage privé, n'entrent pas dans cette catégorie, et sont classés sous la rubrique «logements classiques».

Locaux d'habitation collectifs

549. La catégorie «locaux d'habitation collectifs» comprend les ensembles distincts et indépendants de locaux conçus pour être habités par de grands groupes de personnes ou plusieurs ménages, et utilisés en tant que résidence principale d'au moins une personne au moment du recensement. Cette catégorie comprend: a) les hôtels, les hôtels meublés et les établissements analogues; b) les institutions; et c) les camps. Ici encore, la catégorie «locaux d'habitation collectifs» diffère des autres catégories par les caractéristiques qui s'appliquent à elle et, par conséquent, par la mesure dans laquelle elle apparaît dans le programme de mise en tableaux.

550. Les définitions applicables aux locaux d'habitation collectifs sont présentées ci-après:

1. On entend par hôtel un ensemble de locaux distincts et indépendants, occupant en totalité ou en partie une construction permanente ou un ensemble de constructions permanentes qui, compte tenu de la manière dont il a été construit, reconstruit ou transformé, est destiné à héberger des personnes suivant un tarif déterminé, et qui constitue la résidence principale d'une personne au moins au moment du recensement. Les motels, auberges, pensions, hôtels meublés et établissements analogues entrent dans cette catégorie. Si le local occupé par un ménage privé résidant dans un hôtel ou un établissement analogue répond à la définition du logement classique, il doit être classé comme tel. Sinon, il entre dans la catégorie des locaux d'habitation collectifs. Certains pays voudront peut-être envisager la possibilité de faire entrer les hôtels et autres établissements analogues dans une catégorie spéciale.

2. Une institution est un ensemble de locaux distincts et indépendants, occupant en totalité ou en partie une construction permanente ou un ensemble de constructions permanentes qui, compte tenu de la manière dont il a été construit, reconstruit ou transformé, est destiné à être habité par un groupe important de personnes soumises à une autorité ou à un régime commun, ou liées par un objectif ou des intérêts personnels communs, et qui constitue la résidence principale d'une personne au moins au moment du recensement. Ces locaux d'habitation collectifs sont dotés en général de certaines installations communes telles que cuisine et lieux d'aisances, salles d'eau, salles de séjour ou dortoirs. Cette catégorie comprend les ensembles de locaux tels que les foyers pour infirmières, les résidences universitaires, les hôpitaux, sanatoria et maisons de convalescence, les institutions de bienfaisance, les monastères, les couvents, les casernes pour les forces armées ou les forces de police, les prisons et les maisons de redressement.

3. Par camp, on entend un ensemble de locaux distincts et indépendants, occupant en totalité ou en partie une construction semi-permanente ou temporaire ou un ensemble de constructions semi-permanentes ou temporaires, qui, compte tenu de la manière dont il a été construit, reconstruit ou transformé, est destiné à abriter temporairement des groupes de personnes ayant des activités ou des intérêts communs, et qui constitue la résidence principale d'une personne au moins au moment du recensement. Ces locaux d'habitation collectifs sont en général dotés de certaines installations communes, telles que cuisine, lieux d'aisances, salles d'eau, salles de séjour ou dortoirs. Cette catégorie comprend les camps militaires, les camps de réfugiés et les camps où logent les travailleurs de l'agriculture, des exploitations forestières, des industries extractives, de la construction, etc.

551. Les unités d'habitation situées dans les limites ou à l'intérieur d'un bâtiment contenant un hôtel, une institution ou un camp, doivent être dénombrées séparément et comptées comme des logements. Ceux d'entre eux qui répondent à la définition du logement classique doivent être classés comme tels, et les autres logements doivent être classés avec les locaux d'habitation collectifs.

Sans-abri

552. Un sans-abri est une personne qui, parce qu'elle n'a pas de logement, est obligée de passer la nuit à l'extérieur ou dans des bâtiments qui n'ont pas été conçus pour l'habitation humaine; dans des centres d'accueil d'urgence, des foyers pour sans-abri, etc.; dans un hôtel, une pension de famille ou une chambre d'hôte à titre précaire; à l'hôpital faute d'un logement décent; ou dans un logement temporairement mis à sa disposition par des amis ou parents à défaut d'habitation permanente. Dans la pratique, il est difficile de repérer les sans-abri et de recueillir ensuite des informations à leur sujet. Pour ce groupe, il peut être possible de procéder à une estimation en utilisant différentes sources d'information, telles que la capacité des foyers d'accueil d'urgence et des informations fournies sur des formulaires de demande de logement social.

553. La question des sans-abri est abordée de façon plus détaillée dans les recommandations, sous la rubrique «familles et ménages», dans laquelle les groupes suivants sont distingués:

1. Sans-toit: il s'agit des personnes sans domicile fixe, qui vivent dans la rue, des bâtiments désaffectés, des voitures, etc.;
2. Sans-abri secondaires: ce sont des personnes qui utilisent divers types de foyer ou de logement, et en changent souvent. Cette catégorie regroupe des personnes qui vivent dans des logements d'urgence et des personnes qui vivent dans des logements mais indiquent «sans domicile fixe» sur leur formulaire de recensement (personnes qui «habitent chez des copains»).

Caractéristiques des unités d'habitation

Type de locaux d'habitation (caractéristique essentielle)

554. Les locaux d'habitation sont définis aux paragraphes 537 à 541. Le type de locaux d'habitation a trait à la résidence principale, c'est-à-dire un logement principal classique, une autre unité d'habitation ou des locaux d'habitation collectifs.

555. Il est recommandé de classifier les locaux d'habitation comme suit:

- 1.0 Logements principaux classiques utilisés comme résidences principales
- 2.0 Autres unités d'habitation
 - 2.1 Unités d'habitation mobiles
 - 2.2 Unités d'habitation semi-permanentes
 - 2.3 Autres unités d'habitation conçues pour l'habitation
 - 2.4 Autres unités d'habitation non conçues pour l'habitation
- 3.0 Locaux d'habitation collectifs

- 3.1 Hôtels, meublés et autres établissements analogues
- 3.2 Institutions
- 3.3 Camps
- 3.4 Autres locaux d'habitation

556. Tous les logements classiques, autres unités d'habitation et locaux d'habitation collectifs doivent être utilisés par au moins une personne en tant que résidence principale pour pouvoir être dénombrés en tant que locaux d'habitation. Cette classification est facultative au-dessous de ce niveau de détail.

Emplacement des locaux d'habitation (caractéristique essentielle)

557. Les locaux d'habitation autres que les unités d'habitation mobiles étant situés en permanence dans les régions où ils sont dénombrés, il est possible de les classer selon des unités géographiques très petites. Toutefois, le choix des unités de classification se fera en fonction des besoins de chaque pays en statistiques sur les localités et les plus petites divisions administratives pertinentes. Les définitions et classifications qui sont énoncées aux paragraphes 159 à 166 ci-dessus s'appliquent à cette caractéristique comme à la caractéristique essentielle «lieu de résidence habituelle».

Mode de logement (caractéristique essentielle)

558. Par «mode de logement», il faut entendre la situation ou le cadre de logement d'une personne au moment du recensement. Cette caractéristique concerne l'ensemble de la population, c'est-à-dire aussi bien les occupants de locaux d'habitation que les personnes qui, lors du recensement, se trouvent dans un lieu où au moins une personne dépourvue de logement passe la nuit sans s'abriter dans une construction destinée au logement.

559. L'introduction de la notion de «mode de logement» en tant que caractéristique essentielle vise à inclure l'ensemble de la population dans les recensements des habitations, y compris les personnes qui n'ont pas de toit.

560. La classification ci-après des modes de logement est recommandée:

1. Personnes vivant dans un logement classique: une maison, un appartement, une pièce ou un ensemble de pièces;
2. Personnes vivant dans un logement non classique, c'est-à-dire un autre type d'habitation: une hutte, une baraque, une cabane, une caravane, un bateau ou une grange, un moulin, une grotte ou tout autre abri, utilisé pour l'habitation humaine au moment du recensement;
3. Personnes vivant dans des locaux d'habitation collectifs: un hôtel, une institution, un camp, etc.;
4. Personnes sans toit (ou sans-abri primaires).

561. Cette classification peut être utilisée pour les individus ou les ménages.

562. Le nombre d'occupants d'un logement qui relèvent des catégories qui précèdent correspond au nombre de personnes qui utilisent habituellement le mode de logement considéré, y compris celles qui sont temporairement absentes lors du recensement, mais à l'exclusion des personnes temporairement présentes lors du recensement qui vivent habituellement ailleurs (voir par. 144 à 149 relatifs au lieu de résidence habituel).

Nombre d'occupants des logements classiques (caractéristique essentielle)

563. On entend par «nombre total d'occupants d'un logement classique» le nombre de personnes qui y ont leur résidence principale. Il convient également d'utiliser une classification du nombre total de logements principaux classiques selon le nombre d'occupants (c'est-à-dire les logements où vivent une personne, deux personnes, etc.). Il faut aussi calculer le nombre moyen d'occupants par logement.

Régime d'occupation des logements principaux classiques (caractéristique essentielle)

564. Le régime d'occupation indique si un logement classique est ou non occupé par un résident habituel lors du recensement. En ce qui concerne les logements non occupés, la classification comprend les différentes raisons de non-occupation.

565. Les locaux d'habitation sont répartis en trois groupes: les logements classiques constituant la résidence principale, les autres unités d'habitation et les locaux d'habitation collectifs; les deux premiers groupes, auxquels il faut ajouter les logements classiques saisonniers et secondaires et les autres logements classiques vacants, constituent l'ensemble des «unités d'habitation». Contrairement aux locaux d'habitation, ni une unité d'habitation ni un logement ne doivent avoir un résident habituel.

566. Une unité d'habitation est un lieu de résidence distinct et indépendant destiné à être habité par un seul ménage ou non destiné à être habité mais utilisé comme locaux d'habitation par un ménage lors du recensement. Il peut donc s'agir d'un logement, d'une unité d'habitation mobile ou improvisée ou d'un quelconque autre lieu utilisé comme résidence principale par un ménage lors du recensement.

567. Il est recommandé de classer les unités d'habitation en fonction de la présence de résidents habituels et de l'utilisation. Par définition, les «autres unités d'habitation» ne peuvent être vacantes et doivent constituer des résidences principales. En conséquence, la classification suivante est recommandée:

- 1.0 Logements classiques habités par un ou plusieurs résidents habituels
- 2.0 Logements classiques sans résident habituel lors du recensement (c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de résidences principales)

- 2.1 Logements classiques réservés à une utilisation saisonnière ou secondaire mais convenant à l'habitation pendant toute l'année, habités par une personne dont la résidence principale est située ailleurs
 - 2.1.1 Non utilisés lors du recensement
 - 2.1.2 Utilisés lors du recensement par un résident temporaire ayant sa résidence principale ailleurs
- 2.2 Logements classiques vacants qui ne sont utilisés ni comme résidences principales ni comme logements saisonniers ou secondaires lors du recensement; en d'autres termes, «autres logements vacants» (la préférence est donnée à cette expression générale, car il peut être difficile d'établir le régime d'occupation exacte d'un logement lorsque personne n'y est présent)
 - 2.2.1 À vendre
 - 2.2.2 À louer
 - 2.2.3 Vacants pour une autre raison ou pour une raison inconnue
 - 2.2.4 Destinés à la démolition
- 3.0 Logements affectés à une utilisation commerciale (facultatif; les pays peuvent souhaiter les compter aux fins de la politique du logement ou de la politique économique)
 - 3.1 Logements non transformés comportant des installations domestiques telles que des salles de bain et des cuisines, qui peuvent être utilisés temporairement dans le cadre d'une activité économique; certains pays souhaiteront peut-être inclure ces propriétés en tant qu'éléments du marché du logement
 - 3.2 Logements transformés utilisés actuellement dans le cadre d'une activité économique (cette subdivision n'apparaît pas dans le tableau du paragraphe 536). Ils sont souvent exclus du dénombrement, n'étant pas considérés comme des bâtiments résidentiels.

568. Cette classification est fondamentale aux niveaux à 1 et 2 chiffres mais facultative au niveau à 3 chiffres. Les catégories 2.2.1 et 2.2.2 peuvent être subdivisées pour indiquer le temps pendant lequel le logement est resté inoccupé, pour rendre compte de la situation du marché du logement dans la zone concernée. La catégorie 3.0 est facultative et n'est donc pas essentielle, mais il convient d'indiquer si elle est incluse. Certains pays souhaiteront peut-être compter ces logements aux fins de la politique du logement ou de la politique économique.

569. Les logements qui ne sont utilisés que pendant les jours ouvrés par des personnes qui résident dans un autre logement avec leur famille font partie des «logements sans résidents habituels lors du recensement», parce que les personnes qui utilisent ces logements ne sont pas des résidents habituels.

Régime de propriété des logements principaux classiques (caractéristique essentielle)

570. Cette caractéristique concerne le régime de propriété des résidences principales et non celui du terrain sur lequel la résidence est bâtie. Ainsi, dans le cas d'un logement occupé par son propriétaire, le régime de propriété est le même que les modalités de jouissance.

571. La classification ci-après des logements selon le régime de propriété est recommandée:

- 1.0 Logements occupés par leur propriétaire
- 2.0 Logements en copropriété
- 3.0 Logements loués
 - 3.1 Dont le propriétaire est un particulier
 - 3.2 Dont le propriétaire est l'administration locale ou centrale et/ou une organisation à but non lucratif
 - 3.3 Propriété mixte
- 4.0 Autres types de propriété

572. Cette classification est fondamentale pour les résidences principales dans des logements classiques (c'est-à-dire celles visées au paragraphe 504) au niveau à un chiffre, mais facultative au niveau à deux chiffres.

573. Lorsque des subdivisions de la catégorie 1.0 ou 2.0 sont adoptées eu égard à des besoins nationaux, le régime de propriété qui correspond à chacune d'entre elles doit être clairement défini dans le rapport de recensement.

Nombre de pièces (caractéristique essentielle)

574. On entend par pièce un espace formé dans un logement par des cloisons allant du plancher au plafond ou à la toiture et s'élevant à au moins deux mètres au-dessus du sol, assez grand pour contenir un lit d'adulte (4 m² au moins) et ayant au moins 2 m sous plafond sur la plus grande partie de sa superficie. Les chambres à coucher, salles à manger, pièces de séjour, chambres mansardées, caves habitables, chambres de domestique, cuisines et autres espaces séparés qui sont utilisés ou destinés à des fins résidentielles sont considérés comme des pièces s'ils correspondent à la définition qui précède. Les kitchenettes (c'est-à-dire les cuisines dont la superficie est inférieure à 4 m²), vérandas, locaux utilitaires (chaufferies, buanderies, etc.) et vestibules ne sont pas considérés comme des pièces; les salles de bains et les cabinets d'aisances, même si leur superficie est supérieure à 4 m², ne sont pas considérés non plus comme des pièces. Les pièces dépourvues de fenêtre, telles que des caves - si grandes soient-elles - ne doivent généralement pas être dénombrées, sauf si elles sont utilisées à des fins domestiques, par exemple s'il s'agit de grands vestibules dans lesquels se trouvent des

tables de travail ou de chambres à coucher dépourvues de fenêtres.

575. Les pièces exclusivement utilisées à des fins commerciales et professionnelles doivent de préférence être comptées séparément, car il est souhaitable de les compter pour calculer, le nombre de pièces par logement, mais de les exclure lorsque l'on calcule, par exemple, le nombre de personnes par pièce. Chaque pays doit indiquer dans son rapport de recensement comment ces pièces ont été traitées.

576. Lorsque l'on utilise la classification selon le nombre de pièces, le groupe résiduel doit être limité. Il ne doit comprendre au plus que 10 % des logements et ne porter que sur les logements d'au moins 10 pièces. Les pays doivent indiquer le nombre total de pièces et le nombre moyen de pièces par logement. On considère que la classification selon le nombre de pièces a un caractère fondamental pour les logements principaux classiques, pour que la densité standard puisse être calculée, mais facultatif pour les autres logements et unités d'habitation.

Surpeuplement (caractéristique essentielle dérivée)

577. Les indicateurs du surpeuplement peuvent être calculés à l'aide de la classification des logements principaux classiques, en fonction du nombre de personnes (c'est-à-dire les logements habités par une personne, deux personnes, etc.) et du nombre de pièces. Il est également possible d'utiliser les données concernant le nombre de chambres à coucher ou la surface utile pour établir des indicateurs du surpeuplement.

Occupation par un ou plusieurs ménages (caractéristique subsidiaire)

578. Cette caractéristique est essentielle pour les pays qui définissent les logements d'après la structure et qui appliquent la notion de ménage-foyer aux ménages privés. Il s'agit d'une caractéristique subsidiaire pour tous les autres pays.

579. La classification ci-après des autres locaux d'habitation et des logements principaux classiques occupés par un ou plusieurs ménages est recommandée:

1. Logements occupés par un seul ménage
2. Logements occupés par deux ménages
3. Logements occupés par trois ménages ou plus

Situation du marché du logement (caractéristique subsidiaire)

580. Il est intéressant de procéder à des évaluations comparatives des marchés du logement. À cette fin, le marché du logement inclut tous les logements classiques. Les pays doivent indiquer clairement s'il inclut ou non les anciens logements utilisés entièrement à des fins économiques au moment du recensement.

Type de pièce (aux fins du surpeuplement) (caractéristique subsidiaire)

581. Comme certains pays souhaiteront donner des informations plus précises sur le surpeuplement du logement et sur l'utilisation des pièces dans les logements, une classification recommandée est présentée.

582. Les pièces exclusivement utilisées à des fins commerciales et professionnelles doivent de préférence être comptées séparément, car il est souhaitable de les compter pour calculer le nombre de pièces par logement, mais de les exclure lorsqu'on calcule, par exemple, le nombre de personnes par pièce. Chaque pays doit indiquer dans son rapport de recensement comment ces pièces ont été traitées.

583. Certains pays considèrent que le nombre de chambres à coucher donne un indicateur plus exact du surpeuplement, en particulier lorsque ce dernier est défini en fonction du nombre de chambres à coucher et de l'âge, du sexe et des relations au sein du ménage. Les pièces qui sont utilisées comme pièces de séjour du ménage ne doivent pas être considérées comme des chambres à coucher.

584. Il est suggéré de distinguer les catégories de pièces suivantes:

1. Pièces destinées à recevoir des invités et pièces de séjour
2. Chambres à coucher

Surface utile des logements principaux classiques (caractéristique subsidiaire)

585. Il est suggéré que les pays qui peuvent recueillir des informations sur la surface utile des logements principaux classiques le fassent. La définition de cette caractéristique aux fins du recensement doit de préférence être identique à celle que recommande le Programme de statistiques courantes du logement et de la construction pour les pays de la région de la CEE/ONU (Normes et études statistiques, n° 43). La surface utile est définie, dans ce document, comme étant la surface du logement mesurée à l'intérieur des murs extérieurs, non compris les caves et greniers non habitables et, dans les maisons à logements multiples, tous les espaces communs. Dans le document susmentionné, la notion de surface habitable est également utilisée et définie comme suit: la superficie totale des pièces répondant à la définition de la «pièce» donnée au paragraphe 574 ci-dessus. Si cette notion est utilisée, il faut l'indiquer clairement et la définir, pour éviter toute confusion lors de comparaisons internationales.

586. La classification ci-après des logements principaux classiques selon la surface utile est suggérée:

1. Moins de 30 m²
2. 30 et plus mais moins de 40 m²
3. 40 et plus mais moins de 50 m²
4. 50 et plus mais moins de 60 m²
5. 60 et plus mais moins de 80 m²

6. 80 et plus mais moins de 100 m²
7. 100 et plus mais moins de 120 m²
8. 120 m² et plus

587. Les pays doivent également indiquer la surface utile totale de tous les logements principaux classiques et l'espace utile moyen pour ces logements.

Caractéristiques des infrastructures des unités d'habitation

588. Des informations sur les caractéristiques de toutes les unités d'habitation doivent être recueillies lorsque cela est possible. Cependant, certains pays auront peut-être du mal à recueillir, dans le cadre d'un recensement, des informations sur les caractéristiques internes de tous les logements classiques. Pour permettre les comparaisons internationales, il est recommandé que des informations sur les caractéristiques essentielles soient recueillies et présentées séparément pour les logements principaux classiques. Les pays sont encouragés à recueillir également des informations sur les «autres unités d'habitation» et sur les logements saisonniers et secondaires classiques et les autres logements vacants classiques, dans la mesure du possible.

Cuisine (caractéristique essentielle)

589. Il est recommandé que, dans le classement des logements selon le nombre de pièces, on tienne aussi compte de l'existence d'une cuisine. On entend par cuisine une pièce (ou une partie de pièce) d'au moins 4 m² ou 2 m de large, conçue et équipée pour la préparation des principaux repas, et utilisée à cette fin, qu'elle soit par ailleurs utilisée ou non comme salle à manger, chambre à coucher ou pièce de séjour.

590. Les rapports de recensement devraient donc indiquer en détail la définition qui a été adoptée aux fins du recensement, et attirer l'attention sur toute différence par rapport à la définition générale donnée ci-dessus. Les pays doivent notamment indiquer comment ils ont classé les logements où les repas sont préparés dans une pièce qui sert également pour d'autres activités.

591. Il est recommandé de classer les logements de la manière suivante selon qu'ils ont ou non une cuisine:

- 1) Logements avec cuisine ou kitchenette (c'est-à-dire un espace distinct dont la superficie est inférieure à 4 m² ou dont la largeur est inférieure à 2 m);
- 2) Logements sans cuisine ou kitchenette.

592. Cette classification est essentielle pour les logements classiques principaux, mais facultative pour les autres locaux d'habitation et les logements secondaires ou saisonniers ou autres logements vacants.

Système d'adduction d'eau (caractéristique essentielle)

593. Tous les pays doivent présenter séparément des données sur les systèmes d'adduction d'eau des logements principaux classiques et, lorsque cela est approprié, pour tous les locaux d'habitation, bien que, dans certains pays, ces informations puissent être déduites d'autres caractéristiques (par exemple de la disponibilité de lieux d'aisances ou d'une salle d'eau).

594. La classification ci-après des locaux d'habitation selon le type de systèmes d'adduction d'eau est recommandée:

- 1.0 Eau courante dans les locaux d'habitation
 - 1.1 Provenant d'un réseau public
 - 1.2 Provenant d'une installation privée
- 2.0 Eau courante à l'extérieur du logement ou des locaux d'habitation principaux
 - 2.1 Eau courante dans le bâtiment mais à l'extérieur de l'unité d'habitation
 - 2.1.1 Provenant du réseau public
 - 2.1.2 Provenant d'une installation privée
 - 2.2 Eau courante à l'extérieur du bâtiment
 - 2.2.1 Provenant d'un réseau public
 - 2.2.2 Provenant d'une installation privée
- 3.0 Pas d'eau courante

595. Cette classification est fondamentale au niveau à un chiffre, mais facultative aux niveaux à deux et à trois chiffres.

596. Un réseau public est un réseau inspecté et contrôlé par les autorités publiques. Les réseaux publics sont généralement exploités par un organisme public, mais parfois aussi par une coopérative ou une entreprise privée.

Lieux d'aisances (caractéristique essentielle)

597. Tous les pays doivent présenter séparément des informations sur les lieux d'aisances pour les résidences principales classiques, mais des informations doivent également être collectées pour tous les autres locaux à usage d'habitation.

598. Il est recommandé d'adopter la classification ci-après des logements ou locaux d'habitation principaux classiques selon le type de lieux d'aisances:

- 1.0 Lieux d'aisances avec chasse d'eau dans l'unité d'habitation
- 2.0 Lieux d'aisances d'un autre type dans l'unité d'habitation

- 3.0 Pas de lieux d'aisances avec chasse d'eau ou d'un autre type dans l'unité d'habitation
 - 3.1 Lieux d'aisances avec chasse d'eau à l'intérieur du bâtiment, mais à l'extérieur de l'unité d'habitation
 - 3.1.1 Privés (c'est-à-dire pour l'usage exclusif des occupants de l'unité d'habitation)
 - 3.1.2 Communs (c'est-à-dire que les occupants partagent avec ceux d'une autre unité d'habitation)
 - 3.2 Lieux d'aisances avec chasse d'eau disponible en dehors du bâtiment
 - 3.2.1 Privés
 - 3.2.2 Communs
 - 3.3 Lieux d'aisances d'un autre type à l'intérieur du bâtiment, mais à l'extérieur de l'unité d'habitation
 - 3.3.1 Privés
 - 3.3.2 Communs
 - 3.4 Lieux d'aisances d'un autre type à l'extérieur du bâtiment
 - 3.4.1 Privés
 - 3.4.2 Communs

599. Cette classification est fondamentale au niveau à un chiffre, mais facultative aux niveaux à deux et à trois chiffres.

Salles d'eau (caractéristique essentielle)

600. Tous les pays doivent présenter séparément des informations sur les salles d'eau des logements principaux classiques, mais des informations sur la disponibilité de salles d'eau dans les autres locaux d'habitation doivent également être présentées.

601. Il est recommandé d'adopter la classification ci-après des logements ou locaux d'habitation principaux classiques selon qu'ils ont ou non des salles d'eau:

- 1.0 Installation fixe de bain ou de douche dans l'unité d'habitation
- 2.0 Pas d'installation fixe de bain ou de douche dans l'unité d'habitation
 - 2.1 Installation de bain ou de douche dans le bâtiment mais à l'extérieur de l'unité d'habitation
 - 2.1.1 Privée
 - 2.1.2 Commune

2.2 Installation fixe de bain ou de douche à l'extérieur du bâtiment

2.2.1 Privée

2.2.2 Commune

2.3 Pas d'installation fixe de bain ou de douche

602. Cette classification est fondamentale au niveau à un chiffre, mais facultative aux niveaux à deux et trois chiffres. On entend par installation fixe de bain ou de douche une installation reliée à demeure à la fois à une canalisation d'eau et à une canalisation d'égout évacuant les eaux usées hors du bâtiment.

Type de chauffage (caractéristique essentielle)

603. Tous les pays doivent présenter séparément des informations sur le type de chauffage dans les logements principaux classiques.

604. Il est recommandé d'adopter la classification ci-après des logements ou unités d'habitation principaux classiques selon le type de chauffage:

1.0 Chauffage central

1.1 Chauffage central provenant d'une installation construite dans le bâtiment ou l'unité d'habitation

1.2 Chauffage central provenant d'un système de chauffage collectif

2.0 Pas de chauffage central mais des installations ou appareils de chauffage disponibles dans le logement ou l'unité d'habitation principal classique

2.1 Poêle

2.2 Âtre

2.3 Autres types de chauffage

3.0 Aucun chauffage

605. Cette classification est fondamentale au niveau à un chiffre, mais facultative au niveau à deux chiffres.

606. On considère qu'une unité d'habitation possède le chauffage central lorsque le chauffage provient soit d'un système de chauffage collectif, soit d'une installation construite dans l'immeuble ou dans l'unité d'habitation et destinée au chauffage, quelle que soit la source d'énergie. Certains pays souhaiteront peut-être inclure des sous-catégories supplémentaires dans cette classification afin d'obtenir des renseignements pouvant être utilisés pour la planification énergétique (voir également la caractéristique subsidiaire «principal type d'énergie utilisée pour le chauffage»).

Installations destinées à la préparation des repas (caractéristique subsidiaire)

607. La caractéristique essentielle «cuisine» concerne uniquement la présence ou l'absence dans le logement d'une cuisine ou d'une kitchenette. Dans le cas des logements qui possèdent une cuisine ou une kitchenette, il serait utile de savoir quel est le genre d'équipement utilisé pour la préparation des repas (fourneau, plaque chauffante, âtre, etc.), quelles sont les autres installations (évier, etc.) et quel est le mode de chauffage utilisé (électricité, gaz, pétrole, charbon, bois, etc.). Certaines de ces données ont trait au logement, d'autres concernent le ménage.

Eau chaude (caractéristique subsidiaire)

608. Des informations doivent être présentées séparément sur la disponibilité d'eau chaude dans les logements principaux classiques et, si des informations sont disponibles, dans les locaux d'habitation. La notion d'eau chaude doit être définie par chaque pays.

609. Une classification semblable à celle qui est indiquée pour la disponibilité de salles d'eau conviendrait.

- 1.0 Robinet d'eau chaude dans l'unité d'habitation
- 2.0 Pas de robinet d'eau chaude dans l'unité d'habitation
 - 2.1 Robinet d'eau chaude disponible dans le bâtiment mais en dehors de l'unité d'habitation
 - 2.2 Robinet d'eau chaude disponible en dehors du bâtiment
 - 2.3 Pas de robinet d'eau chaude disponible

Type de système d'évacuation des eaux usées (caractéristique subsidiaire)

610. Il est préférable que tous les pays recueillent des informations sur le type de système d'évacuation des eaux usées disponible dans les logements principaux classiques et présentent séparément des informations à ce sujet. Les pays qui utilisent le bâtiment comme unité de dénombrement ou de collecte des données pourraient rassembler aussi des données sur le type de système d'évacuation des eaux usées auquel est relié le bâtiment contenant les locaux d'habitation, et établir une classification croisée des locaux d'habitation selon le type de lieux d'aisances au niveau à un chiffre et le type d'évacuation des eaux usées.

611. La classification ci-après des unités d'habitation selon le type de système d'évacuation des eaux usées est suggérée:

- i) Évacuation des eaux usées dans des canalisations reliées à un réseau public de tout-à-l'égout;
- ii) Déversement des eaux usées dans des canalisations reliées à un système d'évacuation privé (par exemple, fosse septique construite pour une seule unité d'habitation ou pour un groupe restreint d'unités d'habitation);

- iii) Autres systèmes d'évacuation des eaux usées (déversement dans une tranchée, un puits, un puisard, un cours d'eau, dans la mer, etc.);
- iv) Pas de système d'évacuation des eaux usées.

Climatisation (caractéristique subsidiaire)

612. Certains pays souhaiteront peut-être enregistrer l'existence éventuelle de la climatisation pour pouvoir mesurer la qualité du logement, mais l'utilisation et l'importance de cet aspect pour la mesure du logement varient du nord au sud de l'Europe. En conséquence, il s'agit d'une caractéristique subsidiaire. Si des informations sont recueillies à ce sujet, elles doivent être présentées séparément pour les logements principaux classiques.

613. La classification suivante de la climatisation est proposée:

- 1.0 Climatisation disponible dans l'unité d'habitation
 - 1.1 Climatisation centrale assurée par une installation située dans le bâtiment ou l'unité d'habitation
 - 1.2 Présence d'un ou plusieurs appareils autonomes de climatisation dans l'unité d'habitation
- 2.0 Absence de système de climatisation dans l'unité d'habitation

Principal type d'énergie utilisée pour le chauffage (caractéristique subsidiaire)

614. La caractéristique essentielle «type de chauffage» se limite aux types d'installation de chauffage dans les locaux d'habitation. Certains pays voudront peut-être aussi recueillir des données sur les principales sources d'énergie utilisées à cette fin. Si ces données sont disponibles, elles doivent être présentées séparément pour les logements principaux classiques.

615. La classification suivante des logements ou locaux d'habitation principaux classiques selon la principale source d'énergie utilisée pour le chauffage est suggérée:

- 1.0 Combustibles solides
 - 1.1 Charbon, lignite et produits dérivés du charbon et du lignite
 - 1.2 Bois et autres produits ligneux renouvelables
 - 1.3 Autres combustibles solides
- 2.0 Pétrole
- 3.0 Combustibles gazeux
 - 3.1 Gaz naturel
 - 3.2 Autres types de gaz (y compris les gaz liquéfiés)
- 4.0 Électricité

5.0 Autres sources d'énergie

- 5.1 Énergie solaire
- 5.2 Énergie éolienne
- 5.3 Énergie géothermique
- 5.4 Sources d'énergie diverses

616. Les pays doivent, dans les rapports sur le recensement, indiquer comment a été choisie la principale source d'énergie dans les unités d'habitation où deux sources d'énergie sont utilisées à égalité pour le chauffage.

Électricité (caractéristique subsidiaire)

617. Les pays qui recueillent des données à ce sujet doivent les présenter séparément pour les logements principaux classiques.

618. Il est suggéré de classer comme suit les logements ou locaux d'habitation principaux classiques selon qu'ils ont ou non l'électricité:

- 1.0 Électricité dans l'unité d'habitation
- 2.0 Pas d'électricité dans l'unité d'habitation

Gaz sur réseau de distribution (caractéristique subsidiaire)

619. Le gaz sur réseau de distribution est du gaz naturel ou de ville qui est distribué dans des conduites et dont la consommation est enregistrée par des compteurs. Les pays qui recueillent des données à ce sujet doivent les présenter séparément pour les logements principaux classiques.

620. Une classification analogue à celle qui a été suggérée pour la fourniture d'électricité conviendrait.

- 1.0 Gaz sur réseau de distribution fourni dans l'unité d'habitation
- 2.0 Gaz sur réseau de distribution non fourni dans l'unité d'habitation

Emplacement du logement dans le bâtiment (caractéristique subsidiaire)

621. Certains pays souhaiteront peut-être recueillir des informations sur l'emplacement des logements dans le bâtiment. Ces informations peuvent être utilisées comme indicateur d'accessibilité des logements, éventuellement en combinaison avec la caractéristique subsidiaire «accessibilité du logement». Les pays qui recueillent ces informations devraient les présenter séparément pour les logements principaux classiques.

622. Il est suggéré d'adopter la classification ci-après de l'emplacement du logement dans le bâtiment:

- 1.0 Logement situé au rez-de-chaussée du bâtiment ou plus bas
- 2.0 Logement situé au premier ou deuxième étage du bâtiment

3.0 Logement situé au troisième ou quatrième étage du bâtiment

4.0 Logement situé au cinquième étage du bâtiment ou à un étage plus élevé

623. Pour les logements répartis sur plusieurs étages, il convient d'indiquer l'étage le moins élevé.

Accessibilité du logement (caractéristique subsidiaire)

624. Certains pays voudront peut-être recueillir des informations sur l'accessibilité des logements, en particulier pour les personnes handicapées. Les pays qui recueillent des informations de ce type doivent les présenter séparément pour les logements principaux classiques.

625. Il est suggéré d'adopter la classification ci-après de l'accès à la porte d'entrée du logement, qui repose sur la présence de rampes, de marches et d'ascenseurs:

1.0 Accès sans marches ni rampe

2.0 Accès par une rampe

3.0 Accès par un monte-escalier

4.0 Accès par ascenseur uniquement (bien que des escaliers puissent également exister)

5.0 Accès par des marches uniquement

6.0 Accès possible uniquement par utilisation non seulement d'un ascenseur mais aussi de marches

Ascenseur (caractéristique subsidiaire)

626. Il est suggéré de recueillir des informations sur la présence d'un ascenseur en état de marche dans les bâtiments à plusieurs étages. Les pays qui recueillent de telles informations doivent les présenter séparément pour les logements principaux classiques. Ces informations ne doivent pas mentionner uniquement la présence d'un ascenseur, mais également indiquer si celui-ci fonctionne la plupart du temps et fait l'objet d'un entretien régulier. Il pourrait également être utile de recueillir des informations sur la taille de l'ascenseur (pour les personnes handicapées et le transport par ambulance) et d'indiquer si l'ascenseur va jusqu'au rez-de-chaussée.

627. Certains pays voudront peut-être recueillir des informations sur la disponibilité d'un ascenseur en état de marche pour les différents logements d'un bâtiment. Dans ce cas, les informations recueillies doivent indiquer si l'ascenseur s'arrête ou non à l'étage même où est situé le logement.

Caractéristiques des bâtiments contenant des logements

Bâtiments

628. Le bâtiment est une unité de dénombrement indirecte, mais importante, car les données sur les types de bâtiments et l'époque de construction sont nécessaires pour

décrire les unités d'habitation situées dans le bâtiment et pour élaborer des programmes de logement.

629. Les présentes recommandations concernent essentiellement les bâtiments qui contiennent, en totalité ou en partie, des unités d'habitation ou autres locaux d'habitation collectifs. Dans ce contexte, on entend par bâtiment une construction indépendante qui comprend un ou plusieurs logements, pièces ou autres espaces qui est couverte par un toit et limitée par des murs extérieurs ou des murs mitoyens allant des fondations jusqu'au toit, et qui est conçue pour être utilisée comme habitation ou pour servir à des fins agricoles, commerciales, industrielles ou culturelles, ou encore pour assurer la prestation de services. Ainsi, un bâtiment peut être une maison individuelle, un immeuble divisé en appartements, une usine, un magasin, un entrepôt, un garage, une grange, etc.

Type de bâtiments (caractéristique essentielle)

630. Les bâtiments qui contiennent des logements peuvent être classés par type. Les pays qui recueillent des informations à ce sujet doivent les présenter séparément pour les logements principaux classiques. Au niveau le plus élevé, les bâtiments sont classés en bâtiments résidentiels, bâtiments résidentiels comprenant des locaux d'habitation collectifs et bâtiments non résidentiels.

631. La classification suivante est proposée:

1.0 Bâtiments résidentiels

- 1.1 Maisons individuelles (unités d'habitation qui ne sont pas contiguës à un autre bâtiment)
- 1.2 Maisons jumelées (bâtiments résidentiels comprenant deux logements contigus seulement)
- 1.3 Immeubles d'habitation collectifs
- 1.4 Maisons disposées en rangées (avec au moins trois logements contigus à un autre qui ont chacun un accès propre à l'extérieur) y compris les logements situés aux extrémités des rangées
- 1.5 Autres bâtiments résidentiels
 - 1.5.1 Initialement non affectés au logement; ou
 - 1.5.2 Initialement affectés au logement et comportant alors moins d'unités d'habitation (mais au moins une) mais qui en comptent maintenant plus de deux

2.0 Immeubles résidentiels contenant des locaux d'habitation collectifs

- 2.1 Locaux d'habitation collectifs construits pour être utilisés comme tels
- 2.2 Bâtiments convertis pour servir de locaux d'habitation collectifs

3.0 Bâtiments non résidentiels

- 3.1 Hôtels ou bâtiments similaires
- 3.2 Bâtiments de bureaux
- 3.3 Bâtiments affectés au commerce de gros ou de détail
- 3.4 Bâtiments utilisés par le secteur des transports ou des communications
- 3.5 Ateliers, bâtiments industriels ou entrepôts
- 3.6 Bâtiments affectés à des activités culturelles, de loisirs, éducatives ou de soins de santé
- 3.7 Autres bâtiments non résidentiels

632. Cette classification est fondamentale aux niveaux à un et deux chiffres, mais facultative au niveau à trois chiffres. À ce dernier niveau, il est loisible aux pays d'adapter cette classification compte tenu de leurs traditions en matière de bâtiments et de logements. Il est par exemple possible de préciser si les unités de logement d'une maison contiguë à une autre sont disposées côte à côte ou l'une au-dessus de l'autre.

Époque de construction (caractéristique essentielle)

633. L'époque de construction se mesure en fonction de la date d'achèvement du bâtiment. Les pays doivent présenter séparément les informations concernant les logements principaux classiques.

634. Il est recommandé d'adopter la classification ci-après des logements selon la période à laquelle s'est achevée la construction du bâtiment dans lequel ils sont situés:

- 1.0 Avant 1919
- 2.0 1919-1945
- 3.0 1946-1960
- 4.0 1961-1970
- 5.0 1971-1980
- 6.0 1981-1990
- 7.0 1991-2000
- 8.0 2001-2005
- 9.0 2006 et ultérieurement
 - 9.1 2006
 - 9.2 2007
 - 9.3 2008
 - 9.4 2009
 - 9.5 2010
 - 9.6 2011

635. Cette classification est fondamentale au niveau à un chiffre, mais facultative au niveau à deux chiffres.

636. Il pourrait également être envisagé de recueillir des données à ce sujet par le biais d'une question ouverte. Si l'on n'obtenait pas de réponse exacte, le ménage devrait être prié d'indiquer la date approximative (les années ou l'année) entre parenthèses en fonction d'une classification dont les éléments pourraient être regroupés ensuite de manière à correspondre à la classification visée ci-dessus.

637. Les logements situés dans des bâtiments qui ont été complètement transformés depuis la date de leur construction initiale peuvent être classés d'après la date de leur construction initiale ou d'après celle de la dernière construction, selon les besoins du pays. Chaque pays devrait indiquer dans son rapport de recensement la méthode de classification adoptée.

Nombre d'étages dans le bâtiment (caractéristique subsidiaire)

638. Le nombre d'étages est compté à partir du rez-de-chaussée vers le haut. Les pays doivent donner séparément des informations sur le nombre d'étages pour les logements principaux classiques.

639. La classification suivante, qui va du rez-de-chaussée aux étages supérieurs, est proposée:

- 1.0 1 étage
- 2.0 2 étages
- 3.0 3 étages
- 4.0 4 étages
- 5.0 5 à 9 étages
- 6.0 10 à 19 étages
- 7.0 20 étages ou plus

Nombre de logements dans le bâtiment (caractéristique subsidiaire)

640. Les pays doivent présenter séparément des informations sur le nombre de logements qui sont contenus dans un bâtiment pour les logements principaux classiques.

641. La classification suivante est proposée:

- 1.0 1 logement
- 2.0 2 logements
- 3.0 3 logements
- 4.0 4 logements
- 5.0 5 à 9 logements
- 6.0 10 à 19 logements
- 7.0 20 logements ou plus

Matériaux de construction de parties déterminées du bâtiment contenant le logement (caractéristique subsidiaire)

642. On pourra utiliser les renseignements sur les matériaux de construction de parties déterminées des bâtiments contenant les logements parallèlement à d'autres données concernant d'autres caractéristiques, pour évaluer la qualité des logements. Certains pays voudront peut-être recueillir, à cette fin ou à d'autres fins, des données sur les matériaux utilisés pour la construction des murs extérieurs, du toit, des planchers, etc. Les pays doivent présenter séparément ces informations pour les logements principaux classiques.

643. Il est suggéré d'adopter la classification ci-après des logements selon les principaux matériaux employés pour la construction des murs extérieurs du bâtiment dans lequel ils sont situés.

- 1.0 Bois
- 2.0 Argile non cuite (cette catégorie peut être omise pour les pays où ce matériau est peu employé)
- 3.0 Argile cuite (briques, blocs, panneaux); pierre; béton (béton coulé sur place, blocs, panneaux); armature en acier
- 4.0 Unités préfabriquées, généralement construites en usine et transportées sur le chantier de construction
- 5.0 Autre matériau (à préciser)
- 6.0 Mélanges de matériaux de construction

644. En combinant cette classification avec celle de l'époque de construction, on obtient une classification fournissant des données utiles sur la qualité des logements. Certains pays souhaiteront peut-être que seules les personnes occupant le logement dont elles sont propriétaires répondent aux questions sur cette caractéristique, notamment parce que beaucoup de locataires et autres enquêtés pourraient ne pas être en mesure d'y répondre avec exactitude.

État de réparation (caractéristique subsidiaire)

645. Cette caractéristique indique si le bâtiment a besoin d'être réparé et le type de réparation nécessaire. L'unité de dénombrement est le bâtiment, mais il peut être utile de limiter le dénombrement aux seuls bâtiments résidentiels. Les pays doivent présenter séparément ces informations pour les bâtiments principaux classiques.

646. Il est proposé d'utiliser la classification suivante des bâtiments selon leur état d'entretien:

- 1.0 Réparations non nécessaires
- 2.0 Réparations nécessaires
 - 2.1 Petites réparations
 - 2.2 Réparations de moyenne importance

2.3 Grosses réparations

3.0 Bâtiment irréparable

647. Les petites réparations désignent pour l'essentiel l'entretien périodique du bâtiment et de ses parties (remplacer une vitre brisée ou un verrou hors d'usage ou effacer des graffiti sur la façade, etc.).

648. Les réparations de moyenne importance désignent les travaux destinés à remédier aux défauts de moyenne importance (absence de gouttières sur le toit (là où il en faut normalement), grands trous dans le plâtre, absence de main courante sûre dans l'escalier, etc.).

649. Les grosses réparations sont nécessaires en cas de défauts graves dans la structure du bâtiment (absence de matériau de couverture (par exemple bardeaux, tuiles), fentes et trous dans les murs extérieurs, absence d'escaliers).

650. Un bâtiment est irréparable lorsque sa structure compte des défauts graves en si grand nombre qu'il apparaît plus judicieux de le démolir que d'effectuer des réparations. Il s'agit habituellement de bâtiments dont seule l'ossature reste debout, et auxquels manquent les murs extérieurs dans leur intégralité et/ou le toit, les fenêtres, les portes, etc.).

PARTIE D - APPENDICES

APPENDICE I: LISTE DES CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES ET DES CARACTÉRISTIQUES SUBSIDIAIRES PROPOSÉES POUR LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION ET DES HABITATIONS DE 2010 DANS LES PAYS MEMBRES DE LA CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Caractéristiques géographiques

CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES	CARACTÉRISTIQUES SUBSIDIAIRES
Lieu de résidence habituelle	<i>Zones urbaines et rurales (caractéristique dérivée)</i>
<i>Population totale (caractéristique dérivée)</i>	Lieu de l'école, de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'université
<i>Localité (caractéristique dérivée)</i>	Mode de transport jusqu'au lieu de travail
Emplacement du lieu de travail	Mode de transport jusqu'à l'école, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'université
	Distance parcourue jusqu'au lieu de travail et durée du trajet
	Distance parcourue jusqu'à l'école, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'université et durée du trajet

Caractéristiques démographiques

Sexe	Situation matrimoniale de fait
Âge	Nombre total d'enfants nés vivants
Situation matrimoniale légale	Date i) du premier mariage légal et ii) du mariage actuel de la femme
	Date du début de la première union consensuelle et de l'union consensuelle actuelle

Caractéristiques économiques

Situation au regard de l'activité du moment	Prestataires de services non rémunérés
Temps de travail habituel	Situation au regard de l'activité habituelle
Profession	Sous-emploi lié à la durée du travail

Branche d'activité économique	Durée du chômage
Situation dans la profession	Type de secteur (unité institutionnelle)
Type de lieu de travail	Secteur informel
	Nombre de personnes travaillant dans l'unité locale de l'établissement
	Principal moyen d'existence
	Revenu
	<i>Groupes socioéconomiques (caractéristique dérivée)</i>

Caractéristiques de l'instruction

Niveau d'instruction	Titres
	Domaine d'étude
	Fréquentation scolaire
	Alphabétisation
	Notions d'informatique

Migrations internationales et internes

Pays ou lieu de naissance	Pays de naissance des parents
Pays de nationalité	Acquisition de la nationalité
Lieu de résidence habituelle un an avant le recensement	Lieu de résidence habituelle cinq ans avant le recensement
	Année d'arrivée dans le lieu actuel de résidence habituelle
	Lieu précédent de résidence habituelle
	Résidence antérieure à l'étranger et année d'arrivée
	Pays précédent de résidence habituelle à l'étranger
	Raison de la migration
	<i>Personnes d'origine étrangère ou nationale (caractéristique dérivée)</i>
	<i>Groupes de la population présentant un intérêt sur le plan des migrations internationales (caractéristique dérivée)</i>
	<i>Réfugiés directs et indirects (caractéristique dérivée)</i>

	<i>Personnes déplacées dans leur propre pays (caractéristique dérivée)</i>
--	--

Caractéristiques ethniques et culturelles

	Appartenance ethnique
	Langue
	Religion

Autres caractéristiques

	Situation au regard du handicap
--	---------------------------------

Caractéristiques des ménages et des familles

Caractéristiques du ménage et de la famille de la personne:

Liens entre les membres du ménage	<i>Position dans la famille élargie (caractéristique dérivée)</i>
<i>Position dans le ménage (caractéristique dérivée)</i>	
<i>Position dans la famille (caractéristique dérivée)</i>	

Caractéristiques du noyau familial:

<i>Type de noyau familial (caractéristique dérivée)</i>	<i>Classification des familles recomposées (caractéristique dérivée)</i>
<i>Taille du noyau familial (caractéristique dérivée)</i>	<i>Partenariat entre personnes de même sexe (caractéristique dérivée)</i>
	<i>Type de famille élargie (caractéristique dérivée)</i>

Caractéristiques des ménages privés:

<i>Type de ménage privé (caractéristique dérivée)</i>	<i>Composition des ménages privés par génération (caractéristique dérivée)</i>
<i>Taille du ménage privé (caractéristique dérivée)</i>	Ménages vivant seuls dans un logement ou partageant un logement
Modalités de jouissance du logement par les ménages	Loyer
	Biens de consommation durables appartenant au ménage
	Nombre de voitures par ménage

	Existence d'emplacements de stationnement
	Téléphone et Internet

Agriculture

	Production agricole pour compte propre (niveau du ménage)
	Caractéristiques de tous les emplois agricoles pendant l'année écoulée (niveau de l'individu)

Lieux d'habitation, logements et modes de logement

Caractéristiques des unités d'habitation
(y compris les caractéristiques des infrastructures):

Type de lieux d'habitation	Occupation par un ou plusieurs ménages
Emplacement des lieux d'habitation	Situation des ménages au regard du marché
Modes de logement (niveaux de l'individu ou du ménage)	Type de pièces (surpeuplement)
Nombre d'occupants des logements classiques	Surface utile au sol des principaux logements classiques
Régime d'occupation des logements principaux classiques	Installations destinées à la préparation des repas
Régime de propriété des logements principaux classiques	Eau chaude
Nombre de pièces	Type de système d'évacuation des eaux usées
<i>Surpeuplement</i> (caractéristique dérivée)	Climatisation
Cuisine	Principal type d'énergie utilisé pour le chauffage
Système d'adduction d'eau	Électricité
Lieux d'aisances	Gaz sur réseau de distribution
Salles d'eau	Emplacement du logement dans le bâtiment
Type de chauffage	Accessibilité du logement
Installations destinées à la préparation des repas	Ascenseur

Caractéristiques des bâtiments contenant des logements:

	Nombre d'étages dans le bâtiment
Type de bâtiments	Nombre de logements dans le bâtiment
Époque de construction	Matériaux de construction de parties déterminées du bâtiment contenant le logement
	État de réparation

Agriculture

	Production agricole pour compte propre
	Caractéristiques de tous les emplois agricoles pendant l'année écoulée

APPENDICE II: MÉTHODES DE RECENSEMENT POSSIBLES

Recensement traditionnel

Description

651. Le recensement traditionnel est l'ensemble des opérations de collecte, de dépouillement, d'évaluation, d'analyse et de diffusion des données démographiques, économiques et sociales concernant, à un moment bien précis, toutes les personnes d'un pays ou d'une partie bien délimitée d'un pays. Il s'inscrit dans un laps de temps limité qui suit immédiatement une date de référence donnée (jour du recensement). Les données sont consignées sur les questionnaires de recensement⁵¹. Il existe deux grandes méthodes de dénombrement: le dénombrement direct (par l'agent recenseur) et l'autodénombrement (par la population recensée).

652. Le dénombrement direct consiste à recueillir des renseignements sur chaque personne (dans un recensement de la population) et sur chaque local d'habitation et ses occupants (dans un recensement des habitations), et à les reporter sur le questionnaire. Un agent recenseur est désigné pour effectuer ces opérations dans un district déterminé pendant un laps de temps spécifié et généralement bref afin de satisfaire aux critères d'universalité et de simultanéité.

653. Dans la méthode de l'autodénombrement, la transcription des renseignements incombe pour l'essentiel à une personne faisant partie de l'unité recensée (généralement le chef du ménage ou l'adulte de référence), encore que le questionnaire soit généralement distribué, ramassé et vérifié par un agent recenseur.

654. Certains pays associent l'autodénombrement et l'envoi, par la poste, du questionnaire, de la réponse ou des deux. Cette méthode d'expédition et de réexpédition peut être utilisée telle quelle ou en combinaison avec des vérifications sur place par un agent recenseur.

655. La version abrégée et la version longue du questionnaire peuvent être l'une et l'autre utilisées pour les recensements traditionnels. La version abrégée ne porte que sur les caractéristiques étudiées par recensement complet tandis que la version longue est utilisée pour rassembler des renseignements à partir uniquement d'un échantillon de ménages et de population. Cette version contient généralement des questions détaillées sur une caractéristique particulière en plus de caractéristiques complexes telles que la fécondité. Les deux versions sont utilisées pendant la même période de référence du recensement, aucune donnée n'étant recueillie en dehors de cette période.

⁵¹ On a essayé à diverses reprises d'utiliser des ordinateurs de poche pour la collecte des données: à l'occasion du recensement préliminaire effectué en République de Macédoine en octobre 1999 et du recensement réalisé à Oman en 2003 dans le gouvernorat de Muscat (la partie la plus vaste du Sultanat). Les résultats sont très bons. Les opérations indispensables (vérification, codage et entrée des données, par exemple) en cas d'utilisation de questionnaires sur papier ont été éliminées. Cela dit, l'utilisation de ces ordinateurs dépend de la situation financière, de la volonté des agents recenseurs de se déplacer et de la possibilité d'obtenir le matériel nécessaire pour transférer les données dans les centres des districts de recensement.

Conditions nécessaires

656. Cette méthode de recensement est celle qu'appliquent la plupart des pays. Utilisée de tout temps, elle est exposée en détail dans la publication des Nations Unies intitulée *Principes et recommandations concernant le recensement de la population et de l'habitat*⁵².

Avantages et inconvénients

657. Cette méthode a principalement pour avantages de fournir un instantané de toute la population à un moment bien déterminé et de procurer des données pour des circonscriptions administratives relativement petites.

658. Le recensement traditionnel est considéré comme l'opération de collecte de données la plus élaborée, complexe et coûteuse que peuvent entreprendre des bureaux nationaux de recensement. Cette opération complexe est non seulement coûteuse mais exige de surcroît une sensibilisation totale et une participation sans réserve de la population. Du fait de leur complexité et de leur coût, les recensements ne sont généralement organisés qu'une fois tous les cinq ou dix ans de sorte que les données de recensement ont souvent quelques années de retard.

659. Chaque méthode de dénombrement (dénombrement direct ou autodénombrement) a également ses avantages et ses limites. Le dénombrement direct est la seule méthode praticable lorsque les populations sont en grande partie illettrées ou que d'autres groupes de population se montrent réticents ou éprouvent des difficultés à remplir eux-mêmes les formulaires de recensement, mais il nécessite un énorme effectif d'agents recenseurs sur le terrain.

Incidences sur les étapes du recensement

660. Dans les pays où pratiquement toute la population est alphabétisée et le degré d'instruction relativement élevé, la méthode de l'autodénombrement peut souvent donner des résultats plus fiables pour un coût sensiblement moindre, en particulier s'il est possible d'utiliser la procédure d'envoi et de réexpédition des formulaires par la poste. Toutefois, on ne peut faire appel aux services postaux pour distribuer les formulaires de recensement que s'il existe ou peut être établie une liste d'adresses complète et à jour.

661. Il est parfois souhaitable d'utiliser une méthode pour dénombrer la plus grande partie de la population et une autre méthode pour certaines zones ou certains groupes spéciaux de population. Il faut toutefois éviter les combinaisons d'une complexité excessive.

662. Il faut décider de la méthode de dénombrement à utiliser au tout début en s'appuyant sur une étude approfondie des diverses options en fonction de leur coût, de la qualité des données obtenues et de la facilité de réalisation. Même si une méthode

⁵² Pour plus de détails, voir les Recommandations mondiales: *Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat*, Études statistiques, Série M, n° 67/Rev.1, Nations Unies, première partie: II - Préparation, organisation et administration des recensements de la population et des logements.

est appliquée de longue date, il est bon d'en réévaluer périodiquement les avantages relatifs à la lumière des besoins du moment et de l'évolution des techniques. Il faut prendre une décision au tout début parce que le choix de la méthode de dénombrement a une incidence sur le budget, la structure de l'organisation, les campagnes de publicité, le programme de formation du personnel, la forme du questionnaire et dans une certaine mesure la nature des données qui pourront être recueillies.

663. Le choix et la durée de la période du dénombrement sont d'une grande importance. Il faut avant tout choisir une période pendant laquelle le recensement a toutes les chances de se dérouler au mieux et de fournir des données particulièrement utiles. Cela peut dépendre d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, il faut éviter les saisons pendant lesquelles il est difficile d'accéder à toutes les zones habitées en raison des pluies, des inondations, de la neige, etc., ou pendant lesquelles le travail est particulièrement pénible, parce qu'il fait très chaud par exemple. En second lieu, il faut choisir un moment où la plus grande partie de la population se trouve à son lieu de résidence habituelle; ce choix simplifiera les opérations de recensement, qu'il s'agisse d'un dénombrement de la population de droit ou de la population de fait, et dans ce dernier cas le dénombrement peut fournir des résultats plus significatifs. Il faut éviter la saison d'intense activité agricole car il est alors difficile d'interroger des personnes qui travaillent tard tous les jours ou même qui passent parfois la nuit sur place lorsqu'elles se trouvent loin de leur habitation. Les périodes de festivals traditionnels, de pèlerinage et de jeûne ne sont pas non plus favorables au recensement.

664. Il est très important que le moment choisi pour le recensement ne coïncide pas avec des événements politiques, par exemple des campagnes en vue d'élections locales ou autres, parce que les personnes à interroger pourraient confondre les deux événements et ne pas vouloir recevoir l'agent recenseur à leur domicile. Il est très important aussi que le recensement se déroule dans un climat de stabilité sur le plan politique et sur celui de la sécurité. En cas d'instabilité, de combats ou de guerre, la sécurité des agents recenseurs ne peut être assurée et de surcroît la population se montrera réticente.

665. Lorsqu'un recensement a été effectué à une date qui s'est révélée dans l'ensemble satisfaisante, le recensement suivant sera effectué à la même période de l'année, sauf raison majeure. La régularité de la date du recensement renforce la comparabilité des données et en facilite l'analyse, et elle instaure également une discipline administrative, tous les participants étant plus motivés pour lancer les préparatifs à temps.

666. Il est souhaitable de réduire au minimum la période du dénombrement proprement dit pour éviter les doubles comptages ou les omissions qui peuvent se produire même si l'on adopte une date unique de référence. Par contre, plus la durée du dénombrement est courte, plus le personnel d'exécution à recruter, former et encadrer doit être nombreux. Cela augmente les frais et risque de nuire à la qualité des résultats. La façon dont on peut concilier ces différentes considérations dépend de l'étendue et des caractéristiques du pays ainsi que des ressources dont il dispose.

667. Au cours des recensements récents, la plupart des pays en développement ont consacré de un à dix jours à la formation des agents recenseurs, la période du

dénombrement proprement dit allant de quelques jours à deux semaines. Il est souvent possible de prévoir des périodes de courte durée dans de petits pays mais des délais plus longs peuvent être nécessaires dans des pays étendus dotés de moyens de communication insuffisants.

Incidences sur le contenu

668. Le dénombrement selon la méthode traditionnelle n'entraîne pas de restrictions quant au contenu du type de celles que l'on pourrait rencontrer lorsque l'on utilise des registres. Cela dit, le contenu du recensement doit être déterminé en établissant un soigneux compromis entre les besoins en matière de statistiques et le désir d'alléger autant que faire se peut la tâche des personnes interrogées.

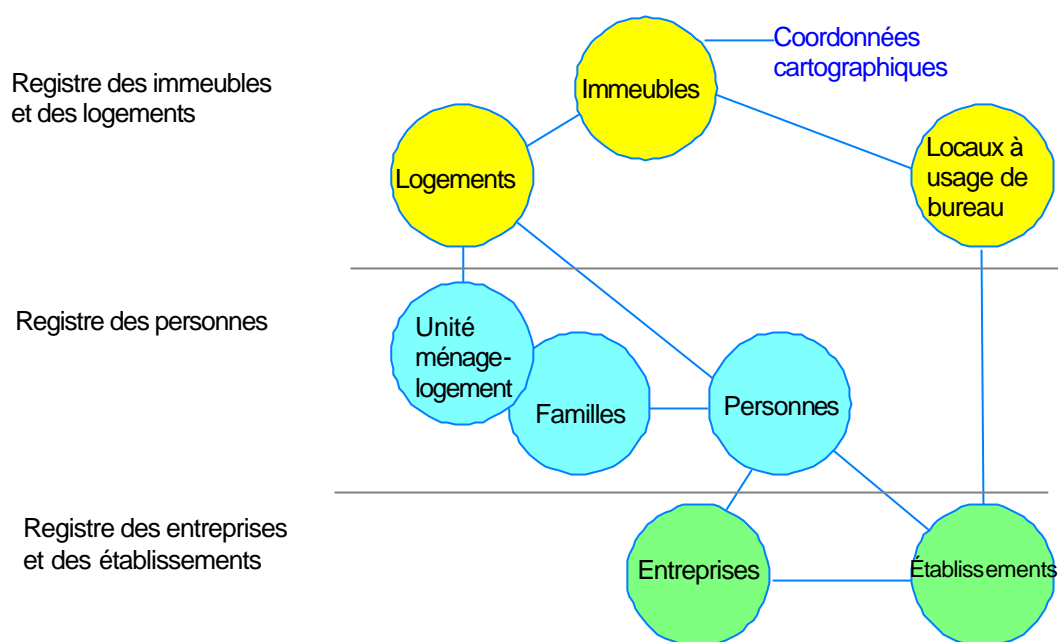
Recensement fondé sur les registres

Description

669. La mise au point d'un système de recensement de la population fondé sur les registres est normalement une opération de longue haleine qui pourrait prendre plusieurs années. Un grand nombre de pays peuvent utiliser certaines données provenant de registres lorsqu'ils compilent leurs données de recensement mais ils ont encore recours aussi à la collecte de données selon la méthode traditionnelle. Les premiers éléments de données tirés des registres peuvent être des adresses, des données démographiques et des données relatives au revenu. Habituellement, la proportion des données administratives s'accroît progressivement d'un recensement à l'autre. Il est très important que les pays introduisent un numéro d'identification commun avant de pouvoir combiner des données provenant de sources différentes.

670. Très peu de pays peuvent tirer tous les éléments de données nécessaires pour un recensement de la population et des habitations des différentes sources administratives. Pour qu'un recensement soit totalement fondé sur les registres, il faut disposer de plusieurs registres et être en mesure d'établir entre eux de très bons liens, avant de pouvoir réunir toutes les données de recensement sans recourir à des questionnaires ou entrevues. Par exemple, la Finlande utilisait une trentaine de registres administratifs pour compiler des données de recensement sans envoyer un seul questionnaire par la poste. Ces registres portent soit sur l'ensemble de la population soit sur certains groupes de population.

671. Le système de recensement de la population fondé sur les registres s'appuie sur un ensemble de registres de base qui contiennent des données complètes sur les unités appelées à être décrites dans le recensement de la population et des habitations. Ces registres comprennent les données consignées dans le registre de population et le registre des immeubles et logements ainsi que les données tirées du registre du commerce. Ils portent sur l'ensemble de la population résidant dans le pays, sur les immeubles et logements existant dans le pays ainsi que sur toutes les entreprises (y compris toutes les institutions du secteur public) et leurs établissements. Toutes les unités statistiques peuvent être reliées l'une à l'autre au moyen de systèmes d'identification: les personnes peuvent être reliées aux unités ménage-logement et aux logements et immeubles dans lesquels elles vivent. À l'autre extrême, les salariés ont été reliés à leurs employeurs. De même, toutes les unités peuvent être placées sur des cartes en utilisant des codes locaux ou des coordonnées cartographiques.



672. Les registres de population ne comportent habituellement que des données démographiques. Pour définir le principal type d'activités de toutes les personnes, il faut disposer d'un véritable ensemble d'autres registres concernant la population active, les chômeurs, les retraités, les étudiants, les membres des forces armées et les travailleurs à domicile. Il faut ensuite déterminer le lieu de travail et la branche d'activité de toute la population pourvue d'un emploi. Il faut pour cela établir un lien entre les salariés et leurs employeurs et également un lien entre les entreprises et les établissements inscrits dans le registre du commerce.

673. Aux fins du recensement, les données doivent être beaucoup plus nombreuses et concerner par exemple la profession, l'instruction, le revenu et la famille pour l'ensemble de la population. Les sources les plus importantes sont les registres fiscaux (données sur le revenu, type de revenu, employeur, par exemple); le registre des pensions liées à l'emploi (données sur l'emploi et les employeurs, par exemple); le registre des demandeurs d'emploi (données relatives au chômage, par exemple); les registres d'étudiants et le registre des assurances sociales.

674. Il est important aussi de disposer des données sur le logement, ce qui signifie qu'il existe au moins un registre des logements et probablement aussi un registre des immeubles. Toutes les personnes doivent être reliées au logement (et à l'immeuble) dans lequel elles vivent.

675. Les registres peuvent comprendre des données qui se chevauchent, mais aussi des données contradictoires. Le plus important, c'est qu'ils se complètent les uns les autres. Il serait possible d'obtenir les renseignements nécessaires concernant les relations de travail par le biais du système des pensions liées aux revenus ou du registre fiscal.

676. Les données des recensements de population sont calculées par estimation à partir de registres; en d'autres termes, on utilise simultanément plusieurs registres en tant que sources pour définir, pour chaque unité statistique, la valeur de la variable considérée. Les règles en matière de décision sont définies de façon à ce que les

données produites soient aussi proches que possible de celles réunies au moyen de questionnaires. Les données provenant de recensements précédents de population et les données consignées dans les registres au même moment sont également consultées pour établir ces règles. Celles-ci comprennent des règles sur l'établissement de priorités entre différentes sources en cas de données contradictoires.

Conditions nécessaires

677. L'expérience des pays nordiques a mis en évidence que l'utilisation généralisée des registres en tant que sources pour produire des statistiques se trouverait facilitée par la mise en place d'un certain nombre d'éléments déterminants, notamment:

– Une base juridique

678. La législation fournit une assise de première importance pour l'utilisation de sources de données administratives à des fins statistiques. La législation nationale doit autoriser l'utilisation, chaque fois que possible, des sources de données administratives existantes à des fins statistiques, évitant ainsi une nouvelle collecte de données. La loi devrait également conférer aux services de statistique le droit d'accéder à des données administratives au niveau de l'unité avec des données d'identification et d'établir des liens entre elles à des fins statistiques. Elle devrait également donner une définition détaillée de la protection des données.

– L'approbation du public

679. Il est extrêmement important aussi que le grand public perçoive et comprenne les avantages liés à l'utilisation de registres en tant que sources à des fins statistiques et qu'il approuve largement le recours à des données administratives pour la production de statistiques. Des échanges de vues et un débat ouverts à tous, qui offrent l'occasion d'expliquer les raisons et les avantages de l'utilisation des registres, ont toujours été considérés comme un principe essentiel. Il est important aussi que la législation nationale en matière de registres soit mise à jour et que l'activité des autorités chargées des registres soit ouverte et transparente.

– Des systèmes de codes d'identification unifiés

680. Un élément essentiel qui facilite l'utilisation de fichiers administratifs à des fins statistiques est l'application de systèmes d'identification unifiés entre différentes sources. Il faut établir des liens entre les données au niveau individuel. Faute de systèmes unifiés, il est extrêmement difficile et laborieux, voire impossible, d'associer différents registres; or, cela est absolument indispensable pour produire des statistiques fondées sur les registres. Un système d'identification unifié qui s'applique aux principaux registres de base est un strict minimum. Ce type de systèmes doit être appliqué pour les entreprises commerciales et pour les immeubles et logements également.

- Des systèmes complets et fiables de registres pour répondre aux nécessités administratives

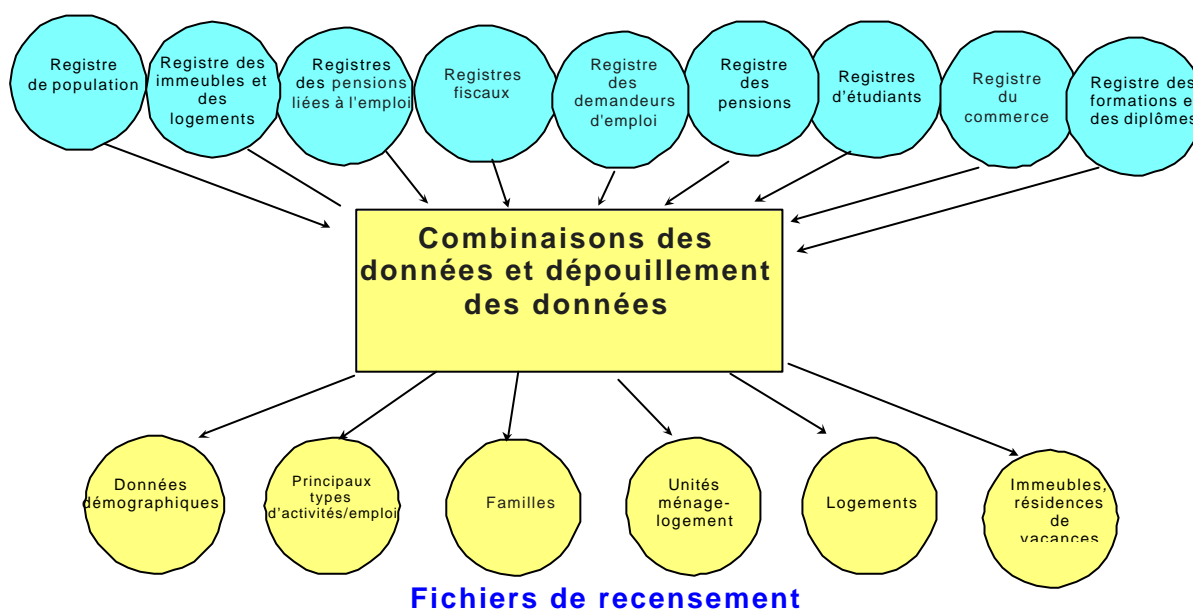
681. La compilation de registres administratifs répond généralement aux besoins liés au fonctionnement de la société et au développement de l'administration. Elle est aussi étroitement liée à la mise en place de systèmes de sécurité sociale et d'imposition. L'un et l'autre se situent au niveau de l'État et il a donc fallu disposer de registres à ce niveau. Ces dernières années, le versement de prestations de base a de surcroît mobilisé de plus en plus les mêmes autorités.

- Une coopération entre les autorités administratives

682. Une action concertée afin de produire des statistiques à partir de registres exige également un engagement ferme et explicite au plus haut niveau ainsi qu'une étroite collaboration entre les autorités compétentes.

Sources de données des recensements de la population et des habitations

Registres et sources administratives



Avantages et inconvénients

683. L'abaissement du coût est incontestablement le principal avantage du recours à des registres administratifs. L'utilisation de registres permet d'établir chaque année des statistiques de recensement (emploi, immeubles et logements, conditions d'habitation). Les sources administratives présentent un autre grand avantage en ce sens que le traitement des données se limite aux éléments qui ont été modifiés. Il est moins coûteux de rassembler des renseignements une seule fois et de ne traiter que ceux qui ont changé, ce qui se produit, par exemple, en cas de changement d'adresse. Les données sur la nationalité, la religion et la situation matrimoniale, l'achèvement des études et les diplômes changent très rarement. Dans la plupart des logements, la surface de plancher et le nombre de pièces ne changent jamais.

684. Les systèmes de registres garantissent également un traitement unifié des données. Un(e) étudiant(e) qui travaille quelques heures ici ou là peut indiquer dans un questionnaire qu'il(elle) est un(e) étudiant(e); or, la définition de la population active est sans aucune ambiguïté: d'après celle du BIT, quiconque travaille au moins une heure par semaine doit être classé comme salarié.

685. Le recours à un système de registres permet également de repérer les activités qui se chevauchent. Il est alors possible d'établir des statistiques sur les relations de travail concurrentes, l'emploi des étudiants, etc.

686. L'utilisation de registres complets supprime le problème des non-réponses au questionnaire du recensement.

687. Les statistiques établies à partir de registres portent sur la totalité des zones géographiques étant donné que les registres englobent l'ensemble de la population cible et qu'il est possible d'obtenir des informations géographiques détaillées pour toutes les unités géographiques, municipalités, zones subsidiaires librement déterminées et mailles cartographiques de dimensions diverses.

688. Les statistiques établies à partir de registres sont disponibles tous les ans. Les besoins en matière d'information augmentant, de nouvelles pressions s'exercent pour accélérer la production de statistiques régionales. Les données régionales réunies à l'issue d'un recensement décennal de la population ne suffisent pas toujours pour répondre à ces besoins. Là encore, les registres présentent un avantage majeur en offrant la possibilité d'établir des statistiques plus fréquemment. L'apparition de statistiques établies à partir de registres a également abouti à la publication annuelle d'un grand nombre de statistiques de base (y compris les statistiques de la population et des tendances démographiques, les statistiques des familles, les statistiques des branches d'activité et de l'emploi, les statistiques des immeubles et des habitations et les statistiques du système d'enseignement).

689. En volume, la production de statistiques sur une période de dix ans a décuplé, pour un coût ramené à une petite fraction du coût d'une seule grande enquête par voie de questionnaire.

690. La production de statistiques à partir de registres a également ouvert la voie à un élargissement de la portée et de la couverture des données et à de nouvelles méthodes de description, par exemple des statistiques de flux très précises. Les statistiques de placement des récents diplômés universitaires et les statistiques des flux de main-d'œuvre en sont des exemples.

691. La réduction de la charge de travail que représente la fourniture de données pour la population est un avantage non négligeable. Il faut du temps pour lire les instructions, remplir les formulaires et les renvoyer par la poste au service de statistique. L'utilisation de registres élimine totalement ce travail.

692. L'établissement de statistiques à partir de registres a également une incidence spectaculaire sur les descriptions d'emploi du personnel du service de statistique. Il n'est plus nécessaire de concevoir des questionnaires et de les mettre à l'essai, de les faire imprimer, de remplir à l'avance certaines rubriques, de les poster et d'envoyer des rappels, ainsi que de coder et retranscrire les données. Le service de statistique n'a

plus besoin de recruter du personnel en grand nombre pour dépouiller les formulaires. De surcroît, la protection des données s'en trouve améliorée étant donné qu'il n'est pas nécessaire d'écrire en clair sur papier au niveau local les réponses données au questionnaire du recensement de la population. Tous les éléments de données sont traités par ordinateur. Les personnes qui traitent les données sont par ailleurs beaucoup moins nombreuses. De ce fait, le caractère confidentiel des données relatives à la population cible est nettement mieux protégé.

693. L'utilisation de données administratives comporte également certains inconvénients à prendre en considération. L'un de ces inconvénients tient au fait que les descriptions établies à partir de registres ne peuvent s'appuyer que sur les renseignements qu'il est possible de tirer des registres disponibles. Cela impose certaines restrictions quant au nombre de phénomènes qui peuvent être décrits et risque également de compromettre la comparabilité internationale.

694. En utilisant des registres, le bureau de statistique devient également plus tributaire des autorités chargées des registres ainsi que des changements qui peuvent survenir dans la législation et les pratiques administratives. Il est donc de la plus haute importance que les autorités compétentes coopèrent étroitement afin que tout changement éventuel soit porté le plus rapidement possible à la connaissance du bureau.

Incidences sur les étapes du recensement

695. Des problèmes peuvent apparaître concernant les périodes de référence et la compatibilité des données. Pour que les statistiques restent fiables, il importe que les changements soient répertoriés avec exactitude à la date à laquelle ils ont effectivement eu lieu. Les renseignements relatifs aux dates de décès et de naissance sont généralement exacts car ils sont tirés de certificats délivrés par les autorités: le plus souvent, l'heure indiquée est donc exacte. Les renseignements sur les dates d'embauche et les périodes de chômage et de pension sont également exacts, mais la durée des études l'est moins. En cas de changement d'adresse, la personne qui déménage peut ne pas prendre la peine de le signaler, ou le faire avec retard.

696. L'établissement de liens entre les données relatives à des variables telles que le lieu de travail, la profession et le revenu en provenance de différents registres pose parfois des problèmes de compatibilité, c'est-à-dire qu'il n'est pas toujours évident que les renseignements sur la profession et la branche d'activité, par exemple, correspondent à la même période d'emploi.

697. Il est parfois difficile, dans le cas de certaines rubriques des registres, d'établir un lien entre les données. Le code n'est pas le même pour les pensions liées à l'emploi et dans le registre fiscal et le registre du commerce, et l'établissement d'un lien entre les personnes et la société qui les emploie nécessite donc un travail supplémentaire. De même, la liaison entre les entreprises et l'immeuble dans lequel elles se trouvent n'est pas toujours facile car l'adresse de la société n'est pas nécessairement tout à fait exacte, ou bien peut être différente de celle indiquée dans le registre des immeubles.

Incidences sur le contenu

698. Il a parfois fallu éliminer certaines données d'un recensement de la population fondé sur les registres parce que l'information nécessaire n'apparaît dans aucun registre: il s'agit notamment de l'unité ménage-logement destinée à remplacer l'unité ménage, du mode de transport jusqu'au lieu de travail, du travail à temps partiel et du travail mobile.

699. Il n'existe plus d'instrument de collecte pour répondre à des besoins particuliers. Dans beaucoup de pays, le recensement de la population est un moyen important de collecte de données utilisé pour répondre à de nouveaux besoins en matière d'information. Cette souplesse disparaît dès lors que les données ne sont plus rassemblées par voie de questionnaire.

Recensement à partir de registres associé à une enquête par sondage

Description

700. Certains pays ont recours à la fois à des registres et autres sources administratives et à des enquêtes par sondage pour établir des statistiques de recensement. Cette option est intéressante pour les pays qui ne peuvent tirer des registres toutes les informations à réunir au cours d'un recensement. Si un pays choisit cette option, il peut établir certains tableaux de recensement par simple dénombrement à partir des renseignements figurant dans les registres mais il doit, pour d'autres tableaux, rapporter les données fournies par les enquêtes à la totalité de la population.

Conditions nécessaires

701. L'option d'un recensement à partir de registres associé à des enquêtes par sondage n'est possible que si les différentes sources fournissent tous les renseignements apportés par un recensement. De plus, il doit être possible, au moment de l'enregistrement des données, de relier les informations provenant de ces différentes sources. Avant de commencer à établir des tableaux lors d'un recensement à partir de registres associé à des enquêtes par sondage, il importe de réaliser une micro-intégration des différentes sources, au cours de laquelle les données sont vérifiées et les inexactitudes réparées. De l'avis général, la micro-intégration des données fournira des résultats plus fiables parce que celles-ci seront basées sur un maximum de renseignements. De plus, les sous-groupes de population seront mieux pris en compte car si une source ne fournit pas toutes les données, une autre source la complètera. La micro-intégration présente un autre avantage, à savoir qu'il n'existe plus de risque de confusion chez les utilisateurs d'informations statistiques car chaque phénomène socioéconomique sera associé à un seul chiffre, et non plus à plusieurs selon la source utilisée.

Avantages et inconvénients

702. Les avantages d'un recensement à partir de registres associé à des enquêtes par sondage tiennent au fait qu'il est beaucoup moins coûteux qu'un recensement par entretien (le coût d'un recensement virtuel ne représente qu'une petite fraction de celui d'un recensement traditionnel) et que la population d'un pays ne se trouve pas

mise à contribution. Un recensement traditionnel peut susciter un grand nombre d'objections pour atteinte à la vie privée parce qu'il a pour objet de rassembler des renseignements complets sur la population vivant dans le pays, ce qui aggrave le risque de non-réponses. Un recensement virtuel ne suscite pratiquement aucune objection et le risque de non-réponses n'apparaît que dans les enquêtes dont on utilise les données. Si l'on parvient à remédier au défaut de réponses dans une enquête, il sera certainement possible d'ajuster la sélectivité de ladite enquête dans le recensement où elle est utilisée.

703. L'inconvénient tient au fait que l'établissement de tableaux à partir de microdonnées demande plus de travail car des problèmes de pondération peuvent se poser. De surcroît, il est parfois plus difficile d'intéresser les populations aux résultats d'un recensement dès lors qu'elles n'ont plus à fournir de renseignements.

Incidences sur les étapes du recensement

704. La mise en route d'un recensement virtuel est généralement plus tardive que celle d'un recensement traditionnel. Il ne vaut pas la peine de commencer un recensement tant que toutes les sources ne sont pas disponibles. Cela dit, la préparation d'un recensement virtuel est normalement plus rapide étant donné qu'il n'est pas nécessaire de vérifier ni de corriger les formulaires de recensement envoyés en retour. Il faut cependant avoir conscience que l'on ne disposera, pour certaines variables, que d'un échantillon de données et qu'il sera donc de ce fait parfois impossible de parvenir au niveau de détail exigé pour certains tableaux.

Incidences sur le contenu

705. Les renseignements concernant un certain nombre de variables à étudier doivent être tirés de différentes sources et les données figurant dans les registres sont parfois un peu différentes du résultat que l'on obtiendrait si les personnes étaient interrogées. Cela peut nuire à la comparabilité des résultats d'un pays à l'autre et dans le temps. Les registres, par contre, ont l'avantage de fournir des informations complètes. Il est absolument indispensable que les bureaux de statistique utilisent les registres qui sont utiles pour le recensement. Il faut normalement pour cela adapter la législation applicable à la statistique. Il n'en reste pas moins qu'une fois cette adaptation réalisée, le service de statistique devra établir de bons contacts avec les responsables des registres. Le bureau de statistique ne pourra produire des statistiques que dans la mesure où il recevra en temps voulu les données relatives aux variables considérées.

Recensement en continu

Description

706. Le recensement en continu, qui offre une alternative au modèle traditionnel de recensement, se présente sous la forme d'une enquête permanente dont les résultats se cumulent et qui s'étend à l'ensemble du pays sur une période déterminée plutôt que sur une journée particulière. Il est associé à deux grands paramètres:

- La durée de la période, qui est liée à la fréquence de la mise à jour requise;

- La cadence d'échantillonnage, qui dépend du budget et du niveau géographique (pays, régions, villes, quartiers, etc.) auxquels correspondent les données à diffuser.

707. Il est possible par exemple de constituer une base d'échantillonnage afin d'obtenir des résultats pour l'ensemble du pays avec l'enquête annuelle, pour la région en cumulant trois enquêtes annuelles et pour de petites zones en cumulant cinq enquêtes annuelles. L'enquête annuelle peut être réalisée sur toute l'année ou pendant un mois particulier.

Conditions nécessaires

708. Les conditions nécessaires dépendent de la complexité de la base d'échantillonnage. Si les unités sont des adresses, il faut d'abord constituer un fichier central d'adresses. Par contre, si l'unité est plus vaste, s'il s'agit par exemple d'une municipalité, il suffit de disposer de suffisamment d'informations pour répartir les municipalités sur les différentes années étant donné que chacune sera représentative. Il faudra toutefois en expliquer les conséquences aux utilisateurs de données de recensement et leur indiquer comment utiliser ces données étant donné qu'ils sont plus habitués à des données instantanées qu'à des données recueillies sur une période déterminée.

Avantages et inconvénients

709. Le principal avantage est la plus grande fréquence d'actualisation des données: cette actualisation a lieu tous les dix ans avec un recensement traditionnel mais chaque année avec un recensement en continu. Un autre avantage est d'étaler le travail de recensement au lieu de devoir s'atteler à l'énorme tâche que constitue un recensement général. Il est possible d'améliorer le déroulement des opérations d'une année sur l'autre et de mettre à l'essai de nouvelles techniques. L'inconvénient tient au fait que l'on ne dispose plus d'un instantané de l'ensemble de la population, ce qui complique les comparaisons d'une zone à l'autre parce que le dénombrement ne se fait plus au même moment.

Incidences sur les étapes du recensement

710. Il vaut mieux commencer un recensement en continu juste après un recensement général, afin de tirer parti des renseignements récents pour constituer la base d'échantillonnage. Comme cette opération se reproduit chaque année, elle doit être soigneusement préparée car tout retard peut être source de difficultés pour les étapes suivantes.

Incidences sur le contenu

711. Un recensement en continu peut s'étendre à toutes les caractéristiques habituelles des recensements et il est possible de modifier les questions régulièrement. De la sorte, le recensement est mieux adapté à l'évolution des besoins, même s'il faut préserver la comparabilité dans le temps. Selon la façon dont le recensement est organisé, il est parfois possible d'ajouter des enquêtes thématiques.

Dénombrement traditionnel associé à des mises à jour annuelles des caractéristiques

Description

712. Cette méthode, qui est une variante du recensement traditionnel, consiste essentiellement à dénombrer la population et à ne rassembler que les données démographiques de base pendant l'année du recensement. Une vaste enquête sur les ménages a pour but de réunir et mettre en tableaux chaque année, tout au long de la décennie, des données démographiques, sociales, économiques et relatives au logement détaillées, remplaçant ainsi la version longue utilisée pendant l'année de recensement pour rassembler ces données détaillées auprès d'un échantillon de population.

713. Les échantillons constitués aux fins de l'enquête comportent chaque année un pourcentage d'adresses proche du taux d'échantillonnage appliqué pour la version longue pendant une période déterminée du cycle de recensement, par exemple cinq ans. Afin d'améliorer la fiabilité des estimations pour de petites circonscriptions administratives, l'échantillon comprend une plus forte proportion d'adresses. Aux États-Unis, où cette méthode a été appliquée, les taux d'échantillonnage sur un an aux divers niveaux géographiques se situent aux environs de 1,7 à 10 %, et sur une période de cinq ans, de 8,5 à 50 % environ.

714. L'échantillon est cumulé dans le temps afin que l'on parvienne aux niveaux de détail géographique les plus bas, plus ou moins comme dans l'échantillon de la version longue dans le recensement traditionnel. Il faut cinq années de données pour les zones de moins de 20 000 habitants, trois années pour les zones de 20 000 habitants ou plus, et une seule année pour les zones de 65 000 habitants ou plus.

715. Un courrier est envoyé à chaque adresse. En cas de non-réponse, un contact est établi par téléphone, et/ou par une personne qui se rend sur place.

716. Les données de l'enquête doivent être pondérées afin que les estimations produites soient fiables et utilisables. Elles sont pondérées en fonction de la conception de l'échantillon, des ajustements pour compenser les effets des non-réponses et des correctifs à apporter en cas de sous-dénombrement ou de surdénombrement. Grâce à cette dernière pondération, les estimations des caractéristiques sont comparables à la norme, qui est le recensement périodique. Une fois que les coefficients de pondération définitifs sont appliqués, les statistiques sont établies (estimations démographiques, proportions, moyennes, médianes et ratios).

Conditions nécessaires

717. Pour que cette méthode puisse être appliquée, il faut notamment que les intervenants et les décideurs acceptent un changement aussi important dans la conception du recensement. Les utilisateurs des données de recensement traditionnel doivent accepter de remplacer les produits qui leur étaient fournis tous les dix ans par un nouvel ensemble de produits pluriannuels mis à jour chaque année. Cette méthode nécessite tous les ans des ressources financières importantes et non plus des ressources réparties sur un ou deux ans une fois tous les dix ans.

718. Sur le plan opérationnel, il faut disposer d'une base d'adresses pour le choix des échantillons. Il est absolument indispensable de conserver cette base tout au long de la décennie et de la tenir à jour d'une année sur l'autre, en particulier dans les zones rurales.

719. Un dénombrement traditionnel associé à des mises à jour annuelles des caractéristiques ne peut être réalisé qu'avec le concours permanent pendant toute la décennie de spécialistes de haut niveau qui veillent à la mise en œuvre de l'enquête. De plus, il nécessite un personnel chargé de superviser un vaste programme de planification, d'élaboration et de mise à l'essai qui a pour objet de rechercher en permanence la façon d'améliorer la gestion et la mise en œuvre du formulaire abrégé, seule composante du recensement.

Avantages et inconvénients

720. Le principal attrait de cette méthode est double - fournir des données sur la population qui soient plus fréquentes et plus utiles que celles provenant d'un recensement organisé une fois seulement tous les dix ans, et diminuer les risques opérationnels associés au recensement. Un tel programme est coûteux et techniquement difficile à mettre en place et doit s'accompagner d'un vaste programme pluriannuel de planification, d'élaboration et de mise à l'essai. Le décompte complet qui fait partie intégrante d'un recensement revêt une importance cruciale, en particulier dans les pays dont la législation prévoit des décomptes périodiques complets de la population.

721. Dans le cas d'un recensement traditionnel, même lorsque les données détaillées de recensement sont publiées dès que possible après l'année de recensement, les utilisateurs de données doivent travailler avec des résultats qui sont vieux de sept ans en moyenne. La production de données d'actualité pour faciliter la prise de décisions à tous les niveaux de l'État est l'une des principales raisons qui incitent à adopter cette méthode. Ces données actuelles et donc plus utiles peuvent beaucoup augmenter l'intérêt que présentent, pour les fonctionnaires, les décideurs et les hommes d'affaires, les renseignements que procure actuellement la version longue tous les dix ans.

722. Comme il ne sera plus nécessaire de réunir des données détaillées à partir d'un échantillon de population dans le cadre du recensement, la version abrégée du questionnaire pourra être axée plus directement sur les objectifs primordiaux du recensement.

Incidences sur les étapes du recensement

723. Avec cette méthode, c'est l'enquête permanente qui doit fournir des estimations de données démographiques, sociales, économiques et relatives au logement détaillées tout au long de la décennie. De la sorte, il n'est plus nécessaire pendant le recensement de réunir et dépouiller ces données, ni de les mettre en tableaux. En supprimant la nécessité d'utiliser une version longue du questionnaire durant l'année du recensement (ce qui implique la collecte de renseignements sur un beaucoup plus grand nombre de questions auprès d'un échantillon de ménages), les responsables de la planification du recensement peuvent éventuellement se concentrer davantage sur l'amélioration de la couverture pendant l'année de recensement.

proprement dite. Les innovations, en particulier sur le plan technologique, peuvent devenir possibles dès lors que le recensement se limite à la collecte de données correspondant à la version abrégée. Comme il n'est plus nécessaire, pendant le recensement, de rassembler, dépouiller et mettre en tableaux des données détaillées, la charge de travail s'en trouve réduite et il devient possible de mettre au point des méthodes de dépouillement adaptées aux besoins de la version abrégée. La mise en tableaux et la publication des données de recensement vont elles aussi se trouver considérablement réduites.

724. Il est nécessaire maintenant de coordonner de nombreuses composantes du recensement tout au long du recensement (c'est-à-dire les années qui le précèdent et qui le suivent) et de l'enquête (pendant la décennie). Il faut pour cela mettre au point des programmes de vulgarisation, de promotion et de partenariat destinés à inciter le public à coopérer davantage et à mieux s'informer. Il faut également tenir un fichier central d'adresses qui doit être mis à jour régulièrement, et non plus une fois tous les dix ans.

725. Étant donné que l'enquête se poursuit tout au long de la décennie, il devient possible de mettre en place une base solide qui facilite la collecte de données pendant l'année du recensement. Les renseignements fournis par l'enquête proprement dite (par exemple la langue parlée) peuvent être d'une grande utilité pour planifier la collecte de données au cours de l'année du recensement. L'expérience acquise au cours de l'enquête peut servir à mieux répartir les ressources pendant le recensement.

Incidences sur le contenu

726. À l'instar de la version longue du questionnaire de recensement, l'enquête permanente peut fournir des données sur un large éventail de sujets, notamment les familles, les enfants et les personnes âgées; le revenu et la pauvreté; le niveau d'instruction et les effectifs scolaires; les actifs et les chômeurs; le handicap; l'immigration et la maîtrise des langues; les habitations, etc. Généralement, le contenu de l'enquête est déterminé en fonction de celui de la version longue. La justification d'un accroissement ou d'une révision de ce contenu doit être clairement énoncée. Une enquête destinée à faciliter la production d'estimations à partir de données d'échantillon réunies pendant plusieurs années ne se prête pas facilement à des modifications de son contenu.

Pour plus d'informations, voir les documents affichés sur les sites Web aux adresses suivantes: <http://192.91.247.58/stats/documents/2004/11/censussem/wp.1.e.pdf>
<http://www.census.gov/acs/www/>.

APPENDICE III: LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE

727. Les Principes fondamentaux de la statistique officielle ont été adoptés, pour la région de la CEE, par la Conférence des statisticiens européens en 1991 et, au niveau mondial, par la Commission de statistique de l'ONU en 1994. En ce qui concerne la CEE, ces principes ont également été présentés pour adoption au niveau politique à la Commission économique pour l'Europe, qui est l'organe le plus élevé de la CEE, ce qui a débouché sur l'adoption de la décision C (47) le 15 avril 1992. Ces principes présentent de façon très concise les normes professionnelles et éthiques nécessaires pour assurer la crédibilité des résultats des statistiques officielles auprès de tous les utilisateurs et garantir l'intégrité des organismes nationaux qui produisent des statistiques officielles. Ils sont applicables à tous les domaines de la statistique officielle et à tous les producteurs nationaux de statistiques officielles, et doivent servir de modèle pour les législations nationales qui définissent le cadre institutionnel de la statistique officielle⁵³, pour les opérations de production et de diffusion des statistiques officielles, et pour le comportement de tous les fonctionnaires qui y participent. De nombreux pays ont adopté une loi générale sur la statistique qui répond à ces critères.

728. Ces principes fondamentaux ont été inclus dans deux autres normes opérationnelles du FMI sur les statistiques officielles, à savoir la Norme spéciale de diffusion des données⁵⁴ et le Système général de diffusion des données⁵⁵. Ce dernier porte également sur certaines statistiques démographiques et sociales. Ces deux normes comportent des dispositions sur l'intégrité, qui ont été précisées dans le cadre d'évaluation de la qualité des données (cadre générique de juillet 2003)⁵⁶. Ce cadre aborde la question de l'intégrité de la façon suivante:

⁵³ La notion de système statistique d'un pays désigne ici l'ensemble des organismes publics qui produisent des statistiques officielles telles qu'elles sont définies par les dispositions législatives nationales pertinentes. En vertu du huitième principe, les producteurs de statistiques ne doivent pas agir de façon indépendante, mais coordonner leurs activités. En conséquence, le système statistique englobe les organismes consultatifs ou de coordination dans le domaine des statistiques officielles qui sont institués par la législation nationale ou créés en vertu de celle-ci. Dans le cas d'organismes publics autres que le service national de statistique (ou les bureaux de statistique établis aux niveaux régional ou local) qui produisent des statistiques officielles, il découle des principes fondamentaux de la statistique officielle que les tâches statistiques sont soumises à la législation sur la statistique et qu'elles sont clairement séparées, dans l'organigramme, des autres tâches confiées à cet organisme (département, ministère, etc.). La notion de producteur de statistiques officielles (et de système statistique) n'englobe donc pas la totalité d'un ministère, d'un département ou d'un organisme, mais seulement les services qui produisent régulièrement des statistiques officielles. Tous les organismes publics autres que les producteurs de statistiques ainsi définis sont considérés comme des utilisateurs potentiels de statistiques officielles. Cette clarification est importante, car la notion d'indépendance professionnelle se fonde sur cette frontière qui existe sur le plan des décisions prises au sein du système statistique; en outre, l'échange de données soumises à la confidentialité des statistiques, à supposer qu'il soit légal, ne peut être étendu aux services administratifs autres que les producteurs de statistiques, tels qu'ils sont définis plus haut, ni aux centres de recherche.

⁵⁴ Référence à ajouter.

⁵⁵ Référence à ajouter.

⁵⁶ Référence à ajouter.

<p>1. Assurance d'intégrité</p> <p><i>Le principe d'objectivité dans la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques est scrupuleusement respecté.</i></p>	<p>1.1 Professionnalisme</p> <p><i>- Le professionnalisme est un principe fondamental des politiques et des pratiques statistiques.</i></p> <p>1.2 Transparence</p> <p><i>- Les politiques et pratiques statistiques sont transparentes.</i></p> <p>1.3 Normes déontologiques</p> <p><i>- Les politiques et les pratiques statistiques obéissent à des normes déontologiques.</i></p>	<p>1.1.1 Les statistiques sont établies de manière impartiale.</p> <p>1.1.2 Le choix des sources et des techniques statistiques et les décisions prises en matière de diffusion est fondé exclusivement sur des considérations statistiques.</p> <p>1.1.3 L'organisme statistique compétent est habilité à formuler des observations en cas d'interprétation erronée ou d'utilisation abusive des statistiques.</p> <p>1.2.1 Les dispositions régissant la collecte, le traitement et la diffusion des données sont diffusées au public.</p> <p>1.2.2 L'accès des agents de l'État aux données avant leur diffusion est signalé au public.</p> <p>1.2.3 Les produits des organismes et des services statistiques sont clairement identifiés.</p> <p>1.2.4 Les changements majeurs de méthodologie, de données de base et de techniques statistiques font l'objet d'un avis préalable.</p> <p>1.3.1 Des règles déontologiques sont en place et bien connues du personnel.</p>
---	--	--

729. Ce cadre consacre les principes suivants: l'impartialité (élément du premier principe fondamental de l'ONU), l'indépendance professionnelle (deuxième principe de l'ONU), le droit de formuler des observations concernant l'interprétation erronée et l'utilisation abusive de statistiques (quatrième principe de l'ONU), la transparence des sources de données et des méthodes (troisième principe de l'ONU), l'applicabilité de

règles aux activités des producteurs de statistiques (sixième principe de l'ONU), la transparence et l'impartialité en matière de diffusion (élément du premier principe de l'ONU) et l'existence de règles déontologiques que le personnel doit respecter.

730. Le dernier principe énoncé par le cadre du FMI illustre le fait que, s'il est essentiel que les prescriptions soient consacrées par la loi, cela ne suffit pas. Ces dernières doivent être traduites en garanties institutionnelles (voir plus loin) et en lignes directrices destinées au personnel et régissant les procédures selon lesquelles les décisions sont prises, en particulier dans les cas limites, de façon à constituer un ensemble cohérent de références au sein du système statistique ou, à tout le moins, dans le service national de statistique. Le personnel doit adhérer pleinement à ces règles déontologiques, grâce à une formation appropriée et à l'application de ces règles au cours des activités courantes de collecte, de traitement et de diffusion de données. À cet égard, les cadres supérieurs de ce service doivent donner à l'ensemble du personnel l'exemple d'un comportement irréprochable et contribuer à renforcer le fondement éthique de la statistique officielle dans leurs relations avec toutes les parties, en particulier les médias et la population.

731. Les recensements de la population et des logements suscitent beaucoup d'attention, voire le plus d'attention, dans le domaine des statistiques officielles, de sorte qu'à leur égard un respect strict de ces principes revêt une importance particulière. Si les services nationaux de statistique ne veillent pas à ce que les recensements de la population soient conformes à ces principes, tant en fait que dans l'esprit des utilisateurs et des répondants, la crédibilité non seulement du recensement, mais aussi du service national de statistique et de l'ensemble du système statistique risque d'être gravement compromise. Il est donc recommandé que, dans les pays où des dispositions législatives générales sur la statistique consacrent explicitement les principes fondamentaux, tout texte de loi sur le recensement de la population indique clairement que ces principes sont applicables au recensement, par exemple par un renvoi à ces dispositions.

732. La question abordée par les *Principes fondamentaux de la statistique officielle* qui revêt la plus grande importance et a suscité le plus de discussions dans le contexte du recensement est celle de la confidentialité et en particulier, la règle du sixième principe selon laquelle les données individuelles ne doivent être utilisées qu'à des fins statistiques. La confiance des répondants, à laquelle le principe de confidentialité est lié, est un élément essentiel de l'intégrité. La distinction entre une utilisation statistique et une utilisation d'une autre nature est abordée de façon plus détaillée dans le chapitre A, et les aspects du principe de confidentialité liés à la divulgation sont examinés de façon plus approfondie dans le chapitre I. En conséquence, le présent chapitre portera sur certains autres principes relatifs à l'intégrité qui présentent un intérêt particulier dans le contexte d'un recensement.

Indépendance professionnelle

733. Il n'existe pas d'indépendance totale de nature juridique dans le cas des producteurs de statistiques officielles, étant donné que les services nationaux de statistique et les autres producteurs de statistiques officielles font, à l'un ou l'autre titre, partie du pouvoir exécutif. Sur le plan du financement, la très grande majorité des fonds affectés à des activités liées aux statistiques officielles proviennent de budgets publics (aux niveaux national, régional et local, et le cas échéant à celui des

donateurs internationaux). En conséquence, le principe de l'indépendance professionnelle peut être résumé comme suit: il porte sur le «comment», c'est-à-dire la façon dont les statistiques officielles sont produites et diffusées mais non sur le «quoi», c'est-à-dire les caractéristiques de la société qui présentent un intérêt suffisant pour être mesurées dans le cadre d'activités statistiques officielles financées par les pouvoirs publics, y compris la fréquence de ces mesures et les grandes ventilations de ces caractéristiques, dans la mesure où cet aspect a des effets importants sur les ressources.

734. Sur le plan des procédures, il découle de l'indépendance professionnelle que, si diverses parties, en particulier les principaux utilisateurs, sont consultées au sujet de questions professionnelles, les décisions relatives au «comment» sont prises au sein du système de statistiques officielles et non par un organe politique, en particulier pas par le gouvernement. L'expression «au sein du système de statistiques officielles» peut signifier «par le directeur du service national de statistique», avec la participation éventuelle, pour les questions importantes, d'un comité consultatif, tel qu'un conseil de la statistique institué par la législation sur les statistiques officielles, ou un organe composé de représentants d'une partie ou de la totalité des producteurs de statistiques du système national de statistique. Pour ce qui est du recensement de la population, la loi qui régit ce dernier peut disposer qu'un comité du recensement joue un rôle dans de telles décisions. Quelle que soit la nature des mécanismes de prise de décisions qui existent dans le système statistique du pays considéré, il est crucial que la législation applicable prévoie très clairement que tous les organismes concernés sont soumis aux principes fondamentaux (qui doivent de préférence être également consacrés par une loi générale sur la statistique). En ce qui concerne le «quoi» dont il a été question plus haut (qui inclut les décisions sur les ressources et les priorités), auquel les règles relatives à l'indépendance professionnelle ne sont pas applicables, la répartition des rôles est exactement inverse: la plupart des propositions relatives à de telles décisions sont préparées de façon coordonnée par les différents acteurs du système statistique, mais les décisions sont prises au niveau politique, par un ministre, le gouvernement ou le parlement.

735. La frontière entre le «quoi» et le «comment» n'est pas tracée au même endroit d'un pays à l'autre. Dans certains pays, la réputation d'intégrité du service national de statistique est telle que son directeur peut même décider de la répartition des crédits ouverts pour les statistiques officielles entre des différents domaines, seule l'enveloppe globale étant décidée au niveau politique dans le cadre du processus budgétaire. Cependant, un certain nombre de questions régies par le principe de l'indépendance professionnelle ne doivent jamais relever du pouvoir de décision d'un organe politique.

736. Ces questions sont les suivantes:

- La conception d'instruments de collecte de données pour l'établissement de statistiques officielles, en ce qui concerne la couverture, les questionnaires et la terminologie utilisée dans ces derniers, et la sélection des répondants (lorsque la couverture n'est pas exhaustive), y compris la conception d'enquêtes pilotes et d'enquêtes postérieures au dénombrement;

- Le choix des sources administratives à utiliser pour la préparation du recensement ou, dans le cas de recensements reposant sur des registres, au cours de la phase d'exécution;
- La suite à donner aux non-réponses lors de la collecte de données primaires ou le processus de vérification des données administratives par les personnes concernées et la suite à donner en cas de non-réponse;
- Le choix des méthodes et des stratégies à mettre en œuvre pour éditer les données brutes (provenant de la collecte de données primaires ou de sources administratives), imputer les données manquantes ou corriger les informations erronées, classifier les questions ouvertes et combiner diverses sources de façon optimale (au niveau de l'unité ou au niveau global);
- Le choix des agrégats à établir à partir du recensement en vue de leur diffusion en tant que statistiques officielles, y compris la terminologie utilisée pour désigner ces agrégats et la façon de les établir;
- Les méthodes selon lesquelles ces résultats sont diffusés dans le respect total des principes fondamentaux, y compris le moment de la diffusion;
- Les normes, méthodes et procédures de contrôle de la qualité au cours des différentes phases de l'opération, et les décisions concernant l'opportunité de diffuser certains agrégats dont la qualité est jugée insuffisante;
- La façon dont les données du recensement sont utilisées pour améliorer d'autres produits ou activités relevant de la statistique officielle (ajustement de séries chronologiques en fonction de données de référence, utilisation des données du recensement comme base de sondage); et
- La façon d'organiser, d'enregistrer et de stocker des données éditées du recensement au niveau de l'unité, pour faciliter la réalisation de tableaux supplémentaires conformément à des demandes spéciales d'utilisateurs (services statistiques) et en vue d'une éventuelle utilisation ultérieure dans le cadre des statistiques officielles (études analytiques).

737. Il convient de formuler deux réserves générales concernant l'autonomie professionnelle lorsque des décisions relatives au «comment» doivent être prises, dans la mesure où la décision finale peut légitimement relever du niveau politique sans que cela porte atteinte aux principes fondamentaux. La première est liée à un autre principe fondamental, qui a trait à la question de la charge qui pèse sur les répondants au cours de la collecte de données primaires (cinquième principe), qui met en jeu l'obligation de répondre, l'atteinte éventuelle à la vie privée qui peut résulter de certaines questions, en particulier dans le contexte d'un recensement, et les sanctions à infliger en cas de refus de s'acquitter de l'obligation de réponse. La seconde réserve concerne la répartition des tâches et des responsabilités entre les différents acteurs et organismes du système statistique d'un pays pour les différents éléments d'un programme statistique, dans l'hypothèse où ils sont tous soumis à la législation sur la statistique. Dans le cas d'une opération de base telle que le recensement (du moins lorsque celui-ci est réalisé exclusivement à des fins statistiques), la responsabilité

globale revient normalement au service national de statistique, dans la mesure où celui-ci est le principal producteur de statistiques officielles et le coordonnateur du système statistique, même si certaines tâches peuvent être confiées à d'autres acteurs du système statistique.

738. En ce qui concerne les recensements de la population classiques, les dispositions énoncées par la loi et les règlements pris en application de celle-ci sont souvent plus détaillés que pour d'autres collectes de données primaires destinées à l'établissement de statistiques officielles telles que les enquêtes par sondage. En conséquence, il existe un risque que des instances politiques interviennent dans des décisions dont il a été indiqué plus haut qu'elles doivent être régies exclusivement par le principe de l'indépendance professionnelle. Ces dispositions législatives et réglementaires doivent se borner à énumérer d'une façon générale les caractéristiques qui font l'objet du recensement, mais il faut que le libellé exact des questions soit déterminé par le système statistique. Les prescriptions légales concernant le recensement ne doivent pas contenir une liste exhaustive de tableaux à produire mais, s'il est jugé indispensable qu'elles précisent la nature de la production, elles doivent le faire de façon générale, en laissant au système statistique le soin de concevoir les définitions et de choisir les méthodes d'agrégation. Les aspects les plus importants de la définition des produits dans les textes juridiques ont trait à l'impartialité (voir plus loin) et, éventuellement, à l'actualité des produits.

739. Pour ce qui est des choix à faire en toute indépendance professionnelle, les responsables du système statistique «doivent déterminer, en fonction de considérations purement professionnelles, notamment de principes scientifiques et de règles déontologiques, les méthodes...» (deuxième principe), pour que les statistiques officielles donnent une représentation aussi fidèle que possible des caractéristiques d'une société à un moment donné ou au cours d'une période particulière. Dans la plupart des cas, il existe des repères qui facilitent de telles décisions, qui peuvent bien souvent s'appuyer sur des normes et de bonnes pratiques professionnelles internationales et nationales; dans la plupart des cas, celles-ci doivent être considérées comme valables au niveau national, non seulement parce qu'elles facilitent les comparaisons internationales, mais principalement parce qu'elles offrent des solutions impartiales et professionnellement judicieuses à des problèmes méthodologiques.

740. Lors d'un recensement, un problème particulier d'indépendance professionnelle peut surgir parce que des ministères et des groupes d'intérêts exercent des pressions pour que certaines caractéristiques soient incluses, alors qu'il résulte de considérations professionnelles reposant sur l'expérience dans le pays ou à l'étranger que d'autres modes de collecte de données primaires (tels que des enquêtes par sondage non liées à un recensement exhaustif comportant des obligations de réponse) produiraient des résultats plus fiables ou seraient moins coûteux. Il semble que, pour ces utilisateurs, l'inclusion dans le recensement est une sorte de reconnaissance de leur importance, qui ne ressort pas du recours à une simple enquête par sondage. Il s'agit là d'un exemple typique de considération non professionnelle qui ne doit pas entrer en ligne de compte au cours du processus de décision. S'il est décidé au niveau politique que de telles caractéristiques doivent être incluses malgré l'avis contraire du service national de statistique, la diffusion des résultats relatifs à ces caractéristiques reste subordonnée à des critères minimaux de qualité qui sont définis par le système statistique.

Impartialité

741. L'impartialité est une considération importante à toutes les phases de la production et de la diffusion de statistiques. En conséquence, il est notamment nécessaire d'utiliser une terminologie factuelle et stable en vue de la diffusion des résultats, d'employer des termes compréhensibles et non désobligeants dans les questionnaires et d'éviter ou de corriger les biais qui se produisent lors de la collecte, du traitement et de la présentation des résultats (notamment l'omission de certains groupes de la population). Cependant, l'aspect le plus important est l'impartialité dans la diffusion des résultats des statistiques officielles à tous les utilisateurs.

742. L'impartialité en matière de diffusion comporte plusieurs aspects: tous les résultats déclarés officiels doivent être disponibles et leur diffusion doit être simultanée pour tous les utilisateurs, y compris les administrations publiques, à des dates déterminées par le système statistique et non par ces dernières. En conséquence, il est souhaitable que les services de statistique établissent un calendrier qui indique la date de publication des différents résultats. Ceux-ci peuvent être rendus publics sous plusieurs formes (provisoire et définitive) dans un souci d'actualité, mais le principe d'impartialité de la diffusion doit être respecté dans tous les cas. Comme un recensement est une opération très complexe qui s'étend sur une période plus longue que la production d'autres statistiques officielles, le calendrier de publication doit être révisable, c'est-à-dire que les dates de diffusion deviennent de plus en plus précises à mesure que l'on se rapproche des échéances.

743. Comme pour les autres questions qui relèvent de l'indépendance professionnelle, la sélection des résultats et le choix des dates de publication doivent reposer sur des considérations strictement professionnelles. Dès que la qualité et la cohérence des résultats ont été vérifiées, ceux-ci doivent être rendus publics sans retard pour être aussi actuels que possible. Il ne faut jamais tenir compte du fait que certains résultats peuvent être jugés fâcheux ou inopportuns par les pouvoirs publics ou d'autres parties influentes, que des préoccupations à ce sujet soient exprimées à mots couverts ou devinées par les statisticiens; toute autre conduite constituerait une infraction aux principes fondamentaux. C'est au stade de la diffusion que des tentatives de porter atteinte au respect strict du principe d'intégrité risquent le plus de se produire; en conséquence, il est très important que le service national de statistique ait des antécédents impeccables et la réputation d'être strict à cet égard, dans tous les domaines des statistiques officielles, de façon à ce qu'il ne soit pas possible de s'écarter de la norme établie dans le cas du recensement de la population. Si des entorses ont été commises dans le passé, le recensement de la population constitue, grâce au grand intérêt qu'il suscite au sein de la population, une excellente occasion de créer et de favoriser une nouvelle norme d'intégrité applicable à l'ensemble des statistiques officielles pendant et après le recensement.

744. Sous la rubrique relative à l'intégrité, le cadre du FMI mentionne que certains services de l'État peuvent recevoir communication d'informations avant leur diffusion, sous réserve d'un embargo, mais que cette pratique doit être rendue publique. L'objet de cette communication d'informations avant la diffusion générale est de permettre à des administrations importantes de se préparer à répondre aux questions des médias concernant les résultats; il ne s'agit pas de les inviter à formuler des observations sur la façon dont le service national de statistique diffuse les résultats. En conséquence, le délai entre la communication des informations aux

administrations publiques et leur diffusion générale doit être limité (pas plus d'un jour) car plus le délai est long, plus grand est le risque d'une inobservation sélective de l'embargo ou de tentatives de s'ingérer dans la diffusion des résultats par le service de statistique.

745. Un aspect souvent négligé mais essentiel de l'indépendance et de l'impartialité professionnelles est le choix de la terminologie utilisée lors de la diffusion des résultats. Il est très important de souligner que les décisions relatives à cette terminologie relèvent exclusivement du système statistique (c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être imposées par d'autres instances) et doivent être impartiales. En conséquence, les responsables des statistiques officielles doivent éviter autant que possible d'utiliser des mots à la mode ou des termes qui valorisent certaines politiques lors de la publication de statistiques officielles.

746. Pour ce qui est des commentaires explicatifs qui accompagnent la publication de résultats, la pratique diffère d'un pays à l'autre lorsqu'il s'agit de déterminer ce qu'implique la règle d'impartialité. Au minimum, on présente des définitions et d'autres explications techniques concernant la couverture et l'exactitude des résultats, de façon à ce qu'au moins les utilisateurs avisés soient en mesure de les utiliser correctement. Cependant, lors de la diffusion de statistiques aux médias et au public, cela ne suffit pas, en particulier dans le cas de statistiques de référence telles que celles du recensement; il faut fournir des explications pour aider les médias et, par leur intermédiaire, le public à comprendre les éléments les plus importants de ces informations nouvelles et pour traduire les informations quantitatives dans le langage de la vie quotidienne; il est alors possible de les comprendre facilement et de les rapprocher d'informations non statistiques, sans que le principe d'impartialité soit compromis. Au minimum, les services nationaux de statistique doivent établir une distinction quantitative entre des différences qui résultent de changements de méthodologie et des tendances qui correspondent à une évolution réelle.

747. Le choix des éléments les plus importants parmi les nombreux aspects des résultats en vue de l'élaboration de la «synthèse explicative»⁵⁷ n'est pas toujours facile, mais d'importantes différences dans le temps, dans l'espace (dans les pays et entre pays) et entre groupes de la population constituent certainement un bon point de départ. Le message destiné aux médias et ensuite au public est assurément enrichi par des commentaires qui indiquent les facteurs d'une évolution ou de différences entre groupes et dans l'espace qui apparaissent dans les résultats. Cependant, dans un souci d'impartialité, il faut que les commentaires de ce type présentés par les responsables des statistiques officielles soient étayés par des faits et ne recommandent aucune politique particulière. Le cadre d'évaluation de la qualité des données conçu par le FMI indique que «les produits des organismes et des services statistiques sont clairement identifiés»; en d'autres termes, les observations formulées par des instances autres que le service national de statistique, qu'elles recommandent ou non des politiques déterminées, doivent être clairement séparées des produits et des publications du service de statistique. Les compétences nécessaires pour commenter des publications statistiques s'acquièrent avec l'expérience et grâce aux réactions des utilisateurs, et la formulation d'observations doit reposer sur une politique générale du service de statistique mise en œuvre dans tous les domaines. Il faut toujours garder à

⁵⁷ Terminologie de la CEE (en anglais, «story-telling»).

l'esprit le principe d'impartialité pour éviter toute subjectivité et des prises de position partisans; il existe en particulier un risque de fausser les informations lorsqu'on utilise des graphiques ou des cartes, car la première impression est déterminante pour la plupart des utilisateurs qui ne sont pas des spécialistes.

748. Alors que le principe de diffusion simultanée à tous les utilisateurs est de règle pour les statistiques économiques, il est parfois appliqué moins rigoureusement aux statistiques démographiques et sociales. Sur le plan professionnel, rien ne justifie la persistance d'une telle différence. Certains soutiennent que, comme des statistiques démographiques et sociales sont souvent établies à des intervalles longs, elles doivent faire l'objet de discussions et de vérifications avec l'aide d'experts extérieurs avant leur diffusion. Cependant, la gestion de la qualité fait partie intégrante des activités statistiques, quels que soient le domaine et la périodicité, et lorsque la gestion de la qualité exige l'aide d'experts extérieurs, les producteurs de statistiques doivent veiller à ce qu'il n'en résulte pas de fuite en direction de ministères ou de groupes de pression. Il est évident que ce risque est fortement réduit lorsque les compétences nécessaires au contrôle de la qualité sont disponibles au sein du service de statistique, ou à tout le moins dans le système statistique national.

749. Un problème d'impartialité particulier se pose lorsque les résultats du recensement sont utilisés à des fins de répartition. Par exemple, les sièges au Parlement ou dans d'autres organes peuvent être répartis proportionnellement à l'effectif de certains groupes de la population, et des crédits du budget national peuvent être attribués aux administrations locales en fonction de paramètres statistiques, dont l'un est la population. De même, dans le cadre de certains programmes, l'octroi de fonds à des entités locales ou régionales peut être subordonné au dépassement d'un seuil démographique (ou d'un certain taux de population). Lorsque la population de référence est déterminée par un nouveau recensement, certains peuvent craindre que les résultats soient inéquitables ou leur soient défavorables; ils s'efforcent en conséquence d'influer sur les méthodes du service national de statistique dans un sens qui serait contraire aux pratiques et normes professionnelles. Toute déviation par rapport à celles-ci violerait le principe d'impartialité des statistiques officielles, car le choix des méthodes ne doit pas être influencé par de telles préoccupations (ni par des considérations relatives à la place d'un pays dans un classement international).

750. Une façon d'assurer l'intégrité des statistiques consiste à préciser les responsabilités respectives des personnes chargées d'établir les statistiques officielles et des fonctionnaires qui doivent procéder à ces répartitions, compte tenu des principes fondamentaux. C'est à ces fonctionnaires et non aux responsables des statistiques officielles qu'il incombe d'utiliser des paramètres statistiques (et les coefficients de pondération subjectifs utilisés pour leur agrégation) pour prendre des décisions concernant des répartitions ou la détermination du droit à bénéficier de certains avantages. Cependant, leurs choix ne sont pas imposés par les résultats des statistiques officielles publiés par le service de statistique. Il existe d'autres options: par exemple, il est possible d'utiliser un sous-ensemble des résultats globaux officiels (c'est-à-dire des données excluant certains éléments) ou d'ajouter certains autres éléments qui sont mesurés séparément (pour autant que des statistiques suffisamment fiables soient disponibles pour les déterminer). Le service de statistique est certainement disposé à établir une clef quelconque conforme aux indications d'un

utilisateur; celle-ci ne remplacerait pas la référence officiellement publiée telle qu'elle a été définie par les statisticiens, mais constituerait un produit supplémentaire de nature clairement différente. La distinction tiendrait dans le fait que le service de statistique est pleinement responsable des résultats officiels sous tous leurs aspects; en revanche, en ce qui concerne le concept défini par l'utilisateur, ce service n'est responsable que de l'exactitude des données, tandis que la responsabilité relative au concept et à la terminologie appartient à une personne ou entité extérieure au système statistique.

Garanties institutionnelles en matière d'indépendance et d'impartialité professionnelles

751. Du point de vue des utilisateurs, l'indépendance et l'impartialité professionnelles sont des éléments essentiels de l'intégrité du service de statistique et du système statistique dans son ensemble. Il ne suffit pas que ces principes soient inscrits dans des lois; il faut aussi qu'ils soient renforcés par des garanties institutionnelles et organisationnelles données au service de statistique et à son directeur. Pour obtenir et conserver la confiance des médias, du public et de tous les utilisateurs, l'existence et le respect de ces garanties et l'application claire de tous les principes fondamentaux par le service de statistique dans sa pratique quotidienne sont essentiels.

752. Avant tout, le service de statistique ne doit pas être chargé de tâches non statistiques qui risquent de créer des conflits d'intérêts avec sa tâche fondamentale, qui consiste à produire des statistiques objectives concernant des phénomènes touchant la société, ou avec son obligation d'utiliser les données individuelles exclusivement à des fins statistiques. De telles tâches extérieures empêcheraient le service de statistique d'être considéré comme impartial et ce dernier risquerait d'être pris pour un organisme qui défend les politiques des pouvoirs publics.

753. Deuxièmement, il est crucial que la publication des résultats, dans quelque domaine des statistiques que ce soit, ne fasse l'objet d'aucune procédure officielle ou officieuse d'autorisation donnée par des organismes publics extérieurs au système statistique. Cette règle s'applique notamment au recensement. Le service de statistique doit avoir le droit de communiquer directement avec les médias dans l'exercice de sa fonction de publication, sans être tenu de faire passer ses messages par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux.

754. Troisièmement, en corollaire de l'indépendance professionnelle, le directeur du service de statistique est entièrement responsable de la qualité professionnelle des résultats et de l'intégrité de l'ensemble des opérations qui permettent de les obtenir. Pour que les statistiques officielles soient irréprochables et considérées par tous comme telles, il est essentiel que la sélection et la nomination du directeur du service de statistique et de ses autres hauts fonctionnaires se déroulent selon un processus approprié et que des dispositions juridiques et autres protègent ce directeur contre toute ingérence de l'État ou les pressions éventuelles de groupes d'intérêts pour toutes les questions qui relèvent de l'indépendance professionnelle.

755. Un problème d'intégrité peut résulter de la participation d'organismes publics extérieurs au système statistique (en particulier des organismes locaux et régionaux) à la collecte de données dans le cadre de recensements classiques. Ces organismes ont

des tâches étrangères aux statistiques officielles, ce qui peut créer des conflits d'intérêts. En conséquence, il importe non seulement que la loi prévoie que les principes fondamentaux leur sont pleinement applicables, notamment en matière de confidentialité, pour toutes les activités liées au recensement, mais qu'il existe également des moyens de vérifier, dans le cadre du contrôle de la qualité, que ces principes sont observés et appliqués par eux. Eu égard aux critères déterminant le droit à certains avantages dont il a été question plus haut, les administrations locales peuvent également être tentées d'influer sur les résultats globaux relatifs à leur circonscription pour accroître ou réduire les chances ou le risque d'être visées par un programme public déterminé (prévoyant par exemple la mise en place d'une administration bilingue si la minorité linguistique atteint un certain pourcentage de la population). Dans de tels cas, il peut être nécessaire que la législation sur le recensement prévoie des mesures organisationnelles obligatoires qui constituent des garde-fous au niveau local, en plus des mesures de contrôle de la qualité du service de statistique.

756. Lorsque certaines activités relatives aux statistiques officielles sont sous-traitées à des prestataires privés (ce qui peut représenter dans certains pays une solution économique dans le cas d'une opération importante et peu fréquente telle que le recensement), les contrats doivent préciser les obligations des prestataires de la même façon que si les activités en cause étaient menées au sein du service de statistique. Les données traitées par ces prestataires doivent être utilisées par ceux-ci exclusivement dans les limites du contrat, à l'exclusion de toute autre fin, qu'elle soit statistique ou autre. La loi sur le recensement doit instituer des sanctions applicables également au personnel de ces prestataires qui travaillent pour le recensement en cas de violation, notamment des dispositions relatives à la confidentialité. Il est dans l'intérêt des prestataires privés de respecter strictement ces règles car, sinon, le service de statistique s'abstiendrait ultérieurement de passer contrat avec eux.

757. Toute délégation de tâches liées au recensement à des organisations publiques ou privées ne diminue en rien la pleine et entière responsabilité du service de statistique à l'égard de l'intégrité de l'ensemble des opérations et des résultats officiels.

Transparence

758. En vertu du principe de transparence (troisième principe fondamental), qui est la contrepartie nécessaire de l'indépendance professionnelle, les responsables des statistiques officielles doivent être prêts à donner aux utilisateurs, aux répondants et aux contribuables toutes les explications nécessaires concernant les décisions qu'ils prennent dans le cadre de leur indépendance professionnelle. Toutes les méthodes utilisées pour produire et diffuser les statistiques doivent être transparentes, de façon à ce que les utilisateurs puissent mettre en cause les choix et en demander les raisons. Le cadre d'évaluation de la qualité des données du FMI prévoit que les changements importants de méthode doivent être annoncés avant la publication des résultats. Lors de la diffusion de ceux-ci, il faut que des informations détaillées sur les sources et les méthodes soient aisément accessibles à tous. Si les résultats ne répondent pas à des normes prédéfinies de qualité, il convient de l'indiquer ou de ne pas les diffuser, en expliquant publiquement les raisons de cette décision et en publiant les documents qui la justifient. Toute évaluation de la qualité des opérations de recensement ou d'une partie de celles-ci doit également être mise à la disposition du public.

759. Ce principe de transparence semble imposer une lourde charge aux services de statistique, mais il est nécessaire pour prévenir et réfuter toute accusation de comportement occulte car, après avoir préféré celle-ci, il est fréquent que l'on reproche aux statisticiens de céder à des ingérences ou à des pressions qui visent à orienter les résultats dans une certaine direction. La transparence est plus nécessaire aujourd'hui que par le passé, car même lors d'opérations exhaustives telles que les recensements, les résultats ne se limitent plus exclusivement à des décomptes, totaux et moyennes, mais résultent d'une série complexe et itérative d'algorithmes, qui comportent des estimations reposant sur l'édition, l'imputation, l'extrapolation et la combinaison de différentes sources. La transparence est également de rigueur dans l'application du quatrième principe, qui autorise tous les producteurs de statistiques à formuler des observations sur les interprétations erronées et les utilisations abusives de statistiques par des tiers (y compris des organismes publics). La décision d'utiliser ce droit découle de l'indépendance professionnelle; en d'autres termes, elle appartient aux statisticiens, qui ne doivent pas recevoir d'autorisation d'une personne extérieure au système statistique.

760. Un autre aspect de la transparence est mentionné dans le septième principe, en vertu duquel les «textes législatifs et réglementaires et toutes dispositions régissant le fonctionnement des systèmes statistiques doivent être portés à la connaissance du public». Les recensements suivent toute une série de règles, d'instructions et de manuels, compte tenu du grand nombre de fonctionnaires qui participent à la plupart des types de recensement, en particulier les recensements classiques. Ces textes doivent être mis à la disposition de toute personne qui les demande ou être diffusés sur le Web.

Relations avec les répondants

761. Conformément au cinquième principe, la charge qui pèse sur les répondants doit être prise en compte lors de toutes les décisions concernant le choix entre la collecte de données primaires et secondaires, et la conception de la collecte de données primaires. La façon dont ce principe est traduit dans les faits relève de l'intégrité, telle qu'elle s'applique aux relations entre le service de statistique et les répondants. Cet aspect présente une importance particulière pour la collecte de données primaires dans le cadre d'un recensement classique, lors duquel toutes les personnes présentes dans un pays doivent répondre.

762. Pour que les relations avec les répondants soient conformes au principe d'intégrité, il faut:

- Sélectionner très rigoureusement les questions, en fonction de leur pertinence et de l'impossibilité prouvée de recourir à un mode moins lourd de collecte de données, tel qu'une enquête par sondage;
- Veiller soigneusement à tester les questionnaires dans différents environnements locaux lors d'enquêtes pilotes, étant entendu qu'il faut tirer les conclusions voulues en renonçant à des items qui posent problème et en obtenant les réponses correspondantes par d'autres types de collecte de données;

- Mener une campagne d’information bien conçue, qui commence longtemps avant la date du recensement;
- Communiquer des informations claires à chaque ménage, au plus tard lors de la collecte de données, en indiquant les buts du recensement, son fondement juridique, le mode d’utilisation des données, les autorités publiques qui ont accès aux données individuelles, les mesures de protection de la confidentialité, les obligations des répondants et les conséquences éventuelles d’une inobservation de ces obligations, et la façon d’obtenir des informations supplémentaires concernant le recensement;
- Lors de la collecte des données, contacter les ménages et les personnes d’une façon qui n’est pas disproportionnée, ne porte pas atteinte à la vie privée et tient compte de la sensibilité de certains groupes de la population. Cela suppose que le personnel qui travaille sur le terrain soit bien formé, et sélectionné de façon à ne pas accroître la résistance des répondants;
- Appliquer une méthode progressive bien conçue de rappel et de relance, et mettre en œuvre une politique clairement énoncée concernant le moment auquel il convient d’imposer des sanctions et d’engager une procédure en cas d’infraction.

763. Dans la relation entre le service de statistique et les répondants, il est essentiel de garantir la confidentialité dans le double sens qui est prévu par le sixième principe, c’est-à-dire la non-divulgaration d’informations individuelles lorsque les personnes concernées peuvent être identifiées directement ou indirectement et l’utilisation de ces informations à des fins exclusivement statistiques.

APPENDICE IV: ASSURANCE DE LA QUALITÉ: CADRE DE RÉFÉRENCE ET MISE EN ŒUVRE

764. Le texte qui suit propose un cadre de référence pour la gestion de l'assurance de la qualité, accompagné de brefs commentaires sur chaque dimension de la qualité. Il est suivi d'une analyse des techniques appliquées et des modalités de mise en œuvre pour un certain nombre d'activités de recensement, une importance particulière étant accordée à l'exactitude.

Cadre de référence pour la gestion

765. La gestion de la qualité doit être intégrée dans le contexte plus vaste du programme de recensement. Les responsables d'un recensement doivent nécessairement faire appel à la contribution et à l'appui de spécialistes de nombreux domaines d'activité et c'est dans le cadre de l'équipe ainsi constituée que seront élaborés les multiples décisions et compromis indispensables pour assurer un bon équilibre entre la qualité et diverses considérations liées au coût, à la charge de travail que représente la fourniture de données, etc. Les membres de cette équipe doivent être capables de faire preuve de compétence et d'autorité tout en étant attentifs à la nécessité de pondérer les impératifs concurrents des dimensions de la qualité et d'autres facteurs pour parvenir à un consensus. Les sous-équipes chargées de l'un des nombreux volets du recensement doivent de même comprendre des spécialistes possédant les connaissances appropriées. Chacune élaborera et appliquera des stratégies destinées à préserver les multiples aspects de la qualité. Ce faisant, elles doivent être conscientes non seulement des considérations liées à la qualité dans leur propre domaine, mais aussi de l'incidence de leur action au regard des considérations liées à la qualité dans les domaines d'autres équipes. Il est absolument indispensable de mettre au point des stratégies visant à faciliter les indispensables échanges d'informations et examens en concertation des problèmes de qualité communs à plusieurs domaines.

766. Les considérations liées à la qualité doivent être prises convenablement en compte aux stades de l'établissement des plans, de la réalisation et de l'évaluation des recensements. Les spécialistes des questions traitées apportent leurs connaissances de la question, font connaître les besoins des clients et veillent à la pertinence et à la cohérence des données. Les experts des méthodes statistiques apportent leurs connaissances des méthodes statistiques et des compromis inhérents à la qualité des données, s'agissant en particulier de leur exactitude, de leur actualité et de leur coût. Les experts des opérations apportent leur expérience des méthodes d'exécution du travail et des considérations à prendre en compte concernant les possibilités de mise en œuvre, l'efficacité, le personnel de terrain, les répondants ainsi que l'assurance et le contrôle de la qualité des opérations. Les experts des systèmes apportent leurs connaissances des normes et instruments technologiques qui facilitent le respect des critères de qualité, s'agissant en particulier de l'actualité et de l'exactitude des données. En collaboration avec les spécialistes des questions traitées, les experts de la diffusion des données veillent à ce qu'elles soient accessibles et interprétables.

767. Les rubriques qui suivent portent chacune sur un volet de la qualité. Une attention particulière est accordée à la dimension exactitude.

Pertinence

768. Les programmes et produits d'un service national de statistique doivent répondre aux besoins en information les plus importants du pays. La pertinence, dans le cas d'un recensement, doit donc être déterminée dans ce plus vaste contexte. On peut alors évaluer par divers moyens la pertinence du contenu du recensement précédent et déceler les lacunes nouvelles ou émergentes en matière d'information que le recensement pourrait opportunément combler. Les principaux moyens auxquels faire appel à cet effet sont les mécanismes d'information en retour entre les utilisateurs et les intervenants, le réexamen des programmes et l'analyse des données. Les informations obtenues grâce à ces trois moyens peuvent alors servir pour vérifier la pertinence du contenu et des produits du recensement.

769. Les mécanismes importants d'information en retour pourraient être par exemple les consultations avec les principaux ministères et institutions, les avis donnés par des comités consultatifs spécialistes des principaux domaines traités, les informations en retour des utilisateurs et les études de marché, les consultations spéciales auprès des groupes intéressés, et l'établissement de relations avec les services de statistique à l'étranger.

770. Si l'analyse des données a principalement pour but de mieux comprendre les phénomènes, elle fournit également des informations en retour sur l'adéquation et l'exhaustivité des données utilisées. En faisant ressortir les questions auxquelles les données de recensement ne peuvent apporter de réponses, elle peut faire apparaître les lacunes et les faiblesses. Cette analyse doit être réalisée dans le contexte des analyses auxquelles pourraient donner lieu d'autres données dont dispose le service de statistique.

Exactitude

771. Il faut veiller à l'exactitude pendant les trois principales étapes du recensement: l'établissement du plan, l'exécution et l'évaluation.

772. Les paramètres appliqués et décisions prises au moment de l'établissement du plan auront une incidence directe sur l'exactitude, et l'exactitude obtenue - de même que le degré d'actualité et de cohérence - dépendront des méthodes explicites mises en place et des processus d'assurance de la qualité incorporés pour déceler les erreurs potentielles et y remédier aux diverses étapes du recensement. Un certain nombre d'aspects essentiels du plan doivent être pris en compte dans chaque recensement afin que les considérations liées à l'exactitude reçoivent l'attention voulue:

- Prise en compte explicite, pendant l'établissement du plan, des principaux compromis entre l'exactitude, le coût, l'actualité et la charge de travail pour les répondants;
- Justification adéquate pour chaque question demandée et essai préalable approprié des questions et questionnaires pour chaque mode de collecte, tout en veillant à ce que l'ensemble des questions soit suffisant pour apporter les renseignements nécessaires;

- Évaluation de la couverture de la population cible dans la base projetée; cette évaluation porte sur l'adéquation de l'infrastructure géographique à partir de laquelle seront déterminées les zones géographiques de collecte et de diffusion. Elle peut également concerner l'adéquation des listes d'adresses à utiliser dans les districts où les questionnaires du recensement sont envoyés par la poste;
- Prise en compte judicieuse des options possibles en matière d'échantillonnage et d'estimation. Par exemple, on pourrait procéder à un échantillonnage au stade de la collecte en utilisant la version abrégée et la version longue du questionnaire afin de réduire le travail à la charge des répondants et les coûts de collecte. Une autre possibilité serait de procéder à un échantillonnage après la collecte, en ne dépouillant qu'un échantillon de formulaires, tout au moins pour un sous-ensemble de caractéristiques, afin de produire des résultats plus rapidement ou de maîtriser les coûts de dépouillement. Dans l'un et l'autre cas, il faudrait prêter soigneusement attention à la taille et au plan de l'échantillon ainsi qu'aux méthodes de pondération et autres méthodes d'estimation;
- Existence de mesures adéquates pour faciliter et encourager la communication de réponses exactes, en cas de suite donnée à des non-réponses et des données manquantes;
- Prise en compte judicieuse de la nécessité d'un contrôle de qualité et autres processus d'assurance qualité à toutes les étapes de la collecte et du dépouillement;
- Vérification appropriée de la cohérence interne et externe des données.

773. Chaque gestionnaire de programme dispose certes d'une très grande latitude pour appliquer telles ou telles pratiques et méthodes, mais il doit les intégrer dans la gestion d'ensemble de la qualité des données de recensement.

774. Un bon plan comportera toujours des dispositifs de protection contre les erreurs d'exécution, qu'il s'agisse, par exemple, d'une sélection et formation adéquates du personnel, de structures de supervision appropriées, de procédures et systèmes soigneusement explicités par écrit et expérimentés et de procédures d'assurance et de contrôle de la qualité. Des mécanismes de surveillance continue de l'exécution doivent être intégrés dans tous les processus au moment de l'établissement du plan. Tout d'abord, des renseignements sont nécessaires pour repérer et corriger les problèmes qui apparaissent pendant l'exécution et le déroulement des opérations. Il faut pour cela qu'un système d'information à jour apporte aux gestionnaires les informations dont ils ont besoin pour apporter des aménagements ou corriger les problèmes tout en poursuivant les opérations. De plus, des renseignements sont nécessaires pour évaluer si le plan a été exécuté comme prévu, repérer les problèmes et tirer des enseignements des opérations en vue de faciliter l'établissement des plans des futurs recensements. Les activités qui pourraient être entreprises dans le but de gérer et d'observer l'exactitude pendant l'exécution et les opérations sont par exemple les suivantes:

- Communication à intervalles réguliers et analyse des taux de réponse et des taux d'achèvement pendant la collecte;
- Suivi des taux de mesures de relance en cas de non-réponse;
- Suivi des informations données en retour par les agents recenseurs;
- Suivi des vérifications et contrôles de la couverture;
- Suivi des taux d'erreurs de mise en forme et état d'avancement des mesures prises pour y remédier;
- Suivi des résultats des contrôles de qualité pendant les opérations de collecte et de dépouillement;
- Suivi des dépenses en fonction de l'état d'avancement des opérations;
- Élaboration, exécution et suivi des plans de secours.

775. Le cas échéant, ces activités doivent se dérouler aux niveaux géographique ou d'agrégation qui sont utiles pour chaque niveau de gestion, y compris ceux auxquels il est possible de superviser les actions des groupes ou individus considérés et de les corriger.

776. Bien que l'évaluation de l'exactitude soit évoquée en dernier, il faut y songer dès l'établissement du plan car il est souvent nécessaire, pour mesurer l'exactitude, de disposer de renseignements qu'il faut noter au cours de la collecte et du dépouillement des données.

777. L'exactitude est pluridimensionnelle. Les indicateurs peuvent porter sur de nombreux aspects de la collecte, du dépouillement et de l'estimation des données. Cette évaluation porte en premier lieu sur les points suivants:

- Évaluation des erreurs de couverture, qu'il s'agisse d'une sous-estimation ou d'une surestimation. Dans la plupart des pays, cette évaluation est réalisée au moyen d'une enquête postcensitaire ou de méthodes d'estimation basées sur un système en double. On a souvent recours également comme moyen d'évaluation à des comparaisons avec les prévisions démographiques officielles, qui sont généralement des projections établies à partir du recensement précédent;
- Taux de non-réponses et taux de valeurs fictives;
- Taux d'erreurs dans la saisie des données ou dans le codage;
- Le cas échéant, mesures de l'erreur d'échantillonnage;
- Tout autre problème sérieux d'exactitude ou de compatibilité rencontré au niveau des résultats. Cela touche de près à la cohérence et il est possible qu'un aspect particulier du recensement ait posé des problèmes et qu'il soit nécessaire de faire preuve de prudence dans l'utilisation des résultats.

Actualité

778. L'actualité envisagée est une décision prise au moment de l'établissement du plan et résulte souvent d'un compromis avec les dimensions exactitude et pertinence. Des renseignements plus actuels peuvent être plus pertinents mais moins exacts. C'est pourquoi, même si l'actualité est importante, ce n'est pas un objectif absolu. Bon nombre de facteurs dont il a été question au sujet de l'exactitude s'applique dans ce cas également. L'actualité est par ailleurs directement tributaire des délais imposés pour rassembler et dépouiller les données de recensement en préservant une certaine qualité en ce qui concerne les autres dimensions.

779. Les dates de diffusion des principaux renseignements doivent être annoncées bien à l'avance, ce qui permet aux utilisateurs d'établir plus facilement leur plan et instaure une discipline interne puisqu'il est nécessaire de respecter ces dates importantes. S'il s'agit d'une recherche documentaire personnalisée, l'actualité se mesure d'après le temps écoulé entre la réception d'une demande explicite et la fourniture des renseignements au client. Des règles doivent être établies pour ce type de prestations.

Facilité d'accès

780. Les utilisateurs doivent avoir facilement accès aux renseignements fournis par un recensement. Des informations statistiques dont les utilisateurs n'ont pas connaissance, qu'ils ne peuvent localiser, auxquelles ils ne peuvent avoir accès ou qu'ils n'ont pas le moyen de se procurer ne présentent pour eux aucun intérêt. Dans la plupart des services de statistique, les politiques de diffusion et systèmes de fourniture qui leur sont propres détermineront la plupart des volets liés à la facilité d'accès.

781. Les gestionnaires doivent être attentifs aux besoins exprimés par les clients lorsqu'ils définissent et déterminent les renseignements qu'ils produiront. Les études de marché et les relations qu'ils entretiennent avec les clients leur faciliteront la tâche.

782. Dans le monde actuel, l'Internet présente les qualités requises pour devenir le principal support de diffusion. Il doit diffuser non seulement les données publiées, mais également les informations concernant ces données (les métadonnées), par exemple les observations sur la qualité des données et l'exposé des notions et méthodes utilisées. Il faut établir des liens appropriés avec les moyens de diffusion des services de statistique ou les utiliser.

783. Enfin, il faut suivre les informations en retour des clients concernant le contenu des produits d'information et les modes de diffusion en vue d'améliorations futures.

784. Les besoins en information des analystes présentent quelques caractéristiques particulières. Les analystes ont souvent besoin d'avoir accès à des fichiers de microdonnées pour réaliser plus facilement leurs analyses. Cela pose des problèmes particuliers lorsqu'il s'agit de continuer à protéger le caractère confidentiel des données de recensement. Il serait possible de faire appel à un certain nombre de moyens pour répondre à ces besoins. Les fichiers de microdonnées ouverts au public, généralement un échantillon des dossiers de recensement, qui ont été préalablement triés pour en protéger le caractère confidentiel peuvent être très utiles pour

les analystes. Des recherches documentaires personnalisées au cours desquelles le personnel du service de statistique réalise certaines analyses conçues par des analystes extérieurs peuvent répondre à certains des besoins en question.

Interprétabilité

785. Il s'agit avant tout de fournir des métadonnées. Les informations dont les utilisateurs ont besoin pour comprendre les renseignements fournis par le recensement se répartissent en trois grandes catégories: les concepts et classifications qui sont à la base des données; les méthodes utilisées pour rassembler et dépouiller les données; et les mesures de la qualité des données. La première catégorie se rapporte également à la cohérence.

786. L'interprétation des renseignements fournis par le recensement au moment de leur publication constitue également une aide pour les utilisateurs. Les commentaires sur les principaux messages qui découlent des nouveaux renseignements peuvent leur donner une première idée du sens à donner à ces renseignements.

Cohérence

787. La cohérence est pluridimensionnelle. Les objectifs dans ce contexte sont multiples: cohérence des données de recensement proprement dites; cohérence avec les données et renseignements provenant de recensements précédents; cohérence avec d'autres informations statistiques du service de statistique concernant les mêmes phénomènes ou des phénomènes apparentés; cohérence avec les renseignements produits par des recensements d'autres pays.

788. Le premier élément est la mise au point et l'utilisation de modèles de cadres, de concepts, de variables, de classifications et d'une nomenclature concernant tous les sujets d'étude traités. L'objectif est de s'assurer que les critères de mesure sont les mêmes pour tous les programmes et, dans le cas de normes internationales, d'un pays à l'autre.

789. Il faut s'assurer en second lieu que les méthodes de mesure n'entraînent pas d'incohérence entre les données de recensement et celles en provenance d'autres sources. Les gestionnaires des autres programmes de statistique ont naturellement une part de responsabilité dans la préservation de cet aspect de la cohérence.

790. En troisième lieu, la validation, l'évaluation et l'analyse des données de recensement dans le but avant tout de comparer ces données avec celles en provenance d'autres sources et d'en réaliser l'intégration permettront de mieux saisir le degré de qualité de la cohérence. Des équipes spécialisées d'experts des questions traitées doivent être créées pour mener à bien ce travail. Les données de recensement doivent être analysées lorsque les domaines et les agrégats, quelle que soit leur taille, sont jugés importants. Cette analyse doit porter sur les chiffres totaux, les distributions, les relations entre variables ou ensembles de variables, les relations entre domaines, les taux de croissance, etc., selon les besoins. Il faut établir des comparaisons avec les données provenant de recensements précédents et des données d'enquête comparables. Cette analyse doit en partie s'appuyer sur des tableaux.

Techniques de contrôle de la qualité

791. Un régime d'assurance de la qualité d'un recensement comprend de toute évidence un large éventail de mécanismes et de méthodes appliqués à divers niveaux pendant toute la réalisation du programme de recensement. Une technique importante qui peut s'appliquer à de nombreuses opérations de recensement est le contrôle de la qualité statistique. Cette technique concerne au premier chef l'exactitude encore que, selon les opérations, elle puisse également concerner d'autres éléments de la qualité. Les principes fondamentaux du contrôle de la qualité sont brièvement exposés ci-après. Le lecteur qui souhaiterait avoir une explication complète des méthodes doit se reporter à un manuel ou un auteur classique, par exemple Duncan (1986), Hald (1981) ou Schilling (1982).

792. Pour qu'un programme de contrôle et d'amélioration de la qualité donne de bons résultats, il faut établir des normes ou critères de qualité, mettre au point des techniques de vérification appropriées, mesurer la qualité et se donner les moyens de tirer sans retard les conclusions des résultats du programme afin de procéder efficacement aux modifications nécessaires.

793. Les contrôles sur échantillon, les contrôles complets ou les contrôles ponctuels sont les techniques de contrôle de la qualité le plus fréquemment utilisées pour les recensements.

794. Les contrôles peuvent être dépendants ou indépendants. Dans le premier cas, un vérificateur contrôle directement le travail d'un agent recenseur. Toutefois il risque d'être influencé par les résultats obtenus initialement. Dans le second, le vérificateur refait, sans s'y reporter, le travail effectué par l'agent recenseur. Les deux séries de résultats sont ensuite comparées. S'il n'y a pas de différence, le travail est considéré comme correct; dans le cas contraire, une tierce personne, souvent un expert, peut décider des corrections à apporter.

795. Le contrôle complet consiste en principe à vérifier l'ensemble d'une opération. C'est toutefois un mode de contrôle qui peut s'avérer très long et très coûteux. Bien souvent, un contrôle complet n'est effectué qu'au commencement d'une opération. Une fois établi que la qualité est conforme aux exigences, il est possible d'appliquer des méthodes de contrôle sur échantillon. Habituellement cette transition se fait agent par agent.

796. Les contrôles sur échantillon permettent de réduire le coût et peuvent donner des résultats presque aussi fiables que le contrôle complet. Bien souvent, ces contrôles sont effectués par un personnel plus qualifié et expérimenté. Pour être efficace, l'échantillon doit être sélectionné de façon scientifique par sondage aléatoire. Il sera conçu en fonction des taux d'erreur présumés ou observés des agents, de l'objectif de qualité après contrôle, du coût de l'opération en question et du coût d'exécution du plan de contrôle de la qualité. Il sera adaptable afin de pouvoir être remanié car la qualité du travail peut évoluer. Par exemple, à mesure que la qualité après contrôle s'améliore, il peut être bon de réduire le taux d'échantillonnage. Deux types d'échantillonnage sont fréquemment utilisés: l'échantillonnage pour acceptation et l'échantillonnage en continu.

797. L'échantillonnage pour acceptation est une technique de contrôle de la qualité qui établit un plan d'échantillonnage et des règles de décision permettant de déterminer les lots qui sont acceptables ou inacceptables, et il est habituellement utilisé pour des travaux tels que la correction manuelle, le codage et la saisie des données lorsque les travaux sont effectués par lots. Chaque lot est accepté ou rejeté sur la base du contrôle d'un échantillon choisi au hasard. Le plan est conçu de façon que le taux d'erreur en sortie soit inférieur à une valeur déterminée dénommée limite de qualité moyenne après contrôle.

798. Lorsque le travail est de nature continue et que le produit ne se prête pas nécessairement à la constitution de lots, il est possible de recourir à un échantillonnage en continu ou à un contrôle des processus. Cette méthode peut s'appliquer aux processus dont les produits sont relativement prévisibles et systématiquement conformes à la norme de qualité - le processus est alors dit «maîtrisé». Le contrôle statistique des processus est une méthode qui a pour objet de garantir que ces processus restent maîtrisés et de fournir des informations en retour en vue de procéder aux modifications nécessaires lorsqu'ils ne le sont pas. Les opérations de recensement auxquelles cette méthode peut s'appliquer sont l'impression des formulaires, la saisie automatisée des données par reconnaissance intelligente des caractères (RIC) ou reconnaissance optique des marques (ROM) et le balayage des formulaires pour la RIC/ROM.

Mise en place d'un programme d'assurance et d'amélioration de la qualité

799. Le programme d'assurance de la qualité sera intégré à tous les travaux de conception, de mise au point et d'exécution des nombreuses étapes du recensement. À titre d'exemples, la présente section reproduit un certain nombre d'observations sur les méthodes d'assurance de la qualité qui peuvent s'appliquer à un certain nombre de ces étapes.

800. Le(s) questionnaire(s) de recensement est (sont) conçu(s) en fonction des nécessités statistiques des utilisateurs de données, des nécessités administratives du recensement, des nécessités inhérentes au traitement des données ainsi que des caractéristiques de la population. Comme les recensements font souvent appel à plusieurs méthodes de collecte, il est nécessaire de procéder à des essais pour vérifier que les questionnaires conviendront pour toutes les méthodes applicables. Le questionnaire doit comprendre des éléments destinés à s'assurer que la couverture de la population est exacte (par exemple qui inclure, qui ne pas inclure, quels sont les districts de dénombrement). Des essais qualitatifs sont nécessaires pour vérifier ces paramètres et devraient porter sur une série suffisante de situations rencontrées au sein de la population. Pour ce qui est du contenu, les méthodes d'assurance de la qualité d'un recensement sont analogues à celles appliquées pour une enquête par sondage. Des essais qualitatifs et des entrevues cognitives doivent être prévus afin de s'assurer que les questions sont claires et bien comprises non seulement par l'ensemble de la population mais aussi par des groupes spéciaux auxquels certaines questions s'adressent tout spécialement ou qui font l'objet de préoccupations particulières (personnes âgées, personnes vivant seules, personnes éprouvant des difficultés linguistiques).

801. Avec l'apparition des nouvelles technologies, l'utilisation de questionnaires en ligne peut offrir de nouvelles options par rapport aux questionnaires sur papier. Ces

options peuvent garantir une meilleure qualité au niveau des réponses et de la couverture. Ces contrôles fournissent l'occasion de déceler les incohérences et d'en faire part aux répondants pour qu'ils corrigent ou confirment les renseignements fournis. La conception d'un questionnaire et sa présentation aux personnes recensées ne seront pas les mêmes selon qu'il s'agit d'une version en ligne ou d'une version papier. En d'autres termes, il faut veiller tout particulièrement à réduire autant que faire se peut les effets potentiels liés aux différences entre les deux versions. C'est pourquoi cela devrait être un point important à considérer pendant le programme d'essais du questionnaire.

802. L'une des difficultés particulières liées à la conception du questionnaire tient à la nécessité de concevoir un questionnaire qui soit attrayant pour les répondants tout en étant adapté aux exigences des étapes ultérieures du traitement, en particulier la saisie et le codage des données. Le programme d'essais doit également garantir que ces éléments feront l'objet d'essais approfondis avant la mise en forme finale du questionnaire.

803. Tous ces facteurs doivent d'abord être mis à l'essai sur une échelle d'envergure limitée (essai qualitatif) puis sur une échelle de grande envergure avec un nombre important de répondants. Un essai à grande échelle permet de déceler un ensemble de problèmes potentiels qui n'apparaissent pas lors des essais qualitatifs. De surcroît, ces essais permettent de comparer différentes conceptions et différents formats possibles en fractionnant les plans de sondage. L'essai à grande échelle permet également d'apprécier plus facilement jusqu'à quel point le questionnaire concorde avec d'autres opérations de recensement (collecte, entrée des données, codage, par exemple).

804. La couverture est un élément crucial de l'exactitude. Elle influe directement sur la qualité des dénombrements de population et indirectement sur celle de toutes les autres données produites par le recensement. C'est pourquoi il faut tenir compte des considérations qui y sont liées au moment de la conception et de la réalisation de la plupart des activités de recensement et de leurs programmes d'assurance de la qualité. Il faut déterminer et cartographier avec soin les limites des districts de dénombrement afin qu'aucun ne soit oublié ou compté deux fois. Les instructions et la formation concernant la couverture des logements prévues à l'intention des agents chargés d'établir la liste des logements et de les dénombrer doivent être claires, explicites et faciles à comprendre. La population cible doit être bien définie et les instructions et questions établies à l'intention des agents chargés des entrevues et des répondants doivent être rédigées avec soin et faire l'objet d'essais approfondis. Il est absolument indispensable que les instructions concernant le lieu de résidence soient claires et simples afin que la population soit dénombrée une seule fois avec exactitude et à l'adresse correcte. Cela est particulièrement important pour réduire autant que possible les surestimations. Les questionnaires doivent comporter des indications ou des questions de nature à venir en aide lorsqu'il est difficile de savoir s'il faut ou non prendre en compte certaines personnes. Il faut prévoir des modalités particulières lorsque les groupes de population sont difficiles à dénombrer (population vivant dans des zones retirées, des communautés ou des appartements collectifs, population peu alphabétisée ou ayant des problèmes linguistiques, par exemple). Il faut mettre au point des méthodes de traitement en vue de réduire au minimum le risque de suppression par erreur, de perte ou de création artificielle de ménages. Une campagne

de publicité bien organisée peut beaucoup contribuer à inciter la population à s'intéresser et à prendre une part active au recensement, ce qui contribuerait à réduire au minimum les erreurs de couverture.

805. Toutes ces mesures, associées à une formation appropriée, des vérifications et des formules d'assurance de la qualité pendant les opérations, contribueront à réduire au minimum les erreurs de couverture. Certaines de ces erreurs n'en sont pas moins inévitables. C'est pourquoi il importe de les mesurer, de les analyser et de les signaler. La meilleure façon de procéder consiste à effectuer une enquête postcensitaire indépendante sur un échantillon de districts de recensement ou une contre-vérification des dossiers. Les résultats des études de la couverture donnent lieu à une évaluation importante du recensement en cours et peuvent également apporter de précieuses indications pour le prochain recensement. Ces résultats, conjugués aux dénombrements proprement dits, fournissent de précieuses informations pour les programmes d'estimation de la population. L'analyse des résultats du recensement en regard des projections démographiques établies à partir du dernier recensement peut également être instructive.

806. La mise au point de systèmes est un deuxième élément commun à plusieurs domaines qui peut avoir de profondes répercussions sur la qualité. Les dimensions de la qualité particulièrement concernées sont l'exactitude, l'actualité et l'accessibilité. Un recensement moderne utilise de nombreux systèmes informatisés pour exécuter, gérer et contrôler toutes les opérations, depuis l'établissement des états de paie jusqu'à la saisie, la mise en forme et l'imputation, le codage, la diffusion, etc., des données. Du fait de l'utilisation généralisée de ces systèmes, il est très important d'adopter une vue d'ensemble, tant pour la conception de l'architecture globale que pour la conception et l'application de chacun des systèmes.

807. Il faut appliquer pour la mise au point des systèmes une méthode type qui comprendrait notamment les étapes suivantes: conception de l'architecture de l'ensemble du système; conception et analyse de chacun des systèmes; programmation ou création de systèmes; essais de fonctionnement des composants, puis des systèmes; vérification des interfaces entre les systèmes; vérification du volume de production et essais d'acceptation par l'utilisateur; fourniture et mise en œuvre des systèmes; et évaluation. Ces étapes devraient s'inscrire dans le cadre d'une gestion de la configuration pour garantir la prise en compte des changements, apporter les modifications voulues pour réappliquer les normes et meilleures pratiques, faire en sorte que toutes les conditions requises demeurent clairement définies et valables, communiquer chacune de ces conditions aux concepteurs et utilisateurs dans les meilleurs délais et avec précision et veiller à ce que les résultats concordent avec les conditions stipulées.

808. Les spécifications doivent être bien rédigées et analysées avec soin afin de déterminer les nécessités fonctionnelles. Il faut adopter une démarche normalisée pour la prise en compte des changements. Il est particulièrement important de veiller à l'interopérabilité des différents systèmes qui doivent communiquer entre eux. À chaque étape, il faut dresser un bilan (actualité) et vérifier que les produits concordent avec les conditions stipulées. Beaucoup de systèmes mis au point pour un recensement seront utilisés par un grand nombre d'employés chargés des opérations de saisie, de codage et de mise en forme ainsi que d'autres tâches de bureau. C'est pourquoi il est très important que les interfaces des utilisateurs soient conçues avec

soin et fassent l'objet d'essais approfondis. D'une façon plus générale, il faut intégrer tout au long des opérations une stratégie d'essais uniformisée et bien mise au point.

809. De surcroît, un certain nombre d'étapes du recensement comporte des opérations de grande ampleur, manuelles ou automatisées: constitution de listes des logements, établissement de cartes, impression des documents de recensement, procédures de dénombrement ainsi que saisie, mise en forme et codage des données. Dans tous les cas, les procédures de contrôle de la qualité sont particulièrement utiles et importantes.

810. Les listes de logements sont généralement constituées par les agents recenseurs avant ou pendant le dépôt des questionnaires dans les boîtes à lettres. Il est particulièrement important à ce stade de sous-estimer ou surestimer le moins possible les logements. À cet effet, les agents recenseurs doivent procéder systématiquement à des vérifications pour s'assurer de la qualité de leur travail. De son côté, le personnel d'encadrement doit avoir planifié des contrôles ponctuels dès le début de l'établissement des listes et des contrôles de la qualité lorsque les travaux sont achevés.

811. Lorsque les questionnaires de recensement sont envoyés par la poste, on utilise généralement une liste d'adresses extraite d'un registre. La tenue à jour de ce registre implique plusieurs opérations de contrôle de la qualité. Toutefois, avant qu'elle ne soit utilisée, la liste d'adresses doit être validée afin de s'assurer que chaque logement indiqué est associé à une adresse et un géocodage corrects et qu'aucun logement non existant n'y figure. Il faut tenir compte des logements dont la construction pourrait être achevée avant le recensement. Cette validation, qui donne lieu à une vaste opération sur le terrain, peut entraîner des erreurs. Comme le travail doit être divisé en lots entre divers employés, il sera bon de procéder à des contrôles de la qualité de l'échantillonnage pour acceptation. Dans ce cas également, des contrôles ponctuels et l'établissement de communications étroites avec le personnel d'encadrement contribueront beaucoup à l'assurance de la qualité.

812. Il en va de même du dénombrement, qu'il soit effectué par entrevue ou par collecte des réponses aux questionnaires correspondant aux logements figurant sur la liste. Habituellement, un agent recenseur est chargé de tous les travaux correspondant à un district de recensement et devra procéder à un certain nombre de contrôles de qualité de son propre travail. Le personnel d'encadrement procédera à de nouveaux échantillonnages pour acceptation afin de vérifier la qualité des différents volets du travail des agents recenseurs.

813. Le dépouillement des données est l'une des étapes les plus importantes puisqu'il va permettre de transformer les données brutes en un fichier complet de données corrigées et codées qui pourra être utilisé pour les tableaux. Certaines des opérations (tels la saisie et le codage) visent à transformer les données alors que d'autres (la correction et le calcul de valeurs fictives, par exemple) visent à les rectifier. De nouvelles erreurs peuvent se produire à ce stade et les trois techniques de contrôle de la qualité peuvent toutes se révéler utiles.

814. Les premières erreurs peuvent se produire au moment de la saisie des données. Au cours des opérations classiques de saisie, pendant lesquelles les employés de bureau lisent les questionnaires et entrent les données, il est possible d'intégrer des

contrôles de ressemblance et certains contrôles de cohérence dans le logiciel de saisie des données de sorte que, si une erreur potentielle est identifiée, il peut être demandé à l'employé chargé de la saisie des données d'entrer de nouveau le champ. Les données saisies par un groupe donné d'employés doivent être vérifiées par un autre groupe. À ce stade, il est possible soit de contrôler l'ensemble du travail (contrôles dépendants ou indépendants), soit d'opter pour un échantillonnage pour acceptation. Les taux d'erreur et informations associées doivent être indiqués par opérateurs, par lots et par champs.

815. Si les données sont saisies par balayage des questionnaires ou par RIC/ROM, un contrôle de la qualité sera nécessaire également. Dans un premier temps, le matériel de balayage comportera des mécanismes de contrôle de la qualité qui permettent de s'assurer qu'il continue de fonctionner correctement; ce contrôle pourrait prendre la forme d'un contrôle de processus. En règle générale, ce type d'opérations comporte aussi une saisie des données par clavier - avec les contrôles de qualité mentionnés plus haut - s'il n'était pas possible de procéder à un balayage ou si l'image n'était pas utilisable par le logiciel RIC/ROM.

816. Les opérations manuelles de mise en forme et de codage, y compris au moyen de méthodes assistées par ordinateur, qui sont effectuées par un groupe doivent être soigneusement vérifiées par un autre groupe. Cette vérification peut être dépendante ou indépendante. Selon les ressources disponibles, elle peut être effectuée sur un échantillon ou sur l'ensemble des formulaires, ou allier les deux démarches. Là encore, un certain nombre de techniques peuvent être appliquées et les renseignements obtenus doivent être classés par opérateurs, par lots et par champs afin de faciliter au mieux l'adoption de mesures pour y remédier et procéder ensuite à des analyses.

817. La mise au point par ordinateur joue un rôle important dans la détection et la correction des erreurs. Des contrôles détaillés de cohérence ou autres peuvent être mis au point en concertation avec les experts des questions traitées. Dans certains cas, il peut être nécessaire de reprendre contact avec les répondants pour rectifier les erreurs. Plus généralement, les erreurs peuvent être corrigées à la main en se référant aux questionnaires (ou images de questionnaire) initiaux, ou de manière automatique. Il est nécessaire de contrôler soigneusement la qualité des données de départ. Des statistiques par lots indiquant le nombre et le pourcentage des mises au point par champs donneraient une idée du type d'erreurs que l'on retrouve le plus souvent dans les documents. Toute source de difficulté particulière doit faire l'objet d'une recherche approfondie.

RÉFÉRENCES

Duncan, A. J. 1986. *Quality Control and Industrial Statistics*. Cinquième édition, R. D. Irwin Inc., Illinois.

Hald, A. 1981. *Statistical Theory of Sampling Inspection by Attributes*. Academic Press, New York.

Schilling, E. G. 1982. *Acceptance Sampling in Quality Control*. Marcel Dekker, New York.

APPENDICE V: MÉTHODES D'ÉVALUATION DES RECENSEMENTS

818. Le choix des méthodes d'évaluation à utiliser dépend des objectifs poursuivis. Il faut tenir compte à la fois des erreurs brutes et des erreurs nettes lorsque l'on établit l'ensemble du programme d'évaluation. On entend par erreur de couverture brute dans un recensement le nombre total de personnes omises, comptées deux fois ou dénombrées par erreur. L'erreur de couverture nette est la résultante des sous-estimations dues aux omissions et des surestimations dues aux doubles comptages et aux adjonctions par erreur. Lorsque le nombre des omissions est supérieur à la somme des doubles comptages et des adjonctions par erreur, on dit que le total pêche par défaut et dans le cas contraire par excès. De même, il convient de tenir compte des erreurs brutes et des erreurs nettes sur le fond dans le schéma d'évaluation.

819. Il existe de nombreuses méthodes pour apprécier l'erreur de couverture et l'erreur sur le fond dans un recensement, notamment:

- Les techniques de contrôle de la qualité, par exemple les vérifications de cohérence interne;
- Les comparaisons des résultats avec d'autres sources de données, y compris les recensements précédents, les enquêtes en cours sur les ménages et/ou les fichiers administratifs;
- Le recoupement de certains dossiers de recensement avec des données provenant d'autres sources en vérifiant si certaines données sont exactes;
- Certaines évaluations, qui analysent et interprètent l'utilité des composantes d'un recensement et leur incidence sur la qualité des données ou la couverture du recensement, et qui en font la synthèse;
- Des enquêtes après dénombrement, qui ont pour objet d'apprécier la marge d'erreur de couverture d'un recensement;
- Des enquêtes postcensitaires, conçues pour mesurer la marge d'erreur sur le fond, généralement connues sous le nom d'évaluations par contre-visites;
- Des méthodes faisant appel à l'ethnographie ou à des réseaux sociaux, qui offrent un moyen d'étudier les effets de la mobilité sur la couverture d'un recensement ou de mesurer la couverture d'un recensement par sous-groupes de population.

820. Il existe également d'autres méthodes d'évaluation, notamment:

- Des enquêtes de satisfaction des clients, à l'aide d'instruments de collecte de données ou d'un questionnaire;
- Des entrevues ciblées de groupes afin de savoir comment ou pourquoi les répondants se comportent de telle ou telle façon.

Élaboration d'un programme d'évaluation

821. Les recommandations de base ci-après sont valables pour n'importe quel programme d'évaluation:

- Commencer par planifier le programme d'évaluation au tout début du cycle de recensement. Dès lors que l'on projette et conçoit dès le début un programme d'évaluation structuré, il devient possible de bien tenir compte des besoins en matière d'évaluation et de vérification pendant l'établissement du plan de recensement et de prendre les dispositions voulues;
- Décider de la portée de l'orientation générales des programmes de recherche avant d'élaborer des propositions de recherche. Définir des orientations ou critères généraux de sélection, choisir des thèmes de recherche et dégager en termes généraux des questions liées à la recherche avant de concevoir les évaluations et les vérifications. Déterminer les domaines qui sont de nature à répondre aux besoins des utilisateurs externes de données et des planificateurs internes du recensement et établir en conséquence les priorités de l'évaluation;
- Mettre au point des plans d'étude pour chaque évaluation et vérification. Ces plans au niveau des projets deviennent la documentation de référence désignée pour atteindre les objectifs du programme en matière de recherche;
- Mettre au point un programme normalisé de contrôle des changements, qui décrit un protocole de déclenchement d'un processus évolutif. Les changements recommandés (y compris leurs raisons et principales implications) sont soumis à une commission de contrôle des changements qui en évalue les implications et approuve ou désapprouve les changements;
- Établir un plan des étapes critiques pour la planification, l'élaboration et l'exécution du programme de recherche. Y inclure les dates de publication des résultats des évaluations opérationnelles, des évaluations et des vérifications. Les changements apportés à ce plan doivent également faire l'objet d'un contrôle des changements;
- Anticiper les retards ou la nécessité de supprimer certaines évaluations projetées. Pendant un recensement, le personnel peut se trouver surchargé en raison d'un trop gros volume de travail d'évaluation ou d'un trop gros volume de travail d'évaluation et de production. Il est pratiquement inévitable que le nombre des gestionnaires de projets diminue par le jeu naturel des départs, ce qui peut être une cause de retard ou de suppression d'évaluations;
- Étudier les moyens d'incorporer des évaluations en temps réel au cours du recensement;
- Établir un plan de gestion des risques qui met en lumière les événements porteurs de risques et la probabilité qu'ils se produisent, fournit les moyens d'en mesurer l'impact potentiel, offre des stratégies de prise en

charge des risques s'ils se matérialisent et détermine le(s) secteur(s) chargé(s) d'intervenir. Le plan de gestion des risques doit être un document évolutif dans lequel la prévision des risques peut être modifiée selon les besoins.

822. Pour plus de renseignements sur le programme d'essai, de vérification et d'évaluation du recensement de 2000 aux États-Unis, consulter le site Web suivant: <http://www.census.gov/pred/www>. Pour plus de renseignements sur le programme de mesure de la couverture du recensement de 2000 aux États-Unis, consulter les deux sites Web suivants: <http://www.census.gov/dmd/www/EscapRep.html> et <http://www.census.gov/dmd/www/EscapRep2.html>.

APPENDICE VI: ÉVALUATION DES RECENSEMENTS ÉTABLIS À PARTIR DE REGISTRES

823. Les études destinées à déterminer et à contrôler la fiabilité des données tirées de registres pourraient être réalisées longtemps avant que soit prise la décision d'adopter un système de recensement fondé sur les registres. L'une des approches possibles consiste à comparer les données des anciens questionnaires à celles des registres au même moment: si les différences sont suffisamment faibles, un tel système est envisageable. Si le pays utilise des numéros d'identification dans le cadre des recensements, les comparaisons peuvent être faites au niveau individuel, ce qui permet de savoir quelles ont été les personnes qui n'ont pas été prises en compte par les recensements, et celles qui l'ont été alors qu'elles n'auraient pas dû l'être. Des numéros d'identification permettent en outre d'éliminer relativement facilement le double comptage.

824. Le contrôle de la couverture doit être réalisé au moyen de bases de données longitudinales. Si des numéros d'identification ont été utilisés, il est possible d'effectuer des comparaisons entre deux recensements consécutifs au niveau individuel. La différence constatée en ce qui concerne le nombre d'habitants doit donc être alors le résultat des naissances, des décès, de l'immigration et de l'émigration.

825. La meilleure solution serait que le teneur de registre en contrôle lui-même la fiabilité. Par exemple, l'exactitude des adresses enregistrées dans le système d'information sur la population peut être contrôlée au moyen de données tirées des entretiens. En cas de décès ou de naissance, si la personne concernée ne peut être trouvée dans le registre, cela veut dire que celui-ci ne contient pas les noms de toutes les personnes qui devraient y figurer. De même, la couverture est incomplète lorsqu'une personne demande à bénéficier d'un service public (santé, éducation, services sociaux, etc.), ou fait une demande de passeport ou de permis de conduire, voire de ticket d'autobus, mais ne figure pas sur le registre.

826. Les évaluations de la fiabilité des recensements de population s'appuient également sur des comparaisons avec les enquêtes sur la population active. Les contrôles annuels de qualité sont devenus le moyen le plus important de contrôler la fiabilité des statistiques régionales de l'emploi car ils s'accompagnent de comparaisons avec les résultats des enquêtes sur la population active. Les comparaisons au niveau de l'unité sont effectuées par croisement entre, d'une part, les données des registres et celles obtenues à l'occasion d'entretiens avec un échantillon de répondants de l'enquête sur la population active et, d'autre part, les données sur les principales activités économiques et branches d'activité économique au même moment. Toute augmentation de l'écart par rapport à l'année antérieure donnera lieu à un contrôle du matériel source au niveau de l'unité. Si ce contrôle révèle une erreur dans le dépouillement des données, cette erreur sera corrigée. Si en revanche, l'augmentation de l'écart tient à des modifications apportées au registre ou à la législation, par exemple, les changements nécessaires seront apportés aux règles de décisions appliquées.

827. Ces comparaisons avec les enquêtes sur la population active ont un double intérêt: elles permettent premièrement de contrôler la qualité des résultats produits par les deux méthodes et, deuxièmement, de déterminer la précision avec laquelle ces

méthodes fournissent des informations classifiées de manière similaire au niveau de l'unité.

828. Les écarts s'expliquent fréquemment par des différences entre la méthode fondée sur les registres et celle fondée sur les entretiens, et il n'est pas toujours possible de dire sans ambiguïté laquelle des deux fournit les bons résultats: même les informations obtenues lors d'entretiens ne sont pas nécessairement totalement exactes. Dans de nombreux cas, le répondant ou celui qui mène l'entretien sont confrontés au même type d'informations contradictoires pour lesquelles la méthode fondée sur le registre applique une règle de décision directe. La méthode fondée sur le registre présente l'avantage d'une cohérence logique: à partir de la même information, l'ordinateur prendra toujours la même décision, alors que deux personnes peuvent arriver à des conclusions différentes.

829. Les inconvénients et les faiblesses du système fondé sur les registres sont relativement mineurs lorsqu'on les compare aux enquêtes réalisées à partir de questionnaires, qui atteignent généralement des taux de réponses compris entre 90 et 99 % - mais après des rappels méticuleux et coûteux. Par ailleurs, étant donné que certains des questionnaires renvoyés sont incomplets, la qualité des informations est rarement aussi bonne que celle obtenue à partir des registres.

APPENDICE VII: PORTÉE ET CONCEPTION DES PROGRAMMES DE CONSULTATION

830. Des consultations sur une gamme de questions sont un préalable indispensable à la préparation du recensement et devraient être engagées dès les premières phases du cycle de planification. Elles devraient porter (si nécessaire) sur les questions suivantes:

- La méthodologie du dénombrement;
- Les sujets et les questions du recensement;
- Les définitions;
- Les classifications;
- L'échantillonnage;
- Les tableaux;
- Les limites géographiques;
- Le traitement des données;
- La correction et l'imputation;
- La confidentialité et le contrôle de la divulgation;
- La couverture et la qualité des données; et
- La diffusion des données et leurs conditions d'utilisation.

831. Ces consultations permettront aux autorités d'adapter autant que possible le recensement aux besoins des utilisateurs. Elles peuvent également contribuer à favoriser une meilleure et une plus large compréhension des plans et des activités de recensement, ainsi qu'à susciter un appui plus important en leur faveur, l'objectif ultime étant d'obtenir une plus large participation.

832. Les utilisateurs concernés par ces consultations devraient être (individuellement ou collectivement):

- Les services et ministères de l'administration centrale;
- Les administrations locales;
- Les prestataires de services de santé;
- Les services publics et les services aux collectivités tels que les fournisseurs d'énergie, services de l'eau, pompiers, police, etc.;
- Les universitaires;

- Les spécialistes des études de marché et d'autres spécialistes et/ou organes du secteur privé; et
- D'autres organisations ou individus représentant la vie économique, sociale, éducative et culturelle du pays.

833. Ces consultations peuvent prendre diverses formes et utiliser divers moyens. Elles peuvent par exemple avoir lieu à l'occasion de réunions formelles et périodiques de groupes consultatifs ou de groupes de travail composés de représentants invités des communautés d'utilisateurs et des organismes chargés du recensement ou, plus directement, faire appel à des documents et à des questionnaires diffusés auprès de la population. Le fait qu'il soit de plus en plus facile d'avoir accès aux sites Web des autorités chargées du recensement et d'utiliser ces sites permet d'organiser des consultations directes avec un grand nombre de participants, y compris des organisations et membres de la population. En outre, les autorités chargées des recensements pourraient souhaiter étudier la possibilité d'organiser des réunions publiques ou des réunions bilatérales afin d'examiner certaines questions ou des plans plus généraux et l'évolution de la situation.

834. Il est souvent plus utile de mener séparément les consultations avec différents utilisateurs ayant des intérêts et perspectives communs tels qu'administrateurs, planificateurs, décideurs, contrôleurs financiers, démographes, spécialistes des études de marché, etc., plutôt que d'organiser des réunions conjointes. Ces dernières s'avèrent en effet fréquemment frustrantes car la formation technique, l'expertise, de même que l'intérêt pour tel ou tel détail de la teneur du recensement et de son déroulement varient souvent sensiblement d'un utilisateur à l'autre.

835. Ces consultations doivent notamment permettre de définir les besoins de données statistiques pour chaque sujet du recensement. Bien qu'il existe probablement un ensemble de sujets de base qui constitue pour l'institut national de statistique le moyen de recueillir les informations nécessaires au respect des obligations internationales, de nombreuses autres questions présenteront un intérêt purement national ou local. La décision d'inclure telle ou telle question devra être prise à l'issue de consultations avec la communauté des utilisateurs et sur la base des critères suivants:

- Il existe un besoin clairement démontré;
- Il n'est pas possible de répondre de manière satisfaisante aux besoins des utilisateurs à partir d'informations provenant d'autres sources;
- Des tests devront avoir montré que les questions considérées n'ont pas d'impact négatif sensible sur l'ensemble du recensement, en particulier sur le niveau de réponse; et
- Il est possible de formuler des questions réalistes qui permettent de recueillir des données suffisamment précises pour répondre aux besoins des utilisateurs.

836. Afin de pouvoir mener à bien les travaux de préparation et le recensement proprement dit, l'organisme responsable devra accroître sensiblement ses effectifs et

obtenir la coopération de nombreux organes publics et non gouvernementaux en matière de personnel, de matériel, de fournitures, de logements et de moyens de transport et de communication. En conséquence, de nombreux personnels temporaires devront être formés et il sera nécessaire d'obtenir une contribution effective d'organisations nationales et locales variées.

837. Compte tenu du rôle particulièrement important que l'administration locale peut jouer en matière de planification et de conduite du recensement, les bureaux nationaux de statistique pourraient souhaiter établir avec eux des relations de travail particulières au moyen de mécanismes distincts. Les partenariats ainsi constitués peuvent profiter aussi bien au Bureau du recensement qu'à l'administration locale car ils:

- Permettent d'établir des listes d'adresses convenues mutuellement pour le dénombrement (étant donné que les administrations locales peuvent fréquemment avoir accès à d'autres listes que celles dont disposent généralement les agents de recensement, en particulier s'il n'existe pas de registre national des adresses);
- Donnent aux autorités locales la possibilité de désigner une personne chargée de la liaison avec l'organisme chargé du recensement afin de veiller à ce que celui-ci comprenne véritablement quels sont la situation et les besoins locaux et d'assurer une bonne communication avec les agents de recensement sur le terrain;
- Fournissent des indications au sujet des caractéristiques de la population locale, notamment de l'emplacement de groupes difficiles à compter (tels que les personnes âgées ou les infirmes) afin de déterminer le moyen le plus efficace de mener à bien le dénombrement au niveau local; et
- Facilitent le recrutement du personnel de terrain et les campagnes de publicité et permettent d'obtenir plus facilement une aide.

APPENDICE VIII: CAMPAGNE DE PUBLICITÉ ET D'INFORMATION

838. Il est nécessaire d'entreprendre un vaste programme d'information et d'explication auprès de la population. Pour cela, le mieux consiste à faire appel à des experts des relations publiques, de la publicité et de la sociologie. Le programme devrait comporter:

- Une campagne de relation publique;
- Une campagne de publicité;
- Un suivi de l'état de l'opinion publique; et
- Un suivi des médias.

839. À l'issue du recensement sur la population et les habitations, une campagne destinée à en diffuser les résultats et à obtenir le soutien des moyens d'information à cet effet doit être organisée pour créer une attitude positive au sein de la population en faveur de la collecte de statistiques et de la fourniture des données nécessaires, ainsi que pour renforcer l'image du service national de statistique.

Avant la collecte des données

840. Il s'agit principalement de mener une campagne de relations publiques et de publicité qui contribuera au succès des recensements et à la qualité des données.

841. Il est tout d'abord nécessaire de définir les problèmes de base posés par les recensements et de définir les populations cibles.

842. Les problèmes de base doivent être définis en fonction de la situation du pays et en tenant compte de la structure démographique, économique, ethnique et confessionnelle de la population. Toutefois, ils sont les mêmes dans la plupart des pays, à savoir:

- Le refus de participer, motivé par diverses craintes; et
- Le manque de fiabilité des informations communiquées par les individus à leur sujet.

843. Les problèmes particuliers peuvent être:

- Une situation instable dans certaines régions;
- La présence d'un groupe de population socialement passif (qui peut présenter jusqu'à 30 %) de la population totale, peu enclin à participer à des activités publiques; et
- Le désir d'une partie de la population de manifester contre le gouvernement en refusant de participer au recensement.

844. Il est indispensable d'identifier les craintes de la population pour définir les groupes posant problèmes, ainsi que des méthodes de présentation des principaux

problèmes et sujets des recensements afin de créer une attitude positive dans la population à l'égard de ces recensements.

845. On trouvera ci-dessous la liste des principales «craintes» et de ceux concernés:

Crainte	Groupes de population qui manifestent le plus les craintes considérées
Le recensement sera utilisé par les services du fisc	Personnes à haut revenu, personnes à plusieurs sources de revenus.
Le recensement est utilisé par le gouvernement pour constituer une base de données	Personnes à haut revenu, personnes à plusieurs sources de revenus, classe moyenne, migrants illégaux.
Le recensement sera utilisé à des fins d'oppression nationale et religieuse	Minorités nationales et religieuses.
Le recensement sera utilisé pour dépister les migrants illégaux	Migrants illégaux et ceux qui leur fournissent logement et travail.
Le recensement sera utilisé pour dépister les «éléments asociaux»	Personnes sans résidence fixe, personnes liées au monde de la criminalité.
Des éléments criminels se feront passer pour des agents recenseurs	Pratiquement l'ensemble de la population.

846. Les groupes cibles sont donc l'ensemble de la population, certains groupes sociodémographiques ainsi que certains «groupes à problèmes».

847. Groupes sociodémographiques:

Selon:

- Le groupe d'âge (enfants d'âge scolaire et adolescents, personnes de moins de 30 ans, personnes d'âge moyen, personnes âgées);
- Le type d'activité (enfants scolarisés, étudiants, personnes ayant un emploi et personnes sans emploi);
- Le type d'emploi (travailleurs, hommes d'affaires, femmes au foyer); et
- Le lieu de résidence: grandes villes, villes de taille moyenne, petites villes, villages, zones isolées.

848. «Groupes à problèmes»:

- Personnes à hauts revenus;
- Migrants illégaux;
- Personnes sans domicile fixe;

- Personnes travaillant loin de leur lieu de résidence et de leur famille, ou pour lesquelles il est difficile de répondre aux agents recenseurs en raison de longue période sur le lieu de travail; et
- Habitants de région victimes de conflit nationaliste ou confessionnel.

849. Il existe une grande diversité de questions potentielles susceptibles d’avoir une incidence sur une campagne de publicité en faveur des recensements, et il est par conséquent important de les identifier préalablement au recensement proprement dit. Il s’agit par exemple:

- Des questions de vie privée et de confidentialité des informations fournies;
- De savoir si les informations communiquées ont effectivement été utilisées à bon escient;
- Du coût du recensement;
- De l’utilisation potentielle des informations recueillies à des fins non statistiques;
- De l’obligation de faire figurer le nom et l’adresse sur le formulaire utilisé pour le recensement; et
- De la crainte de voir le gouvernement s’immiscer dans la vie privée.

850. Pour maximiser les résultats, les organismes chargés du recensement devront faire passer auprès de la population divers messages, tels que:

- Le caractère privé et confidentiel des informations sera respecté;
- Le recensement profite à tous, car il représente le meilleur moyen de planifier l’avenir;
- Répondre au recensement est un devoir patriotique;
- La coopération est obligatoire; et
- Des peines sont prévues en cas de détournement des informations par les agents recenseurs et par d’autres membres du personnel.

851. De nombreux pays ont adopté avec succès un logo et un slogan pour le recensement. Un slogan simple mais efficace, et un logo facilement reconnaissable peuvent être utilisés dans toutes les campagnes nationales et locales de publicité et dans tous les types de médias, sur les brochures, les affiches et les souvenirs. Ils doivent être faciles à mémoriser et être bien perçus par la population.

Exemples de slogan:

Royaume-Uni, 2001 - «*Comptez-moi dans le recensement de 2001*»

Fédération de Russie, 2002 - «*Inscrivez votre nom dans l'histoire de la Russie*»

852. La campagne de relations publiques est axée sur les médias nationaux et régionaux; les organismes territoriaux de statistique; les municipalités, les organisations publiques et autres organisations. Elle peut utiliser les divers moyens indiqués ci-après:

Organisation de conférences de presse, tables rondes, réunions d'information (y compris des conférences de presse par Internet), de conférences scientifiques, et publicité au sujet de ces manifestations	Les participants peuvent être les responsables des services nationaux et locaux de statistique; des membres du gouvernement et du parlement; des fonctionnaires régionaux; d'importants dirigeants publics et politiques; des scientifiques; des démographes; des économistes; des hommes politiques, des dirigeants religieux et de communautés nationales et des personnes célèbres ⁵⁸ .
Organisation d'entretiens	Diffusion de la position officielle des autorités ou de la position personnelle de leaders d'opinion ⁵⁹ .
Rencontre avec des journalistes, appui en faveur de la diffusion d'information, organisation de conférences de presse et publicité au sujet de ces conférences	Organisation de débats et formation des journalistes au sujet des questions d'organisation et de réalisation du recensement en mettant l'accent sur l'exclusion de tout élément négatif dans les publications; création de groupes de journalistes; organisation de visites de journalistes consacrées aux différents sujets du recensement; rédaction de communiqués de presse et de lettres d'information au sujet de la préparation du recensement et diffusion auprès des médias.
Organisation de projets spéciaux destinés à des audiences cibles distinctes, et publicité au sujet de ces projets	Concerts, concours, expositions destinés à attirer les jeunes et les minorités nationales; organisation d'un «recensement des enfants» pour attirer les adultes par l'intermédiaire des enfants; autres mesures créatives; mise en place de numéros de téléphone et de sites Web, programme de votes sur Internet, jeux; diffusion de programmes thématiques à la radio et à la télévision, y compris sous forme de jeu.
Diffusion de messages auprès des leaders d'opinion	Envoi aux leaders d'opinion de courriers leur demandant d'intervenir afin de favoriser la participation au recensement.

⁵⁸ Les rapports sur les activités de mise en œuvre doivent être présentés dans les émissions de télévision et de radio, ainsi que dans les bulletins.

⁵⁹ Discours de représentants de haut niveau du gouvernement central et régional en faveur du recensement et rapport sur leur participation au recensement.

Publicité directe	Utilisation de prospectus, de dépliants, d'affiches, de brochures et de souvenirs afin d'attirer l'attention du public.
-------------------	---

853. La campagne de publicité permet, grâce à l'utilisation de la télévision et de la radio nationales et régionales, ainsi que de panneaux publicitaires dans les villes et sur les routes, de toucher le plus large public possible.

854. La campagne de publicité doit reposer sur un concept spécialement conçu à cet effet. En raison de l'état d'esprit des divers groupes cibles et des caractéristiques régionales, tous les messages devraient être conçus en fonction des résultats d'essais menés par des experts et de recherches sociologiques sur certains groupes.

855. La campagne de publicité à la radio et à la télévision peut se dérouler en plusieurs phases:

- La première phase devrait avoir pour objectif de motiver la population;
- La deuxième phase peut être conçue de façon à expliquer pourquoi il est nécessaire de participer au recensement; et
- La troisième phase serait destinée à renforcer la volonté de participation, à décrire le déroulement du recensement et à éliminer toute crainte qui pourrait subsister.

856. L'utilisation des chaînes et des stations nationales et régionales de télévision et de radio aux différentes étapes est fonction du concept retenu. Il n'est pas indispensable de faire appel pour la campagne télévisée à des acteurs professionnels, et le recours à des personnes qui ne sont pas des acteurs pourrait avoir un impact plus grand.

857. Au cours de la dernière phase, c'est-à-dire juste avant le début du recensement, il est possible de mener une campagne d'information directe au moyen de panneaux d'affichage extérieurs, d'affiches, de distribution de brochures et de production d'articles souvenirs.

858. Le suivi de l'évolution de l'opinion de la population implique des enquêtes sociologiques sur un échantillon représentatif de la population, et ce, de plus en plus fréquemment, c'est-à-dire d'une fois tous les trois mois jusqu'à une fois par semaine. Ces enquêtes doivent permettre principalement:

- De suivre l'évolution de l'attitude du public à l'égard du recensement;
- De tester les messages publicitaires; et
- D'encourager la population à participer au recensement en organisant des conférences de presse, en diffusant des communiqués de presse et en publiant différentes observations;

859. Le suivi de l'attitude des médias implique une analyse des publications consacrées au recensement. Il se traduit par une accumulation d'informations

urgentes, la prévention de publications défavorables au recensement et la préparation de réponses appropriées à toute information négative.

Au cours de la phase de collecte des données

860. Au cours du recensement, la campagne de publicité et d'information peut être réalisée au moyen des méthodes suivantes:

- Une campagne de publicité (troisième phase) sur les chaînes de télévision et les stations de radio nationales et régionales, dans les journaux, sur les panneaux d'affichage et au moyen d'affiches;
- L'organisation de conférences de presse, de tables rondes, de rencontres avec la participation de personnalités influentes et de membres de l'organisme de recensement; et
- La diffusion dans les médias de la procédure suivie pour le recensement, avec la participation d'hommes politiques nationaux et locaux, de dirigeants communautaires et de dirigeants religieux.

Après le recensement

861. Les principales méthodes utilisées peuvent être les mêmes que celles mises en œuvre au cours de la campagne de préparation du recensement sur la population et le logement, comme indiqué ci-après:

Relations publiques	Organisation de conférences de presse, de réunions d'information, et de tables rondes; publications dans les organes de presse, diffusion de programmes thématiques à la télévision et à la radio; création d'un site Web spécial; organisation de concours.
Publicité directe	Distribution de brochures et de prospectus présentant les principaux résultats du recensement; brèves présentations des résultats sur des stands installés dans les principales rues des villes; diffusion de messages à la radio et à la télévision; diffusion directe des conclusions sous une forme succincte sur divers supports - calendriers, marque-pages, souvenirs.
Enquêtes auprès de la population	Enquêtes auprès de la population au sujet des résultats des recensements passés et de la confiance qu'elle attache à ces résultats.

862. Le coût du programme devrait être inclus dans le budget général du recensement.

863. Il est possible d'obtenir des financements dans le cadre d'un programme de partenariats avec de grandes sociétés, des entreprises, des banques, des sociétés d'assurances, etc. Ceux-ci peuvent, par exemple, contribuer à sensibiliser la population, à produire les différents objets souvenirs marqués du logo du recensement, à contribuer à la diffusion directe d'informations (affiches, prospectus, brochures), permettre la réalisation de vidéos et de vidéoclips, etc.

APPENDICE IX: CLASSIFICATION DE LA POPULATION PAR GROUPE SOCIOÉCONOMIQUE

864. La classification suivant de la population par groupe socioéconomique est suggéré:

- 1.0 Travailleurs indépendants (et travailleurs familiaux non rémunérés) occupant un emploi agricole
 - 1.1 Employeurs
 - 1.2 Travailleurs indépendants
- 2.0 Membres de coopératives de production (et travailleurs familiaux non rémunérés) occupant un emploi agricole
- 3.0 Employés occupant un emploi agricole
 - 3.1 Responsables et superviseurs d'exploitations agricoles
 - 3.2 Autres travailleurs agricoles
- 4.0 Travailleurs indépendants (et travailleurs familiaux non rémunérés) membres de professions libérales et de professions connexes
- 5.0 Autres travailleurs indépendants (et travailleurs familiaux non rémunérés)
 - 5.1 Employeurs
 - 5.2 Travailleurs indépendants
- 6.0 Membres de coopératives de production (et travailleurs familiaux non rémunérés) occupant des emplois non agricoles
- 7.0 Employés d'administration et de gestion ou membres de professions libérales et de professions connexes
 - 7.1 Dirigeants, législateurs et administrateurs de l'État
 - 7.2 Membres de professions libérales et de professions connexes
- 8.0 Autres employés non manuels
 - 8.1 Superviseurs des employés de bureau, et des employés des secteurs de la vente et des services; cadres de la fonction publique
 - 8.2 Employés de bureau et employés des secteurs de la vente et des services
 - 8.2.1 Employés de bureau et du secteur de la vente
 - 8.2.2 Employés du secteur des services
- 9.0 Autres travailleurs manuels
 - 9.1 Contremaîtres et superviseurs des travailleurs manuels
 - 9.2 Travailleurs manuels spécialisés et qualifiés
 - 9.3 Journaliers

10.0 Personnes économiquement actives non classées par ailleurs

10.1 Membres des forces armées

10.2 Personnes à la recherche d'un premier emploi

10.3 Autres

11.0 Personnes non économiquement actives

11.1 Personnes dont le revenu provient de pensions de tout type, de biens immobiliers ou d'autres placements

11.2 Personnes à charge d'autres personnes

11.3 Autres personnes non économiquement actives.

APPENDICE X: PRINCIPAUX CONCEPTS, TERMES ET DÉFINITIONS DE LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE DU FONCTIONNEMENT, DU HANDICAP ET DE LA SANTÉ

865. Les principaux concepts, termes et définitions de la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIH) sont les suivants:

Les fonctions organiques	désignent les fonctions physiologiques des systèmes organiques (y compris les fonctions psychologiques).
Les structures anatomiques	désignent les parties anatomiques du corps, telles que les organes, les membres et leurs composantes .
Les déficiences	désignent des problèmes dans la fonction organique ou la structure anatomique, tel un écart ou une perte importante.
L'activité	désigne l'exécution d'une tâche par une personne.
Les limitations d'activité	désignent les difficultés que rencontre une personne dans l'exécution de certaines activités.
La participation	désigne l'implication d'une personne dans une situation de vie réelle.
Les restrictions de participation	désignent les problèmes qu'une personne peut rencontrer en s'impliquant dans une situation de vie réelle.
Les fonctions	désignent d'une manière générale les fonctions organiques, les structures anatomiques, l'activité et la participation.
L'incapacité	est le terme générique pour les déficiences, les limitations d'activité et les restrictions de participation.
Les facteurs environnementaux	désignent l'environnement physique, social et attitudinal dans lequel les gens vivent et mènent leur vie.
Les facteurs personnels	représentent le cadre de vie d'une personne, composé de caractéristiques de la personne qui ne font pas partie d'un problème de santé ou d'un état fonctionnel. Ils peuvent inclure le sexe, la race, l'âge, la condition physique, le mode de vie, le mode d'adaptation, l'origine sociale, le niveau d'instruction, la profession, etc. La CIH ne comporte pas de classification des facteurs personnels.
Les facteurs contextuels	représentent le cadre de vie d'une personne et inclut les facteurs environnementaux et les facteurs personnels qui peuvent avoir un effet sur une personne jouissant d'un état de santé donné et l'état fonctionnel lié à la santé.

Classification de niveau I

866. Afin d'avoir une idée plus précise du contenu de la CIH, on trouvera ci-après le premier niveau des grandes catégories de classification (chapitre) de chacune des classifications de la CIH.

Fonctions organiques:

1. Fonctions mentales
2. Fonctions sensorielles et douleur
3. Fonctions de la voix et de la parole
4. Fonctions des systèmes cardiovasculaire, hématopoïétique, immunitaire et respiratoire
5. Fonctions des systèmes digestif, métabolique et endocrinien
6. Fonctions génito-urinaires et reproductives
7. Fonctions de l'appareil locomoteur et liées aux mouvements
8. Fonctions de la peau et des structures associées

Structures corporelles:

1. Structures du système nerveux
2. Œil, oreille et structures annexes
3. Structures liées à la voix et à la parole
4. Structures des systèmes cardiovasculaire, immunitaire et respiratoire
5. Structures liées aux systèmes digestif, métabolique et endocrinien
6. Structures liées à l'appareil génito-urinaire et reproductif
7. Structures liées au mouvement
8. Peau et structures annexes

Activité et participation⁶⁰:

- 1.0 Apprentissage et application des connaissances
- 2.0 Tâches et exigences générales
- 3.0 Communication
- 4.0 Mobilité
- 5.0 Entretien personnel
- 6.0 Vie domestique
- 7.0 Relations et interactions avec autrui
- 8.0 Grands domaines de la vie (éducation, travail et emploi, vie économique)
- 9.0 Vie communautaire, social et civique

Facteurs environnementaux:

1. Produits et technologie
2. Environnement naturel et changements apportés par l'homme à l'environnement
3. Soutiens et relations

⁶⁰ Alors que la révision de la CIH en était à la phase finale, il semblait possible d'établir une distinction entre activité et participation. Il n'a toutefois pas été possible de parvenir à un accord au sujet des classifications connexes. C'est pourquoi il existe une classification unique pour les deux, et quatre suggestions quant à la façon de l'utiliser.

- 4. Attitudes
- 5. Services, systèmes et politiques

867. Les facteurs personnels sont considérés comme importants mais ne sont pas classifiés dans la CIH. Pour ce qui concerne l'état de santé (troubles, affections, traumatismes et causes congénitales d'incapacité) la CIH fait référence à la CIM-10⁶¹ et à la ICECI⁶².

868. Pour préciser les fonctions ou l'incapacité d'une personne, des codes qualificatifs permettent d'indiquer l'importance et le niveau de cette fonction/incapacité, ainsi que des facteurs environnementaux qui y contribuent ou la limitent. L'intérêt de la CIH tient à sa large couverture depuis le niveau des fonctions organiques/structures anatomiques (handicap) jusqu'au niveau de la participation, y compris l'influence des facteurs environnementaux. Il est recommandé de l'utiliser aussi souvent que possible.

⁶¹ Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes, dixième révision, vol. 1 à 3, Genève, Organisation mondiale de la santé, 1992-1994.

⁶² Classification internationale des causes externes de traumatismes, Genève, Organisation mondiale de la santé, 2004.